U d'/of OTTAWA
39003001941938

PRÉCIS

DE

711-1B-179

L'HISTOIRE MODERNE,

PAR M. MICHELET,

MAITRE DE CONFÉRENCES POUR LA PHILOSOPHIE ET L'HISTOIRE,
A L'ÉCOLE PRÉPARATOIRE.

OUVRAGE ADOPTÉ PAR LE CONSEIL ROYAL DE L'UNIVERSITÉ DE FRANCE, ET PRESCRIT POUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE MODERNE, DANS LES COLLÉGES ROYAUX ET DANS LES ÉTABLISSEMENS D'INSTRUCTION PUBLIQUE.

PARIS,
LOUIS COLAS, LIBRAIRE,
RUE DAUPHINE, N° 32;
L. HACHETTE, LIBRAIRE,
RUE PIERRE-SARRAZIN, N° 12.

1827

Universitas
BIBLIOTHECA
Cracoviensis

D
209
.M52
1827

PARIS, IMPRIMERIE DE DECOURCHANT,
Rue d'Erfurth, n° 1, près l'Abbaye.

C'est surtout dans la composition d'un abrégé, qu'il faut considérer pour qui l'on écrit. Celui qu'on va lire s'adresse au jeune public de nos colléges; il est destiné à être appris par cœur, et à servir de texte aux leçons des professeurs de l'Université.

Si pourtant il tombait entre les mains de cet autre public pour lequel nous n'écrivons point, nous croirions devoir le prévenir sur le but et la forme de notre *Précis,* de crainte qu'il n'y cherchât ce qui ne doit pas s'y trouver.

D'abord, nous avons insisté sur l'histoire des événemens politiques, plus que sur l'histoire de la religion, des institutions, du commerce, des lettres et des arts. Nous n'ignorons pas que la seconde est infiniment plus importante que la première; mais c'est par l'étude de la première qu'on doit commencer.

Les faits, les dates, ne sont point en grand nombre dans ce petit livre. C'est un abrégé, et non point une table, comme celles que nous avons publiées. Les *Tableaux chronologiques et synchroniques* étaient des espèces de dépôts où l'on pouvait chercher une date, rapprocher et comparer des faits. Dans le Précis, nous nous proposions toute autre chose: laisser, s'il était possible, dans la mémoire des élèves qui l'apprendront par cœur, une empreinte durable de l'histoire moderne.

Pour atteindre ce but, il aurait fallu premièrement marquer par une division large et simple l'unité dramatique de l'histoire des trois derniers siècles; ensuite, représenter toutes les idées intermédiaires, non par des expressions abstraites, mais par des faits caractéristiques qui pussent saisir de jeunes

imaginations. Il les eût fallu peu nombreux, mais assez bien choisis pour servir de symboles à tous les autres, de sorte que les mêmes faits présentassent à l'enfant une suite d'images, à l'homme mûr une chaîne d'idées. Nous disons ce que nous aurions voulu faire, et non ce que nous avons fait.

Les derniers chapitres ne donnent que l'indication et la date des événemens. Il suffit que nos élèves n'ignorent pas entièrement la partie de l'histoire la plus rapprochée de l'époque où nous vivons. C'est pour eux un devoir d'en faire plus tard l'objet d'une étude spéciale.

L'histoire des peuples du nord et de l'orient de l'Europe occupe relativement peu de place dans cet abrégé. Les limites étroites dans lesquelles nous étons obligés de nous renfermer ne nous permettaient pas de lui donner les mêmes développemens quà celle des peuples qui ont marché à la tête de la civilisation européenne. D'ailleurs nous n'avons pu chercher l'histoire de l'Orient et du Nord dans les auteurs originaux et contemporains, comme nous l'avons fait ordinairement pour l'Occident et le Midi.

Il nous reste à prévenir un reproche, c'est d'avoir étendu plusieurs chapitres un peu au-delà de ce que comporte une leçon ordinaire. Peut-être nous excusera-t-on, si l'on considère que les premières et les dernières pages de chaque chapitre sont ordinairement remplies par des idées plus que par des faits, et que MM. les professeurs peuvent les faire lire à leurs élèves, sans exiger qu'ils les apprennent par cœur.

PRÉCIS

DE

L'HISTOIRE MODERNE.

INTRODUCTION.

Dans l'histoire ancienne de l'Europe, deux peuples dominateurs occupent la scène tour à tour; il y a généralement unité d'action et d'intérêt. Cette unité, moins visible dans le moyen âge, reparaît dans l'histoire moderne, et s'y manifeste principalement dans les révolutions du système d'équilibre.

L'histoire du moyen âge et l'histoire moderne ne peuvent être divisées avec précision. Si l'on considère l'histoire du moyen âge comme terminée avec la dernière invasion des barbares (celle des Turcs-Ottomans), l'histoire moderne comprendra trois siècles et demi, depuis la prise de Constantinople par les Turcs, jusqu'à la révolution française, 1453-1789.

L'histoire moderne peut se partager en trois grandes périodes. I. Depuis la prise de Constantinople jusqu'à la réforme de Luther, 1453-1517. — II. Depuis la Réforme jusqu'au traité de Westphalie, 1517-1648. — III. Depuis le traité de Westphalie jusqu'à la révolution française, 1648-1789. — Le système d'équilibre préparé dans la première période, se forme dans la seconde, et se maintient dans la troisième. — Les deux dernières périodes se subdivisent elles-mêmes en cinq âges du sys-

tème d'équilibre : 1515-1559, 1559-1603, 1603-1648, 1648-1715, 1715-1789.

Principaux caractères de l'Histoire Moderne.

1° Les grands états qui se sont formés par la réunion successive des fiefs tendent ensuite à engloutir les petits états, soit par la conquête, soit par des mariages. Les républiques sont absorbées par les monarchies, les états électifs par les états héréditaires. Cette tendance à l'unité absolue est arrêtée par le système d'équilibre. — Les mariages des souverains entre eux mettent dans l'Europe les liaisons et les rivalités d'une famille.

2° L'Europe tend à soumettre et à civiliser le reste du monde. La domination coloniale des Européens ne commence à être ébranlée que vers la fin du XVIIIe siècle. — Importance des grandes puissances maritimes. Communications commerciales de toutes les parties du globe (les nations anciennes avaient communiqué plus souvent par la guerre que par le commerce). — La politique, dominée dans le moyen âge, et jusqu'à la fin du XVIe siècle, par l'intérêt religieux, est de plus en plus dominée chez les modernes par l'intérêt commercial.

3° Opposition des races méridionales (de langues et de civilisation latines), et des races septentrionales (de langues et de civilisation germaniques). — Les peuples occidentaux de l'Europe développent la civilisation, et la portent aux nations les plus éloignées. Les peuples orientaux (la plupart d'origine slave) sont long-temps occupés de fermer l'Europe aux barbares; aussi leurs progrès dans les arts de la paix sont-ils plus lents. Il en est de même des peuples scandinaves, placés à l'extrémité de la sphère d'activité de la civilisation européenne.

Première Période. — *Depuis la prise de Constantinople par les Turcs, jusqu'à la réforme de Luther,* 1453-1517.

Cette période, commune au moyen âge et à l'âge

moderne, est moins caractérisée que les deux suivantes; les événemens y présentent un intérêt moins simple, une liaison moins facile à saisir. C'est encore le travail intérieur de chaque état qui tend à faire un corps avant de se lier aux états voisins. Les premiers essais du système d'équilibre datent de la fin de cette période.

Les peuples déjà civilisés au moyen âge doivent être assujétis par ceux qui ont conservé le génie tout militaire des temps barbares. Les Provençaux l'ont été par les Français; les Maures le sont par les Espagnols, les Grecs par les Turcs, les Italiens par les Espagnols et les Français.

Situation intérieure des principaux états. — Peuples d'origine germanique, peuples d'origine slave. Chez les premiers, soumis seuls au régime féodal proprement dit, une bourgeoisie libre s'est élevée à la faveur des progrès de l'aisance et de l'industrie, et soutient les rois contre les grands.

Au milieu du xve siècle, la féodalité a triomphé dans l'Empire; elle humilie les rois en Castille; elle prolonge son indépendance dans le Portugal, occupé des guerres et des découvertes d'Afrique; dans les trois royaumes du Nord, livrés à l'anarchie depuis l'union de Calmar; en Angleterre, à la faveur des guerres des Roses, à Naples, au milieu des querelles des maisons d'Aragon et d'Anjou. Mais les rois l'attaquent déjà en Écosse; en France, Charles VII, vainqueur des Anglais, en prépare l'abaissement par ses institutions; et, avant la fin du siècle, les règnes de Ferdinand le Catholique et de Ferdinand le Bâtard, de Jean II (de Portugal), de Henri VII et de Louis XI, élèveront le pouvoir royal sur les ruines de la féodalité.

Trois états se détachent de ce tableau. Lorsque les autres états tendent à l'unité monarchique, l'Italie reste divisée. La puissance des ducs de Bourgogne parvient au comble et s'écroule, tandis que s'élève la république militaire des Suisses.

Les deux grands peuples slaves présentent une opposition qui nous révèle leur destinée. La Russie devient une, et sort de la barbarie. La Pologne, tout en modifiant sa constitution, reste fidèle aux formes anarchiques des gouvernemens barbares.

Relations des principaux états entre eux. — La république européenne n'a plus cette unité d'impulsion que la religion lui donna à l'époque des Croisades; elle n'est pas encore nettement divisée comme elle le sera par la Réforme. Elle se trouve partagée en plusieurs groupes, qui suivent la position géographique des états autant que leurs relations politiques : l'Angleterre avec l'Écosse et la France; l'Aragon avec la Castille et l'Italie; l'Italie et l'Allemagne avec tous les états (directement ou indirectement); la Turquie se lie avec la Hongrie, celle-ci avec la Bohème et l'Autriche; la Pologne forme le lien commun de l'Orient et du Nord, dont elle est la puissance prépondérante. Les trois royaumes du Nord, et la Russie, forment deux mondes à part.

Les états occidentaux, la plupart agités au dedans, se reposent des guerres étrangères. — Au nord, la Suède, enchaînée depuis soixante ans au Danemark, rompt l'union de Calmar; la Russie s'affranchit des Tartars; l'ordre teutonique devient vassal de la Pologne. — Tous les états orientaux sont menacés par les Turcs, qui n'ont plus rien à craindre derrière eux depuis la prise de Constantinople; et ne sont arrêtés que par les Hongrois. L'empereur, occupé de fonder la grandeur de sa maison, l'Allemagne de réparer les maux des guerres politiques et religieuses, semblent oublier le danger.

Nous pouvons isoler l'histoire du Nord et de l'Orient, pour suivre sans distraction les révolutions des états occidentaux. Nous voyons alors l'Angleterre, le Portugal, mais surtout l'Espagne et la France, prendre une grandeur imposante, soit par leurs conquêtes

dans les pays récemment découverts, soit par la réunion de toute la puissance nationale dans la main des rois. C'est dans l'Italie que ces forces nouvelles doivent se développer par une lutte opiniâtre. Il faut donc observer comment l'Italie fut ouverte aux étrangers, avant d'assister aux commencemens de la lutte dont elle doit être le théâtre dans cette période et la suivante (1).

SECONDE PÉRIODE. — *Depuis la Réforme jusqu'au traité de Westphalie,* 1517-1648.

La seconde période de l'histoire moderne s'ouvre par la rivalité de François Ier, de Charles-Quint et de Soliman ; elle est surtout caractérisée par la Réforme. La maison d'Autriche, dont la puissance colossale pouvait seule fermer l'Europe aux Turcs, semble ne l'avoir défendue que pour l'asservir. Mais Charles-Quint rencontre une triple barrière. François Ier et Soliman combattent l'empereur pour des motifs d'ambition particulière, et sauvent l'indépendance de l'Europe. Lorsque François Ier est épuisé, Soliman le seconde, et Charles trouve un nouvel obstacle dans la ligue des protestans d'Allemagne. C'est le *premier âge de la Réforme* et *du système d'équilibre,* 1517-1550.

1550-1600, *second âge du système d'équilibre et de la*

(1) Les limites de ce tableau ne nous permettent pas de faire marcher l'histoire de la civilisation de front avec l'histoire politique. Nous nous contenterons d'en marquer ici le point de départ au XVe siècle.

Essor de l'esprit d'invention et de découvertes. — En littérature seulement l'enthousiasme de l'érudition arrête quelque temps le développement du génie moderne. — Invention de l'imprimerie (1436-1452). — Usage plus fréquent de la poudre à canon et de la boussole. — Découvertes des Portugais et des Espagnols. — Le commerce maritime, jusque là concentré dans la Baltique (ligue Hanséatique), et dans la Méditerranée (Venise, Gênes, Florence, Barcelonne, Marseille), est étendu à toutes les mers, par les voyages de Colomb, de Gama, etc., et passe entre les mains des nations occidentales vers la fin de cette période. — Commerce par terre ; négocians lombards ; Pays-Bas et villes libres d'Allemagne, entrepôts du Nord et du Midi. — Industrie manufacturière des mêmes peuples, surtout des Pays-Bas.

Réforme.—Elle s'est déjà répandue dans l'Europe, et particulièrement en France, en Angleterre, en Écosse et aux Pays-Bas. L'Espagne, le seul pays occidental qui lui soit resté fermé, s'en déclare l'adversaire; Philippe II veut ramener l'Europe à l'unité religieuse, et étendre sa domination sur les peuples occidentaux. Pendant toute la seconde période, et surtout dans cet âge, les guerres sont à la fois étrangères et civiles.

1600-1648, *troisième âge du système d'équilibre et de la Réforme.* — Le mouvement de la Réforme amène en dernier lieu deux résultats simultanés, mais indépendans l'un de l'autre : une révolution dont le dénoûment est une guerre civile, et une guerre qui présente à l'Europe le caractère d'une révolution, ou plutôt une guerre civile européenne.—En Angleterre, la Réforme victorieuse se divise et lutte contre elle-même.—En Allemagne, elle attire tous les peuples dans le tourbillon d'une guerre de trente années. De ce chaos sort le système régulier d'équilibre qui doit subsister dans la période suivante.

Les états orientaux et septentrionaux ne sont plus étrangers au système occidental, comme dans la période précédente. Au premier âge, la Turquie entre dans la balance de l'Europe; au troisième, la Suède intervient d'une manière plus décisive encore dans les affaires de l'Occident. — Dès le second, la Livonie met les états slaves en contact avec les états scandinaves, auxquels ils étaient jusque là étrangers.

Au commencement de cette période, les souverains réunissent dans leurs mains toutes les forces nationales, et présentent aux peuples le repos intérieur et les conquêtes lointaines en dédommagement de leurs priviléges.—Le commerce prend un immense développement, malgré le système de monopole qui s'organise à la même époque.

Troisième Période. — *Depuis le traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* 1648-1789.

Dans cette période le principal mobile est purement politique : c'est le *maintien du système d'équilibre.* Elle se divise en deux parties, d'environ soixante-dix ans chacune : avant la mort de Louis XIV, 1648-1715; depuis la mort de Louis XIV, 1715-1789.

I. 1648-1715, *quatrième âge du système d'équilibre.* — Au commencement de la troisième période, comme au commencement de la seconde, l'indépendance de l'Europe est en danger. La France occupe le rang politique que tenait l'Espagne, et exerce de plus l'influence d'une civilisation supérieure.

Tant que Louis XIV n'a pour adversaires que l'Espagne, déjà épuisée, la Hollande, puissance toute maritime, et l'Empire, divisé par ses négociations, il dicte des lois à l'Europe. Enfin l'Angleterre, sous un second Guillaume d'Orange, reprend le rôle qu'elle a joué du temps d'Elisabeth, celui de principal antagoniste de la puissance prépondérante. De concert avec la Hollande, elle anéantit les prétentions de la France à la domination des mers. De concert avec l'Autriche, elle la resserre dans ses limites naturelles, mais ne peut l'empêcher d'établir en Espagne une branche de la maison de Bourbon.

La Suède est la première puissance septentrionale. Sous deux conquérans, elle change deux fois la face du Nord, mais elle est trop faible pour obtenir une suprématie durable. La Russie l'arrête, et prend cette suprématie pour ne point la perdre. — Le système des états du Nord tient peu à celui des états du midi, si ce n'est par l'ancienne alliance de la Suède avec la France.

II. 1715-1789, *Cinquième âge du système d'équilibre.* — L'élévation des royaumes nouveaux de Prusse et de Sardaigne marque les premières années du XVIIIe siècle. La Prusse doit être avec l'Angleterre l'arbitre de

l'Europe, pendant que la France est affaiblie, et que la Russie n'a pas atteint toute sa force.

Il y a au XVIIIe siècle moins de disproportion entre les puissances. La nation prépondérante étant insulaire et essentiellement maritime, n'a d'autre intérêt, relativement au continent, que de maintenir l'équilibre. Telle est aussi sa conduite dans les trois guerres continentales entre les états de l'Occident. — L'Autriche, maîtresse de la plus grande partie de l'Italie, pourrait emporter la balance; l'Angleterre, son alliée, la laisse dépouiller de Naples, qui devient un royaume indépendant. — La France veut anéantir l'Autriche; l'Angleterre sauve l'existence de l'Autriche, mais n'empêche pas la Prusse de l'affaiblir et de devenir sa rivale. — L'Autriche et la France veulent anéantir la Prusse; l'Angleterre la secourt, comme elle a secouru l'Autriche, directement par ses subsides, indirectement par sa guerre maritime contre la France.

Sur mer et dans les colonies, l'équilibre est rompu par l'Angleterre. Les guerres coloniales, qui sont un des caractères de ce siècle, lui donnent l'occasion de ruiner la marine de la France et celle de l'Espagne, et de s'arroger sur les neutres une juridiction vexatoire. La révolution la moins attendue ébranle cette puissance colossale. Les plus importantes colonies de l'Angleterre lui échappent; mais elle fait face à tous ses ennemis, fonde dans l'Orient un empire aussi vaste que celui qu'elle perd dans l'Occident, et reste maîtresse des mers.

La Russie grandit, et par son développement intérieur, et par l'anarchie de ses voisins. Elle agite longtemps la Suède, dépouille la Turquie, engloutit la Pologne, et s'avance dans l'Europe. Le système des états du Nord se mêle de plus en plus à celui des états du Midi et de l'Occident. Les révolutions et les guerres sanglantes qui vont éclater à la fin de la troisième période confondront dans un seul système tous les états européens.

CHAPITRE PREMIER.

Italie. — Guerre des Turcs. 1453-1494.

Au milieu de la barbarie féodale dont le xve siècle portait encore l'empreinte, l'Italie offrait le spectacle d'une vieille civilisation. Elle imposait aux étrangers par l'autorité antique de la religion, et par toutes les pompes de l'opulence et des arts. Le Français ou l'Allemand qui passait les Alpes admirait dans la Lombardie cette agriculture savante, ces innombrables canaux qui faisaient de la vallée du Pô un vaste jardin. Il voyait s'élever des lagunes cette merveilleuse Venise, avec ses palais de marbre, et son arsenal, qui occupait cinquante mille hommes (1). De ses ports sortaient chaque année trois ou quatre mille vaisseaux, les uns pour Oran, Cadix et Bruges, les autres pour l'Egypte ou Constantinople. La *domïnante* Venise, comme elle s'appelait elle-même, commandait par ses provéditeurs dans presque tous les ports que l'on rencontre depuis le fond de l'Adriatique jusqu'à celui de la Mer-Noire.

Plus loin, c'était l'ingénieuse Florence, qui sous Côme ou Laurent se croyait toujours une république. Princes et citoyens, marchands et hommes de lettres, les Médicis recevaient par les mêmes vaisseaux les tissus d'Alexandrie et les manuscrits de la Grèce. En même temps qu'ils ressuscitaient le platonisme par les travaux de Ficin, ils faisaient élever par Brunelleschi cette coupole de Sainte-Marie, en face de laquelle Michel-Ange voulait qu'on plaçât son tombeau. Même enthousiasme pour les

(1) Daru, *Hist. de Venise*, t. III, liv. XIX.

lettres et les arts dans les cours de Milan, de Ferrare et de Mantoue, d'Urbin et de Bologne. Le conquérant espagnol du royaume de Naples imitait les mœurs italiennes, et ne demandait pour se réconcilier avec Côme de Médicis qu'un beau manuscrit de Tite-Live. A Rome enfin on trouvait l'érudition elle-même assise dans la chaire de Saint-Pierre avec les Nicolas V et les Pie II. Cette culture universelle des lettres avait humanisé les esprits. La guerre oubliait ses fureurs; dans la plus sanglante bataille du xv$_e$ siècle il n'y avait pas eu mille hommes de tués (1). Les combats n'étaient plus guère que des tournois.

Cependant un observateur attentif s'apercevait aisément de la décadence de l'Italie. Cette douceur apparente de mœurs n'était autre chose que l'affaiblissement du caractère national. Pour n'être point sanglantes, les guerres n'en étaient que plus longues, plus ruineuses. Les Condottieri promenaient à travers l'Italie des troupes indisciplinées, toujours prêtes à passer sous le drapeau opposé pour la moindre augmentation de solde; la guerre était devenue un jeu lucratif entre les Piccinino et les Sforza. Partout de petits tyrans, loués par les savans et détestés des peuples. Les lettres, dans lesquelles l'Italie plaçait elle-même sa gloire, avaient perdu l'originalité du xive siècle; aux Dante, aux Pétrarque avaient succédé les Philelphe et les Pontanus. La religion n'était nulle part plus oubliée. Le népotisme affligeait l'Eglise et lui ôtait le respect des peuples. L'usurpateur des terres du saint Siége, le condottiere Sforza datait ses lettres, *è Firmiano nostro, invito Petro et Paulo* (2).

Le génie expirant de la liberté italienne protestait encore par de vaines conspirations. Porcaro, qui se croyait prédit par les vers de Pétrarque (3), essaya de rétablir dans Rome le gouvernement républicain. A Florence les

(1) Machiavelli, *Hist. Fiorentine*, t. vii. — (2) *Id.* liv. v. — (3) *Id. ibid.*

Pazzi, à Milan le jeune Olgiati et deux autres, poignardèrent dans une église Julien de Médicis et Galéas Sforza (1476-87). Les insensés avaient cru que la liberté de leur patrie dégénérée tenait à la vie d'un homme!

Deux gouvernemens passaient pour les plus sages de l'Italie, ceux de Florence et de Venise. Laurent de Médicis faisait chanter ses vers aux Florentins, conduisait lui-même, dans les rues de la ville, de pédantesques et somptueuses mascarades (1), et se livrait en aveugle à cette munificence royale qui faisait l'admiration des gens de lettres et préparait la banqueroute de Florence. A Venise, au contraire, le plus froid intérêt semblait l'unique loi du gouvernement. Là, point de favoris, nul caprice, nulle prodigalité. Mais ce gouvernement de fer ne subsistait qu'en resserrant de plus en plus l'unité du pouvoir. La tyrannie des Dix ne suffisait plus; il fallut créer dans le sein même de ce conseil des Inquisiteurs d'état (1454). Cette dictature faisait prospérer au dehors les affaires de la république, en tarissant les sources intérieures de sa prospérité. De 1423 à 1453, Venise avait augmenté son territoire de quatre provinces, tandis que ses revenus diminuaient de plus de cent mille ducats (2). En vain elle essayait de retenir par des mesures sanguinaires le monopole qui lui échappait, en vain les Inquisiteurs d'état faisaient poignarder l'ouvrier qui transportait ailleurs une industrie utile à la république (3). Le temps n'était pas loin où l'Italie allait perdre à la fois et son commerce, et sa richesse, et son indépendance. Il fallait une nouvelle invasion des barbares pour lui arracher le monopole du commerce et des arts qui allaient être désormais le patrimoine du monde.

Quel devait être le conquérant de l'Italie? le Turc, le Français ou l'Espagnol? C'est ce qu'aucune pré-

(1) Ginguené, *Hist. litt. d'Italie*, t. III. — (2) Daru, liv. XVI. — (3) *Idem*, t. VII. Pièces justif. Statuts des inquisit. d'état, art. 26.

voyance ne pouvait déterminer. Les papes et la plupart des Italiens redoutaient avant tout les Turcs. Le grand Sforza et Alphonse le Magnanime ne songeaient qu'à fermer l'Italie aux Français, qui revendiquaient Naples, et pouvaient réclamer Milan (1). Venise, se croyant invincible dans ses lagunes, traitait indifféremment avec les uns, avec les autres, sacrifiant quelquefois à des intérêts secondaires son honneur et la sûreté de l'Italie.

Telle était la situation de cette contrée, lorsqu'elle entendit le dernier cri de détresse de Constantinople (1453). Séparée déjà de l'Europe et par les Turcs et par le schisme, cette malheureuse cité voyait sous ses murs une armée de trois cent mille barbares. Dans ce moment critique, les Occidentaux, habitués aux plaintes des Grecs, y firent encore peu d'attention. Charles VII achevait l'expulsion des Anglais; la Hongrie était agitée; l'impassible Frédéric III s'occupait d'ériger l'Autriche en archiduché. Les possesseurs de Péra et de Galata, les Génois et les Vénitiens, calculèrent la grandeur de leur perte, au lieu de la prévenir. Gênes envoya quatre vaisseaux; Venise délibéra si elle renoncerait à ses conquêtes d'Italie pour conserver ses colonies et son commerce (2). Au milieu de cette hésitation funeste, l'Italie vit débarquer sur tous ses rivages les fugitifs de Constantinople. Leurs récits remplirent l'Europe de honte et de terreur; ils déploraient Sainte-Sophie changée en mosquée, Constantinople saccagée et déserte, plus de soixante mille chrétiens traînés en esclavage; ils décrivaient les prodigieux canons de Mahomet, et ce moment où les Grecs virent à leur réveil les galères des infidèles naviguer sur la terre (3), et descendre dans leur port.

(1) Sismondi, *Hist. des Répub. italiennes*, t. x, p. 28.

(2) Daru, *Hist. de Venise*, t. II, liv. XVI; et Pièces justificatives, t. VIII.

(3) On dit que le sultan transporta sa flotte en une nuit, dans le port de Constantinople, en la faisant glisser sur des planches enduites de graisse. *Voy.* Cantimir, et Saadud-din, *Hist. Ottomane*, traduction ma-

L'Europe s'émut enfin : Nicolas V prêcha la croisade, tous les états italiens se réconcilièrent à Lodi (1454). Dans les autres pays, une foule d'hommes prirent la croix. A Lille, le duc de Bourgogne fit apparaître, dans un banquet, l'image de l'Église désolée, et, selon les rites de la chevalerie, jura Dieu, la Vierge, les dames et *le faisan*, qu'il irait combattre les infidèles (1). Mais cette ardeur dura peu. Neuf jours après avoir signé le traité de Lodi, les Vénitiens en firent un avec les Turcs; Charles VII ne permit point que l'on prêchât la croisade en France; le duc de Bourgogne resta dans ses états, et la nouvelle tentative de Jean de Calabre sur le royaume de Naples occupa toute l'attention de l'Italie (1460-64).

Les véritables, les seuls champions de la chrétienté étaient le Hongrois Huniade et l'Albanais Scanderbeg. Ce dernier, dont l'héroïsme barbare rappélait les temps de la fable, abattait, dit-on, d'un seul coup, la tête d'un taureau sauvage. On l'avait vu, comme Alexandre, dont les Turcs lui donnaient le nom, sauter seul dans les murs d'une ville assiégée. Dix ans après sa mort, les Turcs se partagèrent ses ossemens, croyant devenir invincibles (2). Encore aujourd'hui, le nom de Scanderbeg est chanté dans les montagnes de l'Épire.

L'autre *soldat de Jésus-Christ*, le *Chevalier blanc* de Valachie, le *Diable* des Turcs, arrêtait leurs progrès, tandis que les diversions de Scanderbeg les ramenaient en arrière (3). Lorsque les Ottomans attaquè-

nuscrite de M. Galland, citée par M. Daru, *Hist. de Venise*, 2e édition; pièces justificatives, t. VIII, p. 194-6.

(1) Olivier de la Marche, t. VIII de la collection des *Mémoires relatifs à l'hist. de France*, édit. de M. Petitot.

(2) Barlesio, *de Vitâ Georgii Castrioti*, etc. 1537. *passim*.

(3) Le premier titre est celui que prenait toujours Scanderbeg; le second désignait ordinairement Huniade chez ses contemporains (Comines, t. VI, ch. XIII); le troisième lui était donné par les Turcs, qui le nommaient à leurs enfans pour les effrayer (M. de Sacy, dans la *Biographie*

rent Belgrade, le boulevard de la Hongrie, Huniade traversa l'armée des infidèles pour se jeter dans la place, repoussa pendant quarante jours les plus furieux assauts, et fut célébré comme le sauveur de la chrétienté (1456). Son fils, Mathias Corvin, que la reconnaissance des Hongrois éleva au trône, opposa sa *garde noire*, première infanterie régulière qu'ait eue ce peuple, aux janissaires de Mahomet II. Le règne de Mathias fut la gloire de la Hongrie. Pendant qu'il combattait tour à tour les Turcs, les Allemands et les Polonais, il fondait dans sa capitale une université, deux académies, un observatoire, un musée d'antiques, une bibliothèque, alors la plus considérable du monde (1). Ce rival de Mahomet II parlait, comme lui, plusieurs langues; comme lui, il aimait les lettres, en conservant les mœurs des barbares. Il avait accepté, dit-on, l'offre d'un homme qui se chargeait d'assassiner son beau-père, le roi de Bohème; mais il rejeta avec indignation la proposition de l'empoisonner : *Contre mes ennemis*, dit-il, *je ne veux employer que le fer.* C'est à lui toutefois que les Hongrois durent leur grande charte (*Decretum majus*, 1485. *Voy.* le chap. III). Un proverbe hongrois suffit à son éloge : *Depuis Corvin, plus de justice.*

Le pape Pie II et Venise se liguèrent avec ce grand prince, lorque la Servie et la Bosnie, conquises par les Turcs, leur ouvrirent le chemin de l'Italie. Le pontife était l'âme de la croisade; il avait indiqué le rendez-vous d'Ancône à ceux qui voudraient aller avec lui combattre l'ennemi de la foi. L'habile secrétaire du concile de Bâle, l'esprit le plus poli du siècle, le plus subtil des diplomates, devint un héros sur la chaire de saint Pierre; la grande pensée du salut de la chré-

universelle, art. *Huniade*), comme les Sarrasins menaçaient autrefois les leurs de Richard Cœur-de-Lion.

(1) Bonfinius, *Rerum Hungaricarum decades.* 1568 *passim.*

tienté semblait lui avoir donné une âme nouvelle (1). Mais ses forces n'y suffirent pas. Le vieillard expira sur le rivage, à la vue des galères vénitiennes qui allaient le porter en Grèce (1464).

Son successeur, Paul II, abandonna cette politique généreuse. Il arma contre les Bohémiens hérétiques le gendre de leur roi, ce même Mathias Corvin, dont la valeur n'eût dû être exercée que contre les Turcs. Pendant que les chrétiens s'affaiblissaient ainsi par leurs divisions, Mahomet II jurait solennellement dans la mosquée qui fut Sainte-Sophie l'extermination du christianisme. Venise, abandonnée de ses alliés, perdit l'île de Négrepont conquise par les Turcs à la vue de sa flotte. En vain Paul II et les Vénitiens allèrent chercher des alliés jusqu'au fond de la Perse; le shah fut défait par les Turcs, et la prise de Caffa ferma pour long-temps aux Européens toute communication avec les Persans. Enfin, la cavalerie turque se répandit dans le Frioul jusqu'à la Piave, brûlant les récoltes, les bois, les villages et les palais des nobles vénitiens; la nuit on voyait de Venise même les flammes de cet incendie (2). La république abandonna la lutte inégale qu'elle soutenait seule depuis quinze ans, sacrifia Scutari et se soumit à un tribut (1479).

Le pape Sixte IV et Ferdinand, roi de Naples, qui n'avaient point secouru Venise, l'accusèrent d'avoir trahi la cause de la chrétienté. Après avoir favorisé la conjuration des Pazzi, et fait ensuite une guerre ouverte aux Médicis, ils tournaient contre les Vénitiens leur politique inquiète. La vengeance de Venise fut cruelle. En même temps que Mahomet II faisait attaquer Rhodes, on apprit que cent vaisseaux turcs, observés, ou plutôt escortés par la flotte véni-

(1) *Commentarii Pii secundi* (1610), p. 300-400. *Voy.* aussi ses lettres dans les *Œuvres complètes.*

(2) Sismondi, *Répub. Ital.* t. XI, p. 141; d'après Sabellico, témoin oculaire.

tienne, avaient passé en Italie, que déjà Otrante était prise et le gouverneur scié en deux. L'effroi fut au comble, et l'événement l'eût justifié peut-être, si la mort du sultan n'avait arrêté pour quelque temps le cours de la conquête mahométane (1480-81).

Ainsi les Italiens faisaient intervenir les étrangers dans leurs querelles. Après avoir attiré les Turcs, les Vénitiens prirent à leur service le jeune René, duc de Lorraine, héritier des droits de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples. Dès 1474, Sixte IV avait appelé les Suisses. Les *barbares* s'habituaient à passer les Alpes, et ils allaient raconter dans leurs pays les merveilles de la belle Italie; les uns célébraient son luxe et ses richesses, les autres son climat, ses vins, ses fruits délicieux (1). Alors s'éleva dans Florence la voix prophétique du dominicain Savonarole, qui annonçait à l'Italie les châtimens de Babylone et de Ninive : « O Italie, ô Rome, dit le Seigneur, je vais vous li-
» vrer aux mains d'un peuple qui vous effacera d'entre
» les peuples. Les barbares vont venir, affamés comme
» des lions..... Et la mortalité sera si grande que
» les fossoyeurs iront par les rues, criant : Qui a des
» morts? et alors l'un apportera son père, et l'autre
» son fils..... O Rome, je te le répète, fais pénitence;
» faites pénitence, ô Venise! ô Milan (2)! »

Ils persévérèrent. Le roi de Naples prit ses barons soulevés au piége d'un traité perfide. Gênes resta en proie aux factions des Adorni et des Fregosi. Laurent de Médicis au lit de mort refusa l'absolution, à laquelle Savonarole mettait pour condition l'affranchissement de Florence. A Milan, Ludovic le More enferma son neveu, en attendant qu'il l'empoisonnât. Roderic Borgia

(1) La très-joyeuse, plaisante et récréative histoire, composée par le loyal serviteur du bon Chevalier sans paour et sans reprouche, t. xv de la collect. des Mém. p. 306, 334, 385.

(2) Savonarola, *Prediche quadragesimali* (1544, in-12); *predica vigesima prima*, p. 211-212. — *Voy.* aussi *Petri Martyris Angleriï epistol.* cxxx, cxxxi, etc. « Malheur à toi, mère des arts, ô belle Italie!... etc. 1493. »

ceignit la tiare sous le nom d'Alexandre VI. Le moment inévitable était venu.

CHAPITRE II.

Occident. France et Pays-Bas, Angleterre et Écosse, Espagne et Portugal, dans la seconde moitié du xve siècle.

Avant de se disputer la possession de l'Italie, il fallait que les grandes puissances de l'Occident sortissent de l'anarchie féodale, et réunissent toutes les forces nationales dans la main des rois. Le triomphe du pouvoir monarchique sur la féodalité est le sujet de ce chapitre. Avec la féodalité périssent les priviléges et les libertés du moyen âge. Ces libertés périssent, comme celles de l'antiquité, parce qu'elles étaient des priviléges. L'égalité civile ne pouvait s'établir que par la victoire de la monarchie (1).

Les instrumens de cette révolution furent des hommes d'église et des légistes. L'Eglise ne se recrutant que par l'élection, au milieu du système universel d'hérédité qui s'établit peu à peu au moyen âge, avait élevé les vaincus au-dessus des vainqueurs, les fils des bourgeois, et ceux même des serfs, au-dessus des nobles. C'est à elle que les rois demandèrent des ministres dans leur dernière lutte contre l'aristocratie. Duprat, Wolsey et Ximénès, tous cardinaux et premiers ministres, sortaient de familles obscures. Ximénès avait commencé par enseigner le droit dans sa maison (2). Les

(1) L'égalité fait des progrès rapides au moment même où périssent les libertés politiques du moyen âge. Celles de l'Espagne sont vaincues par Charles-Quint en 1521, et en 1523 les cortès de Castille permettent à tout le monde de porter l'épée, *afin que les bourgeois puissent se défendre contre les nobles. Voy.* Ferreras, xiie partie.

(2) Gomecius, fol. 2. — Giannone remarque que sous Ferdinand le

hommes d'église et les légistes étaient imbus des principes du droit romain, bien plus favorable que les coutumes féodales au pouvoir monarchique et à l'égalité civile.

La forme de cette révolution présente quelques différences dans les divers états. En Angleterre, elle est préparée et accélérée par une guerre terrible qui extermine la noblesse; en Espagne, elle est compliquée par la lutte des croyances religieuses. Mais partout elle offre un caractère commun : l'aristocratie, déjà vaincue par le pouvoir royal, essaie de l'ébranler en le déplaçant, en renversant les maisons, les branches régnantes, pour leur substituer des maisons ennemies, des branches rivales (Voy. *le 1er de nos tableaux synchroniques*). Les moyens employés par les deux partis sont odieux et souvent atroces. La politique dans l'enfance ne choisit encore qu'entre la violence et la perfidie; voyez plus bas la mort des comtes de Douglas, des ducs de Bragance et de Viseu, surtout celle du comte de Mar et des ducs de Clarence et de Guienne. Cependant la postérité, trompée par le succès, s'est exagéré les talens des princes de cette époque (Louis XI, Ferdinand le Bâtard, Henri VII, Iwan III, etc.). Le plus habile de tous, Ferdinand le Catholique, n'est qu'un fourbe heureux aux yeux de Machiavel (*Lettres familières*, avril 1513, mai 1514).

§ I. — *France*, 1452-1494 (1).

Lorsque la retraite des Anglais permit à la France de se reconnaître, les laboureurs descendant des châ-

Bâtard, les lois romaines prévalurent à Naples sur les lois lombardes, par l'influence des professeurs qui étaient en même temps magistrats et avocats. (Liv. XXVIII, chap. V.)

(1) *Sources principales :* tomes IX, X, XI, XII, XIII, XIV, de la collection des *Mémoires relatifs à l'histoire de France*, édit. de M. Petitot, particulièrement les volumes qui contiennent les Mémoires de Comines; *Histoire des ducs de Bourgogne*, par M. de Barante, t. VII et suivans.

teaux et des villes fortes où la guerre les avait renfermés, retrouvaient leurs champs en friche et leurs villages en ruine. Les compagnies licenciées continuaient d'infester les routes et de rançonner le paysan. Les seigneurs féodaux, qui venaient d'aider Charles VII à chasser les Anglais, étaient rois sur leurs terres, et ne reconnaissaient aucune loi divine ni humaine. Un comte d'Armagnac s'intitulait *comte par la grâce de Dieu*, faisait étrangler les huissiers du parlement, épousait sa propre sœur, *et battait son confesseur quand il refusait de l'absoudre* (1). L'on avait vu pendant trois ans le frère du duc de Bretagne demander du pain aux passans par les barreaux de sa prison, jusqu'à ce que son frère le fit étrangler.

C'est vers le roi que se tournaient les espérances du pauvre peuple, c'est de lui qu'il attendait quelque soulagement à sa misère. Le système féodal qui au Xe siècle avait été le salut de l'Europe, en était devenu le fléau. Ce système semblait reprendre son ancienne force depuis les guerres des Anglais. Sans parler des comtes d'Albret, de Foix, d'Armagnac, et de tant d'autres seigneurs, les maisons de Bourgogne, de Bretagne et d'Anjou le disputaient à la maison royale de splendeur et de puissance.

Le comté de Provence, héritage de la maison d'Anjou, était une espèce de centre pour les populations du Midi, comme la Flandre pour celles du Nord; elle joignait à ce riche comté l'Anjou, le Maine et la Lorraine, entourant ainsi de tous côtés les domaines du roi. L'esprit de l'antique chevalerie semblait s'être refugié dans cette famille héroïque : le monde était plein des exploits et des malheurs du roi Réné et de ses enfans. Pendant que sa fille Marguerite d'Anjou soutenait dans dix batailles les droits de la Rose rouge,

(1) Pièces du procès de Jean IV, comte d'Armagnac, citées par les auteurs de l'*Art de vérifier les dates*. C'est Jean V qui épousa sa sœur.

Jean de Calabre, son fils, prenait, perdait le royaume de Naples, et mourait au moment où l'enthousiasme des Catalans le portait au trône d'Aragon. Des espérances si vastes, des guerres si lointaines, annulaient en France la puissance de cette maison. Le caractère de son chef était d'ailleurs peu propre à soutenir une lutte opiniâtre contre le pouvoir royal. Le bon René, dans ses dernières années, ne s'occupait guère que de poésie pastorale, de peinture et d'astrologie. Lorsqu'on lui apprit que Louis XI lui avait pris l'Anjou, il peignait une belle perdrix grise, et n'interrompit point son travail.

Le véritable chef de la féodalité était le duc de Bourgogne. Ce prince, plus riche qu'aucun roi de l'Europe, réunissait sous sa domination des provinces françaises et des états allemands, une noblesse innombrable, et les villes les plus commerçantes de l'Europe. Gand et Liége pouvaient mettre chacune quarante mille hommes sur pied. Mais les élémens qui composaient cette grande puissance étaient trop divers pour bien s'accorder. Les Hollandais ne voulaient point obéir aux Flamands, ni ceux-ci aux Bourguignons. Une implacable haine existait entre la noblesse des châteaux et le peuple des villes marchandes. Ces fières et opulentes cités mêlaient avec l'esprit industriel des temps modernes la violence des mœurs féodales. Dès que la moindre atteinte était portée aux priviléges de Gand, les doyens des métiers sonnaient la cloche de Roland, et plantaient leurs bannières dans le marché. Alors le duc montait à cheval avec sa noblesse, et il fallait des batailles et des torrens de sang.

Le roi de France au contraire était soutenu par les villes. Dans ses domaines, les petits étaient bien mieux protégés contre les grands. C'était un bourgeois, Jacques Cœur, qui lui avait prêté l'argent nécessaire pour reconquérir la Normandie. Partout le roi réprimait la licence des gens de guerre. Dès 1441, il avait débarrassé

le royaume des *compagnies*, en les envoyant contre les Suisses qui en firent justice à la bataille de Saint-Jacques. En même temps il fondait le parlement de Toulouse, étendait le ressort du parlement de Paris, malgré les réclamations du duc de Bourgogne, et limitait toutes les justices féodales. En voyant un d'Armagnac exilé, un d'Alençon emprisonné, un bâtard de Bourbon jeté à la rivière, les grands apprenaient qu'aucun rang ne mettait au-dessus des lois. Une révolution si heureuse faisait accueillir avec confiance toutes les nouveautés favorables au pouvoir monarchique. Charles VII créa une armée permanente de quinze cents lances, institua la milice des francs archers, qui devaient rester dans leurs foyers et s'exercer aux armes les dimanches; il mit sur les peuples une taille perpétuelle sans l'autorisation des états-généraux, et personne ne murmura (1444).

Les grands eux-mêmes concouraient à augmenter le pouvoir royal, dont ils disposaient tour à tour. Ceux qui ne gouvernaient point le roi se contentaient d'intriguer auprès du dauphin et de l'exciter contre son père. Tout changea de face lorsque Charles VII succomba aux inquiétudes que lui donnait son fils, retiré en Bourgogne (1461). Aux funérailles du roi, Dunois dit à toute la noblesse assemblée : « Le roi notre maître est » mort; que chacun songe à se pourvoir. »

Louis XI n'avait rien de ce caractère chevaleresque en faveur duquel les Français pardonnaient tant de faiblesses à Charles VII. Il aimait les négociations plus que les combats, s'habillait pauvrement, et s'entourait de petites gens. Il prenait un laquais pour héraut, un barbier pour gentilhomme de la chambre, appelait le prévôt Tristan *son compère*. Dans son impatience d'abaisser les grands, il renvoie dès son arrivée tous les ministres de Charles VII; il ôte aux seigneurs toute influence dans les élections ecclésiastiques, en abolissant la Pragmatique; irrite le duc de Bretagne en essayant de lui ôter les droits régaliens; le comte de Charolais, fils

du duc de Bourgogne, en rachetant à son père les villes de la Somme, et en voulant lui retirer le don de la Normandie; enfin il mécontente tous les nobles en ne tenant nul compte de leurs droits de chasse, l'offense la plus sensible peut-être pour un gentilhomme de ce temps (1).

Les grands n'éclatèrent pas avant que l'affaiblissement du duc de Bourgogne eût mis toute l'autorité entre les mains de son fils le comte de Charolais, depuis si célèbre sous le nom de Charles le Téméraire. Alors le duc Jean de Calabre, le duc de Bourbon, le duc de Nemours, le comte d'Armagnac, le sire d'Albret, le comte de Dunois, et beaucoup d'autres seigneurs se liguèrent *pour le bien public* avec le duc de Bretagne et le comte de Charolais. Ils s'entendirent, par leurs envoyés, dans l'église de Notre-Dame de Paris, et prirent pour signe de ralliement une aiguillette de soie rouge. A cette coalition presque universelle de la noblesse, le roi essaya d'opposer les villes, et surtout Paris. Il y abolit presque toutes les aides, se composa un conseil de bourgeois, et de membres du parlement et de l'université; il confia la reine à la garde des Parisiens, et voulut qu'elle fît ses couches dans leur ville, *la ville du monde qu'il aimait le mieux*. Il y eut peu d'ensemble dans l'attaque des confédérés. Louis XI eut le temps d'accabler le duc de Bourbon. Le duc de Bretagne ne joignit l'armée principale qu'après la bataille de Montlhéri. On avait si bien oublié la guerre depuis l'expulsion des Anglais, qu'à l'exception d'un petit nombre de corps, chaque armée s'enfuit de son côté (2). Alors le roi entama des négociations insidieuses, et la dissolution imminente de la ligue décida les confédérés à traiter (à Conflans et à Saint-Maur, 1465). Le roi leur accorda toutes leurs demandes; à son frère, la Normandie, province qui faisait

(1) *Hist. des ducs de Bourgogne;* 3e édition; t. VIII, p. 447.

(2) Comines, liv. I, ch. IV.

à elle seule le tiers des revenus du roi; au comte de Charolais, les villes de la Somme; à tous les autres, des places fortes, des seigneuries et des pensions. Pour que le *bien public* ne parût pas entièrement oublié, on stipula, pour la forme, qu'une assemblée de notables y aviserait. La plupart des autres articles ne furent pas exécutés plus sérieusement que le dernier; le roi profita d'une révolte de Liége et de Dinant contre le duc de Bourgogne, pour reprendre la Normandie; fit annuler par les états du royaume (à Tours, 1466) les principaux articles du traité de Conflans, et força le duc de Bretagne à renoncer à l'alliance du comte de Charolais, devenu duc de Bourgogne.

Louis XI, qui espérait encore apaiser ce dernier à force d'adresse, alla lui-même le trouver à Péronne (1468). Il y était à peine que le duc apprit la révolte des Liégeois soulevés contre lui par les agens du roi de France. Ils avaient emmené prisonnier Louis de Bourbon leur évêque, massacré l'archidiacre, et, par un jeu horrible, s'étaient jeté les uns aux autres ses membres déchirés. La fureur du duc de Bourgogne fut telle que le roi craignit un instant pour sa vie. Il voyait dans l'enceinte du château de Péronne la tour où le comte de Vermandois avait fait autrefois périr Charles le Simple. Il en fut quitte à meilleur marché. Le duc se contenta de lui faire confirmer le traité de Conflans, et de l'emmener devant Liége pour voir ruiner cette ville. Le roi, de retour, ne manqua pas de faire annuler encore par les états tout ce qu'il venait de jurer.

Alors se forma contre lui une confédération plus redoutable que celle du *bien public*. Son frère, à qui il venait de donner la Guienne, et les ducs de Bretagne et de Bourgogne, y avaient attiré la plupart des seigneurs auparavant fidèles au roi. Ils appelaient le roi d'Aragon, Juan II, qui réclamait le Roussillon, et le roi d'Angleterre, Edouard IV, beau-frère du duc de Bourgogne, qui sentait le besoin d'affermir son règne en occupant

au dehors l'esprit inquiet des Anglais. Le duc de Bretagne ne dissimulait point les vues des confédérés. « J'aime tant le bien du royaume de France, disait-il, » qu'au lieu d'un roi j'en voudrais six (1). » Louis XI n'avait pas à espérer d'être soutenu cette fois par les villes, qu'il écrasait d'impôts. La mort de son frère pouvait seule rompre la ligue : son frère mourut. Le roi, qui se faisait instruire des progrès de la maladie, ordonnait des prières publiques pour la santé du duc de Guienne, et faisait avancer des troupes pour s'emparer de son apanage. Il étouffa la procédure commencée contre le moine qu'on soupçonnait d'avoir empoisonné le prince, et fit répandre que le diable l'avait étranglé dans sa prison.

Débarrassé de son frère, Louis XI repoussa Juan II du Roussillon, Charles le Téméraire de la Picardie, et s'assura de tous les ennemis qu'il avait dans le royaume (2). Mais le plus grand danger n'était point passé. Le roi d'Angleterre débarqua à Calais, en réclamant, comme de coutume, *son royaume de France*. La nation anglaise avait fait de grands efforts pour cette guerre. *Le roi*, dit Comines, *avait dans son armée dix ou douze hommes, tant de Londres que d'autres villes, gros et gras, qui étaient les principaux entre les communes d'Angleterre, et qui avaient tenu la main à ce passage, et à lever cette puissante armée.* Au lieu de recevoir les Anglais à leur arrivée, et de les guider dans ce pays où tout était nouveau pour eux, le duc de Bourgogne s'en était allé guerroyer en Allemagne. Cependant le temps était mauvais; quoique Edouard *eût soin de faire loger en bonne tente les hommes des com-*

(1) *Hist. des ducs de Bourgogne*, t. IX, p. 412.

(2) Du duc d'Alençon, en l'emprisonnant (1472); du roi René, en lui enlevant l'Anjou (1474); du duc de Bourbon, en donnant Anne de France à son frère (1473-34), et en le nommant lui-même son lieutenant dans plusieurs provinces du Midi (1475); enfin du comte d'Armagnac et de Charles d'Albret (1473), du duc de Nemours et du connétable de Saint-Pol (1475-57), en les faisant mettre à mort tous les quatre.

munes qui l'avaient suivi, ce n'était point la vie qu'ils avaient accoutumée; ils en furent bientôt las; ils avaient cru qu'ayant une fois passé la mer, ils auraient une bataille au bout de trois jours. (Comines, l. IV, ch. XI.) Louis trouva moyen de faire accepter au roi et à ses favoris des présens et des pensions, traita tous les soldats à table ouverte, et se félicita de s'être ainsi défait, pour quelque argent, d'une armée qui venait conquérir la France.

Dès cette époque il n'eut plus rien à craindre de Charles le Téméraire. Ce prince orgueilleux avait conçu le dessein de rétablir dans de plus vastes proportions l'ancien royaume de Bourgogne, en réunissant à ses états la Lorraine, la Provence, le Dauphiné et la Suisse. Louis XI se garda bien de l'inquiéter; il prolongea les trèves, *et le laissa s'aller heurter contre l'Allemagne.* En effet, le duc ayant voulu forcer la ville de Neuss de recevoir un des deux prétendans à l'archevêché de Cologne, tous les princes de l'Empire vinrent l'observer avec une armée de cent mille hommes. Il s'obstina une année entière, et ne quitta ce malheureux siége que pour tourner ses armes contre les Suisses.

Ce peuple de bourgeois et de paysans affranchis depuis deux siècles du joug de la maison d'Autriche était toujours haï des princes et de la noblesse. Louis XI, encore dauphin, avait éprouvé la valeur des Suisses à la bataille de Saint-Jacques, où seize cents d'entre eux s'étaient fait tuer, plutôt que de reculer devant vingt mille hommes. Néanmoins le sire d'Hagenbach, gouverneur du duc de Bourgogne dans le comté de Ferrette, vexait leurs alliés et ne craignait pas de les insulter eux-mêmes. *Nous écorcherons l'ours de Berne,* disait-il, *et nous nous en ferons une fourrure.* La patience des Suisses se lassa; ils s'allièrent avec les Autrichiens, leurs anciens ennemis, firent décapiter Hagenbach, et battirent les Bourguignons à Héricourt. En vain ils essayèrent d'apaiser le duc de Bourgogne; en vain ils lui exposèrent

qu'il n'avait rien à gagner contre eux. « *Il y a plus d'or,* disaient-ils, *dans les éperons de vos chevaliers, que vous n'en trouverez dans tous nos cantons.* Le duc fut inflexible. Ayant envahi la Lorraine et la Suisse, il prit Granson, et fit noyer la garnison qui s'était rendue sur sa parole. Cependant l'armée des Suisses avançait; le duc de Bourgogne eut l'imprudence d'aller à sa rencontre, et de perdre ainsi l'avantage que la plaine donnait à sa cavalerie. Placé sur la colline qui porte encore aujourd'hui son nom, il les vit fondre du haut des montagnes, en criant *Granson! Granson!* En même temps on entendait dans toute la vallée ces deux trompes d'une monstrueuse grandeur, que les Suisses avaient, disaient-ils, reçues autrefois de Charlemagne, et qu'on nommait le taureau d'Uri et la vache d'Underwalden. Rien n'arrêta les confédérés. Les Bourguignons essayèrent toujours inutilement de plonger dans cette forêt de piques qui s'avançait au pas de course. La déroute fut bientôt complète. Le camp du duc, ses canons, ses trésors tombèrent entre les mains des vainqueurs. Mais ceux-ci ne savaient pas tout ce qu'ils avaient gagné. L'un d'eux vendit pour un écu le gros diamant du duc de Bourgogne; l'argent de son trésor fut partagé sans compter, et mesuré à pleins chapeaux. Cependant le malheur n'avait point instruit Charles le Téméraire. Trois mois après il vint attaquer les Suisses à Morat, et éprouva une défaite bien plus sanglante. Les vainqueurs ne firent point de prisonniers, et élevèrent un monument avec les ossemens des Bourguignons. *Cruel, comme à Morat,* fut long-temps un dicton populaire parmi les Suisses (1476).

Cette défaite fut la ruine de Charles le Téméraire. Il avait épuisé ses bonnes villes d'hommes et d'argent; depuis deux ans il tenait ses gentilshommes sous les armes. Il tomba dans une mélancolie qui approchait du délire, laissant croître sa barbe, et ne changeant plus de vêtement. Il s'obstinait à vouloir chasser de Lorraine le jeune

Réné qui venait d'y rentrer. Ce prince, qui avait combattu pour les Suisses, qui se plaisait à parler leur langue, qui prenait quelquefois leur costume, les vit bientôt venir à son secours. Le duc de Bourgogne, réduit à trois mille hommes, ne voulut point fuir *devant un enfant,* mais il avait lui-même peu d'espérance; au moment de combattre, l'Italien Campo-Basso, auprès duquel Louis XI marchandait depuis long-temps la vie de Charles le Téméraire, arracha la croix rouge, et commença ainsi la défaite des Bourguignons (1477). Quelques jours après on retrouva le corps du prince; on l'apporta en grande pompe à Nancy; Réné vint lui jeter de l'eau bénite, et lui prenant la main : *Beau cousin,* lui dit-il, *Dieu aie votre ame! vous nous avez fait moult maux et douleurs.* Mais le peuple ne voulut pas croire à la mort d'un prince qui depuis si long-temps occupait la renommée. On assurait toujours qu'il ne tarderait pas à reparaître; et, dix ans après, des marchands livraient gratuitement leurs marchandises, sous condition qu'on les leur paierait le double au retour du grand duc de Bourgogne. (De Barante, t. x, *passim.*)

La chute de la maison de Bourgogne affermit pour toujours celle de France. Les possesseurs des trois grands fiefs, Bourgogne, Provence, Bretagne, étant morts sans enfans mâles, nos rois démembrèrent la première succession (1477), recueillirent la seconde en vertu d'un testament (1481), et la troisième par un mariage (1491).

D'abord Louis XI espérait acquérir tout l'héritage de Charles le Téméraire en mariant le dauphin à sa fille Marie de Bourgogne. Mais les états de Flandre, las d'obéir aux Français, donnèrent la main de leur souveraine à Maximilien d'Autriche, depuis empereur et grand-père de Charles-Quint. Ainsi commença la rivalité des maisons d'Autriche et de France. Malgré la défaite des Français à Guinegate, Louis XI resta du moins maître de l'Artois et de la Franche-Comté, qui, par le

traité d'Arras (1481), devaient former la dot de Marguerite, fille de l'archiduc, promise au dauphin (Charles VIII).

Lorsque Louis XI laissa le trône à son fils encore enfant (1483), la France, qui avait tant souffert en silence, éleva la voix. Les états, assemblés en 1484 par la régente Anne de Beaujeu, voulaient : 1° donner à leurs délégués la principale influence dans le conseil de régence; 2° ne voter l'impôt que pour deux ans, au bout desquels ils seraient de nouveau assemblés ; 3° régler eux-mêmes la répartition de l'impôt. Les six *nations* entre lesquelles les états étaient divisés commençaient à se rapprocher, et voulaient se former toutes en pays d'états, comme le Languedoc et la Normandie, lorsqu'on prononça la dissolution de l'assemblée. La régente continua le règne de Louis XI par sa fermeté à l'égard des grands. Elle accabla le duc d'Orléans qui lui disputait la régence, et réunit la Bretagne à la couronne, en mariant son frère avec l'héritière de ce duché. Ainsi fut accompli l'ouvrage de l'abaissement des grands. Ainsi la France atteignit cette unité qui allait la rendre redoutable à toute l'Europe. Aux vieux serviteurs de Louis XI succède une autre génération, jeune et ardente comme son roi. Impatient de faire valoir les droits qu'il a hérités de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples, Charles VIII apaise à force d'argent la jalousie du roi d'Angleterre, rend le Roussillon à Ferdinand le Catholique, à Maximilien l'Artois et la Franche-Comté : il n'hésite point à sacrifier trois des plus fortes barrières de la France. La perte de quelques provinces importe peu au conquérant futur du royaume de Naples et de l'empire d'Orient.

§ II. — *Suite du chap.* II. — *Angleterre*, 1454-1509; *Écosse*, 1452-1513 (1).

Toujours battus depuis un siècle par les Anglais, les Français avaient enfin leur tour. A chaque campagne, les Anglais, chassés de nos villes par Dunois ou Richemont, revenaient dans leurs provinces couverts de honte, et s'en prenaient à leurs généraux, à leurs ministres; c'étaient tantôt les querelles des oncles du roi, tantôt le rappel du duc d'York, qui avaient causé leurs défaites. Au vainqueur d'Azincourt avait succédé le jeune Henri VI, dont l'innocence et la douceur étaient si peu faites pour ces temps de troubles, et dont la faible raison acheva de s'égarer au commencement de la guerre civile. Tandis que le revenu annuel de la couronne était tombé à 5,000 livres sterling (2), plusieurs grandes familles avaient réuni des fortunes royales par des mariages et des successions. Le seul comte de Warwick, le dernier et le plus illustre exemple de l'hospitalité féodale, nourrissait journellement dans ses terres jusqu'à trente mille personnes (3); quand il tenait maison à Londres, ses vassaux et ses amis consommaient six bœufs par repas (4). Cette fortune colossale était soutenue par tous les talens d'un chef de parti. Son intrépidité était étrangère au point d'honneur chevaleresque; cet homme, qu'on avait vu attaquer une flotte double de la sienne (5), fuyait souvent sans rougir (6), lorsqu'il voyait plier les siens. Impitoyable pour les nobles, il épargnait le peuple dans les batailles. Comment s'étonner qu'il ait mérité le surnom de *faiseur de rois?*

(1) *Sources principales :* Rapin-Thoiras, Hume, Lingard. C'est le dernier qu'on a suivi le plus souvent, parce qu'il préfère ordinairement les témoignages contemporains.

(2) Lingard, t. v de la traduction française, p. 259. — (3) Hume. — (4) Lingard, t. v, p. 284. — (5) *Id.* p. 232. — (6) Comines, liv. III, chap. VII.

La cour, déjà si faible contre de tels hommes, aggravait encore, comme à plaisir, le mécontentement du peuple. Lorsque la haine des Anglais contre la France était aigrie par tant de revers, on leur donna une reine française. C'était la belle Marguerite d'Anjou, fille du roi Réné de Provence, qui devait porter en Angleterre l'esprit héroïque de sa famille, mais non ses douces vertus. Henri achète sa main par la cession du Maine et de l'Anjou; au lieu de recevoir une dot, il en donne une. Un an s'écoule à peine depuis ce mariage, et l'oncle du roi, le *bon duc* de Glocester, que la nation adorait parce qu'il voulait toujours la guerre, est trouvé mort dans son lit. Les mauvaises nouvelles arrivent de France coup sur coup; on s'indigne encore de la perte du Maine et de l'Anjou, et l'on apprend que Rouen, que la Normandie entière est aux Français; leur armée ne trouve en Guienne aucune résistance. Pas un soldat n'est envoyé d'Angleterre, pas un gouverneur n'essaie de résister (1), et au mois d'août 1451, l'Angleterre n'a plus sur le continent que la ville de Calais.

L'orgueil national, si cruellement humilié, commença à chercher un vengeur. Les regards se tournèrent vers Richard d'York, dont les droits, prescrits, il est vrai, depuis long-temps, étaient supérieurs à ceux de la maison de Lancastre. A lui se rallièrent les Nevil et une grande partie de la noblesse. Le duc de Suffolck, le favori de la reine, fut leur première victime. Un imposteur souleva ensuite les hommes de Kent, toujours prêts à commencer les révolutions; les conduisit à Londres, et fit tomber la tête de lord Say, autre ministre de Henri. Enfin les partisans de Richard lui-même vinrent en armes à Saint-Alban demander qu'on leur livrât Sommerset, qui, après avoir perdu la Normandie, était devenu premier ministre. Voilà le premier sang versé dans cette guerre qui doit durer trente ans, qui doit

(1) Lingard, p. 192.

coûter la vie à quatre-vingts princes, et exterminer l'ancienne noblesse du royaume. Le duc d'York fait son roi prisonnier, le reconduit en triomphe à Londres, et se contente du titre de *protecteur* (1455).

Cependant Marguerite d'Anjou arme les comtés du nord, ennemis constans des innovations. Elle est battue à Northampton. Henri tombe de nouveau entre les mains de ses ennemis, et le vainqueur, ne dissimulant plus ses prétentions, se fait déclarer par le parlement héritier présomptif du trône. Il touchait ainsi au but de son ambition, lorsqu'il rencontra près de Wakefield l'armée que l'infatigable Marguerite avait encore rassemblée. Il accepta le combat, malgré l'infériorité de ses forces, fut vaincu, et sa tête, ornée par la reine d'un diadème de papier, fut plantée sur la muraille d'Yorck. Rutland, son fils, à peine âgé de douze ans, fuyait avec son gouverneur, lorsqu'on l'arrête au pont de Wakefield. L'enfant tombe à genoux, incapable de parler; et le gouverneur l'ayant nommé, « Ton père a » tué mon père, s'écrie lord Clifford, il faut que tu meu- » res aussi, toi et les tiens; » et il le poignarde. Cette barbarie sembla avoir ouvert un abîme entre les deux partis; les échafauds furent désormais dressés sur les champs de bataille, et attendirent les vaincus.

Alors commença d'une manière plus régulière la lutte de la Rose blanche et de la Rose rouge; tels étaient les signes de ralliement d'York et de Lancastre. Warwick fait proclamer roi, par la populace de Londres, le fils du duc d'Yorck, sous le nom d'Édouard IV (1461). Enfant de la guerre civile, Édouard versait volontiers le sang, mais il intéressait le peuple par le malheur de son père et de son frère : il n'avait que vingt ans, il aimait le plaisir, et c'était le plus bel homme du siècle. Le parti de Lancastre n'avait pour lui que la longue possession du trône et les sermens du peuple. Lorsque la reine entraînait vers le midi la tourbe effrénée des paysans du nord, qui ne se payaient que par le pil-

lage [1], Londres et les plus riches provinces s'attachaient à Édouard comme à un défenseur. Bientôt Warwick conduisit son jeune roi contre elle jusqu'au village de Towton. C'est là que pendant tout un jour, sous une neige épaisse, combattirent les deux partis avec une fureur peu commune, même dans les guerres civiles. Warwick, voyant plier les siens, tue son cheval, baise la croix que formait la garde de son épée, et jure qu'il partagera le sort du dernier des soldats. Les Lancastriens sont précipités dans les eaux du Cock. Édouard défend de faire quartier aux vaincus; trente-huit mille hommes sont noyés ou massacrés. La reine, ne ménageant plus rien, s'adressa aux étrangers, aux Français; déjà elle avait livré Berwick aux Écossais; elle passa en France, et promit à Louis XI de lui donner Calais en gage pour en obtenir un faible et odieux secours. Mais la flotte qui portait ses trésors fut brisée par la tempête; elle perdit la bataille d'Exham et ses dernières espérances (1463). Le malheureux Henri retomba bientôt au pouvoir de ses ennemis. La reine parvint en France avec son fils à travers les plus grands dangers.

Après la victoire vint le partage des dépouilles. Warwick et les autres Nevil eurent la part principale. Mais bientôt ils virent succéder à leur crédit les parens d'Élisabeth Widewile, simple lady, que l'imprudent amour d'Édouard avait élevée au trône [2]. Alors le *faiseur de rois* ne songea plus qu'à détruire son ouvrage; il négocia avec la France, souleva le nord de l'Angleterre, attira dans son parti le frère même du roi, le duc de Clarence, et se rendit maître de la personne d'Édouard; l'Angleterre eut un instant deux rois prison-

(1) Hume, Lingard, p. 25.

(2) D'après une tradition généralement suivie, Warwick aurait négocié en France le mariage du roi d'Angleterre avec Bonne de Savoie, belle-sœur de Louis XI, pendant qu'Édouard épousait Élisabeth Widevile. Cette tradition n'est point confirmée par le témoignage des trois principaux historiens contemporains. (Lingard.)

niers. Mais Warwick se vit bientôt obligé de fuir avec Clarence, et de passer sur le continent.

On ne pouvait renverser York que par les forces de Lancastre. Warwick se réconcilie avec cette même Marguerite d'Anjou qui avait fait décapiter son père, et repasse en Angleterre sur les vaisseaux du roi de France. En vain Charles le Téméraire avait averti l'indolent Édouard; en vain le peuple chantait dans ses ballades le nom de l'exilé, et faisait allusion, dans les spectacles informes de cet âge, à son infortune et à ses vertus (1). Édouard ne se réveilla qu'en apprenant que Warwick marchait à lui avec plus de soixante mille hommes. Trahi par les siens à Nottingham, il se sauva si précipitamment, qu'il aborda presque seul dans les états du duc de Bourgogne (1470).

Pendant qu'Henri VI sort de la Tour de Londres, et que le roi de France célèbre par des fêtes publiques le rétablissement de son allié, Clarence, qui se repent d'avoir travaillé pour la maison de Lancastre, rappelle son frère en Angleterre. Édouard part de Bourgogne avec les secours que le duc lui fournit secrètement, débarque à Ravenspur, au lieu même où Henri IV aborda autrefois pour renverser Richard II; s'avance sans obstacle, et déclare sur la route qu'il réclame seulement le duché d'York, héritage de son père. Il prend la plume d'autruche (1), et fait crier par les siens : *Longue vie au roi Henri!* Mais, dès que son armée est assez forte, il lève le masque et vient disputer le trône aux Lancastriens dans la plaine de Barnet. La trahison de Clarence, qui passa à son frère avec douze mille hommes, et l'erreur qui fit confondre le soleil que portait ce jour-là dans ses armes le parti d'Édouard avec l'étoile rayonnante du parti opposé, entraînèrent la perte de la bataille et la mort du comte de Warwick. Marguerite,

(1) Lingard, p. 308.

(2) Que portaient les partisans du prince de Galles, fils de Henri VI. *Ib.* p. 315.

attaquée avant d'avoir réuni les forces qui lui restaient, fut vaincue et prise avec son fils à Teukesbury. Le jeune prince fut conduit dans la tente du roi : « Qui vous a » rendu si hardi, lui dit Édouard, pour entrer dans » mes États? — Je suis venu, répondit fièrement le jeune » prince, défendre la couronne de mon père et mon pro- » pre héritage. » Édouard irrité le frappa de son gantelet au visage, et ses frères Clarence et Glocester, ou peut-être leurs chevaliers, se jetèrent sur lui et le percèrent de coups. Le jour même de l'entrée d'Édouard à Londres, on dit que Henri VI périt à la Tour, de la main même du duc de Glocester (1471). Dès lors le triomphe de la Rose blanche fut assuré. Edouard n'eut plus à craindre que ses propres frères. Il prévint Clarence en le faisant mourir sous de vains prétextes, mais il fut empoisonné par Glocester, si l'on doit en croire le bruit qui courut (1483). Voyez plus haut son expédition en France.

A peine Edouard laisse-t-il le trône à son jeune fils Edouard V, que le duc de Glocester se fait nommer *protecteur*. La reine-mère, qui savait trop quelle protection elle avait à attendre de cet homme, dont l'aspect seul faisait horreur, s'était réfugiée à Westminster; le respect du lieu saint n'arrêtant point Richard, elle lui remit en tremblant ses deux fils : mais il ne pouvait rien entreprendre contre eux avant d'avoir fait périr leurs défenseurs naturels, lord Hastings surtout, l'ami personnel d'Edouard IV. Richard entre un jour dans la salle du conseil avec un air enjoué; puis, changeant tout-à-coup de visage : « Quelle peine, s'écrie- » t-il, méritent ceux qui complotent la mort du Protec- » teur? Voyez dans quel état la femme de mon frère et » Jeanne Shore (c'était la maîtresse d'Hastings) m'ont » réduit par leurs sortiléges? » et il montrait un bras desséché qu'il avait dans cet état depuis sa naissance. Ensuite, s'adressant à Hastings : « C'est vous qui êtes l'in- » stigateur de tout cela. Par saint Paul! je ne dînerai » pas qu'on ne m'ait apporté votre tête. » Il frappe sur

une table; des soldats fondent dans la salle, entraînent Hastings, et le décapitent dans la cour, sur une pièce de charpente qui se trouvait là. Alors le parlement déclare les deux jeunes princes bâtards et fils de bâtards. Un docteur Shaw prêche au peuple *que les rejetons illégitimes ne profiteront pas;* une douzaine d'ouvriers jettent leurs bonnets en l'air en criant : Vive le roi Richard! et il accepte la couronne *pour se conformer aux ordres du peuple.* Ses neveux furent étouffés à la Tour, et long-temps après l'on retrouva deux squelettes d'enfans sous l'escalier de la prison.

Cependant le trône de Richard III était mal affermi. Il restait au fond de la Bretagne un rejeton de Lancastre, Henri Tudor de Richmont, dont les droits à la couronne étaient plus que douteux (1). Il était, par son aïeul Owen Tudor, d'origine galloise. Les Gallois l'appelèrent (2). Si l'on excepte les comtés du nord, où Richard avait beaucoup de partisans (3), toute l'Angleterre attendait Richmont pour se déclarer en sa faveur. Richard, ne sachant à qui se fier, précipita la crise, et s'avança jusqu'à Bosworth. A peine les deux armées étaient en présence, qu'il reconnut dans les rangs opposés les Stanley, qu'il croyait pour lui. Alors il s'élança, la couronne en tête, en criant : « Trahison! tra- » hison ! » tue de sa main deux gentilshommes, renverse l'étendard ennemi, et se fait jour jusqu'à son rival (4); mais il est accablé par le nombre. Lord Stanley lui arrache la couronne et la place sur la tête de Henri. Le corps dépouillé de Richard fut mis derrière un cavalier, et conduit ainsi à Leicester, la tête pendante d'un côté et les pieds de l'autre (1485).

Henri réunit les droits des deux maisons rivales par son mariage avec Elisabeth, fille d'Edouard IV. Mais son règne fut long-temps troublé par les intrigues de la

(1) Lingard, p. 397. — (2) Thierri, *Hist. de la conquête de l'Angleterre par les Normands*, t. 1er de la 3e édition. — (3) Lingard, p. 386, 396, 408. — (4) *Id.* p. 411.

veuve d'Édouard et de la sœur de ce prince, duchesse douairière de Bourgogne. Elles suscitèrent d'abord contre lui un jeune boulanger, qui se faisait passer pour le comte de Warwick, fils du duc de Clarence. Henri, ayant défait les partisans de l'imposteur à la bataille de Stoke, l'employa comme marmiton dans ses cuisines, et peu après, en récompense de sa bonne conduite, lui donna la charge de fauconnier (1). Un rival plus redoutable s'éleva ensuite contre lui. Ce personnage mystérieux, qui ressemblait à Edouard IV, prenait le nom du second fils de ce prince. La duchesse de Bourgogne le reconnut pour son neveu, après un examen solennel, et le nomma publiquement *la Rose blanche d'Angleterre* (2). Charles VIII le traita en roi. Jacques III, le roi d'Ecosse, lui donna en mariage une de ses parentes : mais ses tentatives ne furent point heureuses. Il envahit successivement l'Irlande, le nord de l'Angleterre, le comté de Cornouailles, et fut toujours repoussé. Les habitans de ce comté, trompés dans les espérances qu'ils avaient conçues à l'avénement d'un prince de race galloise (3), refusèrent de payer les impôts, et jurèrent de mourir pour le prétendant. Il n'en fut pas moins fait prisonnier, et forcé de lire, dans la salle de Westminster, une confession signée de sa main. Il y reconnaissait qu'il était né à Tournay, d'une famille juive, et qu'il s'appelait Perkin Warbeck. Un nouvel imposteur ayant pris le nom du comte de Warwick, Henri VII voulut terminer ces troubles, et fit mettre à mort le véritable comte de Warwick, prince infortuné dont la naissance faisait tout le crime, et qui, dès ses premières années, était enfermé à la Tour de Londres.

Telle fut la fin des troubles qui avaient coûté tant de sang à l'Angleterre. Qui fut vaincu dans cette longue

(1) Lingard, p. 441. — (2) *Id.* p. 467. — (3) Thierri, *Histoire de la conquête d'Angleterre par les Normands;* 1re édition, t. III.

lutte? ni York ni Lancastre, mais l'aristocratie anglaise, décimée dans les batailles, dépouillée par les proscriptions. Si l'on en croyait Fortescue, près du cinquième des terres du royaume serait tombé par confiscation entre les mains de Henri VII. Ce qui fut plus funeste encore à la puissance des nobles, c'est la loi qui leur permit d'aliéner leurs terres en cassant les substitutions. Les besoins croissans d'un luxe inconnu jusque là les firent profiter avidement de cette permission de se ruiner. Ils quittèrent, pour vivre à la cour, le séjour de leurs châteaux antiques, où ils régnaient en souverains depuis la conquête. Ils renoncèreut à cette hospitalité somptueuse par laquelle ils avaient si long-temps entretenu la fidélité de leurs vassaux. Les *hommes* des barons trouvaient déserte la salle des plaids et celle des festins; ils abandonnaient ceux qui les avaient abandonnés, et retournaient chez eux *hommes* du roi. (Abolition du droit de *maintenance*.)

Le premier souci de Henri VII pendant tout son règne fut l'accumulation d'un trésor : on comptait si peu sur l'avenir après tant de révolutions! Exigence des dettes féodales, rachat des services féodaux, amendes, confiscations, tous les moyens lui furent bons pour atteindre son but. Il obtint de l'argent de son parlement pour faire la guerre à la France; il en obtint des Français pour ne point la faire, *gagnant sur ses sujets par la guerre, et sur ses ennemis par la paix* (Bacon). Il chercha aussi à s'appuyer sur des alliances avec des dynasties mieux affermies, donna sa fille au roi d'Écosse, et obtint pour son fils l'infante d'Espagne (1502-3). Sous lui, la marine et l'industrie prirent leur premier essor. Il envoya à la recherche de nouvelles contrées le Vénitien Sébastien Gabotto, qui découvrit l'Amérique du Nord (1498). Il accorda à plusieurs villes l'exemption de la loi qui défendait au père de mettre son fils en apprentissage à moins d'avoir 20 shellings de rente en fonds de terres. Ainsi au moment où Henri VII fonde la

toute-puissance des Tudors sur l'abaissement de la noblesse, nous voyons commencer l'élévation des communes, qui dans un siècle et demi renverseront les Stuarts.

Le temps était loin encore où l'autre royaume de la Grande-Bretagne parviendrait à un ordre aussi régulier. L'Écosse contenait bien plus d'élémens de discorde que l'Angleterre. D'abord le sol plus montagneux avait mieux favorisé la résistance des races vaincues. La souveraineté des gens des *basses terres* sur les montagnards, des *Saxons* sur les Celtes (1), était purement nominale. Ceux-ci ne connaissaient guère de souverains que les chefs héréditaires de leurs clans. Le principal de ces chefs, *le lord des îles*, comte de Ross, était à l'égard des rois d'Écosse sur le pied d'un souverain tributaire plutôt que d'un sujet; c'était l'ami secret ou déclaré de tous les ennemis du roi, l'allié de l'Angleterre contre l'Écosse, celui des Douglas contre les Stuarts. Les premiers princes de cette dynastie ménagèrent les montagnards, faute de pouvoir les réduire; Jacques Ier les exempte expressément d'obéir à une loi, attendu, dit-il, *que c'est leur usage de se piller et de se tuer les uns les autres* (2). Ainsi la civilisation anglaise, qui envahissait peu à peu l'Écosse, s'arrêtait aux monts Grampian.

Au midi même de ces monts, l'autorité royale trouvait d'infatigables adversaires dans les lords et les barons, dans les Douglas surtout; cette famille héroïque, qui avait disputé le trône aux Stuarts dès l'avénement de leur dynastie, qui depuis était allée combattre les Anglais en France, et qui avait rapporté pour trophée le titre de comtes de Touraine. Dans la famille même des Stuarts, les rois d'Écosse avaient des rivaux; leurs frères

(1) Les montagnards appellent toujours *Saxons* les autres Écossais.

(2) Pinkerton, *History of Scotland, from the accession of the house of Stuart to that of Mary, with appendices of original papers*. In-4°, 1797, t. 1, p. 155.

ou leurs cousins, les ducs d'Albany, gouvernaient en leur nom, ou les inquiétaient de leurs prétentions ambitieuses. Qu'on ajoute à ces causes de troubles la singularité d'une suite de six minorités (1437-1578), et l'on comprendra pourquoi l'Écosse fut le dernier royaume qui sortit de l'anarchie du moyen âge.

Après les guerres de France, la lutte contre les Douglas devint plus terrible. Les rois y déployèrent plus de violence que d'habileté. Sous Jacques II, William Douglas, attiré par le chancelier Crichton au château d'Édimbourg, y fut mis à mort avec quelques formes d'une justice dérisoire (1440). Un autre William Douglas, le plus insolent de tous ceux qui portèrent ce nom, ayant été appelé par le même prince à Stirling, le poussa à bout par des paroles outrageantes, et fut poignardé de sa main (1452). Son frère, Jacques Douglas, marcha contre le roi à la tête de quarante mille hommes, le força de s'enfuir dans le nord, et l'eût vaincu s'il n'eût insulté les Hamiltons, jusque là attachés à sa famille. Douglas, abandonné des siens, fut obligé de s'enfuir en Angleterre, et les guerres des Roses qui commençaient empêchèrent les Anglais de se servir de ce dangereux exilé pour troubler l'Écosse. Les comtes d'Angus, branche de la maison de Douglas, reçurent le comté de Douglas, et ne furent guère moins redoutables aux rois. Peu après les Hamiltons s'élevèrent aussi, et devinrent, avec les Campbell, comtes d'Argyle, les plus puissans seigneurs de l'Écosse au XVIe et au XVIIe siècle.

Sous Jacques III (1460), l'Écosse s'étendit au nord et au midi par l'acquisition des Orcades et de Berwick; la réunion du comté de Ross à la couronne abattit pour toujours la puissance du *lord des îles;* et pourtant nul règne ne fut plus honteux. Jamais prince ne choqua, comme Jacques III, les idées et les usages de son peuple. Quel laird écossais eût daigné obéir à un roi toujours caché dans un château fort, étranger aux amusemens guerriers de la noblesse, entouré d'artistes an-

glais, décidant de la paix et de la guerre d'après les conseils d'un maître de musique, d'un maçon et d'un tailleur? Il avait été jusqu'à défendre aux nobles de paraître armés à sa cour, comme s'il eût craint de voir une épée.

Encore s'il se fût appuyé de l'amour des communes ou du clergé contre la noblesse : mais il se les aliéna en ôtant aux bourgs l'élection de leurs aldermen, au clergé la nomination de ses dignitaires.

Jacques III, qui se rendait justice, craignit que ses deux frères, le duc d'Albany et le comte de Mar, ne voulussent supplanter un roi si méprisé. La prédiction d'un astrologue le décida à les enfermer au château d'Édimbourg. Albany se sauva, et le lâche monarque crut assurer son repos en faisant ouvrir les veines à son jeune frère. Les favoris triomphaient ; le maçon ou architecte Cochrane osa se faire donner la dépouille de sa victime, et prendre le titre de comte de Mar. Telle était sa confiance dans l'avenir, qu'en mettant en circulation une monnaie de faux aloi, il avait dit : « Avant » que ma monnaie soit retirée, je serai pendu. » Il le fut en effet. Les nobles saisirent les favoris sous les yeux du roi, et les pendirent au pont de Lawder. Quelque temps après ils s'attaquèrent au roi même, et formèrent une confédération, la plus vaste qui eût jamais menacé le trône d'Ecosse (1488). Jacques avait encore pour lui les barons du nord et de l'ouest, mais il s'enfuit au premier choc, et tomba de cheval dans un ruisseau. Porté dans un moulin voisin, il demanda un confesseur; le prêtre qui se présenta était du parti ennemi ; il reçut sa confession et le poignarda (1).

Jacques IV, que les mécontens élevèrent sur le trône de son père, eut un règne plus heureux. Les barons lui obéirent moins comme à leur roi que comme au plus brillant chevalier du royaume. Il consomma la ruine

(1) Pinkerton, t. 1, p. 335.

du *lord des îles* en réunissant les Hébrides à la couronnes; il établit des cours de justice royale dans tout le nord du royaume. Négligé par les Français, Jacques IV s'était allié au roi d'Angleterre Henri VII. Lorsque Henri VIII envahit la France, Louis XII réclama le secours des Écossais; Anne de Bretagne envoya son anneau à leur roi, le désignant pour son chevalier. Jacques se serait accusé de déloyauté s'il n'eût secouru une reine suppliante. Tous les lords, tous les barons d'Ecosse le suivirent dans cette expédition romanesque. Mais il perdit un temps précieux près de Flowden, dans le château de mistress Heron, où il resta comme enchanté. Réveillé par l'arrivée de l'armée anglaise, il fut vaincu malgré sa valeur, et toute sa noblesse se fit tuer avec lui (1513). La mort de douze comtes, de treize lords, de cinq fils aînés de pairs, d'une foule de barons et de dix mille soldats, livra pour tout le siècle l'Écosse épuisée aux intrigues de la France et de l'Angleterre.

§ III. — SUITE DU CHAPITRE II.

Espagne et Portugal, 1454-1521.

C'est en Espagne que les barbares du Nord et du Midi, que les Goths et les Arabes se sont rencontrés; arrêtés par l'Océan dans la péninsule espagnole, ils y ont combattu comme en champ clos, durant tout le moyen âge. Ainsi l'esprit des croisades, qui a agité passagèrement tous les autres peuples de l'Europe, a formé le fond même du caractère espagnol, avec sa farouche intolérance et son orgueil chevaleresque, exaltés par la violence des passions africaines. Car l'Espagne tient à la Barbarie, malgré le détroit. On retrouve de ce côté les productions, les races de l'Afrique et même ses déserts (1). Une seule bataille livra l'Espagne aux Maures, et il a fallu huit cents ans pour la leur enlever.

Depuis le XIIIe siècle, la race gothique avait prévalu; au XVe, la population musulmane, concentrée dans le royaume de Grenade, et comme adossée à la mer, ne pouvait plus reculer; mais on voyait déjà auquel des deux peuples appartenait l'empire de l'Espagne : du côté des Maures, une foule de marchands, entassés dans de riches cités, amollis par les bains et par le climat (2); des agriculteurs paisibles, occupés dans leurs délicieuses vallées du soin des mûriers et du travail de la soie (3); une nation vive et ingénieuse, qui ne respirait que pour la musique et la danse, qui recherchait les vêtemens éclatans, et parait jusqu'à ses tombeaux (4); de l'autre,

(1) C'est un adage dans plusieurs parties de la vieille Castille : *L'alouette qui veut traverser le pays doit porter avec elle son grain.* Bory de Saint-Vincent, *Itinéraire*, p. 281. Sur la stérilité et la faible population de l'Aragon, même au moyen âge, *voy.* Blancas, cité par Hallam, t. Ier de la trad. p. 456.

(2) Çurita, *secunda parte de los Annales de la corona de Aragon.* 1610, in-4°, t. IV, liv. XX, folio 315. — (3) *Id.* folio 354. Gomecius, *de rebus gestis à F. Ximenès* (1569), in-fol. p. 60.

(4) *Voy.* plus bas le règne de Charles-Quint.

un peuple silencieux, vêtu de brun et de noir, qui n'aimait que la guerre ; et l'aimait sanglante ; qui, laissant aux Juifs le commerce et les sciences, ne connaissait pas de plus beau titre que celui de fils des Goths [1], race altière dans son indépendance, terrible dans l'amour et dans la religion. Là, tout le peuple se tenait pour noble; le bourgeois n'avait pas payé ses franchises [2]; le paysan, qui portait aussi l'épée contre les Maures, sentait sa dignité de *chrétien*.

Ces hommes si redoutables à l'ennemi ne l'étaient guère moins à leurs rois. Pendant long-temps les rois n'avaient été, pour ainsi dire, que les premiers des barons; celui d'Aragon poursuivait quelquefois ses sujets au tribunal du justiza, ou grand justicier du royaume [3]. L'esprit de résistance des Aragonais avait passé en proverbe, comme la fierté castillane : *Donnez un clou à l'Aragonais, il l'enfoncera avec sa tête plutôt qu'avec un marteau.* Leur serment d'obéissance était hautain et menaçant : *Nous qui séparément sommes autant que vous, et qui réunis pouvons davantage, nous vous faisons notre roi, à condition que vous garderez nos priviléges; sinon, non.*

Aussi les rois d'Espagne aimaient mieux se servir des *nouveaux chrétiens ;* c'est ainsi qu'on appelait les Juifs convertis et leurs enfans. Ils trouvaient en eux plus de lumières et d'obéissance. La tolérance des Maures les avait autrefois attirés en Espagne ; et depuis l'an 1400, plus de cent mille familles de Juifs s'étaient converties. Ils se rendaient nécessaires au roi par leur habileté dans les affaires, par leurs connaissances en médecine, en astrologie : ce fut un Juif qui fit, en 1468, au roi d'Aragon l'opération de la cataracte [4]. Le commerce était en leurs mains ; ils avaient attiré par l'usure tout l'argent du pays ; c'était à eux que les rois confiaient la le-

(1) *Hijo del godo, hidalgo,* noble. — (2) Hallam, t. I, p. 390-1. — (3) *Ib.* p. 464. — (4) Mariana, liv. XXIV, anno 1468.

vée des impôts. Que de titres à la haine du peuple! Elle éclata plusieurs fois d'une manière terrible dans les cités populeuses de Tolède, de Ségovie et de Cordoue (1).

Les grands, qui se voyaient peu à peu écartés par les *nouveaux chrétiens*, et en général par les hommes d'un rang inférieur, devenaient les ennemis de l'autorité royale, dont ils ne pouvaient disposer à leur profit. Ceux de Castille armèrent l'infant don Henri contre son père Juan II, et parvinrent à faire décapiter le favori du roi, Alvaro de Luna. Ses biens immenses furent confisqués, et, pendant trois jours, un bassin, placé sur l'échafaud près de son cadavre, reçut les aumônes de ceux qui voulaient bien contribuer aux frais de sa sépulture (2).

Henri IV, devenu roi (1454), essaya de se soustraire au joug des grands qui l'avaient soutenu lorsqu'il était infant; mais en même temps il irritait les villes, en levant des impôts de sa propre autorité, et en osant nommer lui-même des députés aux cortès (3). Il était d'ailleurs avili par sa connivence aux débauches de la reine, et par sa lâcheté; les Castillans ne pouvaient obéir à un prince qui se retirait de l'armée au moment d'une bataille (4). Les chefs des grands, Carillo, archevêque de Tolède, don Juan de Pacheco, marquis de Villena, et son frère, qui possédaient les grandes maîtrises de Sant-Iago et de Calatrava, opposèrent au roi son frère don Alonzo, encore enfant; ils déclarèrent illégitime l'infante dona Juana, qu'on croyait fille de Bertrand de la Cueva, amant de la reine; exposèrent sur un trône l'effigie de Henri, dans la plaine d'Avila, et, l'ayant dépouillée des ornemens royaux, la précipitèrent pour mettre don Alonzo à la place. Après une bataille indécise (Medina del Campo, 1465), le malheureux roi, aban-

(1) Mariana, liv. XXII, XXIII, anno 1446, 1463, 1473. — (2) *Id.* liv. XXII, anno 1451. — (3) Marina, *Teoria de las cortes*, cité par Hallam, t. I, p. 416, 424. — (4) Mariana, liv. XXIII, anno 1467.

donné de tout le monde, errait au hasard dans son royaume, au milieu des châteaux et des villes qui lui fermaient leurs portes, sans que personne daignât l'arrêter. Un soir, après une course de dix-huit lieues, il s'était hasardé à entrer dans Tolède ; on sonna le tocsin, il fut obligé de sortir, et l'un des cavaliers qui l'accompagnaient ne voulut pas même lui prêter un cheval (1).

L'Aragon et la Navarre n'étaient pas plus tranquilles. Juan II, qui succéda depuis à son frère Alfonse le Magnanime dans les royaumes d'Aragon et de Sicile, retenait à son propre fils, don Carlos de Viana, la couronne de Navarre, que ce jeune prince devait hériter de sa mère (depuis 1441). Une marâtre excitait le père contre le fils au profit des deux enfans du second lit (Ferdinand le Catholique et Léonore, comtesse de Foix). Les factions éternelles de la Navarre, les Beaumont et les Grammont, suivaient leurs haines particulières sous le nom des deux princes. Deux fois le parti le plus juste fut vaincu en bataille rangée; deux fois l'indignation des sujets de don Juan le força de mettre en liberté son malheureux fils. Don Carlos étant mort de poison ou de chagrin (1461), dona Blanca, sa sœur, héritait de ses droits. Son père la livra à Léonore, sa sœur cadette, qui l'empoisonna au château d'Orthez. La Catalogne était déjà soulevée ; l'horreur de ce double parricide exalta les esprits; les Catalans n'avaient pu avoir don Carlos pour roi, ils l'invoquèrent comme un saint (2); ils appelèrent successivement le roi de Castille, l'infant de Portugal, et Jean de Calabre, et ne se soumirent qu'au bout de dix ans de combats (1472).

Pendant que Juan II risquait la Catalogne, Ferdinand, son fils, gagnait la Castille. Le frère de Henri IV étant mort, les grands avaient substitué à ses prétentions sa sœur Isabelle. Pour l'appuyer contre le roi, ils la marièrent à l'infant d'Aragon, qui se trouvait après

(1) Mariana, liv. XXIII, anno 1468. — (2) Çurita, t. IV, liv. XX, fol. 97.

elle le plus proche héritier du trône (1469). Henri IV mourut bientôt à la suite d'un repas que lui donnèrent ses ennemis réconciliés (1474). Mais en mourant il avait déclaré que dona Juana était sa fille légitime. La Galice et tout le pays depuis Tolède jusqu'à Murcie s'étaient déclarés pour elle [1]. Le roi de Portugal, son oncle, Alfonse l'*Africain*, l'avait fiancée, et venait soutenir sa cause avec ces chevaliers qui avaient conquis Arzile et Tanger. Les Portugais et les Castillans se rencontrèrent à Toro (1476). Les premiers eurent le dessous, et les armes d'Almeyda, qui portait leur drapeau, furent suspendues dans la cathédrale de Tolède [2]. Cet échec suffit pour décourager les Portugais; tous les seigneurs castillans se rangèrent du côté de Ferdinand et d'Isabelle : la couronne de Castille fut affermie sur leur tête; et la mort de Juan II, qui leur laissa l'Aragon (1479), leur permit de tourner toutes les forces de l'Espagne chrétienne contre les Maures de Grenade.

(1481-1492) C'était un bruit qui courait chez les Maures, que le terme fatal de leur domination en Espagne était arrivé [3]. Un faquir troublait Grenade de ces prédictions lamentables, et elles étaient assez motivées par l'état du royaume. Déjà sous Henri IV ils avaient perdu Gibraltar. Des villes fortes d'assiette, mais sans fossés, sans ouvrages extérieurs, et défendues seulement par un mur peu épais; une brillante cavalerie exercée à lancer la zagaie, prompte à charger, prompte à fuir; telles étaient les ressources du peuple de Grenade [4]. Il n'avait point à compter sur l'Afrique. Ce n'était plus le temps où les hordes des Almohades et des Almoravides pouvaient inonder la Péninsule. Le soudan d'Egypte se contenta d'envoyer à Ferdinand le gardien du Saint-Sépulcre, pour lui parler en leur faveur, et fut bientôt distrait de cette affaire lointaine par la crainte que lui inspiraient les Ottomans.

[1] Mariana, liv. XXIV. — [2] *Id. ibidem.* — [3] Çurita, t. IV, liv. XX, fol. 332. — [4] *Id.* fol. 332.

Quoique tous les ans les Chrétiens et les Maures courussent alternativement le pays ennemi, brûlant les vignes, les oliviers et les orangers, un accord singulier existait entre eux : la trève ne devait pas être considérée comme rompue, lors même qu'un des deux partis aurait pris une place, pourvu qu'elle eût été occupée sans appareil de guerre, sans bannières ni trompettes, et en moins de trois jours [1]. Zahara, emportée de cette manière par les Maures, fut le prétexte de la guerre. Les Espagnols envahirent le royaume de Grenade, encouragés par leur belle reine, à laquelle seule les Castillans voulaient obéir. On voyait déjà dans cette armée les conquérans futurs de la Barbarie et de Naples, Pedro de Navarre et Gonzalve de Cordoue. Dans le cours de onze années les Chrétiens se rendirent maîtres d'Alhama, le boulevard de Grenade [2]; prirent Malaga, l'entrepôt du commerce de l'Espagne avec l'Afrique; Baça, à laquelle on donnait cent cinquante mille habitans, et vinrent enfin avec quatre-vingt mille hommes mettre le siége devant Grenade elle-même. Cette capitale était en proie aux plus furieuses discordes. Le fils s'y était armé contre le père, le frère contre le frère. Boabdil et son oncle s'étaient partagé les restes de cette souveraineté expirante, et le dernier avait vendu sa part aux Espagnols pour un riche comté. Restait Boabdil, qui s'était reconnu vassal de Ferdinand, et qui suivait l'opiniâtre fureur du peuple plutôt qu'il ne la dirigeait. Le siége dura neuf mois; un Maure essaya de poignarder Ferdinand et Isabelle; un incendie détruisit tout le camp; la reine, que rien ne décourageait, ordonna qu'une ville fût construite à la place, et la ville de Santa-Fé, élevée en quatre-vingts jours, montra aux Musulmans que le siége ne serait jamais levé [3].

[1] Çurita, fol. 314. — Mariana, liv. xxv. — [2] Çurita, t. iv, fol. 315.

[3] *Petri Martyris Anglerii epistolæ*, 73, 91, *etc.* L'auteur fut témoin oculaire de ces événemens.

Enfin les Maures ouvrirent leurs portes, sur la promesse qu'on leur fit de leur laisser des juges de leur nation, et le libre exercice de leur culte (1492).

Dans la même année, Christophe Colomb *donnait un monde à l'Espagne.*

Les royaumes de l'Espagne étaient réunis, à l'exception de la Navarre, proie certaine des deux grandes monarchies, entre lesquelles la nature elle-même semblait la diviser d'avance; mais il s'en fallait que ces parties assemblées par force composassent un corps. Les Castillans observaient d'un œil jaloux les Aragonais; les uns et les autres voyaient toujours des ennemis dans les Maures et les Juifs qui vivaient au milieu d'eux. Chaque ville avait ses franchises, chacun des grands ses priviléges. Il fallait vaincre toutes ces résistances, accorder ces forces hétérogènes avant de les tourner vers la conquête. Malgré l'habileté de Ferdinand, malgré l'enthousiasme qu'inspirait Isabelle, ils n'atteignirent ce but qu'après trente ans d'efforts. Les moyens furent terribles, proportionnés à l'énergie d'un tel peuple; le prix fut l'empire des deux mondes au XVIe siècle.

Les cortès espagnoles, qui pouvaient seules régulariser la résistance, étaient les plus anciennes assemblées de l'Europe; mais ces établissemens, formés dans l'anarchie du moyen âge, n'avaient point l'organisation qui eût pu seule en assurer la durée. En 1480, dix-sept villes de Castille étaient seules représentées; en 1520, la Galice entière n'envoyait point de députés aux cortès (1). Ceux de la seule Guadalaxara votaient pour quatre cents bourgs ou villes. Il en était à peu près de même en Aragon. La rivalité des villes perpétuait cet abus; en 1506 et en 1512, les villes privilégiées de Castille repoussèrent les réclamations des autres (2). Ainsi, pour demeurer le maître, Ferdinand n'avait qu'à laisser le champ ouvert aux prétentions rivales. Il obtint,

(1) Sepulveda, t. I, liv. II, p. 59. — (2) Hallam, t. I, d'après Marina.

par la sainte hermandad des villes et par les révoltes des vassaux, la soumission des grands [1]; par les grands, celle des villes ; par l'inquisition, celle des uns et des autres. Les violences des grands déterminèrent Saragosse à lui laisser changer ses anciennes constitutions municipales, qu'elle avait toujours défendues. L'organisation de la sainte hermandad ou fraternité des cités d'Aragon, qui aurait terminé les guerres privées des seigneurs, fut entravée par eux (1488), et le roi fut obligé, aux cortès de 1495, d'en proroger l'établissement pour dix années; mais le peuple de Saragosse en fut si irrité, que pendant long-temps le justiza d'Aragon, qui n'avait pas voulu jurer l'hermandad, n'osa plus entrer dans la ville [2]. Dès lors la royauté dut hériter en grande partie de l'attachement des peuples pour cette magistrature, considérée depuis long-temps comme le rempart des libertés publiques contre les empiètemens des rois.

Cependant Ferdinand et Isabelle n'auraient jamais acquis un pouvoir absolu, si l'indigence de la couronne les eût laissés dans la dépendance des cortès. Ils révoquèrent par deux fois les concessions de Henri IV, et celles par lesquelles ils avaient eux-mêmes acheté l'obéissance des grands (1480, 1506). La réunion des trois grandes maîtrises d'Alcantara, de Calatrava et de Sant-Iago, qu'ils eurent l'adresse de se faire déférer par les chevaliers, leur donna à la fois une armée et des biens immenses (1493, 1494). Plus tard, les rois d'Espagne, ayant obtenu du pape la vente de la bulle de la Cruzada et la présentation aux évêchés (1508, 1522), devinrent les plus riches souverains de l'Europe, avant même de tirer aucune somme considérable de l'Amérique.

C'était par des moyens semblables que les rois de Portugal fondaient leur puissance. Ils s'attribuèrent

[1] Dans la seule Galice, il fit démolir quarante-six châteaux. (Hernando de Pulgar.)

[2] Çurita, t. IV, liv. XX, fol. 251-356.

les maîtrises des ordres d'Avis, de San-Iago et du Christ, afin de mettre la noblesse dans leur dépendance. Dans une même diète (à Evora, 1482), Juan II, successeur d'Alfonse l'Africain, révoqua les concessions de ses prédécesseurs, ôta aux seigneurs le droit de vie et de mort, et soumit leurs domaines à la juridiction royale. La noblesse, indignée, prit pour chef le duc de Bragance, qui appela les Castillans; le roi le fit juger par une commission et décapiter : le duc de Viseu, cousin germain de don Juan, et son beau-frère, conspira contre lui, et le roi le poignarda de sa propre main.

Mais ce qui assura le triomphe du pouvoir absolu en Espagne, c'est qu'il s'appuya sur le zèle de la foi, qui était le trait national du caractère espagnol. Les rois se liguèrent avec l'inquisition, cette vaste et puissante hiérarchie, d'autant plus terrible qu'elle unissait la force régulière de l'autorité politique et la violence des passions religieuses. L'établissement de l'inquisition rencontra les plus grands obstacles de la part des Aragonais. Moins en contact avec les Maures que les Castillans, ils étaient moins animés contre eux : la plupart des membres du gouvernement d'Aragon descendaient de familles juives. Ils réclamèrent fortement contre le secret des procédures et contre les confiscations; choses contraires, disaient-ils, aux *fueros* du royaume. Ils assassinèrent même un inquisiteur, dans l'espoir d'effrayer les autres. Mais le nouvel établissement était trop conforme aux idées religieuses de la plupart des Espagnols pour ne pas résister à ces attaques. Le titre de *familier de l'inquisition,* qui emportait l'exemption des charges municipales, fut tellement recherché, que, dans certaines villes, ces privilégiés surpassèrent en nombre les autres habitans, et que les cortès furent obligées d'y mettre ordre (1).

(1) Inscription mise par les inquisiteurs, peu après la fondation de l'inquisition, au château de Triana, dans un faubourg de Séville : *Sanctum Inquisitionis officium contrà hæreticorum pravitatem in Hispa-*

Après la conquête de Grenade, l'inquisition ne se borna plus à des persécutions individuelles. Il fut ordonné à tous les Juifs de se convertir ou de sortir d'Espagne sous quatre mois, avec défense d'emporter ni or, ni argent (1492). Cent soixante-dix mille familles, formant une population de huit cent mille âmes, vendirent leurs effets à la hâte, et s'enfuirent en Portugal, en Italie, en Afrique et jusque dans le Levant. *Alors on vit donner une maison pour un âne, une vigne pour un morceau de toile ou de drap.* Un contemporain nous raconte qu'il vit une foule de ces malheureux débarquer en Italie, et mourir de faim et de misère auprès du mole de Gênes, seul endroit de cette ville où on leur permit de se reposer quelques jours.

Les Juifs qui se retirèrent en Portugal n'y furent reçus qu'en payant huit écus d'or par tête; encore devaient-ils, dans un temps marqué, sortir du royaume sous peine d'être faits esclaves; ce qui s'exécuta rigoureusement. On prétend cependant que les premiers qui ar-

niæ regnis initiatum est Hispali, anno MCCCCLXXXI, etc. Generalis inquisitor primus fuit Fr. Thomas de Torquemada. Faxit Deus ut in augmentum fidei usque seculi permaneat, etc. Exsurge, Domine; judica causam tuam. Capite nobis vulpes. — Autre inscription mise en 1524, par les inquisiteurs, à leur maison de Séville : *Anno Domini MCCCCLXXXI sacrum Inquisitionis Officium contrà hæreticos judaizantes ad fidei exaltationem hic exordium sumpsit; ubi, post Judæorum ac Saracenorum expulsionem ad annum usque MDXXIV, divo Carolo, etc., regnante, etc. viginti millia hæreticorum et ultra nefandum hæreseos crimen abjurârunt; nec non hominum fere millia in suis hæresibus obstinatorum posteà jure prævio ignibus tradita sunt et combusta. Domini nostri imperatoris jussu et impensis licenciatus de La Cueva poni jussit, A. D. MDXXIV.*

Il est digne de remarque que plusieurs papes réprouvèrent les rigueurs de l'Inquisition d'Espagne. Dès 1445, Nicolas V avait défendu de faire aucune différence entre les anciens et les nouveaux chrétiens. Sixte IV, Innocent VIII et Léon X accueillirent les nombreux appels que l'on fit à leur tribunal, et rappelèrent aux inquisiteurs espagnols la parabole du bon pasteur. En 1546, lorsque Charles-Quint voulait introduire l'inquisition à Naples, Paul III encouragea la résistance des Napolitains, reprochant à l'inquisition d'Espagne de ne pas profiter des exemples de douceur que lui donnait celle de Rome.

rivèrent écrivaient à leurs frères d'Espagne : « La terre » est bonne, le peuple idiot; l'eau est à nous; vous pou- » vez venir, car tout nous appartiendra. » Don Manuel, successeur de don Juan, affranchit ceux qui étaient devenus esclaves. Mais, en 1496, il leur ordonna de sortir du royaume, en laissant leurs enfans au-dessous de quatorze ans. La plupart aimèrent mieux recevoir le baptême; et, en 1507, Manuel abolit la distinction des *anciens* et des *nouveaux chrétiens*. L'inquisition fut établie en 1526 à Lisbonne, et de là elle s'étendit jusqu'aux Indes orientales, où les Portugais étaient abordés en 1498. (*Voy.* plus bas.)

Sept ans après l'expulsion des Juifs (1499-1501), le roi d'Espagne entreprit, d'une manière non moins violente, de convertir les Maures de Grenade, auxquels la capitulation garantissait le libre exercice de leur religion. Ceux de l'Albaycin (quartier le plus élevé de Grenade) se révoltèrent d'abord, et furent imités par les sauvages habitans des Alpuxarras. Les Gandules d'Afrique vinrent les soutenir, et le roi, ayant éprouvé la difficulté de les réduire, fournit des vaisseaux à ceux qui voulurent passer en Afrique; mais la plupart restèrent, feignant de se faire chrétiens (1).

La réduction des Maures fut suivie de la conquête de Naples (1501-1503) et de la mort d'Isabelle (1504). Cette grande reine était adorée du peuple castillan, dont elle représentait si bien le noble caractère (2), et dont elle

(1) Mariana, liv. XXVII.

(2) Dans la gloire de ce règne, la part principale doit revenir à la reine Isabelle. Elle montra le plus grand courage dans les traverses de sa jeunesse : lorsque Ferdinand fuyait de Ségovie, elle osa y rester *; elle voulut qu'on gardât Alhama, aux portes de Grenade, lorsque ses plus vaillans officiers proposaient la retraite **. Elle ne souscrivit qu'à regret à l'établissement de l'inquisition. Elle aimait les lettres et les protégeait; elle entendait le latin, tandis que Ferdinand savait à peine signer ***. Elle avait armé malgré lui la flotte qui découvrit l'Amérique. Elle défendit Colomb accusé, consola Gonsalve de Cordoue dans sa disgrâce, ordonna l'affranchissement des malheureux Américains.

* Mariana, liv. XXIV. — ** Curita, liv. XX. — *** Mariana, liv. XXIII, XXV.

défendait l'indépendance contre son époux. A sa mort, les Castillans n'eurent que le choix des maîtres étrangers. Il leur fallait obéir au roi d'Aragon ou à l'archiduc d'Autriche, Philippe le Beau, souverain des Pays-Bas, qui avait épousé dona Juana, fille de Ferdinand et d'Isabelle, héritière du royaume de Castille. Telle était leur antipathie pour les Aragonais, et particulièrement pour Ferdinand, que, malgré toutes les intrigues de ce dernier, qui voulait la régence, ils se rallièrent à l'archiduc dès qu'il aborda en Espagne. La conduite de Philippe fut d'abord populaire; il arrêta les violences de l'inquisition, qui allaient exciter un soulèvement général (1); mais il déposa tous les corrégidors, tous les gouverneurs de villes, pour donner leurs places à ses Flamands; enfin il voulut faire enfermer, comme folle, dona Juana, dont la faible raison était égarée par la jalousie. Philippe mourut bientôt (1506). Cependant Ferdinand n'eût pu encore gouverner la Castille, s'il n'eût été appuyé par le confesseur et le ministre d'Isabelle, le célèbre Ximénès de Cisneros, archevêque de Tolède, en qui la Castille admirait à la fois un politique et un saint. C'était un pauvre moine que l'archevêque de Grenade avait donné à Isabelle pour confesseur et pour conseiller. L'étonnement avait été grand à la cour lorsqu'on y vit paraître cet homme du désert, *dont la pâleur et l'austérité rappelaient les Paul et les Hilarion* (2). Au milieu même des grandeurs, il observait rigoureusement la règle de saint François, voyageant à pied et mendiant sa nourriture. Il fallut un ordre du pape pour l'obliger d'accepter l'archevêché de Tolède, et pour le forcer à vivre d'une manière convenable à l'opulence du plus riche bénéfice de l'Espagne. Il se résigna à porter des fourrures précieuses, mais par-dessus la serge; orna ses appartemens de lits magnifiques, et continua de coucher sur le plancher.

(1) Mariana, liv. XXVIII. — (2) *Petri Martyris Angleri epist.*

Cette vie humble et austère lui laissait dans les affaires la grandeur hautaine du caractère espagnol; les nobles, qu'il écrasait, ne pouvaient s'empêcher d'admirer son courage. Un acte aurait brouillé Ferdinand et son gendre, Ximénès osa le déchirer. Comme il traversait une place pendant un combat de taureaux, l'animal furieux fut lâché, et blessa quelques-uns des siens, sans lui faire hâter le pas (1).

Ainsi les Castillans, retrouvant dans Ximénès l'esprit héroïque de leur grande reine, oublièrent qu'ils obéissaient à Ferdinand, et les dernières années de ce prince furent marquées par la conquête de la Barbarie et de la Navarre. La guerre des Maures ne semblait pas terminée tant que ceux d'Afrique, fortifiés par une multitude de fugitifs, infestaient les côtes d'Espagne, et trouvaient un refuge assuré dans le port d'Oran, au Peñon de Velez, et dans tant d'autres repaires. Ximénès proposa, défraya et conduisit lui-même une expédition contre Oran. La prise de cette ville, emportée sous ses yeux par Pedro de Navarre, entraîna celle de Tripoli, et la soumission d'Alger, de Tunis et de Trémecen (1509-1510). Deux ans après, la réunion de la Navarre, enlevée par Ferdinand à Jean d'Albret, compléta celle de tous les royaumes d'Espagne (1512). La comtesse de Foix, Léonore, avait joui un mois de ce trône qu'elle avait acheté au prix du sang de sa sœur. Après la mort de Phébus, son fils, la main de sa fille Catherine, demandée en vain pour l'infant, fut donnée par le parti français à Jean d'Albret, que ses domaines de Foix, de Périgord et de Limoges attachaient invariablement à la France. Dès que les deux grandes puissances qui luttaient en Italie commencèrent pour ainsi dire à se prendre corps à corps, la Navarre se trouva partagée entre elles par la nécessité de sa position géographique. Ferdinand envahit les provinces espagnoles;

(1) Gomecius, *De rebus gestis à Fr. Ximenio Cisnerio*, 1569, fol. 2, 3, 7, 13, 64, 66.

Louis XII, les provinces basques, sans passer jamais pour long-temps l'immuable barrière que la nature a jetée entre elles, et que l'opposition des mœurs et des langues rend plus difficile encore à franchir.

Ximénès avait quatre-vingts ans, lorsque le roi, près de mourir, le désigna pour régent jusqu'à l'arrivée de son petit-fils Charles d'Autriche (1516). Il n'en fit pas moins face aux ennemis du dehors et du dedans. Il empêcha les Français de conquérir la Navarre par un moyen aussi nouveau que hardi, c'était de démanteler toutes les places, excepté Pampelune, et d'ôter ainsi tout point d'appui à l'invasion. En même temps il formait une milice nationale, il s'assurait des villes en leur accordant la faculté de lever elles-mêmes les impôts (Gomecius, f. 25), il révoquait les concessions que le feu roi avait faites aux grands. Lorsque ceux-ci vinrent réclamer, et témoignèrent des doutes sur les pouvoirs qui lui avaient été donnés, Ximénès leur montrant d'un balcon un train formidable d'artillerie : *Vous voyez*, dit-il, *mes pouvoirs !*

Les Flamands choquèrent l'Espagne dès leur arrivée. D'abord ils disgracièrent Ximénès expirant, et nommèrent un étranger, un jeune homme de vingt ans, pour le remplacer dans le premier siége du royaume. Ils établirent un tarif de tous les emplois, et mirent pour ainsi dire l'Espagne à l'encan. Charles prit le titre de roi, sans attendre l'aveu des cortès. Il convoqua celles de Castille dans un coin de la Galice; demanda un second subside avant qu'on eût payé le premier; l'arracha par la force ou la corruption, et partit pour prendre possession de la couronne impériale, sans s'inquiéter s'il laissait une révolution derrière lui. Cependant Tolède avait refusé d'envoyer à ces cortès; Ségovie et Zamora mirent à mort leurs députés; et telle était l'horreur qu'ils inspiraient, que personne ne voulut piller leurs maisons, ni se souiller du bien des traîtres. Cependant le mal gagnait toute l'Espagne. La Castille

et la Galice entières, Murcie et la plupart des villes de Léon et de l'Estramadure étaient soulevées. La révolte n'était pas moins furieuse à Valence, mais elle avait un caractère différent. Les habitans avaient juré une hermandad contre les nobles, et Charles, mécontent de la noblesse, avait eu l'imprudence de la confirmer. Majorque imita l'exemple de Valence, et voulut même se livrer aux Français. Dans ces deux royaumes des tondeurs de draps étaient à la tête de l'hermandad [1].

D'abord les *communeros* de Castille s'emparèrent de Tordésillas, où résidait la mère de Charles-Quint, et firent tous leurs actes au nom de cette princesse. Mais leurs succès durèrent peu. Ils avaient eu l'imprudence de demander, dans leurs remontrances, que les terres des nobles fussent soumises aux impôts. La noblesse abandonna un parti dont la victoire lui eût été préjudiciable. Les villes elles-mêmes n'étaient point d'accord entre elles. La vieille rivalité de Burgos et de Tolède se réveilla; la première se soumit au roi, qui lui assurait la franchise de ses marchés [2]. Les *communeros* divisés n'avaient plus d'espoir que dans le secours de l'armée française qui avait envahi la Navarre. Mais avant d'avoir pu opérer leur jonction avec elle, ils furent atteints par les *leales*, et entièrement défaits. (1521.) D. Juan de Padilla, le héros de la révolution, chercha la mort dans les rangs ennemis, mais il fut démonté, blessé, pris et décapité le lendemain. Avant de mourir il envoya à sa femme, D. Maria Pacheco, les reliques qu'il portait au col, et écrivit sa fameuse lettre à la ville de Tolède : « A toi, la couronne de l'Espagne et la » lumière du monde, à toi, qui fus libre dès le temps » des Goths, et qui a versé ton sang pour assurer ta » liberté et celle des cités voisines, ton fils légitime,

(1) Ferreras, XIIe partie, t. x de la traduction, p. 579, 609. — (2) Sepulveda, t. I, p. 53.

» Juan de Padilla, te fait savoir que par le sang de son » corps tes anciennes victoires vont être rafraîchies » et renouvelées! etc. [1]. » La réduction de la Castille entraîna celle du royaume de Valence et de toutes les provinces révoltées. Mais Charles-Quint, instruit par une telle leçon, respecta dès lors l'orgueil des Espagnols, affectant de parler leur langue, résidant le plus souvent parmi eux, et ménageant, dans ce peuple héroïque, l'instrument avec lequel il voulait soumettre le monde.

CHAPITRE III.

ORIENT et NORD. États germaniques et scandinaves dans la seconde moitié du xve siècle.

Si l'on consulte l'analogie des mœurs et des langues, l'on doit compter au nombre des états germaniques l'Empire, la Suisse, les Pays-Bas, l'Angleterre et les trois royaumes du nord; mais les rapports politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre avec la France nous ont forcé de réunir l'histoire de ces trois puissances dans le chapitre précédent.

L'Allemagne n'est pas seulement le centre du système germanique; c'est une petite Europe au milieu de la grande, où les variétés de population et de territoire se représentent avec des oppositions moins prononcées. On y trouvait au xve siècle toutes les formes de gouvernemens, depuis les principautés héréditaires ou électives de Saxe et de Cologne, jusqu'aux démocraties d'Uri et d'Underwald; depuis l'oligarchie commerçante de Lu-

(1) Sandoval, in-fol. 1681, liv. IX, § 22, p. 356.

beck, jusqu'à l'aristocratie militaire de l'ordre Teutonique.

Ce corps singulier de l'Empire, dont les membres étaient si hétérogènes et si inégaux, dont le chef était si peu puissant, semblait toujours prêt à se dissoudre. Les villes, la noblesse, la plupart même des princes étaient presque étrangers à un empereur que les seuls électeurs avaient choisi. Cependant la communauté d'origine et de langue a maintenu pendant des siècles l'unité du corps germanique; joignez-y la nécessité de la défense, la crainte des Turcs, de Charles-Quint, de Louis XIV.

L'Empire se souvenait toujours qu'il avait dominé l'Europe, et rappelait de temps en temps ses droits dans de vaines proclamations. Le plus puissant prince du xve siècle, Charles le Téméraire, avait paru les reconnaître en sollicitant la dignité royale de l'empereur Frédéric III. Ces prétentions surannées pouvaient devenir redoutables, depuis que la couronne impériale était fixée dans la maison d'Autriche (1438). Placée entre l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie, au véritable point central de l'Europe, l'Autriche devait prévaloir sur les trois races européennes, sur la romaine et l'esclavonne par la valeur ou l'obstination germanique, sur la germaine par l'obéissance aveugle à l'autorité militaire. Joignez à de tels avantages cette politique plus habile qu'héroïque, qui, au moyen d'une suite de mariages, mit dans les mains de la maison d'Autriche le prix du sang des autres peuples, et lui soumit les conquérans avec leurs conquêtes : elle acquit ainsi d'un côté la Hongrie et la Bohème (1526), de l'autre les Pays-Bas (1481), et par les Pays-Bas, l'Espagne, Naples et l'Amérique (1506-1516), par l'Espagne le Portugal et les Indes orientales (1581).

Vers la fin du xve siècle, la puissance impériale était tellement déchue que les princes de la maison d'Autriche oublièrent le plus souvent qu'ils étaient empe-

reurs pour ne s'occuper que des intérêts de leurs états héréditaires. Rien ne les écarta de cette politique qui devait tôt ou tard relever dans leurs mains la puissance impériale elle-même. Ainsi Frédéric III, toujours battu par l'électeur palatin ou par le roi de Hongrie, ferme l'oreille aux cris de l'Europe alarmée par les progrès des Turcs. Mais il érige l'Autriche en archiduché; il lie les intérêts de sa maison à ceux des papes, en sacrifiant à Nicolas V la pragmatique d'Augsbourg; il marie son fils Maximilien à l'héritière des Pays-Bas (1481). Maximilien lui-même devient, par son inconséquence et sa pauvreté, la risée de l'Europe, courant sans cesse de la Suisse aux Pays-Bas, et d'Italie en Allemagne, emprisonné par les gens de Bruges, battu par les Vénitiens, et notant exactement ses affronts dans son *livre rouge*. Mais il recueille les successions du Tyrol, de Goritz, et une partie de celle de Bavière. Son fils Philippe le Beau, souverain des Pays-Bas, épouse l'héritière d'Espagne (1496); un de ses petits-fils (traité de 1515) doit épouser la sœur du roi de Bohème et de Hongrie.

Pendant que la maison d'Autriche prépare ainsi sa future grandeur, l'Empire essaie de régulariser sa constitution. Le tribunal désormais permanent de *la Chambre impériale* (1495) doit faire cesser les guerres privées, et substituer un état de droit à l'état de nature qui règne encore parmi les membres du corps germanique. La division des Cercles doit faciliter l'exercice de cette juridiction. Un conseil de régence est destiné à surveiller et à suppléer l'empereur (1500). Les électeurs refusent long-temps d'entrer dans cette organisation nouvelle. L'empereur oppose le conseil Aulique à la Chambre impériale (1501), et ces institutions salutaires sont affaiblies dès leur naissance.

Cette absence d'ordre, ce défaut de protection avaient obligé successivement les parties les plus éloignées de l'Empire à former des confédérations plus ou moins indépendantes, ou à chercher des protections étrangères.

Telle fut la situation de la Suisse, de l'ordre Teutonique, des ligues du Rhin et de Souabe, de la ligue Hanséatique.

La même époque voit l'élévation des Suisses et la décadence de l'ordre Teutonique. La seconde de ces deux puissances militaires, espèce d'avant-garde que le génie belliqueux de l'Allemagne avait poussée jusqu'au milieu des Slaves, fut obligée de soumettre au roi de Pologne la Prusse, que les chevaliers Teutons avaient conquise et convertie deux siècles auparavant (traité de Thorn, 1466).

La Suisse, séparée de l'Empire par la victoire de Morgaten et par la ligue de Brunnen, avait confirmé sa liberté par la défaite de Charles le Téméraire, qui apprit à l'Europe féodale la puissance de l'infanterie. L'alliance des Grisons, l'accession de cinq nouveaux cantons (Fribourg, Soleure, Bâle, Schaffouse, Appenzel, 1481-1513), avaient porté la Suisse au plus haut point de grandeur. Les bourgeois de Berne, les bergers d'Uri se voyaient caressés par les papes et courtisés par les rois. Louis XI substitua les Suisses aux francs-archers (1480). Ils composèrent, dans les guerres d'Italie, la meilleure partie de l'infanterie de Charles VIII et de Louis XII. Dès qu'ils eurent passé les Alpes à la suite des Français, ils furent accueillis par le pape, qui les opposait aux Français eux-mêmes, et dominèrent un instant dans le nord de l'Italie (sous le nom de Maximilien Sforza). Après leur défaite de Marignan (1515), les discordes religieuses les armèrent les uns contre les autres, et les renfermèrent dans leurs montagnes.

Les deux puissances commerçantes de l'Allemagne ne formaient pas un corps assez compacte pour imiter l'exemple de la Suisse, et se rendre indépendantes.

La ligue des villes du Rhin et de Souabe se composait de riches cités entre lesquelles celles de Nuremberg, de Ratisbonne, d'Augsbourg et de Spire tenaient le premier rang. Ce sont elles qui faisaient le principal com-

merce par terre entre le Nord et le Midi. Arrivées à Cologne, les marchandises passaient entre les mains des Hanséatiques qui les distribuaient dans tout le Nord.

La ligue Hanséatique, composée de quatre-vingts villes, occupait tous les rivages septentrionaux de l'Allemagne et s'étendait sur ceux des Pays-Bas. Elle fut jusqu'au XVIe siècle la puissance dominante du Nord. La salle immense de Lubeck, où se tenaient les assemblées générales de la Hanse, atteste encore la puissance de ces marchands souverains. Ils avaient uni, par d'innombrables canaux, l'Océan, la Baltique et la plupart des fleuves du nord de l'Allemagne. Mais leur principal commerce était maritime. Les comptoirs hanséatiques de Londres, de Bruges, de Bergen, de Novogorod, étaient analogues sous plusieurs rapports aux factoreries des Vénitiens et des Génois dans le Levant; c'étaient des espèces de forts. Les commis ne pouvaient s'y marier, de peur qu'ils n'enseignassent le commerce et les arts aux indigènes (1). Ils n'étaient reçus dans certains comptoirs qu'après des épreuves cruelles qui garantissaient leur courage. Le commerce se faisait encore presque partout les armes à la main. Si les gens de la Hanse apportaient à Novogorod ou à Londres du drap de Flandre trop grossier, trop étroit ou trop cher, le peuple se soulevait, et souvent en assommait quelques-uns. Alors les marchands menaçaient de quitter la ville, et le peuple alarmé en passait par où ils voulaient. Les habitans de Bruges ayant tué quelques hommes de la Hanse, elle exigea, pour rétablir son comptoir dans cette ville, que plusieurs bourgeois fissent amende honorable, et que d'autres allassent en pélerinage à Saint-Jacques de Compostelle et à Jérusalem. En effet, la punition la plus terrible que les Hanséatiques pussent infliger à un pays, c'était de n'y plus revenir. Lorsqu'ils n'allaient point en Suède, les habitans manquaient de draps, de

(1) Voy. *passim* Mallet, *Hist. de la Ligue hanséatique*, Genève, 1805. L'auteur a souvent profité des travaux de Sartorius.

houblon, de sel et de hareng; dans les révolutions, le paysan suédois était toujours pour ceux qui lui fournissaient le hareng et le sel. Aussi la Hanse exigeait-elle des priviléges excessifs; la plupart des villes maritimes de Suède laissaient occuper au moins la moitié de leurs magistratures par des Hanséatiques.

Cependant cette vaste puissance ne portait point sur une base solide. La longue ligne qu'occupaient les villes de la Hanse, depuis la Livonie jusqu'aux Pays-Bas, était partout étroite, partout rompue par des états étrangers ou ennemis. Les villes qui la composaient avaient des intérêts divers, des droits inégaux; les unes étaient *alliées*, d'autres *protégées*, d'autres *sujettes*. Leur commerce même, qui faisait toute leur existence, était précaire. N'étant ni agricoles, ni manufacturières, ne pouvant que transporter et débiter des produits étrangers, elles se trouvaient dépendre de mille accidens naturels ou politiques qu'aucune prévoyance ne pouvait prévenir. Ainsi le hareng, qui, vers le XIVe siècle, avait quitté les côtes de Poméranie pour celles de Scanie, commença, au milieu du XVe, à émigrer des côtes de la Baltique vers celles de l'Océan du Nord. Ainsi la soumission de Novogorod et de Plescow au tzar Iwan III (1477), la réduction de Bruges par l'armée de l'Empire (vers 1489), fermèrent aux Hanséatiques les deux sources principales de leurs richesses. En même temps les progrès de l'ordre public rendaient la protection de la Hanse inutile à un grand nombre de villes continentales, surtout depuis que la constitution de l'Empire se fut affermie, vers 1495. Celles du Rhin n'avaient jamais voulu s'unir à elles; Cologne, qui était entrée dans leur ligue, s'en sépara, et demanda la protection de la Flandre. Les Hollandais, dont le commerce et l'industrie avaient grandi à l'ombre de la Hanse, n'eurent plus besoin d'elle quand ils devinrent sujets des puissantes maisons de Bourgogne et d'Autriche, et commencèrent à lui disputer le monopole de la Baltique. A la fois agriculteurs, manufactu-

riers et commerçans, ils avaient l'avantage sur une puissance toute commerçante. Pour défendre les intérêts de leur trafic contre ces dangereux rivaux, les Hanséatiques furent obligés d'intervenir dans toutes les révolutions du Nord.

Le christianisme et la civilisation étant passés d'Allemagne en Danemark, et de là en Suède et en Norwége, conservèrent long-temps au Danemark la prépondérance sur les deux autres états. Les évêques suédois et norwégiens étaient les plus puissans seigneurs de ces contrées, et ils étaient également dévoués aux Danois. Mais les rois de Danemark ne purent faire valoir cette prépondérance que par des efforts continuels, qui les mettaient dans la dépendance des nobles danois, et les obligeaient de leur faire des concessions fréquentes : ces concessions ne se faisaient qu'aux dépens du pouvoir royal et de la liberté des paysans, qui peu à peu tombèrent dans l'esclavage. En Suède, au contraire, les paysans s'éloignèrent peu de l'ancienne liberté des peuples scandinaves, et formèrent même un ordre politique. Cette différence de constitution explique la vigueur avec laquelle la Suède repoussa le joug des Danois. Quant aux Norwégiens, soit que le clergé eût encore plus d'influence chez eux que chez les Suédois, soit qu'ils craignissent d'obéir à la Suède, ils montrèrent ordinairement moins de répuguance pour la domination danoise.

La fameuse union de Calmar, qui avait semblé promettre aux trois royaumes du Nord tant de gloire et de puissance, n'avait fait qu'établir le joug des princes danois, et des Allemands dont ils s'entouraient, sur la Suède et la Norwége. La révolution de 1433, comme celle de 1521, commença par les paysans de la Dalécarlie; Engelbrecht en fut le Gustave Wasa; la première comme la seconde fut soutenue par les villes hanséatiques, dont le roi de Danemark (Eric le Poméranien, neveu de

Marguerite de Waldemar) combattait le monopole en favorisant les Hollandais. L'union fut rétablie quelque temps par Christophe le Bavarois, le *roi de l'écorce*, comme l'appelaient les Suédois, obligés de vivre d'écorce d'arbre (1). Mais après sa mort (1448), ils chassèrent les Danois et les Allemands, se donnèrent pour roi Charles Canutson, maréchal du royaume, et refusèrent de reconnaître le nouveau roi de Danemark et de Norwége, Christiern, premier de la maison d'Oldenbourg (d'où sortent, par la branche de Holstein-Gottorp, la dernière dynastie de Suède et la maison impériale de Russie aujourd'hui régnante). Les Danois, fortifiés par la réunion du Slesvic et du Holstein (1459), rétablirent deux fois leur domination sur la Suède, par le secours de l'archevêque d'Upsal (1457, 1465), et furent deux fois chassés par le parti de la noblesse et du peuple.

A la mort de Charles Canutson, en 1470, la Suède se donna successivement pour *administrateurs* trois seigneurs du nom de Sture (Stenon, Swante et Stenon). Ils s'appuyèrent sur les laboureurs, et les rappelèrent dans le sénat; ils battirent les Danois devant Stockholm (1471), et leur prirent le fameux drapeau de Danebrog, qui était comme le palladium de la monarchie. Ils fondèrent l'université d'Upsal, en même temps que le roi de Danemark instituait celle de Copenhague (1477, 1478). Enfin, si l'on excepte une courte période, pendant laquelle la Suède fut obligée de reconnaître Jean II, successeur de Christiern Ier, ils la maintinrent indépendante jusqu'en 1520.

(1) Cateau-Calleville, *Hist. des révol. de Norwége*, 1818, 2e v. p. 97.

CHAPITRE IV.

ORIENT et NORD. États Slaves, et Turquie, dans la seconde moitié du xve siècle.

LA conquête de l'empire grec par les Turcs-Ottomans peut être considérée comme la dernière invasion des barbares et le terme du moyen âge. C'est aux peuples d'origine slave, placés sur la route des barbares de l'Asie, qu'il appartient de leur fermer l'Europe, ou du moins de les arrêter par de puissantes diversions. La Russie, qui a déjà épuisé la fureur des Tartars au xive siècle, va leur redevenir formidable sous Iwan III (1462). Contre l'invasion des Turcs, une première ligne, composée de Hongrois, Valaques et Moldaves, couvre l'Allemagne et la Pologne, qui forment comme la réserve de l'armée chrétienne. La Pologne, plus forte que jamais, n'a plus d'ennemis derrière elle; elle vient de soumettre la Prusse et de pénétrer jusqu'à la Baltique (1454-1466).

I. Les progrès rapides de la conquête ottomane pendant le xve siècle s'expliquent par les causes suivantes: 1° esprit fanatique et militaire; 2° troupes réglées, opposées aux milices féodales des Européens et à la cavalerie des Persans et des Mamelucs; institution des janissaires; 3° situation particulière des ennemis des Turcs : à l'orient, troubles politiques et religieux de la Perse, faibles fondemens de la puissance des Mamelucs; à l'occident, discordes de la chrétienté; la Hongrie la défend du côté de la terre, Venise du côté de

la mer; mais elles sont affaiblies, l'une par l'ambition de la maison d'Autriche, l'autre par la jalousie de l'Italie et de toute l'Europe; héroïsme impuissant des chevaliers de Rhodes et des princes d'Albanie.

Nous avons vu, dans le chapitre premier, Mahomet II achever la conquête de l'empire grec, échouer contre la Hongrie, mais s'emparer de la domination des mers, et faire trembler la chrétienté. A l'avénement de Bajazet II (1481), les rôles changèrent; la terreur passa du côté du sultan. Son frère Zizim, qui lui avait disputé le trône, s'étant réfugié chez les chevaliers de Rhodes, devint, entre les mains du roi de France, et ensuite du pape, un gage de la sûreté de l'Occident. Bajazet paya à Innocent VIII et à Alexandre VI des sommes considérables pour qu'ils le retinssent prisonnier. Ce prince impopulaire, qui avait commencé son règne par faire périr le visir Achmet, l'idole des janissaires, le vieux général de Mahomet II, suivit, malgré lui, l'ardeur militaire de la nation. Les Turcs tournèrent d'abord leurs armes contre les Mamelucs et les Persans. Défaits par les premiers, à Issus, ils préparèrent la ruine de leurs vainqueurs, en dépeuplant la Circassie, où les Mamelucs se recrutaient. Après la mort de Zizim, n'ayant plus à craindre une guerre intérieure, ils attaquèrent les Vénitiens dans le Péloponèse, et menacèrent l'Italie (1499-1503); mais la Hongrie, la Bohème et la Pologne se mirent en mouvement, et l'avénement des Sophis renouvela et régularisa la rivalité politique des Persans et des Turcs (1501). Après cette guerre, Bajazet indisposa les Turcs contre lui par une paix de huit années, voulut abdiquer en faveur de son fils Achmet, et fut détrôné par son second fils Sélim, qui le fit périr. L'avénement du nouveau prince, le plus cruel et le plus belliqueux de tous les sultans, jeta l'Orient et l'Occident dans les mêmes alarmes (1512) : on ne savait s'il fondrait d'abord sur la Perse, sur l'Egypte, ou sur l'Italie (*Cantimir* passim).

II. L'Europe n'eût eu rien à craindre des barbares, si la Hongrie, unie à la Bohème d'une manière durable, les eût tenus en respect. Mais la première attaqua la seconde dans son indépendance et dans sa croyance religieuse. Ainsi affaiblies l'une par l'autre, elles flottèrent, au xve siècle, entre les deux puissances esclavone et allemande, qui les environnaient (Pologne et Autriche). Réunies, de 1453 à 1458, sous un prince allemand, quelque temps séparées et indépendantes sous des souverains nationaux (la Bohème jusqu'en 1471, la Hongrie jusqu'en 1490), elles furent de nouveau réunies, sous des princes polonais, jusqu'en 1526, époque à laquelle elles passèrent définitivement sous la domination autrichienne.

Après le règne de Ladislas d'Autriche, qui avait reçu tant de gloire des exploits de Jean Huniade, Georges Podiébrad s'empara de la couronne de Bohème, et Mathias Corvin, fils de Huniade, fut élu roi de Hongrie (1458). Ces deux princes combattirent avec succès les prétentions chimériques de l'empereur Frédéric III. Podiébrad protégea les Hussites, et encourut l'inimitié des papes; Mathias combattit les Turcs avec gloire, et obtint la faveur de Paul II, qui lui offrit la couronne de Podiébrad, son beau-père. Ce dernier opposa à Mathias l'alliance du roi de Pologne, dont il fit reconnaître le fils aîné Wladislas pour son successeur. En même temps Casimir, frère de Wladislas, essayait d'enlever à Mathias la couronne de Hongrie. Mathias, ainsi pressé de tous côtés, fut obligé de renoncer à la conquête de la Bohème, et de se contenter des provinces de Moravie, de Silésie et de Lusace, qui devaient revenir à Wladislas, si Mathias mourait le premier (1475-1478).

Le roi de Hongrie se dédommagea aux dépens de l'Autriche. Sous le prétexte que Frédéric III lui avait refusé sa fille, il envahit par deux fois ses états, et s'en maintint en possession. Avec ce grand prince, la chrétienté perdit son principal défenseur, la Hongrie ses

conquêtes et sa prépondérance politique (1490). La civilisation, qu'il avait essayé d'introduire dans ce royaume, fut ajournée pour plusieurs siècles. Nous avons parlé (chapitre 1er) de ce qu'il fit pour les lettres et les arts. Par son *Decretum majus*, il régularisa la discipline militaire, abolit le combat judiciaire, défendit de paraître en armes aux foires et marchés, ordonna que les peines ne seraient plus étendues aux parens du coupable, que ses biens ne seraient plus confisqués, que le roi n'accepterait point de mines d'or, de sel, etc., sans dédommager le propriétaire, etc. (1).

Wladislas (de Pologne), roi de Bohème, ayant été élu roi de Hongrie, fut attaqué par son frère Jean Albert et par Maximilien d'Autriche, qui tous deux prétendaient à cette couronne. Il apaisa son frère par la cession de la Silésie (1491), et Maximilien, en substituant à la maison d'Autriche le royaume de Hongrie, en cas qu'il manquât lui-même de postérité mâle (*Voyez* 1526.) — Sous Wladislas, et sous son fils Louis II, qui lui succéda, encore enfant, en 1516, la Hongrie fut impunément ravagée par les Turcs.

III. La Pologne, réunie depuis 1386 à la Lithuanie, par Wladislas Jagellon, premier prince de cette dynastie, se trouvait, au xve siècle, la puissance prépondérante entre les états Slaves. Couverte du côté des Turcs par la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie, rivale de la Russie pour la Lithuanie, de l'Autriche pour la Hongrie et la Bohème, elle disputait à l'ordre Teutonique la Prusse et la Livonie. Le principe de sa faiblesse était la jalousie des deux peuples de langues différentes dont se composait le corps de l'État. Les Jagellons, princes lithuaniens, auraient voulu que leur pays ne dépendît point des lois polonaises, et qu'il recouvrât la Podolie. Les Polonais reprochaient à Casimir IV *de*

(1) Bonfinius, *Rerum hungaricarum decades*, 1568, in-fol., p. 649.

passer l'automne, l'hiver et le printemps en Lithuanie (1).

Sous Casimir, second fils de Wladislas Jagellon (Ve du nom), les Polonais protégèrent les Slaves de la Prusse, contre la tyrannie des chevaliers Teutons, et imposèrent à ceux-ci le traité de Thorn (1466), par lequel l'ordre perdait la Prusse occidentale, et devenait vassal de la Pologne pour la Prusse orientale. Qui eût dit alors que la Prusse démembrerait un jour la Pologne? En même temps les Polonais donnaient un roi à la Bohème et à la Hongrie (1471,1490). Les trois frères de Wladislas, Jean-Albert, Alexandre, et Sigismond Ier, furent élus successivement rois de Pologne (1492,1501,1506), firent la guerre aux Walaques et aux Turcs, et remportèrent de brillans avantages sur les Russes. La Lithuanie, séparée de la Pologne à l'avénement de Jean Albert, lui fut définitivement réunie par Alexandre.

Vers 1466, la continuité des guerres ramenant les mêmes besoins, introduisit en Pologne le gouvernement représentatif; mais la fierté de la noblesse, qui seule était représentée par ses *nonces*, maintint les formes anarchiques des temps barbares : on continua d'exiger le *consentement unanime* dans les délibérations. Bien plus, dans les occasions importantes, les Polonais restèrent fidèles à l'ancien usage, et l'on vit, comme au moyen âge, l'innombrable pospolite délibérer dans une plaine le sabre à la main.

IV. Au xve siècle, la population russe nous présente trois classes : les enfans boyards, descendans des conquérans; les paysans libres, fermiers des premiers, et dont l'état approche de plus en plus de l'esclavage; enfin les esclaves.

Le grand-duché de Moscou était sans cesse menacé, à l'occident par les Lithuaniens et les Livoniens, à l'orient

(1) Dlugossi, *seu* Longini *Historiæ Polonicæ*, t. II; 1712; p. 114-6.

par les Tartars de la grande horde, de Kazan et d'Astrakan; il se trouvait resserré par les républiques commerçantes de Novogorod et de Plescow, et par les principautés de Tver, de Véréia, et de Rézan. Au nord s'étendaient beaucoup de pays sauvages et de peuples païens. La nation moscovite, encore barbare, mais au moins attachée à des demeures fixes, devait absorber les peuplades errantes des Tartars. État héréditaire, le Grand-Duché devait prévaloir tôt ou tard sur les états électifs de Pologne et de Livonie.

1462-1505, Iwan III. — Il opposa à la grande horde l'alliance des Tartars de Crimée, aux Lithuaniens celle du prince de Moldavie et de Valachie, de Mathias Corvin et de Maximilien. — Il divisa Plescow et Novogorod, qui ne pouvaient lui résister qu'en faisant cause commune; affaiblit successivement cette dernière république, s'en rendit maître en 1477, et l'épuisa en enlevant ses principaux citoyens. Fort de l'alliance du khan de Crimée, il imposa un tribut aux Kazanais, refusa celui que payaient ses prédécesseurs à la grande horde, qui fut bientôt détruite par les Tartars Nogaïs (1480).

Iwan réunit Twer, Véréia, Rostof, Yaroslaf. Il fit long-temps la guerre aux Lithuaniens; mais Alexandre, ayant réuni la Lithuanie à la Pologne, s'allia avec les chevaliers de Livonie; et le tzar, qui, depuis la destruction de la grande horde, avait moins ménagé ses alliés de Moldavie et de Crimée, perdit tout son ascendant : il fut battu à Plescow par Plettemberg, maître des chevaliers de Livonie (1501), et l'année même de sa mort (1505), Kazan se révolta contre les Russes.

Iwan prit le premier le titre de tzar. Ayant obtenu du pape la main de Sophie Paléologue, réfugiée à Rome, il mit dans ses armes le double aigle de l'empire grec. — Il attira et retint par force des artistes grecs et italiens. — Le premier, il assigna des fiefs aux *enfans boyards*, sous la condition d'un service militaire; il introduisit quelque ordre dans les finances, établit les

postes, réunit dans un code (1497) les anciennes institutions judiciaires, et voulut en vain distribuer aux *enfans boyards* les domaines du clergé. — Iwan avait fondé Iwangorod en 1492 (où fut depuis Pétersbourg), lorsque les victoires de Plettemberg fermèrent aux Russes pour deux siècles le chemin de la Baltique. (Voy. *Karamsin*, passim.)

CHAPITRE V.

Premières guerres d'Italie, 1494-1516.

Lorsqu'on traverse aujourd'hui les Maremmes de Sienne, et que l'on retrouve en Italie tant d'autres traces des guerres du XVIe siècle, une tristesse inexprimable saisit l'âme, et l'on maudit les barbares qui ont commencé cette désolation (1). Ce désert des Maremmes, c'est un général de Charles-Quint qui l'a fait; ces ruines de palais incendiés sont l'ouvrage des landsknechts de François Ier. Ces peintures dégradées de Jules Romain attestent encore que les soldats du connétable de Bourbon établirent leurs écuries dans le Vatican. Ne nous hâtons pas cependant d'accuser nos pères. Les guerres d'Italie ne furent le caprice ni d'un roi, ni d'un peuple. Pendant plus d'un demi-siècle, une impulsion irrésistible entraîna au-delà des Alpes tous les peuples de l'Occident, comme autrefois ceux du Nord. Les calamités furent presque aussi cruelles, mais le résultat fut le même : les vainqueurs furent élevés à la civilisation des vaincus.

(1) *Commentaires* de Blaise de Montluc, t. XXI de la Coll., p. 267-8. — *Voy.* aussi divers *Voyages*, et surtout *Voyage au Montamiata et dans le Siennois*, par Santi, trad. par Bodard. Lyon, 1802; 2 vol. in-8°, 1er vol. *passim* jusqu'à la p. 278.

Louis le More, alarmé des menaces du roi de Naples, dont la petite-fille avait épousé son neveu Jean Galéas (*voy.* le chap. Ier), se détermina à soutenir son usurpation par le secours des Français; mais il était loin de savoir quelle puissance il attirait dans l'Italie. Il fut lui-même saisi d'étonnement et de terreur, lorsqu'il vit descendre du mont Genèvre (septembre 1494) cette armée formidable, qui, par la variété des costumes, des armes et des langues, semblait à elle seule l'invasion de toutes les nations de l'Europe : Français, Basques, Bretons, Suisses, Allemands, et jusqu'aux Ecossais; et cette invincible gendarmerie, et ces pesans canons de bronze que les Français avaient rendus aussi mobiles que leurs armées. Une guerre toute nouvelle commençait pour l'Italie. L'ancienne tactique, qui faisait succéder dans les batailles un escadron à l'autre, était vaincue d'avance par l'impétuosité française, par la froide fureur des Suisses. La guerre n'était plus une affaire de tactique. Elle devait être terrible, inexorable; le vainqueur ne comprenait pas même la prière du vaincu. Les soldats de Charles VIII, pleins de défiance et de haine contre un pays où ils craignaient d'être empoisonnés à chaque repas, massacraient régulièrement tous les prisonniers (1).

A l'approche des Français, les vieux gouvernemens d'Italie s'écroulent d'eux-mêmes. Pise se délivre des Florentins, Florence des Médicis. Savonarole reçoit Charles VIII comme le *fléau de Dieu* envoyé pour punir les péchés de l'Italie. Alexandre VI, qui jusque là négociait à la fois avec les Français, avec les Aragonais, avec les Turcs, entend avec effroi les mots de concile et de déposition, et se cache dans le château Saint-Ange. Il livre en tremblant le frère de Bajazet II, dont Charles VIII croit avoir besoin pour conquérir

(1) A Montefortino, au mont Saint-Jean, à Rapallo, à Sarzane, à Toscanella, à Fornovo, à Gaëte.

l'empire d'Orient; mais il le livre empoisonné. Cependant le nouveau roi de Naples, Alphonse II, s'est sauvé dans un couvent de Sicile, laissant son royaume à défendre à un roi de dix-huit ans. Le jeune Ferdinand II est abandonné à San-Germano, et voit son palais pillé par la populace de Naples, toujours furieuse contre les vaincus. Les gens d'armes français, ne se fatigant plus à porter d'armures, poursuivent cette conquête pacifique en habit du matin, sans autre peine que d'envoyer leurs fourriers devant eux pour marquer les logemens (1). Bientôt les Turcs voient flotter les fleurs de lis à Otrante, et les Grecs achètent des armes (2).

Les partisans de la maison d'Anjou, dépouillés depuis soixante ans, avaient cru vaincre avec Charles VIII. Mais ce prince, qui se souciait peu des services qu'ils avaient pu rendre aux rois provençaux, n'exigea aucune restitution du parti opposé. Il mécontenta toute la noblesse, en annonçant l'intention de restreindre les juridictions féodales, à l'exemple de celles de France (3). Il nomma des Français pour gouverneurs de toutes les villes et forteresses, et décida ainsi plusieurs villes à relever les bannières d'Aragon. Au bout de trois mois, les Napolitains étaient las des Français, les Français étaient las de Naples; ils avaient oublié leurs projets sur l'Orient. Ils étaient impatiens de revenir conter aux dames leurs brillantes aventures.

Cependant une ligue presque universelle s'était formée contre Charles VIII. Il fallait qu'il se hâtât de regagner la France, s'il ne voulait être enfermé dans le royaume qu'il était venu conquérir. En redescendant les Apennins, il rencontra à Fornovo l'armée des confédérés forte de quarante mille hommes; les Français n'étaient que neuf mille. Après avoir demandé inutilement le passage, ils le forcèrent, et l'armée ennemie,

(1) Comines, liv. VII, ch. XIV. — (2) *Id.*, *ib.*, ch XVII. — (3) Giannone, liv. XXX, ch. I.

qui essaya de les arrêter, fut mise en fuite par quelques charges de cavalerie. Ainsi le roi rentra glorieusement en France, ayant justifié toutes ses imprudences par une victoire.

Les Italiens, se croyant délivrés, demandèrent compte à Savonarole de ses sinistres prédictions. Son parti, celui des *Piagnoni* (Pénitens), qui avait affranchi et réformé Florence, vit tomber tout son crédit. Les amis des Médicis, qu'ils avaient poursuivis avec acharnement, le pape Alexandre VI, dont Savonarole attaquait les excès avec une extrême liberté, saisirent l'occasion de perdre une faction qui avait lassé l'enthousiasme mobile des Florentins. Un moine franciscain, voulant, disait-il, prouver que Savonarole était un imposteur, et qu'il n'avait le don ni des prophéties ni des miracles, offrit de passer avec lui dans un bûcher ardent. Au jour marqué, lorsque le bûcher était dressé, et tout le peuple dans l'attente, les deux partis firent des difficultés, et une grande pluie qui survint mit le comble à la mauvaise humeur du peuple. Savonarole fut arrêté, jugé par les commissaires du Pape, et brûlé vif. Lorsqu'on lui lut la sentence par laquelle il était retranché de l'Eglise : *De la militante*, répondit-il; espérant appartenir dès lors à l'Eglise triomphante (1498). L'Italie ne s'aperçut que trop tôt de la vérité de ses prophéties.

Le jour même de l'épreuve du bûcher, Charles VIII mourait à Amboise, et laissait le trône au duc d'Orléans, Louis XII, qui joignait aux prétentions de son prédécesseur sur Naples, celles que son aïeule, Valentine Visconti, lui donnait sur le Milanais. Dès que son mariage avec la veuve de Charles VIII eut assuré la réunion de la Bretagne, il envahit le Milanais de concert avec les Vénitiens. Les deux armées ennemies étaient en partie composées de Suisses; ceux de Ludovic ne voulurent point combattre contre la bannière de leur canton qu'ils voyaient dans l'armée du roi de France, et livrèrent le duc de Milan. Mais en reprenant le chemin de leurs

montagnes, ils s'emparèrent de Bellinzona, que Louis XII fut obligé de leur céder, et qui devint pour eux la clef de la Lombardie. Le Milanais conquis, Louis XII, qui n'espérait pas conquérir le royaume de Naples malgré les Espagnols, partagea ce royaume avec eux par un traité secret. L'infortuné don Frédéric, qui régnait alors, appelle les Espagnols à son secours, et lorsqu'il a introduit Gonzalve de Cordoue dans ses principales forteresses, le traité de partage lui est signifié (1501). Cette odieuse conquête n'engendra que la guerre. Les deux nations se disputèrent la gabelle qu'on levait sur les troupeaux voyageurs qui passent, au printemps, de la Pouille dans l'Abbruzze; c'était le revenu le plus net du royaume. Ferdinand amusa Louis XII par un traité, jusqu'à ce qu'il eût envoyé des forces suffisantes à Gonzalve bloqué dans Barlette. L'habileté du *grand capitaine* et la discipline de l'infanterie espagnole l'emportèrent partout sur le brillant courage des gens d'armes français. La vaillance de Louis d'Ars et de d'Aubigny, les exploits de Bayard, qui, disait-on, avait défendu un pont contre une armée, n'empêchèrent pas les Français d'être battus à Séminara, à la Cérignola, et d'être chassés pour une seconde fois du royaume de Naples par leur défaite du Garigliano (déc. 1503).

Cependant Louis XII était encore maître d'une grande partie de l'Italie; souverain du Milanais et seigneur de Gênes, allié de Florence et du pape Alexandre VI, qui ne s'appuyaient que sur lui (1), il étendait son influence sur la Toscane, la Romagne et l'État de Rome. La mort d'Alexandre VI et la ruine de son fils ne lui furent guère moins funestes que la défaite du Garigliano. Cette puissance italienne des Borgia, qui s'élevait entre les possessions des Français et celles des

(1) *César Borgia de France, par la grâce de Dieu, duc de Romagne et de Valentinois*, etc., (sauf-conduit du 19 octobre 1502). — Il disait à l'ambassadeur de Florence : *Le roi de France, notre maître commun.....* (10 janvier 1503. Légation de Machiavel auprès de César Borgia.)

Espagnols, était comme la garde avancée du Milanais.

César Borgia mérita d'être l'idéal de Machiavel, non pour s'être montré plus perfide que les autres princes de cette époque : Ferdinand le Catholique eût pu réclamer; non pour avoir été l'assassin de son frère et l'amant de sa sœur : il ne pouvait surpasser son père en dépravation et en cruauté; mais pour avoir fait une science du crime, pour en avoir tenu école et donné leçons (1). Cependant le héros même du système lui donna par son mauvais succès un éclatant démenti. Allié de Louis XII et gonfalonier de l'Église, il déploya pendant six ans toutes les ressources de la ruse et de la valeur. Il croyait travailler pour lui; il avait tout prévu, disait-il à Machiavel; à la mort de son père, il espérait faire un pape au moyen des dix-huit cardinaux espagnols nommés par Alexandre VI; dans les États romains il avait gagné la petite noblesse, écrasé la haute; il avait exterminé les tyrans de Romagne; il s'était attaché le peuple de cette province, qui respirait sous son administration ferme et habile. Il avait tout prévu, hors le cas où il se trouverait malade à la mort de son père, et ce cas arriva. Le père et le fils, qui avaient, dit-on, invité un cardinal pour s'en défaire, burent le poison qu'ils lui destinaient. « Cet homme si prudent semble avoir » perdu la tête, » écrivait alors Machiavel (14 novembre 1503). Il se laissa arracher par le nouveau pape, Jules II, l'abandon de toutes les forteresses qu'il occupait, et alla ensuite se livrer à Gonzalve de Cordoue, croyant *que la parole des autres vaudrait mieux que la sienne* (4 nov.). Mais le général de Ferdinand le Catholique, qui disait, « que la toile d'honneur » devait être d'un tissu lâche, » l'envoya en Espagne, où il fut enfermé dans la citadelle de Medina del Campo.

(1) Machiavel dit quelque part : *Il a envoyé un de ses élèves...* Hugues de Moncade, général de Charles-Quint, s'honorait d'être sorti de cette école.

Jules II poursuivit les conquêtes des Borgia, avec des vues moins personnelles. Il voulait faire de l'État pontifical l'État dominant de l'Italie, délivrer toute la péninsule des *barbares*, et constituer les Suisses gardiens de la liberté italienne. Employant tour à tour les armes spirituelles et temporelles, ce pontife intrépide consuma sa vie dans l'exécution de ce projet contradictoire; on ne pouvait chasser les barbares qu'au moyen de Venise, et il fallait abaisser Venise pour élever l'Église au rang de puissance prépondérante de l'Italie.

D'abord Jules II voulut affranchir les Génois ses compatriotes, et encouragea leur révolte contre Louis XII. Les nobles, favorisés par le gouvernement français, ne cessaient d'insulter le peuple; ils marchaient armés de poignards, sur lesquels ils avaient fait graver : *Castiga-villano*. Le peuple se révolta, et prit un teinturier pour doge. Louis XII parut bientôt sous leurs murs avec une brillante armée; le chevalier Bayard gravit sans peine les montagnes qui couvrent Gênes, et il leur criait : « Ores, marchands, défendez-vous avec » vos aulnes, et laissez les piques et lances, lesquelles » vous n'avez accoutumées [1]. » Le roi, ne voulant pas ruiner une ville si riche, fit seulement pendre le doge et quelques autres, brûla les priviléges de la ville, et fit construire à la Lanterne une forteresse qui commandait l'entrée du port (1507).

La même jalousie des monarchies contre les républiques, des peuples pauvres encore contre l'opulence industrieuse, arma bientôt la plupart des princes de l'Occident contre l'ancienne rivale de Gênes. Le gouvernement de Venise avait su profiter des fautes et des malheurs de toutes les autres puissances; il avait gagné à la chute de Ludovic le More, à l'expulsion des Fran-

[1] Champier, *les Gestes, ensemble la Vie du preux chevalier Bayard*, etc.

çais de Naples, à la ruine de César Borgia. Tant de succès excitait la crainte et la jalousie des puissances italiennes elles-mêmes, qui auraient dû souhaiter la grandeur de Venise. « Vos seigneuries, écrivait Machia-» vel aux Florentins, m'ont toujours dit que c'étaient les » Vénitiens qui menaçaient la liberté de l'Italie(1).» Dès l'an 1503, M. de Chaumont, lieutenant du roi dans le Milanais, disait au même ambassadeur : « On fera en sorte » que les Vénitiens ne s'occupent plus que de la pêche; » quant aux Suisses, on en est sûr (22 janvier). » Cette conjuration contre Venise, qui existait dès 1504 (Traité de Blois), fut renouvelée en 1508 (Ligue de Cambrai, 10 décembre), par l'imprudence de Jules II, qui voulait à tout prix recouvrer quelques villes de Romagne. Le Pape, l'Empereur, et le roi de France, offrirent au roi de Hongrie d'entrer dans la confédération pour reprendre la Dalmatie et l'Esclavonie. Il n'y eut pas jusqu'aux ducs de Savoie et de Ferrare, jusqu'au marquis de Mantoue, qui ne voulussent aussi porter un coup à ceux qu'ils avaient craints si long-temps. Les Vénitiens furent défaits par Louis XII à la sanglante bataille d'Aignadel (1509), et les boulets des batteries françaises volèrent jusqu'aux lagunes. Dans ce danger, le sénat de Venise ne démentit pas sa réputation de sagesse. Il déclara qu'il voulait épargner aux provinces les maux de la guerre, les délia du serment de fidélité, et promit de les indemniser de leurs pertes au retour de la paix. Les sujets de Venise lui restèrent tellement attachés que les paysans du Véronais se laissaient pendre plutôt que d'abjurer Saint-Marc, et de crier Vive l'Empereur. Les Vénitiens battirent le marquis de Mantoue, reprirent Padoue, et la défendirent contre Maximilien, qui l'assiégea avec cent mille hommes. Le roi de Naples et le Pape, dont les prétentions étaient satisfaites, se réconcilièrent avec Venise; et Jules II, ne songeant plus qu'à chasser les

(1) Légation auprès de l'Empereur, 1503, février. *Voy.* aussi sa Légation à la cour de France, 1503, 13 février.

barbares de l'Italie, tourna sa politique impétueuse contre les Français.

Les projets du pape n'étaient que trop favorisés par l'économie mal entendue de Louis XII, qui avait réduit les pensions des Suisses, et qui ne leur permettait plus de s'approvisionner dans la Bourgogne et le Milanais. On sentit alors la faute de Louis XI, qui, en substituant aux Francs archers l'infanterie mercenaire des Suisses, avait mis la France à la discrétion des étrangers. Il fallut remplacer les Suisses par des landsknechts allemands, qui furent rappelés par l'Empereur la veille de la bataille de Ravenne. Cependant le pape avait commencé la guerre; il appelait les Suisses en Italie, et faisait entrer dans la *sainte Ligue* contre la France, Ferdinand, Venise, Henri VIII et Maximilien (1511-1512). Tandis que Louis XII, ne sachant s'il peut sans pécher se défendre contre le Pape, consulte des docteurs, et assemble un concile à Pise, Jules II assiége la Mirandole en personne, se loge sous le feu de la place, au milieu de ses cardinaux tremblans, et y fait son entrée par la brèche.

L'ardeur de Jules II, la politique des alliés, furent un instant déconcertées par la courte apparition de Gaston de Foix, neveu de Louis XII, à la tête de l'armée française. Ce jeune homme de vingt-deux ans arrive en Lombardie, remporte trois victoires en trois mois, et meurt, laissant la mémoire du général le plus impétueux qu'ait vu l'Italie. D'abord il intimide ou gagne les Suisses et les fait rentrer dans leurs montagnes; il sauve Bologne assiégée, et s'y jette avec son armée à la faveur de la neige et de l'ouragan (7 février); le 18, il était devant Brescia reprise par les Vénitiens; le 19, il l'avait forcée; le 11 avril, il périssait vainqueur à Ravenne. Dans l'effrayante rapidité de ses succès, il ne ménageait ni les siens ni les vaincus. Brescia fut livrée pendant sept jours à la fureur du soldat; les vainqueurs massacrèrent quinze mille personnes, hommes, femmes et

enfans. Le chevalier Bayard eut bien peu d'imitateurs.

Gaston, de retour en Romagne, attaqua Ravenne, pour forcer l'armée de l'Espagne et du Pape à accepter la bataille [1]. La canonnade ayant commencé, Pedro de Navarre, qui avait formé l'infanterie espagnole, et qui comptait sur elle pour la victoire, la tenait couchée à plat ventre, attendant de sang-froid que les boulets eussent haché la gendarmerie des deux partis. Les gens d'armes italiens perdirent patience et se firent battre par les Français. L'infanterie espagnole, après avoir soutenu le combat avec une valeur opiniâtre, se retirait lentement; Gaston s'en indigna, se précipita sur elle avec une vingtaine d'hommes d'armes, pénétra dans les rangs et y trouva la mort (1512).

Dès lors rien ne réussit plus à Louis XII. Les Sforza furent rétablis à Milan, les Médicis à Florence. L'armée du roi fut battue par les Suisses à Novarre, par les Anglais à Guinegate. La France, attaquée de front par les Espagnols et les Suisses, prise à dos par les Anglais, vit ses deux alliés d'Écosse et de Navarre vaincus ou dépouillés (*voyez* le chap. II.) La guerre n'avait plus d'objet : les Suisses régnaient à Milan sous le nom de Maximilien Sforza; la France et Venise étaient abaissées, l'Empereur épuisé, Henri VIII découragé, Ferdinand satisfait par la conquête de la Navarre qui découvrait la frontière de France. Louis XII conclut une trève avec Ferdinand, abjura le concile de Pise, laissa le Milanais à Maximilien Sforza, et épousa la sœur de Henri VIII (1514). (*Voyez* plus bas son administration.) Pendant que l'Europe croit la France abattue et comme vieillie avec Louis XII, elle déploie des ressources inattendues sous le jeune François Ier qui vient de lui succéder (1er janvier 1515). Les Suisses, qui pensent garder tous les passages des Alpes, apprennent avec étonnement que l'armée française a débouché par la vallée de

[1] *Voy.* la Lettre de Bayard à son oncle, tom. XVI de la Coll. des Mémoires.

l'Argentière. Deux mille cinq cents lances, dix mille Basques, vingt-deux mille landsknechts ont passé par un défilé qui n'avait jamais été pratiqué que par les chasseurs de chamois. L'armée française avance en négociant jusqu'à Marignan : là, les Suisses, qu'on avait crus gagnés, viennent fondre sur les Français avec leurs piques de dix-huit pieds et leurs espadons à deux mains, sans artillerie, sans cavalerie, n'employant d'autre art militaire que la force du corps, marchant droit aux batteries, dont les décharges emportent des files entières, et soutenant plus de trente charges de ces grands chevaux de bataille couverts d'acier comme les gens d'armes qui les montaient. Le soir, ils étaient venus à bout de séparer les corps de l'armée française. Le Roi, qui avait combattu vaillamment, ne voyait plus autour de lui qu'une poignée de gens d'armes (1). Mais pendant la nuit, les Français se rallièrent, et le combat recommença au jour, plus furieux que jamais. Enfin, les Suisses entendent le cri de guerre des Vénitiens, alliés de la France, *Marco! Marco!* Persuadés que toute l'armée italienne arrivait, ils serrèrent leurs rangs et se retirèrent avec une contenance si fière qu'on n'osa pas les poursuivre (2). Ayant obtenu de François Ier plus d'argent que Sforza ne pouvait leur en donner, ils ne reparurent plus en Italie. Le pape traita aussi avec le vainqueur, et obtint de lui le traité du Concordat qui abolissait la Pragmatique-Sanction. L'alliance du pape et de Venise semblait

(1) Fleuranges, XVIe vol. de la *Collection des Mémoires*.

(2) *Lettre de François Ier à sa mère :* Toute la nuit demeurasmes le cul sur la selle, la lance au poing, l'armet à la tête..., et pour ce que j'étois le plus près de nos ennemis, m'a fallu faire le guet, de sorte qu'ils ne nous ont point surpris au matin... Et croyez, Madame, que nous avons été vingt-huit heures à cheval, sans boire ni manger... Depuis deux mille ans en ça n'a point été vu une si fière ni si cruelle bataille, ainsi que disent ceux de Ravenne, que ce ne fut au prix qu'un tiercelet..., et ne dira-t-on plus que les gendarmes sont lièvres armés, car... Écrit au camp de Sainte-Brigide, le vendredy 14e jour de septembre mil cinq cent quinze. XVIIe vol. de la *Coll. des Mémoires*.

ouvrir à François Ier le chemin de Naples. Le jeune Charles d'Autriche, souverain des Pays-Bas, qui venait de succéder en Espagne à son aïeul Ferdinand le Catholique, avait besoin de la paix pour recueillir ce vaste héritage. François Ier jouit de sa victoire au lieu de l'achever. Le traité de Noyon rendit un instant le repos à l'Europe, et donna aux deux rivaux le temps de préparer une guerre plus terrible (1516).

SECONDE PÉRIODE.

(1517-1648).

A ne voir que la suite des guerres et des événemens politiques, le XVIe siècle est un siècle de sang et de ruines. Il s'ouvre avec la dévastation de l'Italie par les troupes mercenaires de François Ier et de Charles-Quint, avec les affreux ravages de Soliman qui dépeuple annuellement la Hongrie. Puis viennent ces luttes terribles des croyances religieuses, où la guerre n'est plus seulement de peuple à peuple, mais de ville à ville et d'homme à homme, où elle s'introduit jusqu'au foyer domestique, et jusque entre le fils et le père. Celui qui laisserait l'histoire dans cette crise croirait que l'Europe va tomber dans une barbarie profonde. Et loin de là, la fleur délicate des arts et de la civilisation grandit et se fortifie au milieu des chocs violens qui semblent près de la détruire. Michel Ange peint la chapelle Sixtine, l'année de la bataille de Ravenne. Le jeune Tartaglia sort mutilé du sac de Brescia pour devenir le restaurateur des mathématiques (1). La grande époque du

(1) Daru, *Hist. de Venise*, t. III, p. 558.

droit chez les modernes, l'âge de L'Hôpital et de Cujas, est celui de la Saint-Barthélemy.

Le caractère du XVIe siècle, ce qui le distingue profondément de ceux du moyen âge, c'est la puissance de l'opinion ; c'est alors qu'elle devient véritablement *la reine du monde*. Henri VIII n'ose point répudier Catherine d'Aragon avant d'avoir consulté les principales universités de l'Europe. Charles-Quint cherche à prouver sa foi par la persécution des Maures, pendant que ses armées prennent et rançonnent le pape. François Ier élève les premiers bûchers où soient montés les protestans de France, pour excuser, aux yeux de ses sujets et aux siens, ses liaisons avec Soliman et les luthériens d'Allemagne. Ces actes même d'intolérance étaient autant d'hommages rendus à l'opinion. Les princes courtisaient alors les plus indignes ministres de la renommée. Les rois de France et d'Espagne enchérissaient l'un sur l'autre pour obtenir la faveur de Paul Jove et de l'Arétin.

Pendant que la France suit de loin l'Italie dans les plus ingénieux développemens de l'intelligence, deux peuples, d'un caractère profondément sérieux, leur laissent les lettres et les arts, comme de vains jouets ou de profanes amusemens. Les Espagnols, peuple conquérant et politique, tirent leur force, ainsi qu'autrefois les Romains (1), de leur attachement aux vieilles maximes, aux anciennes croyances. Occupés de vaincre et de gouverner l'Europe, ils se reposent en toute matière spéculative sur l'autorité de l'Eglise. Tandis que l'Espagne tend de plus en plus à l'unité politique et religieuse, l'Allemagne, avec sa constitution anarchique, se livre à toute l'audace des opinions et des systèmes. La France, placée entre l'une et l'autre, sera, au XVIe siècle, le principal champ de bataille où lutteront ces deux esprits opposés. La lutte y sera d'autant plus violente et plus longue que les forces sont plus égales.

(1) Giannone, d'après Bodin et de Thou, *Hist. civ.*, liv. XXX, ch. 2.

CHAPITRE VI.

Léon X, François Ier et Charles-Quint, 1516-1547.

Avec quelque sévérité qu'on doive juger François Ier et Léon X, il faut se garder de les comparer à cette ignoble génération de princes qui a fermé l'âge précédent (Alexandre VI, Louis XI, Ferdinand le Catholique, Jacques III, etc.). Dans leurs fautes même il y a au moins quelque gloire, quelque grandeur. Ils n'ont pas fait leur siècle, sans doute, mais ils s'en sont montrés dignes. Ils ont aimé les arts, et les arts parlent encore pour eux aujourd'hui, et demandent grâce pour leur mémoire. Le prix des indulgences, dont la vente souleva l'Allemagne, paya les peintures du Vatican et la construction de Saint-Pierre. Les exactions de Duprat sont oubliées : l'Imprimerie royale, le Collége de France subsistent.

Charles-Quint se présente à nous sous un aspect plus sévère, entouré de ses hommes d'état, de ses généraux ; entre Lannoy, Pescaire, Antonio de Leyva, et tant d'autres guerriers illustres. On le voit traversant sans cesse l'Europe pour visiter les parties dispersées de son vaste empire, parlant à chaque peuple sa langue, combattant tour à tour François Ier et les protestans d'Allemagne, Soliman et les Barbaresques; c'est le véritable successeur de Charlemagne, le défenseur du monde chrétien. Cependant l'homme d'état domine en lui le guerrier. Il nous offre le premier modèle des souverains des temps modernes; François Ier n'est qu'un héros du moyen âge.

Lorsque l'Empire était vacant par la mort de Maxi-

milien Ier (1519), et que les rois de France, d'Espagne et d'Angleterre demandaient la couronne impériale, les électeurs, craignant de se donner un maître, l'offrirent à l'un d'entre eux, à Frédéric *le Sage*, électeur de Saxe. Ce prince la fit donner au roi d'Espagne et mérita son surnom. Charles-Quint était des trois candidats celui qui pouvait menacer le plus la liberté de l'Allemagne, mais c'était aussi le plus capable de la défendre contre les Turcs. Sélim et Soliman renouvelaient alors les craintes que l'Europe avait éprouvées du temps de Mahomet II. Le maître de l'Espagne, du royaume de Naples et de l'Autriche pouvait seul fermer le monde civilisé aux barbares de l'Afrique et de l'Asie.

Ainsi éclata, avec leur concurrence pour la couronne impériale, la sanglante rivalité de François Ier et de Charles-Quint. Le premier réclamait Naples pour lui, la Navarre pour Henri d'Albret; l'Empereur revendiquait le fief impérial du Milanais et le duché de Bourgogne. Leurs ressources pouvaient passer pour égales. Si l'empire de Charles était plus vaste, il n'était point arrondi comme la France. Ses sujets étaient plus riches, mais son autorité plus limitée. La gendarmerie française n'avait pas moins de réputation que l'infanterie espagnole. La victoire devait appartenir à celui qui mettrait le roi d'Angleterre dans son parti. Henri VIII avait raison de prendre pour devise : *Qui je défends est maître*. Tous deux font des pensions au cardinal Wolsey, son premier ministre; tous deux demandent Marie sa fille, l'un pour le dauphin, l'autre pour lui-même. François Ier obtient de lui une entrevue près de Calais, et, ne se souvenant plus qu'il a besoin de le gagner, il l'éclipse par sa grâce et sa magnificence (1). Charles-Quint, plus adroit, avait prévenu cette entrevue en visitant lui-même Henri VIII en Angleterre. Il avait ga-

(1) On nomma ladite assemblée le *Camp de drap d'or*... tellement que plusieurs y portèrent leurs moulins, leurs forets et leurs prez sur leurs espaules. *Martin du Bellay*, XVII, p. 285.

gné Wolsey en lui faisant espérer la tiare. La négociation était d'ailleurs bien plus facile pour lui que pour François Ier. Henri VIII en voulait déjà au roi de France, qui gouvernait l'Écosse par le duc d'Albany, son protégé et son sujet (1), au préjudice de Marguerite, veuve de Jacques IV et sœur du roi d'Angleterre. En s'unissant à Charles-Quint, il avait la chance de recouvrer quelque chose des domaines que ses ancêtres avaient autrefois possédés en France.

Tout réussit à l'Empereur. Il mit Léon X de son côté, et eut ensuite le crédit de faire élever à la papauté son précepteur, Adrien d'Utrecht. Les Français, qui pénétrèrent en Espagne, arrivèrent trop tard pour donner la main aux insurgés (1521). Le gouverneur du Milanais, Lautrec, qui, disait-on, avait exilé de Milan près de la moitié des habitans, fut chassé de la Lombardie. Il le fut encore l'année suivante; les Suisses, mal payés, demandèrent *congé ou bataille*, et se firent battre à la Bicoque. L'argent destiné aux troupes avait été détourné par la reine-mère, en haine du général.

Au moment où François Ier songeait à rentrer en Italie, un ennemi intérieur mettait la France dans le plus grand danger. Il avait fait un passe-droit au connétable de Bourbon, l'un de ceux qui avaient le plus contribué à la victoire de Marignan. Charles, comte de Montpensier et dauphin d'Auvergne, tenait de son épouse, petite-fille de Louis XI, le duché de Bourbon, les comtés de Clermont, de la Marche et d'autres domaines, qui faisaient de lui le plus grand seigneur du royaume. A la mort de sa femme, la reine-mère, Louise de Savoie, qui avait voulu se marier au connétable, et qui en avait éprouvé un refus, voulut le ruiner, ne pouvant l'épouser. Elle lui disputa cette riche succession,

(1) Pinkerton, II, p. 135. Le régent lui-même, dans ses dépêches, appelait le roi de France : *mon maître*. Il tenait beaucoup plus aux grands biens qu'il avait en France, qu'à la régence du royaume d'Écosse.

et obtint de son fils que provisoirement les biens seraient mis en séquestre (1). Bourbon, désespéré, prit la résolution de passer à l'Empereur (1523). Un demi-siècle auparavant, la révolte n'emportait aucune idée de déloyauté. Les chevaliers les plus accomplis de France, Dunois et Jean de Calabre, étaient entrés dans la *ligue du Bien public*. Récemment encore, on avait vu en Espagne don Pedro de Giron, mécontent de Charles-Quint, lui déclarer en face qu'il renonçait à son obéissance, et prendre le commandement des *communeros* (2). Mais ici il ne s'agissait point d'une révolte contre le roi; en France elle était impossible à cette époque. C'était une conspiration contre l'existence même de la France que Bourbon tramait avec les étrangers. Il avait promis à Charles-Quint d'attaquer la Bourgogne dès que François Ier aurait passé les Alpes, de soulever cinq provinces, où il se croyait le maître; le royaume de Provence devait être rétabli en faveur du connétable, et la France, partagée entre l'Espagne et l'Angleterre, eût cessé d'exister comme nation. Il put jouir bientôt des malheurs de sa patrie. Devenu général des armées de l'Empereur, il vit fuir les Français devant lui à la Biagrasse; il vit le chevalier Bayard frappé d'un coup mortel et couché au pied d'un arbre, « le visage devers l'en-
» nemi, et dit audit Bayar qu'il avait grand pitié de lui,
» le voyant en cest estat, pour avoir esté si vertueux
» chevalier. Le capitaine Bayar lui fit response : Mon-
» sieur, il n'y a point de pitié en moy, car je meurs en
» homme de bien. Mais j'ay pitié de vous, de vous veoir
» servir contre vostre prince et vostre patrie, et vostre
» serment (3). »

Bourbon croyait qu'à sa première apparition en France ses vassaux viendraient se ranger avec lui sous les drapeaux de l'étranger. Personne ne remua.

(1) *Voyez* la lettre du connétable à François Ier, dans les *Mémoires de du Bellay*, t. XVII, p. 413.

(2) Sepulveda, t. I, p. 79. — (3) Du Bellay, XVII, p. 451.

Les Impériaux furent repoussés au siége de Marseille; et ils ne sauvèrent leur armée épuisée que par une retraite qui ressemblait à une fuite. Au lieu d'accabler les Impériaux en Provence, le Roi aima mieux les devancer en Italie.

A une époque de science militaire et de tactique, François Ier se croyait toujours au temps de la chevalerie. Il mettait son honneur à ne point reculer, même pour vaincre. Il s'obstina au siége de Pavie (1525). Il ne donna point le temps aux Impériaux, mal payés, de se disperser d'eux-mêmes. Il s'affaiblit en détachant douze mille hommes vers le royaume de Naples. Sa supériorité était dans l'artillerie; il voulut décider la victoire par la gendarmerie, comme à Marignan; se précipita devant son artillerie et la rendit inutile. Les Suisses s'enfuirent; les landsknechts furent écrasés, avec la *Rose blanche*, leur colonel (1). Alors tout le poids de la bataille tomba sur le Roi et sa gendarmerie. Les vieux héros des guerres d'Italie, La Palisse et La Trémouille, furent portés par terre; le roi de Navarre, Montmorency, *l'Adventureux* (2), une foule d'autres, furent faits prisonniers. François Ier se défendait à pied; son cheval avait été tué sous lui; son armure, que nous avons encore, était toute faussée de coups de feu et de coups de piques. Heureusement, un des gentilshommes français qui avaient suivi Bourbon l'aperçut et le sauva; mais il ne voulut point se rendre à un traître, et fit appeler le vice-roi de Naples, qui reçut son épée à genoux. Il écrivit le soir un seul mot à sa mère : *Madame, tout est perdu, fors l'honneur* (3).

Charles-Quint savait bien que *tout n'était point*

(1) Le duc de Suffolck. — (2) Le maréchal de Fleuranges.

(3) *Voyez* la lettre par laquelle Charles-Quint apprend au marquis de Denia la captivité de François Ier (*Sandoval* t. I, liv. XIII, § II, p. 487; in-fol. Anvers, 1581); — celle que Louise de Savoie écrivit à l'Empereur, en faveur de son fils; celle de François Ier aux différens ordres de l'État; et l'acte d'abdication. T. XVII de la collection des *Mémoires*, p. 69, 71 et 84.

perdu; il ne s'exagéra point son succès; il sentit que la France était entière et forte, malgré la perte d'une armée. Il ne songea qu'à tirer de son prisonnier un traité avantageux. François Ier était arrivé en Espagne, croyant, d'après son cœur, qu'il lui suffirait de voir *son bon frère* pour être renvoyé honorablement dans son royaume. Il n'en fut pas ainsi. L'Empereur maltraita son prisonnier pour en tirer une plus riche rançon. Cependant l'Europe témoignait le plus vif intérêt pour *ce roi soldat* (1). Erasme, sujet de Charles-Quint, osa lui écrire en faveur de son captif. Les nobles espagnols demandèrent qu'il fût prisonnier sur parole, s'offrant eux-mêmes pour caution. Ce ne fut qu'au bout d'un an, lorsque Charles craignait que son prisonnier ne lui échappât par la mort, lorsque François Ier eut abdiqué en faveur du dauphin, qu'il se décida à le relâcher, en lui faisant signer un traité honteux. Le roi de France renonçait à ses prétentions sur l'Italie, promettait de faire droit à celles de Bourbon, de céder la Bourgogne, de donner ses deux fils en otages, et de s'allier par un double mariage à la famille de Charles-Quint (1526).

A ce prix il fut libre. Mais il ne sortit pas tout entier de cette fatale prison; il y laissa cette bonne foi, cette confiance héroïque, qui, jusque là, avaient fait sa gloire. A Madrid même, il avait protesté secrètement contre le traité. Redevenu roi, il ne lui fut pas difficile de l'éluder. Henri VIII, alarmé de la victoire de Charles-Quint, s'était allié à la France. Le pape, Venise, Florence, Gênes, le duc même de Milan, qui, depuis la bataille de Pavie, se trouvaient à la merci des armées impériales, ne voyaient plus dans les Français que des libérateurs. François Ier fit déclarer, par les états de Bourgogne, qu'il n'avait point le droit de céder aucune partie de la France, et lorsque Charles-Quint réclama l'exécution

(1) Expression de Montluc, parlant à François Ier lui-même, t. XXI, p. 6.

du traité, en l'accusant de perfidie, il répondit qu'il en avait *menti par la gorge*, le somma d'*assurer le camp*, et lui laissa le choix des armes (1).

Pendant que l'Europe s'attendait à une guerre terrible, François Ier ne songeait qu'à compromettre ses alliés pour effrayer Charles-Quint, et améliorer les conditions du traité de Madrid. L'Italie restait en proie à la guerre la plus hideuse qui pût déshonorer l'humanité; c'était moins une guerre qu'un long supplice infligé par une soldatesque féroce à un peuple désarmé. Les troupes mal payées de Charles-Quint n'étaient point à lui, n'étaient à personne; elles commandaient à leurs généraux. Dix mois entiers, Milan fut abandonnée à la froide barbarie des Espagnols. Dès qu'on sut dans l'Allemagne que l'Italie était ainsi livrée au pillage, treize ou quatorze mille Allemands passèrent les Alpes sous Georges Frondsberg, luthérien furieux, qui portait à son col une chaîne d'or destinée, disait-il, à étrangler le pape. Bourbon et Leyva conduisaient, ou plutôt suivaient, cette armée de brigands. Elle se grossissait sur sa route d'une foule d'Italiens qui imitaient les vices des barbares, ne pouvant imiter leur valeur. L'armée prit son chemin par Ferrare et Bologne; elle fut sur le point d'entrer en Toscane, et les Espagnols ne juraient que *par le sac glorieux de Florence* (2); mais une impulsion plus forte entraînait les Allemands vers Rome, comme autrefois les Goths leurs aïeux. Clément VII, qui avait traité avec le vice-roi de Naples, et qui voyait pourtant approcher l'armée de Bourbon, cherchait à s'aveugler lui-même, et semblait comme fasciné par la grandeur même du péril. Il licencia ses meilleures troupes à l'approche des Impériaux, croyant peut-être que Rome désarmée leur inspirerait

(1) Du Bellay, XVIII, p. 38.
(2) Sismondi, t. XV, d'après *lettere de' Principi*, t. II, fol. 47.

quelque respect. Dès le matin du 6 mai, Bourbon donna l'assaut (1527). Il avait mis une cotte-d'armes blanche pour être mieux vu des siens et des ennemis. Dans une si odieuse entreprise, le succès pouvait seul le relever à ses propres yeux; s'apercevant que ses fantassins allemands le secondaient mollement, il saisit une échelle, et il y montait, lorsqu'une balle l'atteignit dans les reins; il sentit bien qu'il était mort, et ordonna aux siens de couvrir son corps de son manteau et de cacher ainsi sa chute. Ses soldats ne le vengèrent que trop. Sept à huit mille Romains furent massacrés le premier jour; rien ne fut épargné, ni les couvens, ni les églises, ni Saint-Pierre même : les places étaient jonchées de reliques, d'ornemens d'autels, que les Allemands jetaient, après en avoir arraché l'or et l'argent. Les Espagnols, plus avides et plus cruels encore, renouvelèrent tous les jours pendant près d'une année les plus affreux abus de la victoire; on n'entendait que les cris des malheureux qu'ils faisaient périr dans les tortures pour leur faire avouer où ils avaient caché leur argent. Ils les liaient dans leur maison, afin de les retrouver quand ils voulaient recommencer leur supplice.

L'indignation fut au comble dans l'Europe, quand on apprit le sac de Rome et la captivité du pape. Charles-Quint ordonna des prières pour la délivrance du pontife, prisonnier de l'armée impériale plus que de l'Empereur. François Ier crut le moment favorable pour faire entrer en Italie les troupes qui, quelques mois plus tôt, auraient sauvé Rome et Milan. Lautrec marcha sur Naples, pendant que les généraux impériaux négociaient avec leurs soldats pour les faire sortir de Rome; mais on le laissa manquer d'argent, comme dans les premières guerres. La peste consuma son armée. Cependant rien n'était perdu, tant que l'on conservait des communications par mer avec la France. François Ier eut l'imprudence de mécontenter le génois Doria, le premier marin de l'époque. *Il semblait*, dit Montluc, *que la mer*

redoutast cet homme (1). On lui avait retenu la rançon du prince d'Orange, on ne payait point la solde de ses galères, on avait nommé à son préjudice un amiral du levant; ce qui l'irritait encore davantage, c'est que François Ier ne respectait point les priviléges de Gênes, et voulait transporter à Savone le commerce de cette ville. Au lieu de le satisfaire sur ces divers griefs, le Roi donna ordre de l'arrêter. Doria, dont l'engagement avec la France venait d'expirer, se donna à l'Empereur, à condition que sa patrie serait indépendante, et dominerait de nouveau dans la Ligurie. Charles-Quint lui offrit de le reconnaître pour prince de Gênes, mais il aima mieux être le premier citoyen d'une ville libre.

Cependant les deux partis souhaitaient la paix. Charles-Quint était alarmé par les progrès de la Réforme, et par l'invasion du terrible Soliman, qui vint camper devant Vienne. François Ier, épuisé, ne songeait plus qu'à s'arranger aux dépens de ses alliés. Il voulait retirer ses enfans, et garder la Bourgogne. Jusqu'à la veille du traité, il protesta à ses alliés d'Italie qu'il ne séparerait point ses intérêts des leurs. Il refusa aux Florentins la permission de faire une paix particulière avec l'Empereur (2), et il signa le traité de Cambrai, par lequel il les abandonnait, eux, et les Vénitiens, et tous ses partisans, à la vengeance de Charles-Quint (1529). Cet odieux traité bannit pour toujours les Français de l'Italie. Dès lors le principal théâtre de la guerre sera partout ailleurs, en Savoie, en Picardie, aux Pays-Bas, en Lorraine.

Tandis que la chrétienté espérait quelque repos, un fléau jusque là ignoré dépeuplait les rivages de l'Italie et de l'Espagne. Les Barbaresques commencèrent vers cette époque à faire la *traite des blancs*. Les Turcs dévastaient d'abord les contrées qu'ils voulaient envahir; c'est ainsi qu'ils firent presque un désert de la Hongrie

(1) Montluc, t. xx, p. 370.
(2) Fr. Guicciardini, lib. xix.

méridionale et des provinces occidentales de l'ancien empire grec. Les Tartars et les Barbaresques, ces enfans perdus de la puissance ottomane, la secondaient, les uns à l'Orient, les autres au Midi, dans ce système de dépopulation. Les chevaliers de Rhodes, que Charles-Quint avait établis dans l'île de Malte, étaient trop faibles pour purger la mer des vaisseaux innombrables dont la couvrait Barberousse, dey de Tunis, et amiral de Soliman. Charles-Quint résolut d'attaquer le pirate dans son repaire (1535). Cinq cents vaisseaux transportèrent en Afrique une armée de trente mille hommes, composée en grande partie des vieilles bandes qui avaient fait les guerres d'Italie. Le pape et le roi de Portugal avaient grossi cette flotte. Doria y avait joint ses galères, et l'Empereur y était monté lui-même avec l'élite de la noblesse espagnole. Barberousse n'avait point de force capable de résister à l'armement le plus formidable que la chrétienté eût fait contre les Infidèles depuis les croisades. La Goulette fut prise d'assaut, Tunis se rendit, et vingt mille Chrétiens délivrés de l'esclavage et ramenés dans leur patrie aux frais de l'Empereur, firent bénir dans toute l'Europe le nom de Charles-Quint.

La conduite de François Ier présentait une triste opposition. Il venait de déclarer son alliance avec Soliman (1534). Il négociait avec les protestans d'Allemagne, avec Henri VIII, qui avait répudié la tante de Charles-Quint et abandonné l'Église. Il ne tira d'aucun d'eux les secours qu'il en attendait. Soliman alla perdre ses janissaires dans les plaines sans bornes de l'Asie. Henri VIII était trop occupé chez lui par la révolution religieuse qu'il opérait avec tant de violence. Les confédérés de Smalkalde ne pouvaient se fier en un prince qui caressait les protestans à Dresde et les faisait brûler à Paris. François Ier n'en renouvela pas moins la guerre en faisant envahir la Savoie et menaçant le Milanais (1535). Le duc de Savoie, alarmé des prétentions de la mère du roi de France (Louise de Savoie),

avait épousé la belle-sœur de Charles-Quint. Le duc de Milan, accusé par l'Empereur de traiter avec les Français, avait essayé de s'en disculper en faisant décapiter sous un vain prétexte l'ambassadeur de François Ier. Charles-Quint annonça dans Rome, en présence des envoyés de toute la chrétienté, qu'il comptait sur la victoire, et déclara que, « s'il n'avait pas plus de ressources que son rival, il irait à l'instant, les bras liés, » la corde au col, se jeter à ses pieds et implorer sa » pitié. » Avant d'entrer en campagne, il partagea à ses officiers les domaines et les grandes charges de la couronne de France.

En effet, tout le monde croyait que François Ier était perdu. On ne savait pas quelles ressources la France avait en elle-même. Depuis 1533, le Roi s'était enfin décidé à placer la force militaire de la France dans l'infanterie, et dans une infanterie nationale. Il se souvenait que les Suisses avaient fait perdre la bataille de la Bicoque, et peut-être celle de Pavie; que les landsknechts avaient été rappelés par l'Empereur la veille de la bataille de Ravenne. Mais donner ainsi des armes au peuple, c'était, disait-on, courir un grand risque (1). Dans une ordonnance sur la chasse, rendue en 1517, François Ier avait défendu le port d'armes sous des peines terribles. Néanmoins il se décida à créer sept légions provinciales, fortes chacune de six mille hommes, et tirées des provinces frontières. Ces troupes étaient encore peu aguerries, lorsque les armées de Charles-Quint entrèrent à la fois en Provence, en Champagne et en Picar-

(1) Au premier remuement de guerre, le roy François dressa les légionnaires, qui fut une très belle invention, si elle eust été bien suivye; car c'est le vray moyen d'avoir tousjours une bonne armée sur pied, comme faisaient les Romains; et de tenir son peuple aguerry, combien que je ne scay si cela est bon ou mauvais. La dispute n'en est pas petite; si aymerais-je mieux me fier aux miens qu'aux estrangers. (Montluc, t. xx, p. 285.)—On voit, dans les mémoires de Montluc et de Tavannes, qu'on mettait des gentilshommes dans chaque légion, et que les plus vaillantes étaient celles où il y en avait le plus.

die. Aussi François Ier, ne se reposant pas sur leur valeur, résolut d'arrêter l'ennemi en lui opposant un désert. Toute la Provence, des Alpes à Marseille, et de la mer au Dauphiné, fut dévastée avec une inflexible sévérité par le maréchal de Montmorency; villages, fermes, moulins, tout fut brûlé, toute apparence de culture détruite. Le maréchal, établi dans un camp inattaquable entre le Rhône et la Durance, attendit patiemment que l'armée de l'Empereur se fût consumée devant Marseille. Charles-Quint fut contraint à la retraite, et obligé de consentir à une trève dont le pape se fit le médiateur (trève de Nice, 1538). Un mois après, Charles et François se virent à Aigues-Mortes, et ces princes, qui s'étaient traités d'une manière si outrageante, dont l'un accusait l'autre d'avoir empoisonné le dauphin, se donnèrent toutes les assurances d'une amitié fraternelle.

L'épuisement des deux rivaux était pourtant l'unique cause de la trève. Quoique Charles-Quint eût tâché de gagner les cortès de Castille, en autorisant la *députation permanente* imitée de celle d'Aragon, et en renouvelant la loi qui excluait les étrangers des emplois, il n'avait pu obtenir d'argent ni en 1527, ni en 1533, ni en 1538. Gand avait pris les armes plutôt que de payer un nouvel impôt. L'administration du Mexique n'était pas encore organisé; le Pérou n'appartenait encore qu'à ceux qui l'avaient conquis, et qui le désolaient par leurs guerres civiles. L'Empereur avait été obligé de vendre une grande partie des domaines royaux, avait contracté une dette de sept millions de ducats, et ne trouvait plus à emprunter dans aucune banque à 13 ni à 14. Cette pénurie excita vers 1539 une révolte presque universelle dans les armées de Charles-Quint. Elles se soulevèrent en Sicile, pillèrent la Lombardie, et menacèrent de livrer la Goulette à Barberousse. Il fallut trouver à tout prix de quoi payer leur solde arriérée, et en licencier la plus grande partie.

Le roi de France n'était guère moins embarrassé.

Depuis l'avénement de Charles VIII, la richesse nationale avait pris un développement rapide par l'effet du repos intérieur; mais les dépenses surpassaient de beaucoup les ressources. Charles VII avait eu dix-sept cents hommes d'armes; François Ier en eut jusqu'à trois mille, sans compter six mille chevau-légers, et souvent douze ou quinze mille Suisses. Charles VII levait moins de deux millions d'impôt; Louis XI en leva cinq, François Ier près de neuf. Pour subvenir à ces dépenses, les rois ne convoquaient point les états généraux, depuis 1484 (1). Ils leur substituaient des assemblées de notables (1526), et le plus souvent levaient de l'argent par des ordonnances, qu'ils faisaient enregistrer au parlement de Paris. Louis XII, *le Père du peuple*, diminua d'abord les impôts, et vendit les offices de finances (1499); mais il fut contraint vers la fin de son règne d'augmenter les impôts, de faire des emprunts, et d'aliéner les domaines royaux (1511, 1514). François Ier établit de nouvelles taxes (particulièrement en 1523), vendit et multiplia les charges de judicature (1515, 1522, 1524), fonda les premières rentes perpétuelles sur l'hôtel-de-ville, aliéna les domaines royaux (1532, 1544), enfin institua la loterie royale (1539).

Il avait une sorte d'avantage sur Charles-Quint dans cette facilité de se ruiner. Il en profita, lorque l'Empereur eut échoué dans sa grande expédition contre Alger (1541-42). Deux ans auparavant, Charles-Quint passant par la France pour réprimer la révolte de Gand, avait amusé le roi de la promesse de donner au duc d'Orléans, son second fils, l'investiture du Milanais. La duchesse d'Étampes, qui gouvernait le roi, le voyant s'affaiblir, et craignant la haine de Diane de Poitiers, maîtresse du dauphin, s'efforçait de procurer au duc d'Orléans un établissement indépen-

(1) Une seule fois à Tours, en 1506, et seulement pour annuler le traité de Blois.

dant, où elle pût trouver un asile à la mort de François Ier. Joignez à cette cause principale de la guerre l'assassinat de deux envoyés français, qui, traversant l'Italie pour aller à la cour de Soliman, furent tués dans le Milanais par l'ordre du gouverneur impérial, qui voulait se saisir de leurs papiers. François Ier comptait sur l'alliance des Turcs et sur ses liaisons avec les princes protestans d'Allemagne, de Danemark et de Suède; il s'était attaché particulièrement Guillaume, duc de Clèves, en lui faisant épouser sa nièce, Jeanne d'Albret, qui fut depuis mère de notre Henri IV. Il envahit presque en même temps le Roussillon, le Piémont, le Luxembourg, le Brabant et la Flandre. Soliman joignit sa flotte à celle de France; elles bombardèrent inutilement le château de Nice. Mais l'odieux spectacle du croissant uni aux fleurs de lis indisposa toute la chrétienté contre le roi de France. Ceux même qui jusqu'ici l'avaient favorisé, fermèrent les yeux sur l'intérêt de l'Europe pour s'unir à Charles-Quint. L'Empire se déclara contre l'allié des Turcs. Le roi d'Angleterre, réconcilié avec Charles depuis la mort de Catherine d'Aragon, prit parti contre François Ier, qui avait donné sa fille au roi d'Écosse. Henri VIII défit Jacques V (1542), Charles-Quint accabla le duc de Clèves (1543), et tous deux, n'ayant plus rien à craindre derrière eux, se concertèrent pour envahir les états de François Ier. La France, seule contre tous, déploya une vigueur inattendue; elle combattit avec cinq armées, et étonna les confédérés par la brillante victoire de Cerisoles; l'infanterie gagna cette bataille, perdue par la gendarmerie [1]. Charles-Quint, mal secondé par Henri VIII, et rappelé par les progrès de Soliman en Hongrie, signa à treize lieues de Paris un traité par lequel François renonçait à Naples, Charles à la Bourgogne; le duc d'Orléans devait être investi du Milanais (1544). Les rois de

[1] Montluc, liv. XXI, p. 31.

France et d'Angleterre ne tardèrent pas à faire la paix, et moururent tous deux la même année (1547).

La longue lutte des deux grandes puissances de l'Europe est loin d'être terminée; mais elle se complique désormais d'intérêts religieux, qu'on ne peut comprendre sans connaître les progrès de la Réforme en Allemagne. Nous nous arrêterons ici pour regarder derrière nous, et pour examiner quelle avait été la situation intérieure de l'Espagne et de la France pendant la rivalité de François Ier et de Charles-Quint.

En Espagne, la royauté marchait à grands pas vers ce pouvoir absolu qu'elle avait atteint en France. Charles-Quint imita l'exemple de son père, et fit plusieurs lois sans l'autorisation des Cortès. En 1538, les nobles et les prélats de Castille ayant repoussé l'impôt général de la *Sisa*, qui aurait porté sur la vente en détail des denrées, le roi d'Espagne cessa de les convoquer, alléguant qu'ils n'avaient pas le droit de voter des impôts qu'ils ne payaient point. Les Cortès ne se composèrent plus que des trente-six députés envoyés par les dix-huit villes, qui seules étaient représentées. Les nobles se repentirent trop tard de s'être joints au roi pour accabler les *communeros*, en 1521.

Le pouvoir de l'inquisition espagnole faisait des progrès d'autant plus rapides que l'agitation de l'Allemagne alarmait de plus en plus Charles-Quint sur les suites politiques des innovations religieuses. L'inquisition fut introduite aux Pays-Bas en 1522; et, sans la résistance opiniâtre des Napolitains, elle l'eût été chez eux en 1546. Après avoir retiré quelque temps aux tribunaux de l'inquisition le droit d'exercer la juridiction royale (en Espagne 1535-1545, en Sicile 1535-1550), on finit par le leur rendre. Depuis 1539 l'inquisiteur général Tabera gouverna l'Espagne, en l'absence de l'Empereur, sous le nom de l'Infant, depuis Philippe II.

Le règne de François Ier est l'apogée du pouvoir royal en France avant le ministère du cardinal de Richelieu. Il commença par concentrer dans ses mains le pouvoir ecclésiastique par le traité du Concordat (1515), restreignit les juridictions ecclésiastiques (1539), organisa un système de police (1), et imposa silence aux parlemens. Celui de Paris avait été affaibli sous Charles VII et Louis XI, par la création des parlemens de Grenoble, Bordeaux et Dijon (1451, 1462, 1477); sous Louis XII, par celle des parlemens de Rouen et d'Aix (1499, 1501). Pendant la captivité de François Ier, il essaya de reprendre quelque importance, et commença des poursuites contre le chancelier Duprat. Mais le roi, de retour, lui défendit de s'occuper désormais d'affaires politiques, et lui ôta encore de son influence en rendant les charges vénales et en les multipliant.

François Ier s'était vanté d'avoir mis désormais les rois *hors de pages*. Mais l'agitation croissante des esprits, qu'on remarquait sous son règne, annonçait de nouveaux troubles. L'esprit de liberté se plaçait dans la religion, pour rentrer un jour, avec des forces doublées, dans les institutions politiques. D'abord les réformateurs s'en tinrent à des attaques contre les mœurs du clergé; les *Colloquia* d'Érasme, tirés à vingt-quatre mille exemplaires, furent épuisés rapidement. Les Psaumes, traduits par Marot, furent bientôt chantés sur des airs de romances par les gentilshommes et par les dames, tandis que l'ordonnance en vertu de laquelle les lois devaient être désormais rédigées en français, mettait tout le monde à même de connaître et de discuter les matières politiques (1538). La cour de Marguerite de Navarre et celle de la duchesse de Ferrare, Renée de France, étaient le rendez-vous de tous les partisans des nouvelles opinions. La plus grande légèreté d'esprit et le plus profond fanatisme, Marot

(1) Instructions de Catherine de Médicis à son fils.

Ex vers las BIBLIOTHECA Ottaviensis

et Calvin, se rencontraient à Nérac. François Ier avait d'abord vu sans inquiétude ce mouvement des esprits. Il avait protégé contre le clergé les premiers protestans de France (1523-1524). En 1534, lorsqu'il resserrait ses liaisons avec les protestans d'Allemagne, il invita Mélanchton à présenter une profession de foi conciliante. Il favorisa la révolution de Genève, qui devint le foyer du calvinisme (1535). Cependant, depuis son retour de Madrid, il était plus sévère pour les protestans de France. En 1527 et en 1534 la fermentation des nouvelles doctrines s'étant manifestée par des outrages aux images saintes, et par des placards affichés au Louvre, plusieurs protestans furent brûlés à petit feu, en présence du roi et de toute la cour. En 1535, il ordonna la suppression des imprimeries, sous peine de la hart, et, sur les réclamations du parlement, révoqua la même année cette ordonnance pour établir la censure [1].

La fin du règne de François Ier fut marquée par un événement affreux. Les Vaudois, habitans de quelques vallées inaccessibles de la Provence et du Dauphiné, avaient conservé les doctrines des Albigeois, et venaient d'adopter celles de Calvin. La force des positions qu'ils occupaient au milieu des Alpes inspirait des inquiétudes. Le parlement d'Aix ordonna, en 1540, que Cabrière et Mérindol, leurs principaux points de réunion, fussent incendiés. Après la retraite de Charles-Quint (1545), l'arrêt fut exécuté, malgré les réclamations de Sadolet, évêque de Carpentras. Le président d'Oppède, l'avocat du roi Guérin et le capitaine Paulin, l'ancien agent du roi chez les Turcs, pénétrèrent dans les vallées, en exterminèrent les habitans avec une cruauté inouie, et changèrent toute la contrée en désert. Cette effroyable exécution peut être considérée comme l'une des premières causes de nos guerres civiles [2].

(1) *Registres manuscrits du parlement de Paris.*
(2) M. Petitot, *Introduction aux Mémoires de du Bellay*, p. 175.

CHAPITRE VII.

Luther. — Réforme en Allemagne. — Guerre des Turcs, 1517-1555.

Tous les états de l'Europe avaient atteint l'unité monarchique, le système d'équilibre s'établissait entre eux, lorsque l'ancienne unité religieuse de l'Occident fut rompue par la Réforme. Cet événement, le plus grand des temps modernes avec la révolution française, sépara de l'Eglise romaine la moitié de l'Europe, et amena la plupart des révolutions et des guerres qui eurent lieu jusqu'au traité de Westphalie. L'Europe s'est trouvée, depuis la Réforme, divisée d'une manière qui coïncide avec la division des races. Les peuples de race romaine sont restés catholiques. Le protestantisme domine chez ceux de la race germanique, l'Eglise grecque chez les peuples slaves.

La première époque de la Réforme nous présente en opposition Luther et Zwingle, la seconde Calvin et Socin. Luther et Calvin conservent une partie du dogme et de la hiérarchie. Zwingle et Socin réduisent peu à peu la religion au déisme. La monarchie pontificale étant renversée par l'aristocratie luthérienne, celle-ci est attaquée par la démocratie calviniste; c'est une réforme dans la réforme. Pendant la première et la seconde époque, d'anciennes sectes anarchiques, composées en partie de visionnaires apocalyptiques, se relèvent, et donnent à la Réforme l'aspect formidable d'une guerre contre la société; ce sont les Anabaptistes dans la première période, les Indépendans et les Niveleurs dans la seconde.

Le principe de la Réforme était essentiellement mobile et progressif. Divisée dans son berceau même, elle

se répandit à travers l'Europe sous cent formes diverses. Repoussée en Italie, en Espagne, en Portugal (1526), en Pologne (1523), elle s'établit en Bohême, à la faveur des priviléges des Calixtins; elle s'appuya, en Angleterre, des souvenirs de Wiclef. Elle allait se proportionnant à tous les degrés de civilisation, se conformant aux besoins politiques de chaque pays. Démocratique en Suisse (1523), aristocratique en Danemark (1527), elle s'associa en Suède à l'élévation du pouvoir royal (1529); dans l'Empire, à la cause des libertés germaniques.

§ I. — *Origine de la Réforme.*

Dans la mémorable année 1517, à laquelle on rapporte ordinairement le commencement de la Réforme, ni l'Europe, ni le pape, ni Luther même ne se doutait d'un si grand événement. Les princes chrétiens se liguaient contre le Turc. Léon X envahissait le duché d'Urbin, et portait au comble la puissance temporelle du saint Siége. Malgré l'embarras de ses finances, qui l'obligeait de faire vendre des indulgences en Allemagne, et de créer à la fois trente et un cardinaux, il prodiguait aux savans, aux artistes, les trésors de l'Eglise avec une glorieuse imprévoyance. Il envoyait jusqu'en Danemark et en Suède rechercher les monumens de l'histoire du Nord (1). Il autorisait par un bref la vente de l'*Orlando furioso* (2), et recevait la lettre éloquente de Raphaël sur la restauration des antiquités de Rome. Au milieu de ces soins, il apprit qu'un professeur de la nouvelle université de Wittemberg, nommé Martin Luther, déjà connu pour avoir, l'année précédente, hasardé des opinions hardies en matière de foi, venait d'attaquer la vente des indulgences. Léon X, qui correspondait lui-même avec Erasme, ne s'alarma point de

(1) 1517. — (2) Publié en 1516.

ces nouveautés; il répondit aux accusateurs de Luther que c'était un homme de talent, et que toute cette dispute n'était qu'une querelle de moines (1).

L'université de Wittemberg, récemment fondée par l'électeur de Saxe Frédéric le Sage, était, en Allemagne, une des premières où le platonisme eût triomphé de la scolastique, et où l'enseignement des lettres fût associé à celui du droit, de la théologie et de la philosophie. Luther, particulièrement, avait d'abord étudié le droit; puis, ayant pris l'habit monastique dans un accès de ferveur, il avait résolu de chercher la philosophie dans Platon, la religion dans la Bible. Mais ce qui le distinguait, c'était moins sa vaste science qu'une éloquence vive et emportée, et une facilité alors extraordinaire de traiter les matières philosophiques et religieuses dans sa langue maternelle; *c'est par où il enlevait tout le monde* (2). Cet esprit impétueux, une fois lancé, alla plus loin qu'il n'avait voulu (3). Il attaqua l'abus, puis le principe des indulgences, ensuite l'intercession des saints, la confession auriculaire, le purgatoire, le céli-

(1) *Che fra Martino aveva bellissimo ingegno, e che coteste erano invidie fratesche.* — (2) Bossuet.

(3) Luther, préface de la *Captivité de Babylone*, citée par K. Fr. Eichorn. *Deutsche staats-und rechtsgeschichte*, 4e vol., pag. 30. « Que je » le veuille ou non, je suis forcé de devenir plus savant de jour en jour, » lorsque des maîtres si renommés m'attaquent, tantôt ensemble, tantôt » séparément. J'ai écrit il y a deux ans sur les indulgences; mais je me » repens fort aujourd'hui d'avoir publié ce petit livre. J'étais encore irrésolu, par un respect superstitieux pour la tyrannie de Rome : je » croyais alors que les indulgences ne devaient pas être condamnées; » mais depuis, grâce à Sylvestre et aux autres défenseurs des indulgences, j'ai compris que ce n'était qu'une invention de la cour papale » pour faire perdre la foi en Dieu et l'argent des hommes. Ensuite » sont venus Eccius et Emser, avec leur bande, pour m'enseigner la suprématie et la toute-puissance du pape. Je dois reconnaître, pour ne » pas me montrer ingrat envers de si savans hommes, que j'ai beaucoup » profité dans leurs écrits. Je niais que la papauté fût de droit divin; » mais j'accordais encore qu'elle était de droit humain. Après avoir entendu et lu les subtilités par lesquelles ces pauvres gens voudraient » élever leur idole, je me suis convaincu que la papauté est le royaume » de Babylone, et la puissance de Nemrod *le fort chasseur.* »

bat des prêtres, la transsubstantiation, enfin l'autorité de l'Eglise, et le caractère de son chef visible. Pressé en vain par le légat Cajetan de se rétracter, il en appela du légat au pape, du pape à un concile général; et lorsque le pape l'eut condamné, il osa user de représailles, et brûla solennellement sur la place de Wittemberg la bulle de condamnation et les volumes du droit canonique (15 juin 1520).

Un coup si hardi saisit l'Europe d'étonnement. La plupart des sectes et des hérésies s'étaient formées dans l'ombre, et se seraient tenues heureuses d'être ignorées. Zwingle lui-même, dont les prédications enlevaient, à la même époque, la moitié de la Suisse à l'autorité du saint Siége, ne s'était pas annoncé avec cette hauteur (1). On soupçonna quelque chose de plus grand dans celui qui se constituait le juge du chef de l'Eglise. Luther lui-même donna pour un miracle son audace et son succès.

Cependant il était aisé de voir combien de circonstances favorables encourageaient le réformateur. La monarchie pontificale, qui seule avait mis quelque harmonie dans le chaos anarchique du moyen âge, avait été successivement affaiblie par les progrès du pouvoir

(1) Zwingle, curé de Zurich, commença ses prédications en 1516 : les cantons de Zurich, de Bâle, de Schaffouse, de Berne, et les villes alliées de Saint-Gall et de Mulhausen embrassèrent sa doctrine. Ceux de Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug, Fribourg, Soleure et le Valais, restèrent fidèles à la religion catholique. Glaris et Appenzel furent partagés. Les habitans des cantons catholiques, gouvernés démocratiquement et habitant presque tous hors des villes, tenaient à leurs anciens usages et recevaient toujours des pensions du pape et du roi de France. François Ier se porta en vain pour médiateur entre les Suisses; les cantons catholiques n'acceptant point la pacification proposée, ceux de Zurich et de Berne leur retranchaient les vivres. Les catholiques envahirent le territoire de Zurich, et gagnèrent sur les protestans une bataille où Zwingle fut tué en combattant à la tête de son troupeau (b. de Cappel, 1531). Les catholiques, plus barbares, plus belliqueux et moins riches, devaient vaincre, mais ne pouvaient soutenir la guerre aussi long-temps que les cantons protestans. Sleidan. Muller, *Hist. Univ.*, 4e vol. (*Voy.* pour Genève le chapitre suivant.)

royal et de l'ordre civil. Les scandales dont un grand nombre de prêtres affligeaient l'Eglise minaient chaque jour un édifice déjà ébranlé par l'esprit de doute et de contradiction. Deux circonstances contribuaient à en déterminer la ruine. D'abord, l'invention de l'imprimerie donnait aux novateurs du XVIe siècle des moyens de communication et de propagation qui avaient manqué à ceux du moyen âge pour résister avec quelque ensemble à une puissance organisée aussi fortement que l'Eglise. Ensuite, les embarras financiers de beaucoup de princes leur persuadaient d'avance toute doctrine qui mettrait à leur disposition les trésors du clergé. L'Europe présentait alors un phénomène remarquable, la disproportion des besoins et des ressources, résultat de l'élévation récente d'un pouvoir central dans chaque état. L'Eglise paya le déficit. Plusieurs souverains catholiques avaient déjà obtenu du saint Siége d'exercer une partie de ses droits. Les princes du nord de l'Allemagne, menacés dans leur indépendance par le maître du Mexique et du Pérou, trouvèrent leurs Indes dans la sécularisation des biens ecclésiastiques.

Déjà la Réforme avait été tentée plusieurs fois, en Italie par Arnaud de Brescia, par Valdus en France, par Wicleff en Angleterre. C'était en Allemagne qu'elle devait commencer à jeter des racines profondes; le clergé allemand était plus riche, et par conséquent plus envié. Les souverainetés épiscopales de l'Empire étaient données à des cadets de grandes familles, qui portaient dans l'ordre ecclésiastique les mœurs violentes et scandaleuses des séculiers. Mais la haine la plus forte était contre la cour de Rome, contre le clergé italien, dont le génie fiscal épuisait l'Allemagne. Dès le temps de l'empire romain, l'éternelle opposition du Midi et du Nord s'était comme personnifiée dans l'Allemagne et dans l'Italie. Au moyen âge, la lutte se régularisa; la force et l'esprit, la violence et la politique, l'ordre féodal et la hiérarchie catholique, l'hérédité et l'élection, furent

aux prises dans les querelles de l'Empire et du sacerdoce. Au xve siècle, les Hussites arrachèrent quelques concessions par une guerre de trente années. Au xvie, les rapports fréquens des Italiens et des Allemands ne faisaient qu'augmenter l'ancienne antipathie. Conduits sans cesse en Italie par la guerre, les hommes du Nord voyaient avec scandale les magnificences des papes, et ces pompes dont le culte aime à s'entourer dans les contrées méridionales. Leur ignorance ajoutait à leur sévérité : ils regardaient comme profane tout ce qu'ils ne comprenaient pas ; et lorsqu'ils repassaient les Alpes, ils remplissaient d'horreur leurs barbares concitoyens, en leur décrivant *les fêtes idolâtriques de la nouvelle Babylone.*

Luther connaissait bien cette disposition des esprits. Lorsqu'il fut cité par le nouvel empereur à la diète de Worms, il n'hésita point de s'y rendre. Ses amis lui rappelaient le sort de Jean Huss. « Je suis sommé légale-
» ment de comparaître à Worms, répondit-il, et je m'y
» rendrai au nom du Seigneur, dussé-je voir conjurés
» contre moi autant de diables qu'il y a de tuiles sur les
» toits. » Une foule de ses partisans voulurent du moins l'accompagner, et il entra dans la ville escorté de cent chevaliers armés de toutes pièces. Ayant refusé de se rétracter, malgré l'invitation publique et les sollicitations particulières des princes et des électeurs, il fut mis au ban de l'empire peu de jours après son départ. Ainsi Charles-Quint se déclara contre la Réforme. Il était roi d'Espagne ; il avait besoin du pape dans ses affaires d'Italie ; enfin son titre d'empereur et de premier souverain de l'Europe le constituait le défenseur de l'ancienne foi. Des motifs analogues agissaient sur François Ier : la nouvelle hérésie fut condamnée par l'université de Paris. Enfin le jeune roi d'Angleterre, Henri VIII, qui se piquait de théologie, écrivit un livre contre Luther. Mais il trouva d'ardens défenseurs dans les princes d'Allemagne, surtout dans l'électeur de Saxe, qui semble même l'avoir mis en avant. Ce prince avait été vi-

caire impérial dans l'interrègne, et c'est alors que Luther avait osé brûler la bulle du pape. Après la diète de Worms, l'électeur, pensant que les choses n'étaient pas mûres encore, résolut de préserver Luther de ses propres emportemens. Comme il s'enfonçait dans la forêt de Thuringe en revenant de la diète, des cavaliers masqués l'enlevèrent et le cachèrent dans le château de Wartbourg. Enfermé près d'un an dans ce donjon, qui semble dominer toute l'Allemagne, le réformateur commença sa traduction de la Bible en langue vulgaire, et inonda l'Europe de ses écrits. Ces pamphlets théologiques, imprimés aussitôt que dictés, pénétraient dans les provinces les plus reculées; on les lisait le soir dans les familles, et le prédicateur invisible était entendu de tout l'Empire. Jamais écrivain n'avait si vivement sympathisé avec le peuple. Ses violences, ses bouffonneries, ses apostrophes aux puissans du monde, aux évêques, au pape, au roi d'Angleterre, qu'il traitait *avec un magnifique mépris d'eux et de Satan*, charmaient, enflammaient l'Allemagne, et la partie burlesque de ces drames populaires n'en rendait l'effet que plus sûr. Erasme, Mélanchton, la plupart des savans pardonnaient à Luther sa jactance et sa grossièreté en faveur de la violence avec laquelle il attaquait la scolastique. Les princes applaudissaient une réforme faite à leur profit. D'ailleurs Luther, tout en soulevant les passions du peuple, défendait l'emploi de toute autre arme que celle de la parole : « C'est la » parole, disait-il, qui, pendant que je dormais tran- » quillement, et que je buvais ma bière avec mon cher » Mélanchton, a tellement ébranlé la papauté que ja- » mais prince ni empereur n'en a fait autant. »

Mais il se flattait en vain de contenir les passions, une fois soulevées, dans les bornes d'une discussion abstraite. On ne tarda pas à tirer de ses principes des conséquences plus rigoureuses qu'il n'aurait voulu. Les princes avaient mis la main sur les propriétés ecclésias-

tiques; Albert de Brandebourg, grand-maître de l'ordre Teutonique, sécularisa un état entier; il épousa la fille du nouveau roi de Danemark, et se déclara duc héréditaire de la Prusse, sous la suzeraineté de la Pologne; exemple terrible dans un empire plein de souverains ecclésiastiques, que pouvait tenter l'appât d'une pareille usurpation (1525).

Cependant ce danger n'était pas le plus grand. Le bas peuple, les paysans, endormis depuis si long-temps sous le poids de l'oppression féodale, entendirent les savans et les princes parler de liberté, d'affranchissement, et s'appliquèrent ce qu'on ne disait pas pour eux. L'éternelle haine du pauvre contre le riche se réveilla, aveugle et furieuse comme dans la *Jacquerie*, mais affectant déjà une forme systématique comme au temps des *Niveleurs*. Elle se compliqua de tous les germes de démocratie religieuse qu'on avait crus étouffés au moyen âge. Des Lollardistes, des Béghards, une foule de visionnaires apocalyptiques se remuèrent. Le mot de ralliement était la nécessité d'un second baptême, le but une guerre terrible contre l'ordre établi, contre toute espèce d'ordre; guerre contre la propriété, c'était un vol fait au pauvre; guerre contre la science, elle rompait l'égalité naturelle; elle tentait Dieu qui révélait tout à ses saints; les livres, les tableaux étaient des inventions du diable. Le fougueux Carlostadt avait déjà donné l'exemple, courant d'église en église, brisant les images et renversant les autels. A Wittemberg, les écoliers brûlèrent leurs livres sous les yeux même de Luther. Les paysans de Thuringe, imitant ceux de la Souabe, suivirent l'enthousiaste Muncer, bouleversèrent Mulhausen, appelèrent aux armes les ouvriers des mines de Mansfeldt, et essayèrent de se joindre à leurs frères de la Franconie (1524-5). Partout ils déposaient les magistrats, saisissaient les terres des nobles et leur faisaient quitter leurs noms et leurs habits pour leur en donner de semblables aux leurs. Tous les princes catho-

liques et protestans s'armèrent contre eux; ils ne tinrent pas un instant contre la pesante cavalerie des nobles, et furent traités comme des bêtes fauves.

§ II. — *Première lutte contre la Réforme.*

La sécularisation de la Prusse, et surtout la révolte des Anabaptistes donnaient à la Réforme le caractère politique le plus menaçant. Les deux croyances averties devinrent deux partis, deux ligues (catholique à Ratisbonne, 1524, et à Dessau; protestante à Torgau, 1526). L'Empereur observait le moment d'accabler l'une par l'autre, et d'asservir à la fois les catholiques et les protestans. Il crut l'avoir trouvé, lorsque la victoire de Pavie mit son rival entre ses mains. Mais dès l'année suivante, une ligue universelle se forma contre lui dans l'Occident. Le pape et l'Italie entière, Henri VIII son allié, lui déclarèrent la guerre. En même temps, l'élection de Ferdinand au trône de Bohême et de Hongrie entraînait la maison d'Autriche dans les guerres civiles de ce royaume, découvrait, pour ainsi dire, l'Allemagne, la mettait face à face avec Soliman.

Les progrès de la barbarie ottomane, qui se rapprochait chaque jour, compliquaient d'une manière effrayante les affaires de l'Empire. Le sultan Sélim, ce conquérant rapide, dont la férocité faisait frémir les Turcs eux-mêmes, venait de doubler l'étendue de la domination des Osmanlis. Le tigre avait saisi en trois bonds la Syrie, l'Egypte et l'Arabie. La brillante cavalerie des mamelucks avait péri au pied de son trône dans l'immense massacre du Caire (1). Il avait juré de dompter *les têtes rouges* (2), pour tourner ensuite contre les chrétiens toutes les forces des nations mahométanes. Un

(1) « Hi! c'est sultan Sélim!... » Allusion d'un poète arabe à ce massacre, dans Kantimir.

(2) Les Persans sont appelés ainsi par les Turcs.

cancer le dispensa de tenir son serment. *L'an 926 de l'hégire* (1521), *sultan Sélim passa au royaume éternel, laissant l'empire du monde à Soliman* (1). Soliman le Magnifique ceignit le sabre à Stamboul, la même année où Charles-Quint recevait à Aix-la-Chapelle la couronne impériale. Il commença son règne par la conquête de Belgrade et par celle de Rhodes, les deux écueils de Mahomet II (1521-2). La seconde assurait aux Turcs l'empire de la mer dans la partie orientale de la Méditerranée; la première leur ouvrait la Hongrie. Lorsqu'ils envahirent ce royaume en 1526, le jeune roi Louis n'avait pu ras-embler que vingt-cinq mille hommes contre cent cinquante mille. Les Hongrois, qui, selon l'ancien usage, avaient ôté les éperons à celui qui portait l'étendard de la Vierge (2), n'en furent pas moins défaits (à Mohacz). Louis fut tué dans la déroute avec son général, Paul Tomorri, évêque de Golooza, et un grand nombre d'autres évêques qui portaient les armes dans les périls continuels de la Hongrie. Deux rois furent élus en même temps, Ferdinand d'Autriche et Jean Zapoly, waiwode de Transylvanie. Zapoly, n'obtenant aucun secours de la Pologne, s'adressa aux Turcs eux-mêmes. L'ambassadeur de Ferdinand, le gigantesque Hobordansc, célèbre pour avoir vaincu en combat singulier un des plus vaillans pachas, avait osé braver le sultan, et Soliman avait juré que s'il ne trouvait point Ferdinand devant Bude, il irait le chercher dans Vienne. Au mois de septembre 1529, le cercle noir d'une armée innombrable enferma la capitale de l'Autriche. Heureusement une foule de vaillans hommes, allemands et espagnols, s'y étaient jetés. On distinguait D. Pedro de Navarre, et le comte de Salms, qui, à en croire les Allemands, avait pris François Ier à Pavie. Au bout de vingt jours et de vingt assauts, Soliman prononça un anathême contre le sultan qui attaquerait de nouveau

(1) Épitaphe de Sélim. — (2) Istuanfi, page 124-7.

cette ville fatale; il partit la nuit, rompant les ponts derrière lui, égorgeant ses prisonniers, et le cinquième jour il était de retour à Bude. Il consola son orgueil en couronnant Zapoly, prince infortuné qui voyait en même temps des fenêtres de la citadelle de Pesth emmener dix mille Hongrois que les Tartares de Soliman avaient surpris dans la joie des fêtes de Noël, et qu'ils chassaient devant eux par troupeaux (1).

Que faisait l'Allemagne pendant que les Turcs franchissaient toutes les anciennes barrières, pendant que Soliman répandait ses Tartares au-delà de Vienne? Elle disputait sur la transsubstantiation et sur le libre arbitre. Ses guerriers les plus illustres siégeaient dans les diètes et interrogeaient des docteurs. Tel était le flegme intrépide de cette grande nation, telle sa confiance dans sa force et dans sa masse.

La guerre des Turcs et celle des Français, la prise de Rome et la défense de Vienne, occupaient tellement Charles-Quint et son frère, que les Protestans obtinrent la tolérance jusqu'au prochain concile. Mais après la paix de Cambrai, Charles-Quint voyant la France abattue, l'Italie asservie, Soliman repoussé, entreprit de juger le grand procès de la Réforme. Les deux partis comparurent à Augsbourg. Les sectateurs de Luther, désignés par le nom général de *Protestans*, depuis qu'ils avaient *protesté* contre la défense d'innover (Spire, 1529), voulurent se distinguer de tous les autres ennemis de Rome, dont les excès auraient calomnié leur cause; des Zwingliens républicains de la Suisse, odieux aux princes et à la noblesse; des Anabaptistes surtout, proscrits comme ennemis de l'ordre de la société. Leur confession, adoucie par le savant et pacifique Mélanchton, qui se jetait, les larmes aux yeux, entre les deux partis, n'en fut pas moins repoussée comme hérétique. Ils furent sommés de renoncer à leurs erreurs, sous

(1) Istuanfi, page 173.

peine d'être mis au ban de l'empire (Augsbourg, 1530). Charles-Quint sembla même prêt à employer la violence, et fit un instant fermer les portes d'Augsbourg. La diète fut à peine dissoute, que les princes protestans se rassemblèrent à Smalkalde, et y conclurent une ligue défensive par laquelle ils devaient former un même corps (1531). Ils protestèrent contre l'élection de Ferdinand au titre de roi des Romains. Les contingens furent fixés; on s'adressa aux rois de France, d'Angleterre et de Danemark, et l'on se tint prêt à combattre.

Les Turcs semblaient s'être chargés de réconcilier encore l'Allemagne. L'Empereur apprit que Soliman venait d'entrer en Hongrie à la tête de trois cent mille hommes, tandis que le pirate Khaïr Eddyn Barberousse, devenu capitan pacha, joignait le royaume de Tunis à celui d'Alger, et tenait toute la Méditerranée en alarmes. Il se hâta d'offrir aux protestans tout ce qu'ils avaient demandé, la tolérance, la conservation des biens sécularisés jusqu'au prochain concile, l'admission dans la chambre impériale.

Pendant cette négociation, Soliman fut arrêté un mois par le Dalmate Juritzi devant une bicoque en ruine. Il essaya de regagner du temps en passant à travers les chemins impraticables de la Styrie, lorsque déjà les neiges et les glaces assiégeaient les montagnes; mais l'aspect formidable de l'armée de Charles-Quint le décida à se retirer. L'Allemagne, réunie par les promesses de l'Empereur, avait fait les plus grands efforts. Les troupes italiennes, flamandes, bourguignonnes, bohémiennes, hongroises, se joignant à celles de l'Empire, avaient porté ses forces à quatre-vingt-dix mille fantassins et trente mille cavaliers, dont un grand nombre étaient couverts de fer (1). Jamais armée n'avait été plus européenne depuis Godefroi de Bouillon. La cavalerie légère des Turcs fut enveloppée et taillée en pièces. Le

(1) P. Jove, témoin oculaire.

sultan ne se rassura qu'en sortant des gorges où coulent la Murr et la Drave, et en rentrant dans la plaine de Waradin.

François Ier et Soliman se relayaient pour occuper Charles-Quint. Le sultan ayant envahi la Perse, était allé se faire couronner dans Bagdad; l'Empereur respirait (*voyez* l'expédition de Tunis dans le chapitre précédent); le roi de France l'attaqua en attaquant la Savoie, son alliée. Cette nouvelle guerre différa de douze ans la rupture décisive entre les catholiques et les protestans d'Allemagne. Cependant l'intervalle ne fut point une paix. D'abord l'anabaptisme éclata de nouveau dans Munster, sous une forme plus effrayante. Des mêmes fureurs anarchiques sortit un gouvernement bizarre, mélange monstrueux de démagogie et de tyrannie. Les Anabaptistes de Munster suivaient exclusivement l'ancien Testament; Jésus-Christ étant de la race de David, son royaume devait être d'une forme judaïque. Ils reconnaissaient deux prophètes de Dieu, David et Jean de Leyde, leur chef, et deux prophètes du diable, le pape et Luther. Jean de Leyde était un garçon tailleur, jeune homme vaillant et féroce dont ils avaient fait leur roi, et qui devait étendre par toute la terre le royaume de Jésus-Christ. Les princes le prévinrent.

Les Catholiques et les Protestans, réunis un instant contre les Anabaptistes, ne furent ensuite que plus ennemis. On parlait toujours d'un concile général; personne n'en voulait sérieusement. Le pape le redoutait; les Protestans le récusaient d'avance. Le concile (réuni à Trente, 1545) pouvait resserrer l'unité de la hiérarchie catholique, mais non rétablir celle de l'Eglise. Les armes devaient seules décider. Déjà les Protestans avaient chassé les Autrichiens du Wurtemberg. Ils dépouillaient Henri de Brunswick, qui exécutait à son profit les arrêts de la chambre impériale. Ils encourageaient l'archevêque de Cologne à imiter l'exemple

d'Albert de Brandebourg, ce qui leur eût donné la majorité dans le conseil électoral.

Lorsque la guerre de France fut terminée, Charles-Quint et son frère traitèrent avec les Turcs, et s'unirent étroitement avec le pape contre les Luthériens. Ceux-ci, avertis par l'imprudence de Paul III, qui annonçait la guerre comme une croisade, se levèrent sous l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse au nombre de quatre-vingt mille. Abandonnés de la France, de l'Angleterre et du Danemark, qui les avaient excités à la guerre, séparés des Suisses par leur horreur *pour les blasphèmes de Zwingle,* ils étaient assez forts s'ils fussent restés unis. Pendant qu'ils pressent Charles-Quint, retranché sous le canon d'Ingolstadt, le jeune Maurice, duc de Saxe, qui avait traité secrètement avec lui, trahit la cause protestante, et envahit les états de l'électeur, son parent. Charles-Quint n'avait plus qu'à accabler les membres isolés de la ligue. Dès que la mort de Henri VIII et celle de François Ier (28 janvier, 31 mars 1547) eurent ôté aux Protestans tout espoir de secours, il marcha contre l'électeur de Saxe, et le défit à Muhlberg (24 avril).

Les deux frères abusèrent de la victoire. Charles-Quint fit condamner l'électeur à mort par un conseil d'officiers espagnols que présidait le duc d'Albe, et lui arracha la cession de son électorat, qu'il transféra à Maurice. Il retint prisonnier le landgrave de Hesse, trompé par un lâche stratagême, et montra qu'il n'avait vaincu ni pour la foi catholique, ni pour la constitution de l'empire.

Ferdinand imitait son frère. Dès 1545, il s'était déclaré feudataire de Soliman pour le royaume de Hongrie, gardant toutes ses forces contre la Bohême et l'Allemagne. Il avait rétabli l'archevêché de Prague, si formidable aux anciens Hussites, et s'était déclaré souverain héréditaire de Bohême. En 1547, il essaya de lever une armée, sans l'autorisation des états, pour at-

taquer les Luthériens de Saxe, alliés des Bohémiens. Elle se leva, cette armée, mais contre le prince qui violait ses sermens. Les Bohémiens se liguèrent pour la défense de leur constitution *et de leur langue*. La bataille de Muhlberg les livra à Ferdinand, qui détruisit leurs priviléges.

La Hongrie n'eut pas moins à se plaindre de lui. La funeste lutte de Ferdinand contre Zapoly avait ouvert ce royaume aux Turcs. Tout le parti national, tous ceux qui ne voulaient pour maîtres ni des Turcs ni des Autrichiens, s'étaient rangés autour du cardinal Georges Martinuzzi (Uthysenitsch), tuteur du jeune fils de Zapoly. Cet homme extraordinaire, qui, à vingt ans, gagnait encore sa vie en entretenant le feu dans les poêles du palais royal de Bude, était devenu le maître véritable de la Transylvanie. La reine mère appelant les Turcs, il traita avec Ferdinand, qui au moins était chrétien; il fit pousser partout le cri de guerre [1], rassembla en quelques jours soixante-dix mille hommes, et emporta, à la tête de ses heiduques, la ville de Lippe, que les Autrichiens ne pouvaient reprendre sur les infidèles. Ces succès, cette popularité, alarmaient le frère de Charles-Quint. Martinuzzi avait autorisé les Transylvains à repousser par les armes la licence des soldats allemands. Ferdinand le fit assassiner, mais ce crime lui coûta la Transylvanie. Le fils de Zapoly y fut rétabli, et les Autrichiens ne conservèrent ce qu'ils possédaient de la Hongrie qu'en payant tribut à la Porte ottomane.

Cependant Charles-Quint opprimait l'Allemagne et menaçait l'Europe. D'un côté, il exceptait de l'alliance qu'il proposait aux Suisses, Bâle, Zurich et Schaffouse, qui, disait-il, appartenaient à l'Empire. De l'autre, il pro-

[1] Béchet, *Histoire de Martinusius*, page 324. Un homme à cheval, armé de toutes pièces, et un homme à pied, tenant une épée ensanglantée, parcouraient le pays en poussant le cri de guerre, selon l'ancien usage de Transylvanie.

nonçait la sentence du ban contre Albert de Brandebourg, devenu feudataire du roi de Pologne (1). Il indisposait Ferdinand même, et séparait les intérêts des deux branches de la maison d'Autriche, en essayant de transporter de son frère à son fils la succession à l'Empire. Il avait introduit l'inquisition aux Pays-Bas. En Allemagne, il voulait imposer aux Catholiques et aux Protestans son *Inhalt* (interim), arrangement conciliatoire, qui ne les réunit qu'en un point, la haine de l'Empereur. On comparait l'*interim* aux établissemens de Henri VIII, et ce n'était pas sans raison. L'Empereur aussi tranchait du pape : lorsque Maurice de Saxe, gendre du landgrave, réclama la liberté de son beau-père qu'il avait juré de garantir, Charles-Quint lui déclara qu'il le déliait de son serment. Partout il traînait à sa suite le landgrave et le vénérable électeur de Saxe, comme pour triompher en leurs personnes de la liberté germanique. La vieille Allemagne voyait pour la première fois les étrangers violer son territoire au nom de l'Empereur : elle était traversée en tous sens par des mercenaires italiens, par de farouches Espagnols, qui mettaient à contribution les Catholiques et les Protestans, les amis et les ennemis.

Pour renverser cette puissance injuste, qui semblait inébranlable, il suffit du jeune Maurice, le principal instrument de la victoire de Charles-Quint. Celui-ci n'avait fait que transférer à un prince plus habile l'électorat de Saxe et la place de chef des Protestans d'Allemagne : Maurice se voyait le jouet de l'Empereur qui retenait son beau-père : une foule de petits livres et de peintures satiriques, qui circulaient dans l'Allemagne (2), le désignaient comme un apostat, comme un traître, comme le fléau de son pays. Une profonde dissimulation couvrit les projets de Maurice : d'abord il fallait lever une armée sans alarmer l'Empereur; il se

(1) Sleidan, l. XXI. — (2) *Idem*, l. XXIII.

charge de soumettre Magdebourg à l'*interim*, et joint les troupes de la ville aux siennes. En même temps il traite secrètement avec le roi de France. L'Empereur ayant refusé de nouveau de rendre la liberté au landgrave, reçoit à la fois deux manifestes, l'un de Maurice au nom de l'Allemagne, pillée par les Espagnols, outragée dans l'histoire officielle de Louis d'Avila (1); l'autre du roi de France Henri II, qui s'intitulait le protecteur des princes de l'Empire, et qui plaçait en tête de son manifeste un bonnet de liberté entre deux poignards (2). Pendant que les Français s'emparent des Trois-Evêchés, Maurice marche à grandes journées sur Inspruck (1552). Le vieil empereur, alors malade et sans troupes, partit la nuit par une pluie affreuse, et se fit porter vers les montagnes de la Carinthie. Sans une sédition qui retarda Maurice, Charles-Quint tombait entre les mains de son ennemi. Il fallut céder. L'Empereur conclut avec les Protestans la convention de Passau, et le mauvais succès de la guerre qu'il soutint contre la France changea cette convention en une paix définitive (Augsbourg, 1555). Les Protestans professèrent librement leur religion, conservèrent les biens ecclésiastiques qu'ils possédaient avant 1552, et purent entrer dans la chambre impériale. Voyez plus bas les germes de guerre que contenait cette paix.

L'Empereur, abandonné de la fortune, *qui n'aime point les vieillards* (3), laissa l'empire à son frère, ses royaumes à son fils, et alla cacher ses derniers jours dans la solitude de Saint-Just. Les funérailles qu'il se fit faire de son vivant n'étaient qu'une image trop fidèle de cette gloire éclipsée à laquelle il survivait.

(1) Sleidan, l. XXIV. — (2) *Ibid.* — (3) Mot de Charles-Quint lui-même.

CHAPITRE VIII.

La Réforme en Angleterre et dans le nord de l'Europe, 1521-1547.

§ I. — *Angleterre et Ecosse*, 1527-1547.

Les états germaniques du nord, l'Angleterre, la Suède et le Danemark, suivirent l'exemple de l'Allemagne; mais en se séparant du saint Siége, ces trois états, dominés par l'esprit de l'aristocratie, conservèrent en partie la hiérarchie catholique.

La révolution opérée par Henri VIII ne doit pas être confondue avec la véritable réforme d'Angleterre. Cette révolution ne fit que séparer l'Angleterre de Rome, que confisquer le pouvoir et les biens de l'Eglise au profit des rois. Faite sans conscience ni conviction, par le prince et l'aristocratie, elle ne fut que le dernier terme de la toute-puissance auquel les Anglais portaient la couronne depuis un demi-siècle, en haine de l'anarchie des Roses; la propagation des anciennes doctrines d'Occam et de Wiclef rendaient les classes élevées indifférentes aux innovations religieuses. Cette réforme officielle n'avait rien à voir avec celle qui s'opérait en même temps dans les rangs inférieurs du peuple par l'enthousiasme spontané des Luthériens, des Calvinistes, des Anabaptistes, venus en foule de l'Allemagne, des Pays-Bas et de Genève. Celle-ci domina sur-le-champ en Ecosse et finit par vaincre l'autre en Angleterre.

L'occasion de la réforme aristocratique et royale d'Angleterre fut petite : elle parut tenir à la passion

éphémère d'Henri VIII pour Anne Boleyn, dame d'honneur de la reine Catherine d'Aragon, tante de Charles-Quint. Au bout de vingt ans de mariage, il se souvint que la reine avait été pendant quelques mois l'épouse de son frère. C'était le moment où la victoire de Pavie, rompant l'équilibre de l'Occident, effrayait Henri VIII sur le succès de l'Empereur son allié; il passa du côté de François et demanda son divorce à Clément VII. Le pape, menacé par Charles-Quint, cherchait tous les moyens de gagner du temps : après avoir remis le jugement à des légats, il évoqua l'affaire à Rome. Les Anglais ne voyaient pas le divorce avec plus de plaisir : outre l'intérêt qu'inspirait Catherine, ils craignaient qu'une rupture avec l'Espagne n'arrêtât le commerce des Pays-Bas. Ils refusaient de fréquenter les marchés de France par lesquels on aurait voulu remplacer ceux de la Flandre. Cependant des conseillers plus hardis, qui avaient succédé au cardinal-légat Wolsey, le ministre d'état Cromwell, et Cranmer, docteur d'Oxford, que Henri avait fait archevêque de Cantorbéry, détruisaient ses scrupules en lui achetant l'approbation des principales universités de l'Europe. Le roi éclata enfin, et le clergé du royaume fut juridiquement accusé d'avoir reconnu pour légat le ministre disgracié. Les députés du clergé n'obtinrent leur pardon qu'en faisant au roi un présent de cent mille livres et en le reconnaissant pour le protecteur et le chef suprême de l'église d'Angleterre. Le 30 mars 1534, cette déclaration, passée en bill dans les deux Chambres, fut sanctionnée par le roi, et tout appel à Rome fut défendu. Le 23 du même mois, Clément VII s'était prononcé contre le divorce, d'après l'avis presque unanime de ses cardinaux : ainsi l'Angleterre fut séparée du saint Siége.

Ce changement, qui semblait terminer la révolution, n'en était que le commencement. D'abord le roi déclara tous les pouvoirs ecclésiastiques suspendus; les évêques devaient au bout d'un mois présenter pétition pour re-

couvrer l'exercice de leur autorité. Les monastères furent supprimés, et leurs biens, équivalens à sept cens millions de notre monnaie, réunis à la couronne. Mais le roi eut bientôt tout dissipé : il donna, dit-on, à un de ses cuisiniers une terre pour un bon plat. Le précieux mobilier des couvens, leurs chartes, leurs bibliothèques, furent enlevés, dispersés. Les âmes pieuses furent indignées; les pauvres ne trouvaient plus leur subsistance à la porte des monastères. La noblesse et les propriétaires des campagnes prétendaient que si les couvens cessaient d'exister, leurs terres ne pouvaient retomber à la couronne, mais revenir aux représentans des donateurs. Les habitans de cinq comtés du nord coururent aux armes et marchèrent sur Londres pour accomplir ce qu'ils appelaient le *pélerinage de grâce ;* mais on négocia avec eux, on promit beaucoup, et quand ils se dispersèrent, on les pendit par centaines.

Les Protestans, qui affluaient alors en Angleterre, avaient cru pouvoir s'y établir à la faveur de cette révolution ; Henri VIII leur apprit combien ils se trompaient. Il n'eût voulu pour rien au monde renoncer à ce titre de *défenseur de la foi,* que lui avait valu son livre contre Luther. Il maintint donc l'ancienne foi par son bill des *six articles,* et poursuivit les deux partis avec une impartiale intolérance. L'on vit, en 1540, les Protestans et les Catholiques traînés de la Tour à Smithfield sur la même claie; les premiers étaient brûlés comme hérétiques, les seconds pendus comme traîtres, pour avoir nié *la suprématie.*

Le roi, ayant en tout point remplacé le pape, établit solennellement son infaillibilité religieuse et politique : il fit décréter par le Parlement que ses proclamations auraient la même force que les bills passés dans les deux Chambres. Ce qu'il y eut de plus terrible, c'est qu'il crut lui-même à cette infaillibilité, et regarda comme sacrés tous les caprices de ses passions : des six femmes qu'il eut, deux furent chassées, deux dé-

capitées sous prétexte d'adultère; la dernière faillit l'être pour avoir soutenu les opinions des Protestans. Il exerça dans sa famille un despotisme à la fois sanguinaire et tracassier, et traita toute la nation comme sa famille. Il fit faire une traduction de la Bible et défendit toutes les autres; encore les seuls chefs de famille pouvaient-ils la lire; toute autre personne était passible, chaque fois qu'elle ouvrait la Bible, d'un mois d'emprisonnement. Il écrivit lui-même deux livres pour l'instruction religieuse du peuple (*l'Institution et l'Erudition du Chrétien*). Il alla jusqu'à disputer en personne contre les novateurs. Un maître d'école, nommé Lambert, poursuivi pour avoir nié la présence réelle, ayant appelé du métropolitain au chef de l'Eglise, le roi argumenta contre lui, et au bout de cinq heures de dispute il lui demanda s'il voulait céder ou mourir; Lambert choisit la mort et fut brûlé à petit feu. Une scène plus bizarre encore fut le jugement de saint Thomas de Cantorbéry, mort en 1170. Il fut cité à Westminster comme accusé de trahison, et, au bout du délai ordinaire de trente jours, condamné par défaut; les reliques du contumace furent brûlées, et ses propriétés, c'est-à-dire sa châsse et les offrandes qui la décoraient, confisquées au profit du roi.

Henri VIII aurait voulu étendre sur l'Ecosse sa tyrannie religieuse; mais le parti français, qui y dominait, était attaché à la religion catholique, et toute la nation avait horreur du joug anglais. Sir Georges Douglas écrivait, en parlant du roi d'Angleterre : « Il n'y a » pas jusqu'aux plus petits garçons qui ne lui veuillent » jeter des pierres, les femmes y briseront leurs que- » nouilles. Tout le peuple mourrait plutôt pour l'empê- » cher; la plupart des hommes nobles et tout le clergé » sont contre lui. »

La jeune reine d'Ecosse (Marie) resta sous la garde de Jacques Hamilton, comte d'Arran, fils de celui dont on a parlé, nommé gouverneur par les lords, quoique

le testament du feu roi désignât pour régent le cardinal Beaton, et l'Ecosse fut comprise dans le traité conclu entre l'Angleterre et la France en 1546. (*Voy.* le chapitre VIII.) Le roi d'Angleterre mourut un an après.

Pendant les dernières années de son règne, Henri ayant dépensé les sommes prodigieuses qu'il avait tirées de la suppression des monastères, chercha de nouvelles ressources dans la servilité de son parlement. Il l'avait discipliné de bonne heure, et à la moindre résistance, il réprimandait les *varlets des communes*. Dès 1543, c'est-à-dire quatre ans après, il lui avait demandé un énorme subside. Il avait arraché de nouvelles sommes sous toutes les formes, impôts, don gratuit, emprunt, altération des monnaies. Enfin le Parlement, sanctionnant la banqueroute, lui abandonna tout ce qu'il avait emprunté depuis la trente et unième année de son règne. On prétendait qu'avant la vingt-sixième, les recettes de l'échiquier avaient surpassé la somme de toutes les taxes imposées par ses prédécesseurs, et qu'avant sa mort cette somme s'était plus que doublée.

Ce fut sous Henri VIII que le pays de Galles fut assujéti aux formes régulières de l'administration anglaise, et que l'Irlande connut quelque ordre civil. Les innovations de Henri VIII avaient été mal reçues dans cette île, et des colons anglais et de la population indigène. Le gouvernement du pays était remis ordinairement à des Irlandais, aux Kildare ou aux Ossory (Osmonds), chefs des familles rivales des Fitz-Gerald et des Butlers. Le jeune fils de Kildare ayant cru son père tué à Londres, se présenta au conseil et déclara la guerre en son nom à Henri VIII, roi d'Angleterre; les sages conseils de l'archevêque d'Armagh ne purent prévaloir sur les chants d'un barde irlandais qui, dans la langue nationale, excitait le héros à venger le sang de son père. Sa valeur ne put rien contre la discipline anglaise : il fut battu, stipula pour lui et les siens un plein pardon, et fut décapité à Londres. Ainsi le calme fut rétabli; les chefs

irlandais sollicitèrent eux-mêmes la pairie. O'Neal, le plus célèbre de tous, reparaîtra sous le nom de comte de Tyrone.

§ II. — *Danemark, Suède et Norwége* (1513-1560).

Tandis que l'Allemagne protestante cherchait dans la liberté politique la garantie de son indépendance religieuse, le Danemark et la Suède confirmaient leur révolution par l'adoption de la Réforme.

Christian II avait irrité également la noblesse danoise, contre laquelle il protégeait les paysans; la Suède, qu'il inondait de sang (1520), les villes Hanséatiques, auxquelles il avait fermé les ports du Danemark par des prohibitions (1517). Il se trouva bientôt puni du mal et du bien qu'il avait faits. Gouverné par le prêtre allemand Slagheck, autrefois barbier, et par la fille d'une aubergiste hollandaise, il suivait avec moins d'adresse la route qui avait conduit les princes du midi de l'Europe au pouvoir absolu. Il voulait écraser la noblesse de Danemark, et conquérir la Suède. Il avait soudoyé des troupes en Allemagne, en Pologne et en Ecosse; il avait obtenu quatre mille hommes de François Ier. Une bataille le rendit maître de la Suède, déchirée par la querelle du jeune Stenon Sture, *administrateur*, et de l'archevêque d'Upsal, Gustave Troll. Il fit juger par une commission ecclésiastique tous ceux des évêques et des sénateurs qui avaient opiné pour la déposition de Troll. En un même jour, ils furent décapités et brûlés à Stockholm, au milieu d'un peuple en larmes. Dans toutes les provinces de Suède où Christian passa, les potences et les échafauds s'élevaient. Il outrageait les vaincus, il se déclarait roi héréditaire et proclamait qu'il ne faisait point de chevaliers parmi les Suédois, parce qu'il ne devait la Suède qu'à son épée.

Cependant le jeune Gustave Wasa, neveu de l'ancien,

roi Charles Canutson, que Christian retenait prisonnier, parvint à s'échapper à Lubeck. Les Lubeckois, qui voyaient dans Christian le beau-frère de Charles-Quint, souverain des Hollandais, leurs ennemis; qui savaient qu'il avait demandé à l'Empereur de lui faire un don de leur ville, firent passer Gustave Wasa en Suède. Découvert par les Danois, Gustave se sauva de retraite en retraite, et fut un jour atteint par les lances de ceux qui le cherchaient dans une meule de paille. On montre encore à Falhun, à Ornay, les asiles du libérateur. Il parvint en Dalécarlie, chez cette race dure et intrépide de paysans par lesquels ont toujours commencé les révolutions de la Suède. Il se mêla aux Dalécarliens du Copparberg (pays des mines de cuivre), adopta leur costume, et se mit au service d'un d'entre eux. Enfin aux fêtes de Noël 1521, saisissant l'occasion du rassemblement qu'amenait la fête, il les harangua dans la grande plaine de Mora. Ils remarquèreut avec joie que le vent du nord n'avait pas cessé de souffler pendant qu'il parlait; deux cents d'entre eux le suivirent; leur exemple entraîna tout le peuple, et au bout de quelques mois, les Danois ne possédaient plus en Suède qu'Abo, Calmar et Stockholm.

Christian avait précisément choisi ce moment critique pour tenter en Danemark une révolution capable d'ébranler le trône le mieux affermi. Il publiait deux codes qui allaient armer contre lui les deux ordres tout puissans dans ce royaume, le clergé et la noblesse. Il supprimait la juridiction temporelle des évêques, défendait de piller les effets naufragés, ôtait aux seigneurs le droit de vendre leurs paysans, et permettait au paysan maltraité de quitter la terre de son seigneur. La protection des paysans, qui avait fait en Suède la popularité des Stures, perdit le roi de Danemark. Les nobles et les évêques appelèrent au trône son oncle Frédéric, duc de Holstein. Ainsi le Danemark et la Suède lui échappèrent en même temps.

Après avoir conquis la Suède sur les étrangers, Gustave la conquit sur les évêques suédois. Il ôta au clergé ses dîmes et sa juridiction, encouragea les nobles à revendiquer les terres ecclésiastiques sur lesquelles ils pouvaient avoir quelque droit; enfin il enleva aux évêques les châteaux et les places fortes qu'ils avaient entre les mains, et, par la suppression des appels à Rome, l'église suédoise se trouva indépendante, sans abandonner la hiérarchie et la plupart des cérémonies catholiques (1529). On fait monter à treize mille le nombre des terres ou fermes dont le roi s'empara. Ayant ainsi abattu dans le pouvoir épiscopal la tête de l'aristocratie, il eut meilleur marché de la noblesse, imposa sans obstacle les terres féodales, et fit déclarer la couronne héréditaire dans la maison de Wasa.

Les évêques de Danemark, qui pourtant avaient contribué à la révolution, ne furent pas plus heureux que ceux de la Suède. Elle ne se fit qu'au profit des nobles, qui exigèrent de Frédéric Ier le droit de vie et de mort sur leurs paysans. La prédication du luthéranisme fut ordonnée; les États d'Odensée (1527) décrétèrent la liberté de conscience, abolirent le célibat des ecclésiastiques, et brisèrent tout lien entre le clergé danois et le Siége de Rome.

Les pays du nord les plus éloignés, moins accessibles aux idées nouvelles, ne reçurent pas sans résistance cette révolution religieuse. Les Dalécarliens furent armés par le clergé contre le roi qu'ils avaient fait eux-mêmes. Les Norwégiens et les Islandais ne virent dans l'introduction du protestantisme qu'une nouvelle tyrannie des Danois. Christian II, qui s'était réfugié aux Pays-Bas, crut pouvoir profiter de cette disposition. Cet homme, qui avait autrefois chassé avec des dogues un évêque fugitif, associait alors sa cause à celle de la religion catholique. Avec le secours de plusieurs princes d'Allemagne, de Charles-Quint et de quelques marchands hollandais, il équipa une flotte, débarqua

en Norwége, et pénétra de là en Suède. Les Hanséatiques armèrent contre les Hollandais, qui amenaient Christian. Repoussé, et obligé de se renfermer dans Opslo, il se rendit aux Danois, qui lui promirent la liberté, et le tinrent enfermé vingt-neuf ans dans le donjon de Saenderbourg, sans autre compagnie qu'un nain.

A la mort de Frédéric Ier (1534), les évêques tentèrent un effort pour prévenir leur ruine imminente. Ils essayèrent de porter au trône le plus jeune fils de ce prince, âgé de huit ans, qui n'était pas encore prévenu en faveur du luthéranisme, comme son aîné (Christian III); on faisait valoir que cet enfant, étant né en Danemark, *parlait dès le berceau la langue du pays,* au lieu que son frère était considéré comme un Allemand. Cette lutte des évêques contre la noblesse, de la foi catholique contre la nouvelle doctrine, du patriotisme danois contre l'influence étrangère, encouragea l'ambition de Lubeck. Cette république avait peu profité de la ruine de Christian II. Frédéric avait créé des compagnies, Gustave favorisait les Anglais. L'administration démocratique qui avait remplacé à Lubeck l'ancienne oligarchie était animée de l'esprit de conquête plus que de celui de commerce. Les hommes nouveaux qui la conduisaient, le bourgmestre Wullenwever et le commandant Meyer, naguère serrurier, conçurent le projet de renouveler dans un royaume la révolution démocratique qu'ils avaient faite dans une ville, de conquérir et de démembrer le Danemark. Ils confièrent la conduite de cette guerre révolutionnaire à un aventurier illustre, le comte Christophe d'Oldenbourg, qui s'était signalé contre les Turcs; il n'avait que son nom et son épée, mais il se consolait, dit-on, de sa pauvreté en lisant Homère dans l'original. Il entra dans le Danemark en soulevant les classes inférieures au nom de Christian II, nom magique qui ralliait toujours les catholiques et les paysans. Tout était tromperie dans cette

guerre machiavélique : les démocrates de Lubeck nommaient au peuple Christian II, et ne pensaient qu'à eux-mêmes; leur général Christophe ne travaillait ni pour Christian ni pour Lubeck, mais pour ses propres intérêts. Les calamités de cette révolution furent telles, que *la guerre du Comte* est restée une expression proverbiale en Danemark. L'effroi général rallia tous les esprits à Christian III. Le sénat, retiré dans le Jutland, qui seul lui restait, l'appela du Holstein, où il s'était retiré; Gustave lui prêta des secours. Le jeune roi assiégea Lubeck elle-même, et la força de rappeler ses troupes. Les paysans, partout battus, perdirent l'espoir de la liberté. Christian III entra à Copenhague après un long siége. Le sénat fit arrêter les évêques, les dépouilla de leurs biens, et leur substitua des surintendans, chargés de propager la *religion évangélique*. Ainsi s'éleva le pouvoir absolu de la noblesse par la défaite du clergé et des paysans. Christian III reconnut le trône *électif*, promit de consulter le grand-maître du royaume, le chancelier et le maréchal, qui devaient recevoir les plaintes contre le roi. La noblesse danoise décida que la Norwége ne serait plus qu'une province du royaume. Le protestantisme y fut établi. Le puissant archevêché de Drontheim étant devenu un simple évêché, l'ancien esprit de résistance cessa de se manifester, si l'on excepte les troubles excités à Bergen par la tyrannie des facteurs hanséatiques, et le soulèvement des paysans, que l'on forçait de travailler aux mines sous les ordres de mineurs allemands.

La pauvre Islande, entre ses neiges et ses volcans, essaya aussi de repousser la nouvelle croyance qu'on voulait lui imposer. Les Islandais avaient pour la domination danoise la même répugnance que les Danois pour l'influence allemande. Les évêques Augmond et Arneson résistèrent, à la tête de leur peuple, jusqu'à ce que les Danois eussent tranché la tête au second. Arneson n'était point estimé pour la régularité de ses mœurs; mais

il fut pleuré comme l'homme du peuple et comme un poète national : c'est lui qui dès 1528 avait introduit l'imprimerie dans cette île reculée [1].

La révolution religieuse et politique du Danemark s'affermit ainsi partout, malgré une nouvelle tentative de Charles-Quint en faveur de l'électeur Palatin, mari de sa nièce, fille de Christian II. Enfin l'alliance de Christian III avec les Protestans d'Allemagne et avec François Ier décida l'Empereur à le reconnaître. Il obtint pour ses sujets des Pays-Bas la liberté de naviguer dans la Baltique; dernier coup porté à la ligue Hanséatique, et dont elle ne devait point se relever.

CHAPITRE IX.

Calvin. La Réforme en France, en Angleterre, en Ecosse, aux Pays-Bas, jusqu'à la Saint-Barthélemi, 1555-1572.

La Réforme à son premier âge n'avait guère fait que détruire; dans le second, elle essaya de fonder. A son début, elle avait composé avec la puissance civile; la Réforme luthérienne avait sous plusieurs rapports été l'ouvrage des princes auxquels elle soumettait l'Église. Les peuples attendaient une réforme qui fût à eux; elle leur fut donnée par Jean Calvin, protestant français réfugié à Genève. La première avait conquis l'Allemagne du nord, la seconde bouleversa la France, les Pays-Bas, l'Angleterre et l'Écosse. Partout elle rencontra un opiniâtre adversaire dans la puissance espagnole, que partout elle vainquit.

[1] Cateau-Calleville, 11e vol., pag. 211-226.

Lorsque Calvin passa de Nérac à Genève (1535), cette ville avait chassé son évêque et le duc de Savoie, mais elle était entretenue dans la plus violente fermentation par les complots des *mamelus* (serviles), et par les insultes continuelles des gentilshommes de la *Confrérie de la Cuiller*. Il en devint l'apôtre et le législateur (1541-64), se portant pour juge entre *le paganisme de Zwingle et le papisme de Luther*. L'Église fut une démocratie, et l'État s'y absorba. Le calvinisme eut, comme la religion catholique, un terrain indépendant de toute puissance temporelle. L'alliance de Berne et de Fribourg permettait au réformateur de prêcher à l'aise derrière les lances des Suisses. Posté entre l'Italie, la Suisse et la France, Calvin ébranla tout l'Occident par la puissance de la parole. Il n'avait ni l'impétuosité, ni la bonhomie, ni les facéties de Luther. Son style était triste et amer, mais fort, serré, pénétrant. Conséquent dans ses écrits plus que dans sa conduite, il commença par réclamer la tolérance auprès de François Ier (1), et finit par faire brûler Servet.

D'abord les Vaudois, et toutes les populations ingénieuses et inquiètes du midi de la France, qui avaient les premières essayé de secouer le joug au moyen âge, se rallièrent à la nouvelle doctrine. De Genève et de la Navarre, elle s'étendit jusqu'à la ville commerçante de La Rochelle, jusqu'aux cités alors savantes de l'intérieur, Poitiers, Bourges, Orléans; elle pénétra jusqu'aux Pays-Bas, et s'associa à ces bandes de *Rederikers* qui couraient le pays en déclamant contre les abus. De là, passant la mer, elle vint troubler la victoire de Henri VIII sur le pape, elle s'assit sur le trône d'Angleterre avec Édouard VI (1547), tandis qu'elle était portée par Knox dans la sauvage Ecosse, et ne s'arrêtait qu'à l'entrée

(1) *Præfatio ad christianissimum regem quâ hic ei liber pro confessione fidei offertur.* Ce morceau éloquent ouvre son livre de l'*Institution chrétienne*, publié en 1536, qu'il a traduit lui-même.

des montagnes, où les *Highlanders* conservèrent la foi de leurs ancêtres avec la haine des *Saxons* hérétiques.

Les assemblées furent d'abord secrètes. Les premières qui eurent lieu en France se tinrent à Paris, rue Saint-Jacques (vers 1550); bientôt elles se multiplièrent. Les bûchers n'y faisaient rien; c'était pour le peuple une trop grande douceur d'entendre la parole de Dieu dans sa langue. Plusieurs étaient attirés par la curiosité, d'autres par la compassion, quelques-uns tentés par le danger même. En 1550, il n'y avait qu'une église réformée en France; en 1561, il y en eut plus de deux mille. Quelquefois ils s'assemblaient en plein champ au nombre de huit ou dix mille personnes; le ministre montait sur une charrette ou sur des arbres amoncelés; le peuple se plaçait sous le vent pour mieux recueillir la parole, et ensuite tous ensemble, hommes, femmes et enfans, entonnaient des psaumes. Ceux qui avaient des armes veillaient à l'entour, la main sur l'épée. Puis venaient les colporteurs qui déballaient des catéchismes, des petits livres et des images contre les évêques et le pape [1].

Ils ne s'en tinrent pas long-temps à ces assemblées. Non moins intolérans que leurs persécuteurs, ils voulurent exterminer ce qu'ils appelaient l'*idolâtrie*. Ils commencèrent à renverser les autels, à brûler les tableaux, à démolir les églises. Dès 1561, ils sommèrent le roi de France d'abattre les images de Jésus-Christ et des saints [2].

Tels étaient les adversaires que Philippe II entreprit de combattre et d'anéantir. Partout il les rencontrait

[1] C'était le cardinal de Lorraine tenant dans un sac le petit François II, qui tâchait de passer la tête pour respirer de temps en temps. Aux Pays-Bas, on vendait le cardinal Granvelle, principal ministre de Philippe, couvant des œufs d'où sortaient des évêques en rampant, tandis que le diable planait sur sa tête et le bénissait en disant : *Voici mon fils bien-aimé. Mém. de Condé*, II, 656; et Schiller, *Histoire du soulèvement des Pays-Bas*, liv. II, ch. I, trad. par M. de Châteaugiron.

[2] *Mém. de Condé*, liv. III, pag. 101.

sur son chemin; en Angleterre, pour l'empêcher d'épouser Élisabeth (1558); en France, pour balancer la puissance des Guises ses alliés (1561); aux Pays-Bas, pour appuyer de leur fanatisme la cause de la liberté publique (1).

Au caractère cosmopolite de Charles-Quint avait succédé un prince tout castillan, qui dédaignait toute autre langue, qui avait en horreur toute croyance étrangère à la sienne, qui voulait établir partout les formes régulières de l'administration, de la législation, de la religion espagnole. D'abord il s'était contraint pour épouser Marie, reine d'Angleterre (1553); mais il n'avait pas trompé les Anglais. Le verre de bière qu'il but solennellement à son débarquement, les sermons de son confesseur sur la tolérance, ne lui donnèrent aucune popularité. On en crut plutôt les bûchers élevés par sa femme. Après la mort de Marie (1558), il ne dissimula plus, il introduisit des troupes espagnoles aux Pays-Bas, y maintint l'inquisition, et à son départ déclara en quelque sorte la guerre aux défenseurs des libertés du pays dans la personne du prince d'Orange (2). Enfin il s'unit avec Henri II contre les ennemis intérieurs, qui les menaçaient également, en épousant sa fille, Élisabeth de France (paix de Cateau-Cambresis, 1559). Les fêtes de cette paix menaçante furent marquées d'un caractère funèbre. Un tournois fut donné au pied même de la Bastille, où le protestant Anne Dubourg attendait la mort. Le roi fut blessé, et le mariage se fit la nuit à Saint-Paul pendant son agonie (3). Philippe II, revenu dans ses états pour n'en plus sortir, fit construire, en mémoire de sa victoire de Saint-Quentin, le monastère de l'Escurial, et y con-

(1) Surtout depuis 1563.

(2) Le roi, en s'embarquant, dit au prince d'Orange, qui se rejetait sur les États : *No, no los estados, ma vos, vos, vos.* Schiller, d'après Vandervyncht.

(3) *Mém. de Vieilleville,* tom. XXVII, pag. 417.

sacra cinquante milliers de piastres. De sept lieues on découvre le sombre édifice, tout bâti de granit. Nulle sculpture n'en pare les murailles. La hardiesse des voûtes en fait toute la beauté. La disposition des bâtimens présente la forme d'un gril (1).

A cette époque les esprits étaient parvenus en Espagne au dernier degré d'exaltation religieuse. Le progrès rapide des hérétiques dans toute l'Europe, la victoire du traité d'Augsbourg qu'ils avaient remportée sur Charles-Quint, leurs violences contre les images, leurs outrages aux saintes hosties que les prédicateurs retraçaient aux Espagnals épouvantés, avaient produit un redoublement de ferveur. Ignace de Loyola avait fondé l'ordre des Jésuites, tout dévoué au saint Siége (1534-40). Sainte Thérèse de Jésus réformait les Carmélites, et embrasait toutes les âmes des feux d'un amour mystique. Les Carmes, les ordres Mendians, suivirent bientôt la même réforme. La constitution de l'Inquisition fut fixée en 1561. Si l'on excepte les Mauresques, l'Espagne se trouva unie, comme un seul homme, dans un violent accès d'horreur contre les mécréans et les hérétiques. Etroitement liée avec le Portugal, que les Jésuites gouvernaient, disposant des vieilles bandes de Charles-Quint et des trésors des deux mondes, elle entreprit de soumettre l'Europe à son empire et à sa foi.

Les Protestans dispersés se rallièrent au nom de la reine Elisabeth, qui leur offrit asile et protection. Partout elle encouragea leur résistance contre Philippe II et les catholiques. Absolus dans leurs états, ces deux monarques agirent au dehors avec la violence de deux chefs de partis. La dévotion fastueuse de Philippe, l'esprit chevaleresque de la cour d'Elisabeth se concilièrent avec un système d'intrigue et de corruption; mais la victoire devait rester à Elisabeth; le temps

(1) Instrument du martyre de saint Laurent; la bataille de Saint-Quentin fut gagnée par les Espagnols le jour de sa fête.

était de son parti. Elle ennoblissait le despotisme par l'enthousiasme qu'elle inspirait à la nation. Ceux même qu'elle persécutait étaient pour elle, en dépit de tout. Un Puritain, condamné à perdre la main, l'eut à peine coupée, qu'il prit son chapeau de l'autre, et le faisant tourner en l'air, il s'écria : *Vive la reine !*

Il fallut trente ans avant que les deux adversaires se prissent corps à corps. La lutte eut lieu d'abord en Ecosse, en France et aux Pays-Bas.

Elle ne fut pas longue en Ecosse (1559-1567). La rivale d'Elisabeth, la séduisante Marie-Stuart, veuve à dix-huit ans de François II, se voyait comme étrangère au milieu de ses sujets qui détestaient en elle les Guises ses oncles, chef du parti catholique en France. Ses barons, soutenus par l'Angleterre, s'unirent avec Darnley, son époux, et poignardèrent sous ses yeux le musicien italien Riccio, son favori. Peu après, la maison qu'habitait Darnley, près d'Holyrood, sauta en l'air ; il fut enseveli sous ses ruines, et Marie, enlevée par le principal auteur du crime, l'épousa de gré ou de force. La reine et le parti des barons se renvoyèrent mutuellement l'accusation. Mais Marie fut la moins forte. Elle ne trouva de refuge que dans les états de sa mortelle ennemie, qui la retint prisonnière, donna à qui elle voulut la tutelle du jeune fils de Marie, régna sous son nom en Ecosse, et put dès lors lutter avec moins d'inégalité contre Philippe II.

Mais c'était surtout dans la France et dans les Pays-Bas qu'Elisabeth et Philippe se faisaient une guerre secrète. L'âme du parti protestant était, dans ces deux contrées, le prince d'Orange Guillaume le Taciturne, et son beau-père l'amiral Coligni, généraux malheureux, mais politiques profonds, génies tristes, opiniâtres, animés de l'instinct démocratique du calvinisme, malgré le sang de Nassau et de Montmorenci. Colonel de l'infanterie sous Henri II, Coligni rallia à lui toute la petite noblesse, il donna à La Rochelle une organi-

sation républicaine, tandis que le prince d'Orange encourageait la confédération des *Gueux*, et jetait les fondemens d'une république plus durable.

Le grand Guise et son frère le cardinal de Lorraine(1) gouvernaient la France sous François II, époux de leur nièce Marie-Stuart (1560). Guise était l'idole du peuple depuis qu'il avait pris Calais en huit jours sur les Anglais. Mais il avait trouvé la France ruinée. Il s'était vu obligé de reprendre les domaines aliénés et de supprimer *l'impôt des cinquante mille hommes*, c'est-à-dire de désarmer le gouvernement au moment où la révolution éclatait. Des milliers de solliciteurs assiégeaient Fontainebleau, et le cardinal de Lorraine, ne sachant que leur répondre, faisait afficher que l'on pendrait ceux qui n'auraient pas vidé la ville dans les vingt-quatre heures.

Les Bourbons (Antoine, roi de Navarre, et Louis, prince de Condé), qui ne voyaient pas volontiers la chose publique entre les mains de deux cadets de la maison de Lorraine, profitèrent du mécontentement général. Ils s'associèrent aux Calvinistes, à Coligni, aux Anglais, qui venaient la nuit négocier avec eux à Saint-Denis. Les Protestans marchèrent en armes sur Amboise pour s'emparer de la personne du roi. Mais ils furent dénoncés aux Guises, et massacrés sur les chemins. Quelques-uns, qu'on avait réservés pour les exécuter devant le roi et toute la cour, trempèrent leurs mains dans le sang de leurs frères déjà décapités, et les levèrent au ciel contre ceux qui les avaient trahis. Cette scène funèbre sembla porter malheur à tous ceux qui en avaient été témoins, à François II, à Marie Stuart, au grand Guise, au chancelier Olivier, protestant dans le cœur, qui les avait condamnés et qui en mourut de remords (2).

(1) *Voy.*, dans les *Mémoires* de Gaspard de Tavannes, la comparaison des avantages excessifs qu'avaient obtenus de Henri II les maisons rivales de Guise et de Montmorenci, t. XXIII, pag. 410.

(2) Vieilleville, t. XXVII, pag. 425.

A l'avénement du petit Charles (IXe du nom, 1561), le pouvoir appartenait à sa mère, Catherine de Médicis, si elle eût su le garder ; elle ne fit que l'ôter aux Guises, chefs des Catholiques, et le gouvernement resta isolé entre les deux partis. Ce n'était pas une Italienne, avec la vieille politique des Borgia, qui pouvait tenir la balance entre les hommes énergiques qui la méprisaient : elle n'était pas digne de cette époque de conviction et d'enthousiasme, et l'époque elle-même ne l'était pas du chancelier L'Hôpital (1), noble image de la froide sagesse, impuissante entre les passions. Guise ressaisit, comme chef de parti, le pouvoir qu'il avait perdu. La cour lui fournit un prétexte, en adoucissant les édits contre les Réformés par ceux de Saint-Germain et de Janvier, et en admettant leurs docteurs à une discussion solennelle dans le colloque de Poissi. En même temps que les Calvinistes se soulevaient à Nîmes, le duc de Guise passant par Vassi en Champagne, ses gens se prirent de querelle avec quelques Huguenots qui étaient au prêche, et les massacrèrent (1562). La guerre civile commença. *César,* disait le prince de Condé, *a passé le Rubicon.*

A l'approche d'une lutte si terrible, les deux partis n'hésitèrent pas d'appeler l'étranger (2). Les vieilles barrières politiques qui séparaient les peuples tombèrent devant l'intérêt religieux. Les Protestans demandèrent secours à leurs frères d'Allemagne; ils livrèrent le Havre aux Anglais, tandis que les Guises entraient dans un vaste plan, formé, disait-on, par le roi d'Espagne pour écraser Genève et la Navarre, les deux siéges de l'hérésie, pour exterminer les Calvinistes de France, et dompter ensuite les Luthériens dans l'Empire (3). De tous côtés les partis s'assemblaient (4) avec un farouche

(1) Le chancelier L'Hôpital, qui avoit les fleurs de lys dans le cœur..... L'Etoile, t. XLV, pag. 57.

(2) Lanoue, t. XXXIV, pag. 123-157. Les étrangers ouvroient les yeux et frétilloient pour entrer en France.

(3) Mém. de Condé, t. III, pag. 210.

(4) Lanoue, t. XXXIV, pag. 125. La plus part de la noblesse délibéra

enthousiasme. Dans ces premières armées, ni jeu de hasard, ni blasphème, ni débauche [1]; les prières se faisaient en commun le matin et le soir. Mais sous cette sainteté extérieure, les cœurs n'étaient pas moins cruels. Montluc, gouverneur de Guienne, parcourait sa province avec des bourreaux : *On pouvoit cognoistre,* dit-il lui-même, *par où il étoit passé, car par les arbres sur les chemins on en trouvoit les enseignes* [2]. Dans le Dauphiné c'était un Protestant, le baron des Adrets, qui précipitait ses prisonniers du haut d'une tour sur la pointe des piques.

Guise fut d'abord vainqueur à Dreux [3] : il fit prisonnier Condé, le général des Protestans, partagea son lit avec lui, et dormit profondément à côté de son ennemi mortel. Orléans, la place principale des religionnaires, ne fut sauvée que par l'assassinat du duc de Guise, qu'un Protestant blessa par-derrière d'un coup de pistolet (1563). Quelles qu'aient été son ambition et ses liaisons avec Philippe II, la postérité pardonnera beaucoup à l'homme qui disait à son assassin : « Or ça, » je vous veux montrer combien la religion que je tiens » est plus douce que celle de quoi vous faites profes- » sion : la vôtre vous a conseillé de me tuer sans m'ouïr, » n'ayant reçu de moi aucune offense; et la mienne » me commande que je vous pardonne, tout convaincu » que vous êtes de m'avoir voulu tuer sans raison. »

La Reine mère, délivrée d'un maître, traita avec les Protestans (à Amboise, 1563), et se vit obligée, par l'indignation des Catholiques, de violer peu à peu tous les articles du traité. Condé et Coligni essayèrent en vain

de venir à Paris, imaginant comme à l'avanture que ses protecteurs pourroient avoir besoin d'elle.", avec dix, vingt ou trente de leurs amis, portant armes couvertes et logeant par hostelleries ou par les champs en bien payant.

(1) Lanoue donne les mêmes éloges aux Catholiques et aux Protestans, t. XXXIV, pag. 154. — (2) Montluc, t. XX, pag.

(3) *Voy.* dans les *Mém. de Condé*, t. IV, les relations de la bataille de Dreux, attribuées à Coligni, p. 178, et à François de Guise, p. 688.

de s'emparer du jeune roi; défaits à Saint-Denis, mais toujours redoutables, ils imposèrent à la cour la paix de Longjumeau (1568), surnommée *boiteuse et malassise*, laquelle confirma celle d'Amboise. Une tentative de la cour pour saisir les deux chefs décida une troisième guerre. La modération s'éloigna des conseils du Roi avec le chancelier l'Hôpital. Les Protestans prirent La Rochelle pour place d'armes, au lieu d'Orléans; ils se cotisèrent pour payer leurs auxiliaires allemands, que le duc de Deux-Ponts et le prince d'Orange leur amenaient à travers toute la France. Malgré leurs défaites de Jarnac et de Montcontour (1569), malgré la mort de Condé et la blessure de Coligni, la cour n'en fut pas moins obligée de leur accorder une troisième paix (Saint-Germain, 1570). Leur culte devait être libre dans deux villes par province; on leur laissait pour places de sûreté La Rochelle, Montauban, Cognac et la Charité. Le jeune roi de Navarre devait épouser la sœur de Charles IX (Marguerite de Valois); on faisait même espérer à Coligni de commander les secours que le Roi voulait, disait-on, envoyer aux Protestans des Pays-Bas. Les Catholiques frémirent d'un traité si humiliant après quatre victoires; les Protestans eux-mêmes, y croyant à peine, ne l'acceptèrent que par lassitude [1], et les gens sages attendaient de cette paix hostile quelque épouvantable malheur.

La situation des Pays-Bas n'était pas moins effrayante. Philippe II ne comprenait ni la liberté, ni l'esprit du Nord, ni l'intérêt du commerce; tous ses sujets, belges et bataves, se tournèrent contre lui, et les Calvinistes, persécutés par l'Inquisition, et les nobles, désormais sans espoir de rétablir leur fortune ruinée au service de Charles-Quint, et les moines, qui craignaient les réformes ordonnées par le concile de Trente, ainsi que l'é-

[1] L'admiral dit qu'il désireroit plutôt mourir que retomber en ces confusions et voir devant ses yeux commettre tant de maux. Lanoue, t. XXXIV, pag. 290.

tablissement de nouveaux évêchés dotés à leurs dépens; enfin les bons citoyens, qui voyaient avec indignation l'introduction des troupes espagnoles et le renversement des vieilles libertés du pays. D'abord l'opposition des Flamands force le Roi de rappeler son vieux ministre, le cardinal Granvelle (1563); les plus grands seigneurs forment la confédération des *Gueux* et pendent à leur col des écuelles de bois, s'associant ainsi au petit peuple (1566). Les Calvinistes lèvent la tête de tous côtés, impriment plus de cinq mille ouvrages contre l'ancien culte, et, dans les seules provinces du Brabant et de la Flandre, pillent et profanent quatre cents églises (1).

Ce dernier excès combla la mesure. L'âme barbare de Philippe II couvait déjà les pensées les plus sinistres : il résolut de poursuivre et d'exterminer ces ennemis terribles, qu'il rencontrait partout, et jusque dans sa famille. Il enveloppa dans la même haine et l'opposition légale des nobles flamands, et les fureurs iconoclastes des calvinistes, et l'opiniâtre attachement des pauvres Mauresques à la religion, à la langue et au costume de leurs pères. Mais il ne voulut point agir sans la sanction de l'Eglise : il obtint de l'Inquisition une condamnation secrète de ses sujets rebelles des Pays-Bas (2); il interrogea même les plus célèbres docteurs, entre autres Oraduy, professeur de théologie à l'université d'Alcala, sur les mesures qu'il devait prendre à l'égard des Mauresques; Oraduy répondit par le proverbe : *Des ennemis toujours le moins* (3). Le Roi, confirmé dans ses projets de vengeance, jura de donner un exemple dans la personne de ses ennemis *de manière à faire tinter les oreilles de la chrétienté, dût-il mettre en péril tous ses états* (4).

Les conseils sanguinaires qu'il avait fait donner à la

(1) Schiller, tom. I, pag. 253, et t. II, premières pages.—(2) *Idem*, d'après Meteren, folio 54. — (3) Ferreras, tom. IX, pag. 525.

(4) Lettre de l'envoyé d'Espagne à Paris, adressée à la duchesse de Parme, gouvernante des Pays-Bas; citée par Schiller, 2e vol.

cour de France par le duc d'Albe [1], il commença à les suivre, sans distinction de personne, avec une atroce inflexibilité. Son fils don Carlos parlait d'aller se mettre à la tête des révoltés des Pays-Bas; Philippe fait accélérer sa mort par les médecins (1568). Il organise l'Inquisition en Amérique (1570). Il désarme en un même jour tous les Mauresques de Valence, défend à ceux de Grenade la langue et le costume arabe, prohibe l'usage des bains, les *zambras*, les *leilas*, et jusqu'aux rameaux verts dont ces infortunés couvraient leurs tombeaux; leurs enfans de plus de cinq ans doivent aller aux écoles pour apprendre la religion et la langue castillane (1563-68). En même temps marchait d'Italie en Flandre le sanguinaire duc d'Albe, à la tête d'une armée fanatique comme l'Espagne et corrompue comme l'Italie [2]. Au bruit de sa marche, les Suisses s'armèrent pour couvrir Genève. Cent mille personnes, imitant le prince d'Orange, s'enfuirent des Pays-Bas [3]. Le duc d'Albe établit dès son arrivée le *conseil des troubles*, le *conseil de sang*, comme disaient les Belges, qu'il composa en partie d'Espagnols (1567). Tous ceux qui refusent d'abjurer, tous ceux qui ont assisté aux prêches, fussent-ils catholiques; tous ceux qui les ont tolérés, sont également mis à mort. Les *Gueux* sont poursuivis comme les hérétiques : ceux même qui n'ont fait que solliciter le rappel de Granvelle sont recherchés et punis; le comte d'Egmont, dont les victoires à Saint-Quentin et à Gravelines avaient honoré le commencement du règne de Philippe II, l'idole du peuple et l'un des plus loyaux serviteurs du Roi, périt sur un échafaud. Les efforts des Protestans d'Allemagne et de France, qui forment une

(1) Entrevue de Bayonne, 1566. On y entendit le duc d'Albe dire à la Reine mère, Catherine de Médicis, *que la tête d'un saumon valoit mieux que celles de cent grenouilles.*

(2) *Voyez* les détails dans Meteren, liv. III, pag. 52.

(3) Rien n'est fait, disait Granvelle, puisqu'on a laissé échapper le *Taciturne.*

armée à Louis de Nassau, frère du prince d'Orange, sont déconcertés par le duc d'Albe; et pour mieux insulter ses victimes, il se fait élever dans sa citadelle d'Anvers une statue de bronze, qui foule aux pieds des esclaves, et qui menace la ville.

Même barbarie, même succès en Espagne. Philippe saisit avec joie l'occasion de la révolte des Mauresques pour accabler ce malheureux peuple. Au moment de tourner ses forces au dehors, il ne voulait laisser aucune résistance derrière lui. La pesanteur de l'oppression avait rendu quelque courage aux Mauresques : un fabricant de carmin, de la famille des Abencerrages, s'entendit avec quelques autres; d'épaisses fumées s'élevèrent de montagne en montagne; le drapeau incarnat fut relevé; les femmes elles-mêmes s'armèrent de longues aiguilles d'emballeurs pour percer le ventre des chevaux : les prêtres furent partout massacrés. Mais bientôt arrivèrent les vieilles bandes de l'Espagne. Les Mauresques reçurent quelque faible secours d'Alger; ils implorèrent en vain ceux du sultan Sélim. Les vieillards, les enfans, les femmes suppliantes furent massacrés sans pitié. Le Roi ordonna qu'au-dessus de dix ans tous ceux qui restaient deviendraient esclaves (1571) (1).

Le faible et honteux gouvernement de la France ne voulut pas rester en arrière. L'exaspération des Catholiques était devenue extrême, lorsqu'aux noces du roi de Navarre et de Marguerite de Valois, ils virent arriver dans Paris ces hommes sombres et sévères, qu'ils avaient souvent rencontrés sur les champs de bataille, et dont ils regardaient la présence comme leur honte. Ils se comptèrent et commencèrent à jeter des regards sinistres sur leurs ennemis. Sans faire honneur à la Reine mère ni à ses fils d'une dissimulation si longue et d'un plan si fortement conçu, on peut croire que la possibilité d'un tel événement avait été pour quelque chose

(1) Ferreras, tom. IX et X. — Cabrera. 1619. pag. 465-661, *passim*.

dans les motifs de la paix de Saint-Germain. Cependant un crime si hardi ne serait pas entré dans leur résolution s'ils n'eussent craint un instant l'ascendant de Coligni sur le jeune Charles IX. Sa mère et son frère le duc d'Anjou, qu'il commençait à menacer, ramenèrent à eux par la peur cette âme faible et capricieuse, où tout se tournait en fureur, et lui firent résoudre le massacre des Protestans aussi facilement qu'il aurait ordonné celui des principaux Catholiques. Le 24 août 1572, sur les deux ou trois heures de la nuit, la cloche de Saint-Germain-l'Auxerrois sonna, et le jeune Henri de Guise, croyant venger son père, commença le massacre en égorgeant Coligni. Alors on n'entendit plus qu'un cri : *Tue! tue!* La plupart des Protestans furent surpris dans leurs lits. Un gentilhomme fut poursuivi la hallebarde dans les reins jusque dans la chambre et dans la ruelle de la reine de Navarre. Un Catholique se vanta d'avoir racheté des *massacreurs* plus de trente Huguenots pour les torturer à plaisir. Charles IX fit venir son beau-frère et le prince de Condé, et leur dit : *La messe ou la mort!* Le lendemain une aubépine ayant refleuri dans le cimetière des Innocens, le fanatisme fut ranimé par ce prétendu miracle, et le massacre recommença. Le Roi, la Reine mère et toute la cour allèrent à Montfaucon voir *ce qui restait du corps de l'amiral* (1). Il faut ajouter L'Hôpital aux victimes de la Saint-Barthélemi ; lorsqu'il apprit l'exécrable nouvelle, il voulait qu'on ouvrît les portes aux *massacreurs* qui viendraient ; il n'y survécut que six mois, répétant toujours : *Excidat illa dies œvo?* (2)

Une chose aussi horrible que la Saint-Barthélemi, c'est la joie qu'elle excita. On en frappa des médailles à Rome, et Philippe II félicita la cour de France. Il croyait le protestantisme vaincu. Il associait la Saint-

(1) De Thou, t. XXXVII, pag. 233.

(2) *Collect. des Mém.*, tom. XXXVII, Marguerite de Valois, 49-56, et

Barthélemi et les massacres ordonnés par le duc d'Albe au glorieux événement de la bataille de Lépante, dans laquelle les flottes de l'Espagne, du pape et de Venise, commandées par don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, avaient, l'année précédente, anéanti la marine ottomane. Les Turcs vaincus sur mer, les Mauresques réduits, les hérétiques exterminés en France et aux Pays-Bas, semblaient frayer la route au roi d'Espagne vers cette monarchie universelle à laquelle son père avait en vain aspiré.

De Thou, 230-3; XXXV, Avis du maréchal de Tavannes, donnés au roi sur les affaires de son royaume après la paix de Saint-Germain; XLV, L'Étoile; 73-8; 1er vol. (de la seconde série), Sulli, 225-246; *voy.* surtout dans le t. XLIV (de la première série), Discours du roy Henri III à un personnage d'honneur et de qualité (Miron, son médecin), étant près de sa Majesté à Cracovie, des causes et motifs de la Sainct-Barthélemy, 496-510.

«..... Or, après avoir reposé seulement deux heures la nuict, ainsi que » le jour commençoit à poindre, le roy, la royne ma mère et moi allas- » mes au portail du Louvre, joignant le jeu de paulme, en une chambre » qui regarde sur la place de la bassecourt, pour voir le commencement » de l'exécution; où nous ne fusmes pas long-temps, ainsi que nous con- » sidérions les événemens et la conséquence d'une si grande entreprise, à » laquelle, pour dire vray, nous n'avions jusques alors guières bien pensé, » nous entendismes à l'instant tirer un coup de pistolet; et ne sçaurais » dire en quel endroict ni s'il offença quelqu'un; bien sçay-je que le son » seulement nous blessa tous trois si avant en l'esprit qu'il offença nos » sens et nostre jugement, espris de terreur et d'apprehension des grands » désordres qui s'alloient lors commettre; et pour y obvier envoyasmes » soudainement et en toute diligence un gentilhomme vers M. de Guise, » pour luy dire et expressément commander de nostre part qu'il se re- » tirast en son logis, et qu'il se gardast bien de rien entreprendre sur » l'admiral, ce seul commandement faisant cesser tout le reste. Mais tost » après le gentilhomme retournant nous dit que M. de Guise luy avoit » répondu que le commandement estoit venu trop tard, et que l'admiral » estoit mort, et qu'on commençoit à exécuter par tout le reste de la ville. » Ainsi retournasmes à notre première délibération, et peu après nous » laissasmes suivre le fil et le cours de l'entreprise et de l'exécution. » Voilà, Monsieur, la vraye histoire de la Sainct-Barthélemy, qui m'a » troublé ceste nuict l'entendement. »

CHAPITRE X.

Suite jusqu'à la mort de Henri IV, 1572-1610. Coup d'œil sur la situation des puissances belligérantes après les guerres de religion.

§ I. — *Jusqu'à la paix de Vervins*, 1572-1598.

« Le roi Charles oyant le soir du même jour et tout » le lendemain, conter les meurtres et tueries qui s'y » étaient faits des vieillards, femmes et enfans, tira à » part maître Ambroise Paré, son premier chirurgien, » qu'il aimait infiniment quoiqu'il fût de la religion, et » lui dit : Ambroise, je ne sçay ce qui m'est survenu » depuis deux ou trois jours, mais je me trouve l'esprit » et le corps grandement esmeus, voire tout ainsi que si » j'avais la fièvre, me semblant à tout moment, aussi » bien veillant que dormant, que ces corps massacrez » se présentent à moy les faces hydeuses et couvertes » de sang; je voudrois que l'on n'y eust pas compris les » imbéciles et innocens (1). » Dès lors il ne fit plus que languir, et dix-huit mois après un flux de sang l'emporta (1574).

Le crime avait été inutile. Dans plusieurs villes les gouverneurs refusèrent de l'exécuter. Les Calvinistes se jetant dans La Rochelle, dans Sancerre, et d'autres places du midi, s'y défendirent en désespérés. L'horreur qu'inspirait la Saint-Barthélemi leur donna des auxiliaires en créant parmi les Catholiques le parti modéré, qu'on appelait celui des *Politiques*. Le nouveau roi, Henri III, qui revint de Pologne pour succéder à

(1) Sully, premier vol. de la *Coll. des Mém.* (deuxième série), p. 245.

son frère, était connu pour un des auteurs du massacre. Son propre frère, le duc d'Alençon, s'enfuit de la cour avec le jeune roi de Navarre, et réunit ainsi les *Politiques* et les Calvinistes.

Aux Pays-Bas, la tyrannie du duc d'Albe n'avait pas mieux réussi. Tant qu'il se contenta de dresser des échafauds, le peuple resta tranquille; il vit, sans se révolter, tomber les têtes les plus illustres de la noblesse. Il n'existait qu'un moyen de rendre le mécontentement commun aux Catholiques et aux Protestans, aux nobles et aux bourgeois, aux Belges et aux Bataves, c'était d'établir des impôts vexatoires, et de laisser le soldat mal payé rançonner les habitans; le duc d'Albe fit l'un et l'autre. L'impôt du dixième établi sur les denrées fit intervenir dans les moindres ventes, sur les marchés, dans les boutiques, les agens du fisc espagnol. Les amendes innombrables, les vexations continuelles irritèrent toute la population. Pendant que les boutiques se ferment, et que le duc d'Albe fait pendre les marchands coupables d'avoir fermé, les *Gueux marins* (c'est ainsi qu'on désignait les fugitifs qui vivaient de piraterie), chassés des ports de l'Angleterre sur la réclamation de Philippe II, s'emparent du fort de Brielle en Hollande (1572), et commencent la guerre dans ce pays coupé par tant de bras de mer, de fleuves et de canaux. Une foule de villes chassent les Espagnols. Peut-être restait-il encore quelque moyen de pacification; mais le duc d'Albe apprit aux premières villes qui se rendirent qu'elles n'avaient ni clémence ni bonne foi à espérer. A Rotterdam, à Malines, à Zutphen, à Naerden, les capitulations furent violées, les habitans massacrés. Harlem, sachant ce qu'elle devait attendre, rompit les digues, et envoya dix têtes espagnoles pour paiement du dixième denier. Après une résistance mémorable, elle obtint son pardon, et le duc d'Albe confondit dans un massacre général les malades et les blessés. Les soldats espagnols eurent eux-mêmes quelques remords de

ce manquement de foi, et en expiation ils consacrèrent une partie du butin à bâtir une maison aux jésuites de Bruxelles.

Sous les successeurs du duc d'Albe, la licence des troupes espagnoles qui pillèrent Anvers força les provinces vallonnes de s'unir, dans la révolte, à celles du nord (1576); mais cette alliance ne pouvait être durable. La révolution se consolida en se concentrant dans le nord par l'union d'Utrecht, fondement de la république des Provinces-Unies (1579). L'intolérance des Protestans ramena les provinces méridionales sous le joug du roi d'Espagne. La population batave, toute protestante, tout allemande de caractère et de langue, toute composée de bourgeois livrés au commerce maritime, attira ce qui lui était analogue dans les provinces du midi. Les Espagnols purent reconquérir dans la Belgique les murs et le territoire; mais la partie la plus industrieuse de la population leur échappa.

Les insurgés avaient offert successivement de se soumettre à la branche allemande de la maison d'Autriche, à la France, à l'Angleterre. L'archiduc Mathias ne leur amena aucun secours; don Juan, frère et général de Philippe II, le duc d'Anjou, frère de Henri III, Leicester, favori d'Élisabeth, qui voulurent successivement se faire souverains des Pays-Bas, montrèrent la même perfidie (1577, 1582, 1587). La Hollande, regardée comme une proie par tous ceux à qui elle s'adressait, se décida enfin, faute d'un souverain, à rester en république. Le génie de cet état naissant fut le prince d'Orange qui, abandonnant les provinces méridionales à l'invincible duc de Parme, lutta contre lui par la politique jusqu'à ce qu'un fanatique armé par l'Espagne l'eût assassiné (1584).

Pendant que Philippe perdait la moitié des Pays-Bas, il gagnait le royaume de Portugal. Le jeune don Sébastien s'était jeté sur la côte d'Afrique avec dix mille hommes dans le vain espoir de la conquérir et de per-

cer jusqu'aux Indes. Ce héros du temps des croisades ne fut, au XVIe siècle, qu'un aventurier; son oncle, le cardinal D. Henri, qui lui succéda, étant mort peu après, Philippe II s'empara du Portugal malgré la France et les Portugais eux-mêmes (1580).

En France tout lui réussissait. La versatilité de Henri III, celle du duc d'Alençon, qui se mit à la tête des Protestans français et ensuite de ceux des Pays-Bas, avait décidé le parti catholique à chercher un chef hors de la famille royale. Par le traité de 1576, le Roi avait accordé aux Calvinistes la liberté du culte dans tout le royaume, excepté à Paris : il leur donnait une chambre mi-partie dans chaque parlement, et plusieurs villes de sûreté (Angoulême, Niort, la Charité, Bourges, Saumur et Mézières), où ils devaient tenir des garnisons payées par le Roi. Ce traité détermina la formation de la Ligue (1577). Les associés juraient de défendre la religion, *de remettre les provinces aux mêmes droits, franchises et libertés qu'elles avaient au temps de Clovis,* de procéder contre ceux qui persécuteraient l'Union, *sans acception de personne;* enfin de *rendre prompte obéissance et fidèle service au chef qui serait nommé* (1) : le Roi crut devenir maître de l'association en s'en déclarant le chef. Il commençait à entrevoir les desseins du duc de Guise; on avait trouvé dans les papiers d'un avocat mort à Lyon en revenant de Rome, une pièce dans laquelle il disait que les descendans de Hugues Capet avaient régné jusque là illégitimement et par une usurpation maudite de Dieu, que le trône appartenait aux princes lorrains, vraie postérité de Charlemagne. La mort du frère du Roi encouragea ces prétentions (1584). Henri n'ayant point d'enfant, et la plupart des Catholiques repoussant du trône le prince hérétique auquel revenait la couronne, le duc de Guise et le roi d'Espagne, beau-frère de Henri III, s'unirent pour détrôner

(1) Premier vol. de la *Collect. des Mém.* (deuxième série), p. 66.

le Roi, sauf ensuite à se disputer ses dépouilles. Ils n'eurent que trop de facilité pour le rendre odieux. Les revers de ses armées semblaient autant de trahisons : le faible prince était à la fois battu par les Protestans et accusé par les Catholiques. La victoire de Coutras, où le roi de Navarre s'illustra par sa valeur et par sa clémence envers les vaincus (1587), mit le comble à l'irritation des Catholiques. Pendant que la Ligue s'organisait dans la capitale, Henri III, partagé entre les soins d'une dévotion monastique et les excès d'une débauche dégoûtante, donnait à tout Paris le spectacle de sa prodigalité scandaleuse et de ses goûts puérils : il dépensait douze cent mille francs aux noces de Joyeuse, son favori, et n'avait pas de quoi payer un messager pour envoyer au duc de Guise une lettre de laquelle dépendait le salut du royaume. Il passait le temps à arranger les collets de la Reine et à friser lui-même ses cheveux. Il s'était fait prieur de la confrérie des pénitens blancs. « Au commencement de novembre, le Roy fit mettre sus » par les églises de Paris, les oratoires, autrement dits » les paradis, où il allait tous les jours faire ses aumô- » nes et prières en grande dévotion, laissant ses che- » mises à grands godrons, dont il était auparavant si » curieux, pour en prendre à collet renversé à l'ita- » lienne. Il allait ordinairement en coche avec la reine » sa femme, par les rues et maisons de Paris, prendre » les petits chiens damerets, se faisait lire la grammaire » et apprenait à décliner [1]. »

Ainsi la crise devenait imminente en France et dans tout l'Occident (1585-1588). Elle semblait devoir être favorable à l'Espagne : la prise d'Anvers par le prince de Parme, le plus mémorable fait d'armes du XVIe siècle, complétait la réduction de la Belgique (1585). Le roi de France avait été obligé de se mettre à la discrétion des Guises (même année), et la Ligue prenait

[1] L'Etoile, tom. XLV, pag. 123.

pour foyer une ville immense, où le fanatisme religieux se fortifiait du fanatisme démocratique (1588). Mais le roi de Navarre résista contre toute vraisemblance aux forces réunies des Catholiques (1586-87); Elisabeth donna une armée aux Provinces-Unies (1585), de l'argent au roi de Navarre (1585) : elle déjoua toutes les conspirations (1584-85-86), et frappa l'Espagne et les Guises dans la personne de Marie-Stuart.

Long-temps Elisabeth avait répondu aux instances de ses conseillers : *Puis-je tuer l'oiseau qui s'est réfugié dans mon sein?* Elle avait accepté des broderies et des robes de Paris que lui offrait sa captive. Mais l'irritation croissante de la grande lutte européenne, les craintes qu'on inspirait sans cesse à Elisabeth pour sa propre vie, la puissance mystérieuse du jésuite Persons, qui du continent remuait l'Angleterre, portèrent la Reine aux dernières extrémités (1).

Malgré l'intervention des rois de France et d'Ecosse, Marie fut condamnée à mort par une commission, comme coupable d'avoir conspiré avec les étrangers pour l'invasion de l'Angleterre et la mort d'Elisabeth. Une salle avait été tendue de noir dans le château de Fotheringay : la reine d'Ecosse y parut couverte de ses plus riches habillemens; elle consola ses domestiques en pleurs, protesta de son innocence et pardonna à

(1) Un prêtre catholique ayant été pendu sous ses croisées même, Marie comprit son sort et demanda la vie à toute condition : elle écrivait à Elisabeth : « Je vous supplie, Madame, les mains jointes, de me délivrer de cette longue et misérable captivité..... Vous avez dit à mon secrétaire que vous ne vouliez persécuter personne à cause de sa religion seulement. Pour l'amour de Dieu, Madame, persistez dans cette sainte résolution, digne de vous, digne de votre rang. Le siècle présent a suffisamment prouvé, dans toute l'étendue de la chrétienté, que la force humaine ne peut l'emporter sur la conscience. En ce qui me concerne, si ma religion est le but où visent mes ennemis, je suis prête, grâce à Dieu, à courber mon cou sous la hache, et à verser mon sang à la face des nations chrétiennes : je regarderai comme un bonheur d'être la première victime; ce n'est pas une vaine ostentation, vous savez que je ne suis pas hors de danger. »

ses ennemis. La reine Elisabeth aggrava l'horreur de cette résolution cruelle par des regrets affectés et des dénégations hypocrites (1587).

La mort de Marie ne fut nulle part plus ressentie qu'en France. Mais qui l'aurait vengée? son beau-frère, Henri III, tombait du trône; son cousin, Henri de Guise, croyait y monter. *La France était folle de cet homme-là, car c'est trop peu dire amoureuse.* Depuis ses succès sur les Allemands, alliés du roi de Navarre, le peuple ne l'appelait plus que *le nouveau Gédéon, le nouveau Machabée;* les nobles le nommaient *notre grand.* Il n'avait qu'à venir à Paris pour en être le maître; le roi le lui défend, et il arrive : toute la ville court au-devant de lui en criant : *Vive le duc de Guise! Hosannah filio David!* Il brave le roi dans son Louvre, à la tête de quatre cents gentilshommes. Dès lors les Lorrains croient avoir cause gagnée : le roi sera jeté dans un couvent; la duchesse de Montpensier, sœur du duc de Guise, montre les ciseaux d'or avec lesquels elle doit tondre le *Valois.* Le peuple élève partout des barricades, désarme les Suisses que le roi venait de faire entrer dans Paris, et les eût tous massacrés sans le duc de Guise. Un moment d'irrésolution lui fit tout perdre : pendant qu'il diffère d'attaquer le Louvre, la vieille Catherine de Médicis l'amuse par des propositions, et le roi se sauve à Chartres. Guise essaya en vain de se rattacher au Parlement; *C'est grand pitié, Monsieur,* lui dit le président Achille de Harlai, *quand le valet chasse le maître; au reste, mon âme est à Dieu, mon cœur au roi, mon corps entre les mains des méchans.*

Le roi, délivré, mais abandonné de tout le monde, fut obligé de céder : il approuva tout ce qui s'était fait, livra au duc un grand nombre de villes, le nomma généralissime des armées du royaume et convoqua les états généraux à Blois. Le duc de Guise voulait un plus haut titre : il abreuva le roi de tant d'outrages qu'il ar-

racha au plus timide des hommes une résolution hardie, celle de l'assassiner.

« Le jeudi 22 décembre 1588, le duc de Guise se mettant à table pour dîner, trouva sous sa serviette un billet dans lequel était écrit : « Donnez-vous de garde, » on est sur le point de vous jouer un mauvais tour. » L'ayant lu, il écrivit au bas : *On n'oserait,* et il le rejeta sous la table. « Voilà, dit-il, le neuvième d'aujour- » d'hui. » Malgré ces avertissemens, il persista à se rendre au Conseil; et comme il traversait la chambre où se tenaient les *quarante-cinq gentilshommes ordinaires,* il fut égorgé (1).

(1) Le 23, à quatre heures du matin, le roi demanda à son valet de chambre les clefs des petites cellules qu'il avait fait dresser pour des capucins. Il descendit, et de fois à autres il allait lui-même regarder en sa chambre si les *quarante-cinq* y étaient arrivés, et à mesure qu'il y en trouvait, les faisait monter et les enfermait... Et peu après que le duc de Guise fut assis au conseil : « J'ai froid, dit-il, le cœur me fait mal; » que l'on fasse du feu; » et s'adressant au sieur de Morfontaine, trésorier de l'épargne : « Monsieur de Morfontaine, je vous prie de dire à M. de » Saint-Prix, premier valet de chambre du roy, que je le prie de me don- » ner des raisins de Damas ou de la conserve de roses..... » Le duc de Guise met des prunes dans son drageoir, jette le demeurant sur le tapis. « Messieurs, dit-il, qui en veut? » et se lève. Mais, ainsi qu'il est à deux pas près la porte du vieux cabinet, prend sa barbe avec la main droite et tourne le corps et la face à demi pour regarder ceux qui le suivaient, fut tout soudain saisi au bras par le sieur de Montsery, l'aîné, qui était près de la cheminée, sur l'opinion qu'il eut que le duc voulut se reculer pour se mettre en défense; et tout d'un temps est par lui-même frappé d'un coup de poignard dans le sein, disant : « Ah! traître, tu en mourras,» et en même temps le sieur des Effranats se jette à ses jambes, et le sieur de Saint-Maliues lui porte par le derrière un grand coup de poignard près de la gorge dans la poitrine, et le sieur de Loignac un coup d'épée dans les reins. Et bien qu'il eût son épée engagée de son manteau, et les jambes saisies, il ne laissa pas pourtant (tant il était puissant!) de les entraîner d'un bout de la chambre à l'autre, jusqu'au pied du lit du roy, où il tomba.... Lequel étant en son cabinet, leur ayant demandé s'ils avaient fait, en sortit et donna un coup de pied par le visage à ce pauvre mort, tout ainsi que ledit duc de Guise en avait donné au feu amiral : chose remarquable avec une, que le roi l'ayant un peu contemplé, dit tout haut : « Mon Dieu, qu'il est grand! il paraît encore plus grand mort que vivant.»

» Le sieur de Beaulieu, apercevant en ce corps quelque petit mouvement, il lui dit : « Monsieur, cependant qu'il vous reste quelque peu de

Pendant cette tragédie, qui favorisait plutôt qu'elle ne contrariait les desseins de l'Espagne, Philippe II entreprenait la conquête de l'Angleterre et la vengeance de Marie Stuart. Le 3 juin 1588 sortit de l'embouchure du Tage le plus formidable armement qui eut jamais effrayé la chrétienté : cent trente-cinq vaisseaux d'une grandeur jusque là inouie, huit mille matelots, dix-neuf mille soldats, la fleur de la noblesse espagnole, et Lope de Vega sur la flotte, pour chanter la victoire. Les Espagnols, ivres de ce spectacle, décorèrent cette flotte du nom d'*invencible Armada.* Elle devait rejoindre aux Pays-Bas le prince de Parme et protéger le passage de trente-deux mille vieux soldats; la forêt de Waes en Flandre s'était changée en bâtimens de transport. L'alarme était extrême en Angleterre : on montrait aux portes des églises les instrumens de torture que les inquisiteurs apportaient sur la flotte espagnole. La reine parut à cheval devant les milices assemblées à Teukesbury et promit de mourir pour son peuple. Mais la force de l'Angleterre était dans sa marine. Sous l'amiral Howard servaient les plus grands hommes de mer du siècle, Drake, Hawkins, Forbisher. Les petits vaisseaux anglais harcelèrent la flotte espagnole, déjà maltraitée par les élémens; ils la troublèrent par leurs brûlots; le prince de Parme ne put sortir des ports de Flandre,

» vie demandez pardon à Dieu et au roy. » Alors, sans pouvoir parler, jetant un grand et profond soupir, comme d'une voix enrouée, il rendit l'âme, fut couvert d'un manteau gris, et au-dessus mis une croix de paille. Il demeura bien deux heures durant en cette façon, puis fut livré entre les mains du sieur de Richelieu, grand prévost de France, lequel, par le commandement du roy, fit brûler le corps par son exécuteur en cette première salle, qui est en bas, à la main droite en entrant dans le château; et à la fin jeter les cendres en la rivière. »

Relation de la mort de MM. le duc et le cardinal de Guise, par le sieur Miron, médecin du roy Henri III, XLVe vol. de la *Coll. des Mem.;* L'Etoile, même vol.; Palma Cayet, XXXVIII; et Sully, 1er vol. pag. 100-8.

Sur les Barricades, *voy.* les mêmes *Mémoires,* et particulièrement le Procès-verbal de Nicolas Poulain, lieutenant de la prévosté de l'Ile-de-France, XLVe vol.

et les restes de cet armement formidable, poursuivis par la tempête sur les rivages d'Ecosse et d'Irlande, vinrent se cacher dans les ports de l'Espagne.

Le reste de la vie d'Elisabeth ne fut qu'un triomphe : elle rendit inutiles les entreprises de Philippe II sur l'Irlande, et poursuivit sa victoire sur toutes les mers. L'enthousiasme de l'Europe, exalté par de tels succès, prit la forme la plus flatteuse pour une femme, celle d'une ingénieuse galanterie : on oublia l'âge de la reine (55 ans). Henri IV déclarait à l'ambassadeur d'Angleterre qu'il la trouvait plus belle que sa Gabrielle. Shakespeare la proclamait *la belle vestale assise sur le trône d'Occident.* Mais aucun hommage ne la touchait plus que ceux du spirituel Walter Raleigh et du jeune et brillant comte d'Essex : le premier avait commencé sa fortune en jetant son manteau, la chose la plus précieuse qu'il possédât alors, sous les pieds de la reine qui traversait un endroit fangeux; d'Essex l'avait charmée par son héroïsme. Il s'était sauvé de la cour, malgré ses ordres, pour prendre part à l'expédition de Cadix : il y sauta le premier à terre, et si on l'eût cru, Cadix serait peut-être resté aux Anglais. Son ingratitude et sa fin tragique attristèrent seules les derniers jours d'Elisabeth.

§ II. — *Jusqu'à la mort d'Henri IV. Coup d'œil sur la situation des puissances belligérantes.*

Philippe II, repoussé de la Hollande et de l'Angleterre, tournait toutes ses forces contre la France; le duc de Mayenne, frère de Guise, non moins habile, mais moins populaire, ne pouvait balancer l'or et les intrigues de l'Espagne.

Dès que la nouvelle de la mort de Guise parvint à Paris, le peuple prit le deuil, les prédicateurs tonnèrent; on tendait de noir les églises; on plaçait sur les autels les images du roi en cire, et on les perçait d'ai-

guilles. Mayenne fut créé chef de la Ligue; les Etats nommèrent quarante personnes pour gouverner. Bussi Leclerc, devenu, de maître d'armes et de procureur, gouverneur de la Bastille, y conduisit la moitié du Parlement. Henri III n'eut d'autres ressources que de se jeter dans les bras du roi de Navarre : tous deux vinrent assiéger Paris. Ils campaient à Saint-Cloud, lorsqu'un jeune moine, nommé Clément, assassina Henri III d'un coup de couteau dans le bas ventre. La duchesse de Montpensier, sœur du duc de Guise, qui attendait la nouvelle sur la route, l'apporta la première, presque folle de joie. On plaça l'image de Clément sur les autels; sa mère, pauvre paysane de Bourgogne, étant venue à Paris, la foule se porta au-devant d'elle en criant : *Heureux le sein qui vous a porté et les mamelles qui vous ont allaité!* (1589).

Henri IV, abandonné de la plupart des Catholiques, fut bientôt serré de près par Mayenne, qui se faisait fort de l'amener aux Parisiens pieds et poings liés. Déjà on louait des fenêtres pour le voir passer. Mais Mayenne avait affaire à un adversaire qui ne dormait pas, et *qui usait,* comme disait le prince de Parme, *plus de bottes que de souliers* (1) : il attendit Mayenne près d'Arques en Normandie et combattit avec trois mille hommes contre trente mille. Henri, fortifié d'une foule de gentilshommes, vint à son tour attaquer Paris et pilla le faubourg Saint-Germain. L'année suivante (1590), nouvelle victoire à Ivri sur l'Eure, où il battit Mayenne et les Espagnols. On sait les paroles qu'il adressa à ses troupes avant la bataille : *Mes compagnons, si vous courez ma fortune, je cours aussi la vôtre. Je veux vaincre ou mourir avec vous... Gardez bien vos rangs, je vous prie, et si vous perdez vos enseignes, cornettes ou guidons, ne perdez point de vue*

(1) *Satire Ménippée,* 1712, pag. 49. — Le duc de Mayenne était dormeur et chargé d'embonpoint.

mon panache blanc ; vous le trouverez toujours au chemin de l'honneur et de la victoire (Péréfixe). D'Ivri, il vint bloquer la capitale : cette malheureuse ville, en proie aux fureurs des Seize et à la tyrannie des soldats espagnols, fut réduite aux dernières extrémités de la famine : on y fit du pain avec les ossemens des morts; des mères y mangèrent leurs enfans. Les Parisiens, opprimés par leurs défenseurs, ne trouvaient de pitié que dans le prince qui les assiégeait. Il laissa passer une grande partie des bouches inutiles : *Faudra-t-il donc,* disait-il, *que ce soit moi qui les nourrisse? Il ne faut point que Paris soit un cimetière, je ne veux point régner sur des morts.* Et encore : *Je ressemble à la vraie mère de Salomon ; j'aimerais mieux n'avoir point de Paris, que de l'avoir déchiré en lambeaux.* Paris ne fut délivré que par l'arrivée du prince de Parme qui, par ses savantes manœuvres, força Henri de lever le siége, et retourna ensuite aux Pays-Bas.

Cependant le parti de la Ligue s'affaiblissait de jour en jour. Le lien de ce parti était la haine du roi : il avait préparé sa propre dissolution en assassinant Henri III. Il s'était divisé alors en deux factions principales, celle des Guises, appuyée surtout par la noblesse et le Parlement, et celle de l'Espagne, soutenue par d'obscurs démagogues. La seconde, concentrée dans les grandes villes, et sans esprit militaire, se caractérisa par la persécution des magistrats (1589-91); Mayenne la réprima (1591), mais en ôtant à la Ligue son énergie démocratique. Cependant les Guises, deux fois battus, deux fois bloqués dans Paris, ne pouvaient se soutenir sans l'appui de ces mêmes Espagnols dont ils proscrivaient les agens. Les divisions éclatèrent aux états de Paris (1593); Mayenne y fit échouer les prétentions de Philippe II, mais non pas à son profit. La Ligue, véritablement dissoute dès ce moment, perdit son prétexte par l'abjuration, et surtout par l'absolution d'Henri IV (1593-95), son principal point d'appui par l'entrée du roi dans la capi-

tale (1594). Il pardonna à tout le monde, et fit, le soir même du jour de son entrée, la partie de madame de Montpensier. Dès lors la Ligue ne fut plus que ridicule, et la satire Ménippée lui porta le coup de grâce. Henri racheta son royaume pièce à pièce des mains des grands qui se le partageaient.

En 1595, la guerre civile fit place à la guerre étrangère. Le roi tourna contre les Espagnols l'ardeur militaire de la nation. Dans la mémorable année 1598, Philippe II fléchit enfin; tous ses projets avaient échoué, ses trésors étaient épuisés, sa marine presque ruinée. Il renonça à ses prétentions sur la France (2 mai), et transféra les Pays-Bas à sa fille (6 mai). Elisabeth et les Provinces-Unies s'alarmèrent de la paix de Vervins et resserrèrent leur alliance; Henri IV avait mieux vu que rien n'était plus à craindre de Philippe II (qui mourut le 13 septembre). Le roi de France termina les troubles intérieurs en même temps que la guerre étrangère, en accordant la tolérance religieuse et des garanties politiques aux Protestans (Edit de Nantes, avril).

La situation des puissances belligérantes après ces longues guerres présente un contraste frappant. C'est le maître des deux Indes qui est ruiné. L'épuisement de l'Espagne ne fait que s'accroître sous le règne du cardinal de Lerma et du comte duc d'Olivarès, favoris de Philippe III et de Philippe IV. L'Espagne ne produisant plus de quoi acheter les métaux de l'Amérique, ils cessent de l'enrichir. De tout ce qu'on importe en Amérique, un vingtième au plus est manufacturé en Espagne. A Séville, les seize cents métiers qui travaillaient la laïne et la soie en 1536, sont réduits à quatre cents vers 1621. Dans une même année (1609) l'Espagne chasse un million de sujets industrieux (les Maures de Valence), et se voit forcée d'accorder une trève de douze ans aux Provinces-Unies.

Au contraire, la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies prennent un accroissement rapide de population, de richesse et de grandeur.

Dès 1595, Philippe II en fermant aux Hollandais le port de Lisbonne, les avait forcés de chercher aux Indes les denrées de l'Orient, et d'y fonder un empire sur les ruines de celui des Portugais. La république fut troublée au dedans par les querelles du stathouder et du syndic (Maurice d'Orange et Barnevelt), par la lutte du pouvoir militaire et de la liberté civile, du parti de la guerre et de celui de la paix (Gomaristes et Arminiens); mais le besoin de la défense nationale assura la victoire au premier de ces deux partis. Il en coûta la vie au vénérable Barnevelt, décapité à soixante-dix ans (1619).

A l'expiration de la trève de douze ans, ce ne fut plus une guerre civile, mais une guerre régulière, une guerre savante, une école pour tous les militaires de l'Europe. L'habileté du général des Espagnols, le célèbre Spinola, fut balancée par celle du prince Frédéric Henri, frère et successeur de Maurice (1).

Cependant la France était sortie de ses ruines sous Henri IV. Malgré les faiblesses de ce grand roi, malgré les fautes même qu'un examen attentif peut faire découvrir dans son régne, il n'en mérita pas moins le titre auquel il aspirait, celui de restaurateur de la France (2). « Il mit tous ses soins à policer, à faire fleu-

(1) 1625, prise de Breda par les Espagnols. 1628, prise de Bois-le-Duc par les Hollandais. Bataille de Berg-op-Zoom. 1632, prise de Maëstricht. 1635, alliance des Provinces-Unies avec la France pour le partage des Pays-Bas espagnols. (*Voy.* le chap. XII.)

(2) « Si je voulois acquérir le titre d'orateur, disait-il dans l'assemblée » des notables de Rouen, j'aurois appris quelque belle harangue, et la » prononcerois avec assez de gravité ; mais, Messieurs, mon désir tend à » des titres bien plus glorieux, qui sont de m'appeler libérateur et res- » taurateur de cet état : pour à quoi parvenir je vous ai assemblés. Vous » sçavez à vos dépens, comme moi aux miens, que lorsque Dieu m'a ap-

rir ce royaume qu'il avait conquis : les troupes inutiles sont licenciées; l'ordre dans les finances succède au plus odieux brigandage; il paie peu à peu toutes les dettes de la couronne sans fouler les peuples. Les paysans répètent encore aujourd'hui qu'il voulait qu'*ils eussent une poule au pot tous les dimanches;* expressions triviales, mais sentiment paternel. Ce fut une chose bien admirable que, malgré l'épuisement et le brigandage, il eût en moins de quinze ans diminué le fardeau des tailles de quatre millions de son temps, que tous les autres droits fussent réduits à la moitié; qu'il eût payé cent millions de dettes. Il racheta pour plus de cinquante millions de domaines; toutes les places furent réparées, les magasins, les arsenaux remplis, les grands chemins entretenus : c'est la gloire éternelle de Sully et celle du roi, qui osa choisir un homme de guerre pour rétablir les finances de l'État, et qui travailla avec son ministre. »

« La justice est réformée, et, ce qui était beaucoup plus difficile, les deux religions vivent en paix, au moins en apparence. L'agriculture est encouragée; *le labourage et le pâturage* (disait Sully), *voilà les deux mamelles dont la France est alimentée, les vraies mi-*

» pelé à cette couronne, j'ai trouvé la France, non-seulement quasi ruinée, mais presque perdue pour les François. Par grâce divine, par les » prières, par les bons conseils de mes serviteurs qui ne font profession » des armes; par l'épée de ma brave et généreuse noblesse (de laquelle » je ne distingue pas mes princes pour être notre plus beau titre, foy de » gentilhomme); par mes peines et labeurs, je l'ai sauvée de pertes. Sauvons-» la à cette heure de ruine : participez, mes sujets, à cette seconde gloire » avec moi, comme vous avez fait à la première. Je ne vous ai point ap-» pelez, comme fesoient mes prédécesseurs, pour vous faire approuver » mes volontez : je vous ai fait assembler pour recevoir vos conseils, » pour les croire, pour les suivre; bref, pour me mettre en tutelle entre » vos mains; envie qui ne prend guères aux rois, aux barbes grises et aux » victorieux. Mais le violent amour que j'apporte à mes sujets, l'extrême » désir que j'ai d'ajouter deux beaux titres à celui de roi, me fait trou-» ver tout aisé et honorable. Mon chancelier vous fera entendre plus am-» plement ma volonté. »

nes et trésors du Pérou. Le commerce et les arts, moins protégés par Sully, furent cependant en honneur; les étoffes d'or et d'argent enrichissent Lyon et la France. Henri établit des manufactures de tapisseries de haute lice en laine et en soie rehaussée d'or : on commence à faire de petites glaces dans le goût de Venise. C'est à lui seul qu'on doit les vers à soie, les plantations de mûriers, malgré les oppositions de Sully. Henri fait creuser le canal de Briare, par lequel on a joint la Seine et la Loire. Paris est agrandi et embelli : il forme la Place-Royale; il restaure tous les ponts. Le faubourg Saint-Germain ne tenait point à la ville, il n'était point pavé, le roi se charge de tout. Il fait construire ce beau pont où les peuples regardent aujourd'hui sa statue avec tendresse. Saint-Germain, Mouceaux, Fontainebleau, et surtout le Louvre, sont augmentés et presque entièrement bâtis. Il donne des logemens dans le Louvre, sous cette longue galerie qui est son ouvrage, à des artistes en tout genre, qu'il encourageait souvent de ses regards comme par des récompenses. Il est enfin le vrai fondateur de la Bibliothèque royale. Quand don Pèdre de Tolède fut envoyé par Philippe III en ambassade auprès de Henri, il ne reconnut plus cette ville qu'il avait vue autrefois si malheureuse et si languissante : *C'est qu'alors le père de la famille n'y était pas,* lui dit Henri, *et aujourd'hui qu'il a soin de ses enfans, ils prospèrent.* » (Voltaire.)

La France était devenue l'arbitre de l'Europe. Grâce à sa médiation puissante, le pape et Venise avaient été réconciliés (1607); l'Espagne et les Provinces-Unies avaient enfin interrompu leur longue lutte (1609-1621). Henri IV allait abaisser la maison d'Autriche, et, si nous en croyons son ministre, il voulait substituer un état légal à l'état de nature qui existe encore entre les membres de la grande famille européenne. Tout était prêt, une nombreuse armée, des approvisionnemens de tout genre, la plus formidable

artillerie du monde, et quarante-deux millions dans les caves de la Bastille. Un coup de poignard sauva l'Autriche. Le peuple soupçonna l'Empereur, le roi d'Espagne, la reine de France, le duc d'Épernon, les jésuites : tous profitèrent du crime, mais il suffit, pour l'expliquer, du fanatisme qui poursuivit pendant tout son règne un prince que l'on soupçonnait d'être toujours protestant dans le cœur, et de vouloir faire triompher sa religion dans l'Europe. Le coup avait été tenté dix-sept fois avant Ravaillac.

« Le vendredi 14 du mois de may 1610, jour triste et fatal pour la France, le roy, sur les dix heures du matin, fut entendre la messe aux Feuillans : au retour, il se retira dans son cabinet, où le duc de Vendôme, son fils naturel, qu'il aimoit fort, vint lui dire qu'un nommé La Brosse, qui faisoit profession d'Astrologie, lui avoit dit que la constellation sous laquelle Sa Majesté étoit née le menaçoit d'un grand danger ce jour-là : ainsi, qu'il l'avertit de se bien garder. A quoi le roy répondit en riant à M. de Vendôme : « La Brosse est un vieil » matois qui a envie d'avoir de votre argent, et vous » un jeune fol de le croire. Nos jours sont comptez » devant Dieu. » Et sur ce le duc de Vendôme fut avertir la reine, qui pria le roy de ne pas sortir du Louvre le reste du jour. A quoi il fit la même réponse.

» Après dîné, le roy s'est mis sur son lit pour dormir; mais ne pouvant recevoir de sommeil, il s'est levé triste, inquiet et rêveur, et a promené dans sa chambre quelque temps, et s'est jeté de rechef sur le lit. Mais ne pouvant dormir encore, il s'est levé, et a demandé à l'exempt des gardes quelle heure il étoit. L'exempt des gardes lui a répondu qu'il étoit quatre heures, et a dit : « Sire, je vois votre Majesté triste et » toute pensive; il vaudroit mieux prendre un peu l'air : » cela la réjouiroit. — C'est bien dit. Hé bien, faites » apprêter mon carrosse : j'irai à l'Arsenal voir le duc

» de Sully, qui est indisposé, et qui se haigne aujour-
» d'hui. »

» Le carrosse étant prêt, il est sorti du Louvre, accompagné du duc de Montbazon, du duc d'Espernon, du maréchal de Lavardin, Roquelaure, La Force, Mirebeau et Liancourt, premier écuyer. En même tems il chargea le sieur de Vitry, capitaine de ses gardes, d'aller au palais faire diligenter les apprêts qui s'y faisoient pour l'entrée de la reine, et fit demeurer ses gardes au Louvre. De façon que le roy ne fut suivi que d'un petit nombre de gentilshommes à cheval, et quelques valets de pied. Le carrosse étoit malheureusement ouvert de chaque portière, parce qu'il faisoit beau tems, et que le roy vouloit voir en passant les préparatifs qu'on faisoit dans la ville. Son carrosse entrant de la rue Saint-Honoré dans celle de la Ferronnerie, trouva d'un côté un chariot chargé de vin, et de l'autre côté un autre chargé de foin : lesquels faisant embarras, il fut contraint de s'arrêter, à cause que la rue est fort étroite, par les boutiques qui sont bâties contre la muraille du cimetière de Saint-Innocent.

» Dans cet embarras, une grande partie des valets de pied passa dans le cimetière pour courir plus à l'aise, et devancer le carrosse du roy au bout de ladite rue. Des deux seuls valets de pied qui avoient suivi le carrosse, l'un s'avança pour détourner cet embarras, et l'autre s'abbaissa pour renouer sa jaretière, lorsqu'un scélérat sorti des enfers, appellé François Ravaillac, natif d'Angoulême, qui avoit eu le temps, pendant cet embarras, de remarquer le côté où était le roy, monte sur la roue dudit carrosse, et d'un couteau tranchant de deux côtez, lui porte un coup entre la seconde et la troisième côte, un peu au-dessus du cœur, qui a fait que le roy s'est écrié : « Je suis blessé ! » Mais le scélérat sans s'effrayer a redoublé, et l'a frappé d'un second coup dans le cœur, dont le roy est mort, sans

avoir pu jeter qu'un grand soupir. Ce second a été suivi d'un troisième, tant le parricide étoit animé contre son roy, mais qui n'a porté que dans la manche du duc de Montbazon.

» Chose surprenante ! nul des seigneurs qui étoient dans le carrosse n'a vu frapper le roy ; et si ce monstre d'enfer eût jeté son couteau, on n'eût sçu à qui s'en prendre. Mais il s'est tenu là comme pour se faire voir, et pour se glorifier du plus grand des assassinats (1). »

(1) L'Etoile, XLVIII, pag. 447-450.

CHAPITRE XI.

Révolution d'Angleterre, 1603-1649 (1).

Lorsque Jacques Ier succéda à Élisabeth, le long règne de cette princesse avait fatigué l'enthousiasme et l'obéissance de la nation. Le caractère du nouveau prince ne pouvait diminuer cette disposition. L'Angleterre vit de mauvais œil un roi écossais, entouré d'Écossais, appartenant par sa mère à la maison de Guise; du reste plus versé dans la théologie que dans la politique (2), et pâlissant devant une épée. Tout déplaisait en lui aux Anglais, et ses imprudentes proclamations en faveur du droit divin des rois, et son projet d'unir l'Angleterre et l'Écosse, et sa tolérance envers les catholiques qui conspiraient contre lui (conspiration des poudres, 1605). D'un autre côté, l'Écosse ne voyait pas avec plus de plaisir ses tentatives pour la soumettre au culte anglican. Jacques, livré à des favoris, se mettait par sa prodigalité dans la dépendance du Parlement, en même temps qu'il l'irritait par le contraste de ses prétentions et de sa faiblesse.

La gloire d'Élisabeth avait été d'élever la nation à ses propres yeux; le malheur des Stuarts fut de l'humilier. Jacques abandonna le rôle d'adversaire de l'Espagne et de chef des protestans en Europe. Il ne dé-

(1) Si ce chapitre présentait quelque intérêt, il le devrait aux ouvrages de MM. Guizot et Villemain, que nous avons extraits et souvent copiés. Nous avons puisé aussi de précieux renseignemens dans celui de M. Mazure, quoique le sujet de son ouvrage soit généralement étranger à celui de ce chapitre (*Hist. de la Révol.* de 1688.)

(2) Henri IV l'appelait Maître Jacques.

clara la guerre à l'Espagne qu'en 1625, et malgré lui. Il fit épouser à son fils une princesse catholique (Henriette de France).

A l'avénement de Charles Ier (1625), le roi et le peuple ne savaient pas eux-mêmes à quel point ils étaient déjà étrangers l'un à l'autre. Tandis que le pouvoir monarchique triomphait sur le continent, les communes anglaises avaient acquis une importance inconciliable avec l'ancien gouvernement. L'abaissement de l'aristocratie sous les Tudors, la division des propriétés, la vente des biens ecclésiastiques, les avaient enrichies et enhardies par le sentiment de leur force. Elles cherchaient des garanties politiques. Les institutions qui pouvaient les leur donner, existaient déjà ; elles avaient été respectées par les Tudors, qui s'en faisaient un instrument. Mais il fallait un mobile aussi puissant que l'intérêt religieux pour rendre la vie aux institutions. La réforme presbytérienne, ennemie de la réforme anglicane, trouvait le trône entre elle et l'épiscopat. Le trône fut attaqué.

Le premier parlement chercha à obtenir par le retard des subsides le redressement des griefs publics (1625). Le second en accusa l'auteur dans la personne du duc de Buckingham, favori du roi (1626). Pendant la durée de ces deux assemblées, les guerres malheureuses d'Espagne et de France ôtèrent au gouvernement ce qui lui restait de popularité. La seconde avait pourtant été entreprise pour secourir les protestans et délivrer La Rochelle (échec de Buckingham dans l'île de Rhé, 1627). Le troisième parlement, ajournant toute contestation particulière, demanda dans la *pétition des droits* une sanction explicite de ces libertés publiques, qui devaient être reconnues soixante ans après dans la *déclaration des droits*. Charles, voyant toutes ses demandes rejetées, fit la paix avec la France et avec l'Espagne, et essaya de gouverner sans convoquer de parlement (1630-1638).

Il ne voyait plus de résistance. Son seul embarras était d'accorder les deux partis qui se disputaient le despotisme, la reine et les ministres, la cour et le conseil. Le comte de Strafford et l'archevêque Laud, qui auraient voulu gouverner au moins dans l'intérêt général du roi, furent jetés dans une foule de mesures violentes et vexatoires. On vendit le monopole de la plupart des denrées; les impôts illégaux furent soutenus par des juges serviles et des tribunaux d'exception; des amendes inouies devinrent le châtiment de la plupart des délits. Le gouvernement, mal appuyé par la haute aristocratie, recourut au clergé anglican qui envahit peu à peu le pouvoir civil. Les non conformistes furent persécutés [1]. Une foule d'hommes qui ne pou-

[1] « ..... Ils furent condamnés au pilori, à perdre les oreilles, à 5,000 livres sterling d'amende, et à un emprisonnement perpétuel. Le jour de l'exécution, une foule immense se pressait sur la place; le bourreau voulut l'écarter: « Ne les repoussez pas, dit Burton, il faut qu'ils » apprennent à souffrir; » et le bourreau troublé n'insista point. Un jeune homme pâlit en le regardant : « Mon fils, lui dit Burton, pourquoi es-tu » pâle? mon cœur n'est point faible, et si j'avois besoin de plus de force, » Dieu ne m'en laisseroit pas manquer ». De moment en moment la foule se serrait de plus près autour des condamnés; quelqu'un donna à Bastwick un bouquet; une abeille vint s'y poser : « Voyez, dit-il, cette » pauvre abeille; sur le pilori même elle vient sucer le miel des fleurs; » et moi donc, pourquoi n'y pourrois-je pas goûter le miel de Jésus-» Christ. » — « Chrétiens, dit Pynne, si nous avions fait cas de notre » propre liberté, nous ne serions pas ici; c'est pour votre liberté à tous que » nous avons compromis la nôtre : gardez-la bien, je vous en conjure, » tenez ferme, soyez fidèles à la cause de Dieu et du pays; autrement » vous tomberez, vous et vos enfans, dans une éternelle servitude : » et la place retentit de solennelles acclamations.

» Quelques mois après, les mêmes scènes se renouvelèrent autour de l'échafaud où, pour la même cause, Lilburne subit un traitement aussi cruel. L'exaltation du condamné et du peuple parut même plus ardente. Lié derrière une charrette, et fouetté par le bourreau à travers les rues de Westminster, Lilburne ne cessa d'exhorter la multitude qui se précipitait sur ses pas. Attaché au pilori, il continua de parler; on lui enjoignit de se taire, mais en vain; on le baillonna. Tirant alors des pamphlets de ses poches, il en jeta au peuple qui s'en saisit avidement; on lui garrota les mains. Immobile et silencieux, la foule qui l'avait écouté demeura pour le regarder. Quelques-uns de ses juges étaient à une fenêtre,

vaient plus supporter un gouvernement si odieux passèrent en Amérique. Au moment où un ordre du conseil interdit les émigrations, huit vaisseaux prêts à partir étaient à l'ancre dans la Tamise : sur l'un étaient déjà montés Pym, Hampden et Cromwell.

L'indignation publique éclata à l'occasion du procès de Hampden : ce gentilhomme aima mieux se laisser mettre en prison que de payer une taxe illégale de vingt schellings. Un mois après sa condamnation, l'évêque d'Edimbourg ayant essayé d'introduire la nouvelle liturgie d'Angleterre, un tumulte affreux éclata dans la cathédrale, l'évêque fut insulté, les magistrats poursuivis. Les Écossais jurèrent un *covenant* par lequel ils s'engageaient à défendre contre tout péril, le souverain, la religion, les lois et les libertés du pays. Des messagers qui se relevaient de village en village, le portèrent dans les lieux les plus reculés du pays, comme la *croix de feu* était portée dans les montagnes pour appeler à la guerre les vassaux du même seigneur. Les covenantaires reçurent des armes et de l'argent du cardinal de Richelieu ; et l'armée anglaise ayant refusé de combattre contre ses *frères*, le roi fut obligé de se mettre à la discrétion d'un cinquième parlement (*long parlement*, 1640).

La nouvelle assemblée, chargée de tant de vengeances, poursuivit avec acharnement tous ceux qu'on aplait les *délinquans*, Strafford surtout, qui avait irrité la nation, moins par des crimes réels que par la violence d'un caractère impérieux. Il sollicita lui-même le roi de signer le bill de sa condamnation, et Charles eut la déplorable faiblesse d'y consentir. Le Parlement prit possession du gouvernement, dirigea l'emploi des subsides, réforma les jugemens des tribunaux, et désarma l'autorité royale en proclamant sa propre indissolubilité. L'épouvantable massacre des Protestans d'Irlande donna

comme curieux de voir jusqu'où irait sa persévérance ; elle lassa leur curiosité. » M. Guizot, *Rév. d'Angl.* t. 1er.

au Parlement l'occasion de s'emparer du pouvoir militaire; les catholiques irlandais s'étaient partout soulevés contre les Anglais établis parmi eux, et avaient fait partout main basse sur leurs tyrans, invoquant le nom de la reine, et déployant une fausse commission du roi. Charles poussé à bout par une menaçante remontrance, se rendit lui-même à la Chambre pour arrêter cinq membres des Communes. Il échoua dans ce coup d'état, et sortit de Londres pour commencer la guerre civile (11 janvier 1642) [1].

Le parti du Parlement avait l'avantage de l'enthousiasme et du nombre : il avait la capitale, les grandes villes, les ports, la flotte. Le roi avait la plus grande partie de la noblesse, plus exercée aux armes que les troupes parlementaires. Dans les comtés du nord et de l'ouest, les royalistes dominaient; les parlementaires dans ceux de l'est, du centre et du sud-est, les plus peuplés et les plus riches. Ces derniers comtés, contigus les uns aux autres, formaient comme une ceinture autour de Londres.

Le roi marcha bientôt sur la capitale; mais la bataille indécise de Edge-Hill sauva les parlementaires. Ils eurent le temps de s'organiser. Le colonel Cromwell forma dans les comtés de l'est des escadrons de volontaires, qui opposèrent l'enthousiasme religieux aux sentimens d'honneur qui animaient les cavaliers. Le Parlement vainquit encore à Newbury, et s'unit avec l'Écosse par un *covenant* solennel (1643). Les intelligences du roi avec les montagnards du nord et avec les catholiques irlandais, accélérèrent cette union inattendue de deux peuples jusque là ennemis. On assurait qu'un grand nombre de *papistes* irlandais étaient mêlés aux troupes rappelées de leur île par le roi, que des

(1) La reine sollicitait un asile en France. Faut répondre à la reine d'Angleterre, écrivit le cardinal de Richelieu au résident de France, qu'en pareille occasion, qui quitte sa place la perd. (M. Mazure, *Pièces justificatives*.)

femmes même armées de long couteaux, et sous un accoutrement sauvage, avaient été vues dans leurs rangs. Le Parlement ne voulut point recevoir les lettres de celui que le roi avait convoqué à Oxford, et poussa la guerre avec une nouvelle vigueur. L'enthousiasme avait porté quelques familles à se priver d'un repas par semaine pour en offrir au Parlement la valeur; une ordonnance convertit cette offre en une taxe obligatoire pour tous les habitans de Londres et les environs. Le neveu du roi, le prince Robert, fut défait à Marston-Moor, après une lutte acharnée, par l'invincible obstination des *saints* de l'armée parlementaire, des cavaliers de Cromwell, qui reçurent sur le champ de bataille le surnom de *côtes de fer;* ils auraient pu envoyer au Parlement plus de cent drapeaux ennemis, si dans leur enthousiasme ils ne les avaient mis en pièces pour en orner leurs bonnets et leurs bras. Le roi perdit York et tout le nord. La reine se sauva en France (1644).

Ce désastre sembla un instant réparé. Le roi avait fait capituler dans le comté de Cornouailles le comte d'Essex, général du Parlement. Les bandes irlandaises avaient débarqué en Écosse, et Montrose, l'un des plus vaillans *cavaliers,* ayant paru tout-à-coup dans leur camp en costume de montagnard, avait gagné deux batailles, soulevé les clans du nord, et semé l'effroi jusqu'aux portes d'Édimbourg. Déjà le roi marchait sur Londres; le peuple fermait les boutiques, priait et jeûnait, lorsqu'on apprit qu'il avait été défait à Newbury (pour la seconde fois). Les parlementaires avaient fait des prodiges : à la vue des canons qu'ils avaient perdus naguère dans le comté de Cornouailles, ils se précipitèrent sur les batteries royales, ressaisirent leurs pièces, et les ramenèrent en les embrassant avec transport.

Alors la mésintelligence éclata entre les vainqueurs. Le pouvoir échappa aux presbytériens pour passer aux indépendans. Ce dernier parti était un mélange d'enthousiastes, de philosophes et de libertins; mais il

tirait son unité d'un principe, le droit à la liberté de croyance. Malgré leurs crimes et leurs rêveries, ce principe devait leur donner la victoire sur des adversaires moins énergiques et moins conséquens. Pendant que les presbytériens croient préparer la paix par de vaines négociations avec le roi, les indépendans s'emparent de la guerre. Cromwell déclare que les puissans la prolongent à dessein, et la chambre, entraînée par le désintéressement, ou par la crainte de perdre sa popularité, décide que chacun *renoncera à soi-même*, et que les membres du Parlement n'exerceront plus aucune charge civile ni militaire.

Cromwell trouva le moyen, par de nouveaux succès, de se faire exempter de la règle commune, et les indépendans défirent l'armée royale à Naseby, près de Northampton. Les papiers du roi trouvés après la victoire, et lus publiquement à Londres, prouvèrent que, malgré ses protestations mille fois répétées, il appelait les étrangers et particulièrement les Irlandais catholiques. En même temps Montrose, abandonné par les montagnards qui allaient enfouir chez eux leur butin, avait été surpris et défait. Le prince Robert, jusque là connu pour son courage impétueux, avait rendu Bristol à la première sommation. Le roi erra long-temps de ville en ville, de château en château, changeant sans cesse de déguisement : il s'arrêta sur les hauteurs de Harrow, hésitant s'il ne rentrerait pas dans sa capitale qu'il apercevait de loin. Enfin, il se retira par lassitude, plutôt que par choix, dans le camp des Ecossais, où le résident de France lui faisait espérer un asile, et où il s'aperçut bientôt qu'il était prisonnier. Ses hôtes ne lui épargnèrent pas les outrages. Un ministre écossais, prêchant devant lui à Newcastle, désigna aux chants de l'assemblée le psaume LI, qui commence par ces mots : « Tyran, pourquoi te glorifies-tu dans ta » malice et te vantes-tu de tes iniquités? » Le roi, se levant tout-à-coup, entonna, au lieu de ce verset, le

psaume LVI : « Aie pitié de moi, mon Dieu, car mes » ennemis m'ont foulé aux pieds tout le jour, et il y en » a beaucoup qui me font la guerre ; » et d'un commun élan, toute l'assistance se joignit à lui. Cependant les Ecossais, désespérant de lui faire accepter le covenant, le livrèrent aux Anglais qui offraient de leur payer les frais de la guerre.

Le malheureux prince ne fut plus qu'un instrument que se disputèrent les indépendans et les presbytériens jusqu'à ce qu'ils le brisassent. La mésintelligence était au comble entre l'armée et la Chambre. On enleva le roi du lieu où le gardaient les commissaires du Parlement, et, sans prendre l'ordre du général en chef Fairfax, Cromwell le fit amener à l'armée (1).

Cependant une réaction avait lieu en faveur du roi. Des bandes de bourgeois et d'apprentis, d'officiers réformés, de mariniers, forcèrent les portes de Westminster, et contraignirent la Chambre à voter le retour du roi. Mais soixante membres se réfugièrent à l'armée, qui marcha sur Londres. Son entrée dans la capitale fut le triomphe des indépendans. Cromwell voyant les presbytériens éclipsés, ayant peur de son propre parti, hésita un instant s'il ne travaillerait point au rétablissement du roi. Mais voyant bien qu'il n'y avait pas

(1) Cromwell, solennellement accusé dans la Chambre des communes, tomba à genoux, fondant en larmes, avec une véhémence de paroles, de sanglots et de gestes qui saisit d'émotion ou de surprise tous les assistans : il se répandit en pieuses invocations, en ferventes prières, appelant sur sa tête, si quelque homme dans tout le royaume était plus que lui fidèle à la Chambre, toutes les condamnations du Seigneur. Puis, se relevant, il parla plus de deux heures du Parlement, du roi, de l'armée, de ses ennemis, de ses amis, de lui-même, abordant et mêlant toutes choses, humble et audacieux, verbeux et passionné, répétant surtout à la Chambre qu'on l'inquiétait à tort, qu'on la compromettait sans motif, que, sauf quelques hommes dont les regards se tournaient vers la terre d'Egypte, officiers et soldats, tous lui étaient dévoués et faciles à retenir sous sa loi. Tel fut enfin son succès que, lorsqu'il se rassit, l'ascendant avait passé à ses amis, et que « s'ils l'eussent voulu, disait trente ans après Grimstone lui-même, la Chambre nous eût envoyés à la Tour, mes officiers et moi, comme calomniateurs. » (Guizot.)

moyen de se fier à lui, il commença à viser plus haut (1), et songea à soustraire le roi à l'armée, comme il l'avait enlevé au Parlement. Charles, épouvanté par des avis menaçans, s'échappa, et passa dans l'île de Wight, où il se trouva à la disposition de Cromwell.

La ruine du roi fut le sceau de sa réconciliation avec les républicains. Il avait été forcé de réprimer dans l'armée la faction anarchique des *niveleurs;* il avait saisi un d'entre eux au milieu d'un régiment, et l'avait fait sur-le-champ condamner et exécuter en présence de l'armée; mais il n'avait garde de se brouiller pour toujours avec un parti si énergique.

Il les regagna en battant les Ecossais, dont l'armée venait seconder la réaction en faveur du roi. Le parlement d'Angleterre, effrayé d'une victoire si prompte, qui devait tourner au profit des indépendans, se hâta de négocier de nouveau avec le roi. Pendant que Charles dispute avec les députés du Parlement et repousse avec loyauté les moyens d'évasion que ses serviteurs lui préparent, l'armée le fait enlever de l'île

(1) Cromwell provoqua une conférence entre quelques meneurs politiques, la plupart officiers généraux comme lui, et les républicains : il fallait bien, dit-il, qu'ils cherchassent de concert quel gouvernement convenait le mieux à l'Angleterre, puisque maintenant c'était à eux de le régler; mais au fond, il voulait surtout savoir lesquels, parmi eux, seraient intraitables, et ce qu'il en devait attendre ou redouter. Ludlow, Vane, Hutchinson, Sidney, Haslerig se déclarèrent hautement, repoussant toute idée de monarchie, comme condamnée par la Bible, la raison et l'expérience. Les généraux furent plus réservés; à leur avis, la république était désirable, mais d'un succès douteux; il valait mieux ne se point engager, consulter l'état des affaires, le besoin des temps, obéir chaque jour aux directions de la Providence. Les républicains insistèrent pour qu'on s'expliquât sans détour : la discussion s'échauffait; Ludlow entre autres pressait vivement Cromwell de se prononcer, car ils voulaient, dit-il, connaître leurs amis; Cromwell éludait, ricanait; et poussé de plus en plus, se tirant enfin d'embarras par une bouffonnerie, il gagna la porte de la chambre et sortit brusquement en jetant à la tête de Ludlow un coussin que celui-ci lui renvoya sur-le-champ avec plus d'humeur. (Guizot, t. II, p. 311.) — Ludlow comprit plus tard, en voyant agir Cromwell, que dès l'époque de cette conversation il méditait la tyrannie, et *qu'il avait cherché à lui tâter le pouls.* Villemain, t. I, p. 125.

de Wight, et *purge* le Parlement. Le colonel Pride, la liste des membres proscrits à la main, occupe la porte des Communes à la tête de deux régimens, et repousse outrageusement ceux qui persistent à réclamer leur droit. Dès lors le parti des indépendans fut le maître; l'enthousiasme des fanatiques monta au comble (1). Le roi fut soumis au jugement d'une commission présidée par John Bradshaw, cousin de Milton (2). Malgré l'opposition de plusieurs membres, et entre autres du jeune et vertueux Sidney, malgré la récusation de Charles, qui soutint que les Communes ne pouvaient exercer une autorité parlementaire sans le concours du roi et des lords, malgré l'intervention des commissaires écossais et des ambassadeurs des états-généraux, le roi fut condamné à mort. Au moment où le juge prononçait le nom de *Charles Stuart, amené pour répondre à une accusation de trahison et autres grands crimes présentés contre lui au nom du peuple d'Angleterre....* « *Pas de la moitié du peuple*, » s'écria une voix, « *Où est le peuple? Où est son consentement? Olivier Cromwell est un traître!* »

L'assemblée entière tressaillit : tous les regards se

(1) Hugh Peters, chapelain de Fairfax, disait aux généraux, en prêchant devant les débris des deux chambres : « Comme Moïse, vous êtes » destinés à tirer le peuple de la servitude de l'Égypte; comment s'ac- » complira ce dessein? c'est ce qui ne m'a pas encore été révélé. » Il mit sa tête dans ses mains, se haissa sur un coussin placé devant lui, et se relevant tout-à-coup : « Voici, voici maintenant la révélation! je vais vous en » faire part : Cette armée extirpera la monarchie, non-seulement ici, mais » en France et dans tous les autres royaumes qui nous entourent; c'est par » là qu'elle vous tirera d'Egypte. » (Guizot.)

(2) La première fois qu'on parla de l'accusation du roi dans la Chambre des communes, Cromwell se leva et dit que si quelqu'un avait fait une telle proposition de dessein prémédité, il le regarderait comme un traître; mais que, puisque la Providence les avait conduits elle-même jusque là, il priait Dieu de bénir leurs conseils. « Dernièrement, dit-il, comme je me » disposais à présenter une demande pour le rétablissement du roi, j'ai » senti ma langue se coller à ma bouche, et j'ai cru voir, dans cette im- » pression surnaturelle, une réponse que le Ciel, qui a rejeté le roi, en- » voyait à mes prières. » (Guizot.) L'armée laissa au Parlement cette sale et hideuse besogne. (Villemain, d'après Whitelocke).

tournèrent vers la galerie : « *A bas les femmes!* s'écria le colonel Axtell : *Soldats, feu sur elles!* » On reconnut lady Fairfax.

Avant, après la sentence on refusa d'entendre le roi; on l'entraîna au milieu des outrages des soldats et des cris : *Justice! exécution!* Quand il fallut signer l'ordre du supplice, on eut grand'peine à rassembler les commissaires. Cromwell, presque seul gai, bruyant, hardi, se livrait aux plus grossiers accès de sa bouffonnerie accoutumée; après avoir signé le troisième, il barbouilla d'encre le visage de Henri Martyn, assis près de lui, et qui le lui rendit à l'instant. Le colonel Ingoldsby, son cousin, inscrit au nombre des juges, mais qui n'avait point siégé à la cour, entra par hasard dans la salle : « Pour cette fois, s'écria Cromwell, il ne nous échappera pas, » et s'emparant aussitôt d'Ingoldsby, avec de grands éclats de rire, aidé de quelques membres qui se trouvaient là, il lui mit la plume entre les doigts, et, lui conduisant la main, le contraignit de signer. On recueillit enfin cinquante-neuf signatures, plusieurs noms tellement griffonnés, soit par trouble, soit à dessein, qu'il était presque impossible de les distinguer (1).

L'échafaud avait été dressé contre une fenêtre de Whitehall. Le roi, après avoir béni ses enfans, y marcha la tête haute, le pas ferme, dépassant les soldats qui le conduisaient. Beaucoup de gens trempèrent leurs mouchoirs dans son sang. Cromwel voulut voir le corps déjà enfermé dans le cercueil, le considéra attentivement, et soulevant de ses mains la tête comme pour s'assurer qu'elle était bien séparée du tronc : « C'était là un corps » bien constitué, dit-il, et qui promettait une longue » vie. »

La chambre des lords fut abolie deux jours après. Un grand sceau fut gravé avec cet exergue : *L'an* 1er *de la liberté restaurée par la bénédiction de Dieu.* 1648 (2).

(1) Guizot. — (2) Vieux style. Cette date repond au 9 février 1649.

CHAPITRE XII.

Guerre de Trente ans, 1618-1648.

La guerre de Trente ans est la dernière lutte soutenue par la Réforme. Cette guerre, indéterminée dans sa marche et dans son objet, se compose de quatre guerres distinctes, où l'électeur Palatin, le Danemark, la Suède et la France, jouent successivement le principal rôle. Elle se complique de plus en plus, jusqu'à ce qu'elle ait embrâsé l'Europe entière. — Plusieurs causes la prolongent indéfiniment : 1° l'étroite union des deux branches de la maison d'Autriche et du parti catholique ; le parti contraire n'est point homogène ; 2° l'inaction de l'Angleterre, l'intervention tardive de la France, la faiblesse matérielle du Danemark et de la Suède, etc.

Les armées qui font la guerre de trente ans ne sont plus des milices féodales ; ce sont des armées permanentes, mais que leurs souverains ne peuvent entretenir. (*Voyez* plus haut les armées de Charles-Quint dans les guerres d'Italie.) Elles vivent aux dépens du pays et le ruinent. Le paysan ruiné se fait soldat et se vend au premier venu. La guerre, se prolongeant, forme ainsi des armées sans patrie, une force militaire immense, qui flotte dans l'Allemagne, et encourage les projets les plus gigantesques des princes et même des particuliers.

L'Allemagne redevient le centre de la politique européenne. La première lutte de la Réforme contre la

maison d'Autriche s'y renouvelle, après soixante ans d'interruption. Toutes les puissances y prennent part. L'Europe semble devoir être bouleversée; cependant on n'aperçoit qu'un changement important : la France a succédé à la suprématie de la maison d'Autriche; mais l'influence de la Réforme n'est plus sensible désormais, et le traité de Westphalie commence un nouveau monde.

Soit crainte des Turcs, soit modération personnelle des princes, la branche allemande de la maison d'Autriche suivit, dans la seconde moitié du XVIe siècle, une politique tout opposée à celle de Philippe II. La tolérance de FERDINAND Ier et de MAXIMILIEN II favorisa les progrès du protestantisme dans l'Autriche, dans la Bohème et dans la Hongrie; on soupçonna même Maximilien d'être protestant dans le cœur (1555-1576). Le faible Rodolphe II, qui lui succéda, n'eut ni sa modération ni son habileté. Pendant qu'il s'enfermait avec Ticho-Brahé pour étudier l'astrologie et l'alchimie, les Protestans de Hongrie, de Bohème et d'Autriche, faisaient cause commune. L'archiduc Mathias, frère de Rodolphe, les favorisa, et força l'Empereur de lui céder l'Autriche et la Hongrie (1607-1609).

L'Empire n'était pas moins agité que les états héréditaires de la maison d'Autriche. Aix-la-Chapelle et Donawerth, où les Protestans s'étaient rendus les maîtres, furent mises au ban de l'Empire. L'électeur, archevêque de Cologne, qui voulait séculariser ses états, fut dépossédé. L'ouverture de la succession de Clèves et de Juliers compliqua encore la situation de l'Allemagne. Des princes protestans et catholiques, l'électeur de Brandebourg, le duc de Neubourg, le duc de Deux-Ponts, et d'autres encore, y prétendaient également. L'Empire se partagea en deux lignes. Henri IV, qui favorisait les Protestans, allait entrer en Allemagne, et profiter de cet état des esprits pour abaisser la maison d'Autriche, lorsqu'il fut assassiné (1610). Pour être différée, la

guerre de Trente ans n'en devait être que plus terrible.

Mathias, après avoir forcé Rodolphe de lui céder la Bohème, lui succéda dans l'Empire (1612-19), mais aussi dans tous les embarras de sa position. Les Espagnols et les Hollandais envahissent les duchés de Clèves et de Juliers. Les Bohémiens, dirigés par le comte de Thurn, se soulèvent pour la défense de leur religion. Thurn, à la tête d'une partie des états, se rend dans la salle du conseil, et précipite les quatre *gouverneurs* dans les fossés du château de Prague (1618). Les Bohémiens prétendirent que c'était *une coutume antique de leur pays* de jeter par la fenêtre les ministres prévaricateurs. Ils levèrent des troupes, et ne voulant point reconnaître pour le successeur de Mathias l'élève des jésuites, Ferdinand II, ils donnèrent la couronne à Frédéric V, électeur palatin, gendre du roi d'Angleterre et neveu du stathouder de Hollande. (*Période palatine,* 1619-1623.) En même temps les Hongrois élurent roi le waywode de Transylvanie, Betlem Gabor. Ferdinand, un instant assiégé dans Vienne par les Bohémiens, fut soutenu par le duc de Bavière, par la ligue catholique d'Allemagne, par les Espagnols. Frédéric, qui était calviniste, fut abandonné de l'*union* luthérienne : Jacques Ier, son beau-père, se contenta de négocier pour lui. Attaqué dans la capitale même de la Bohème, il perdit la bataille de Prague par sa négligence ou sa lâcheté. Il dînait tranquillement dans le château pendant qu'on mourait pour lui dans la plaine (1621). Malgré la valeur de Mansfeld et d'autres partisans qui ravageaient l'Allemagne en son nom, il fut encore chassé du Palatinat; l'union protestante fut dissoute et la dignité électorale transférée au duc de Bavière.

(*Période danoise,* 1625-1629). Les États de la Basse-Saxe, menacés d'une restitution prochaine des biens ecclésiastiques, appelèrent au secours de l'Allemagne les princes du Nord qui leur étaient unis par l'intérêt de la religion. Le jeune roi de Suède, Gustave Adolphe,

était alors occupé par une guerre glorieuse contre la Pologne, alliée de l'Autriche. Le roi de Danemark, Christian IV, prit leur défense. A l'approche de cette guerre nouvelle, Ferdinand II souhaitait ne pas dépendre de la ligue catholique, dont le duc de Bavière était le chef, et dont le célèbre Tilly commandait les troupes. Le comte de Waldstein [1], officier de l'Empereur, offrit de lui former une armée, pourvu qu'il lui fût permis de la porter à cinquante mille hommes. Il tint parole. Tous les aventuriers qui voulaient vivre de pillage accoururent autour de lui, et il fit également la loi aux amis et aux ennemis de l'Empereur. Christian IV est défait à Lutter. Waldstein soumet la Poméranie, reçoit de l'Empereur les États des deux ducs de Mecklenbourg et le titre de *général de la Baltique*. Sans un secours que les Suédois jetèrent dans la place, il prenait la puissante ville de Stralsund (1628). Tout le nord tremblait. L'Empereur, pour diviser ses ennemis, accorda au Danemark une paix humiliante (1629). Il ordonna aux Protestans la restitution de tous les biens sécularisés depuis 1555. Alors l'armée de Waldstein retomba sur l'Allemagne et la foula à plaisir : des états furent frappés de contributions énormes; la détresse des habitans fut portée au comble; quelques-uns déterraient les cadavres pour assouvir leur faim; on trouvait des morts ayant la bouche encore pleine d'herbes crues.

Le salut vint de la Suède et de la France. Le cardinal de Richelieu dégagea les Suédois en leur ménageant une trève avec la Pologne. Il désarma l'Empereur en lui persuadant qu'il ne pouvait faire élire son fils roi des Romains, s'il ne sacrifiait Waldstein au ressentiment de l'Allemagne. Et alors Gustave-Adolphe fondit dans l'Empire (1630). Ferdinand s'effraya peu d'abord; il disait que ce *roi de neige* allait fondre en avançant vers le midi. On ne savait pas encore ce que c'était que ces

[1] Il signait Waldstein et non point Wallenstein.

hommes de fer, cette armée héroïque et pieuse en comparaison des troupes mercenaires de l'Allemagne. Peu après l'arrivée de Gustave-Adolphe, Torquato Conti, général de l'Empereur, lui demandant une trève à cause des grands froids, Gustave répondit *que les Suédois ne connaissaient point d'hiver.* Le génie du conquérant déconcerta la routine allemande par une tactique impétueuse qui sacrifiait tout à la rapidité des mouvemens, qui prodiguait les hommes pour abréger la guerre. Se rendre maître des places fortes en suivant le cours des fleuves, assurer la Suède en fermant la Baltique aux Impériaux, leur enlever tous leurs alliés, cerner l'Autriche avant de l'attaquer, tel fut le plan de Gustave. S'il eût marché droit à Vienne, il n'apparaissait dans l'Allemagne que comme un conquérant étranger; en chassant les Impériaux des états du nord et de l'occident qu'ils écrasaient, il se présentait comme le champion de l'Empire contre l'Empereur. Tilly, qui lui fut d'abord opposé, n'arrêta point le torrent; il ne fit qu'attirer sur les armes impériales l'exécration de l'Europe par la destruction de Magdebourg. La Saxe, le Brandebourg, qui auraient voulu rester neutres, sont entraînés dans l'alliance de Gustave par la rapidité de ses succès. Il défait Tilly à la sanglante bataille de Leipsick (1631). Tandis que les Saxons se préparent à attaquer la Bohème, il bat le duc de Lorraine, pénètre en Alsace, et soumet les électorats de Trèves, de Mayence et du Rhin, auxquels Richelieu aurait voulu permettre la neutralité; mais il fallait à Gustave des amis ou des ennemis. Enfin la Bavière est envahie en même temps que la Bohème; Tilly meurt en défendant le Lech; l'Autriche est découverte de tous côtés.

Il fallut bien alors que Ferdinand recourût à cet orgueilleux Waldstein qu'il avait chassé. Long-temps il vit comme à ses pieds l'Empereur et les Catholiques : il se trouvait, disait-il, trop heureux dans la retraite. On ne put vaincre cette modération philosophique qu'en

lui donnant dans l'Empire un pouvoir à peu près égal à celui de l'Empereur.

A ce prix, il sauva la Bohême et marcha sur Nuremberg pour arrêter les armes de Gustave. Ce fut alors un grand étonnement dans l'Europe, lorsque l'on vit pendant trois mois ces deux hommes invincibles camper en face l'un de l'autre sans profiter d'une occasion tant attendue. Waldstein se mit enfin en mouvement et fut rejoint près de Lutzen par le roi de Suède. Gustave attaqua, voulant défendre l'électeur de Saxe. Après plusieurs charges, le roi, trompé par le brouillard, se jeta devant les rangs ennemis, et tomba frappé de deux balles. Le duc de Saxe-Lauenbourg, qui passa ensuite aux Impériaux, se trouvait derrière lui au moment fatal, et fut accusé de sa mort. L'on envoya à Vienne le juste-au-corps de buffle que portait le héros suédois (1632). L'Europe pleura Gustave; mais pourquoi? Peut-être mourut-il à temps pour sa gloire. Il avait sauvé l'Allemagne, et n'avait pas eu le temps de l'opprimer. Il n'avait point rendu le Palatinat à l'électeur dépouillé; il destinait Mayence à son chancelier Oxenstierna; il avait témoigné du goût pour la résidence d'Augsbourg, qui serait devenue le siége d'un nouvel empire.

Pendant que l'habile Oxenstierna continuait la guerre, et se faisait déclarer à Heilbron chef de la ligue des cercles de Franconie, de Souabe et du Rhin, Waldstein restait en Bohème dans une formidable inaction. C'était pour lui que Gustave semblait avoir travaillé en abattant par toute l'Allemagne le parti impérial. Il l'avait servi et par ses victoires et par sa mort. L'Allemagne, avait dit Waldstein, *ne peut contenir deux hommes comme nous*. Depuis la mort de Gustave, il était seul. Enfermé dans son palais de Prague, avec un train royal, entouré d'une foule d'aventuriers qui s'étaient donnés à sa fortune, il épiait l'occasion. Cet homme terrible qu'on voyait peu, qui ne riait jamais, qui ne parlait à ses soldats que pour faire leur fortune ou pour prononcer

leur mort, était l'attente de l'Europe. Le roi de France l'appelait *son cousin*, et Richelieu l'engageait à se faire roi de Bohème. Il était temps que l'Empereur prît une décision ; il prit celle de Henri III pour le duc de Guise. Waldstein fut assassiné à Egra, et Ferdinand, se souvenant des services qu'il lui avait autrefois rendus, fit dire trois mille messes pour le repos de son âme (1634).

Cependant l'électeur de Saxe avait fait sa paix avec l'Empereur. Les Suédois n'étaient pas assez forts pour tenir seuls en Allemagne. Il fallut que la France descendît à son tour sur le champ de bataille.

(*Période française*, 1635-1648.) — Richelieu, qui la gouvernait alors, l'avait trouvée livrée à l'influence espagnole, troublée par les princes et les grands, par la mère du roi, par les Protestans (gouvernement de Marie de Médicis, 1610-1617; du favori de Luynes, 1617-1621). Ce grand ministre avait repris contre ceux-ci le système de Henri IV, avec cet avantage qu'aucun engagement antérieur, aucun motif de reconnaissance ne l'obligeait d'avoir pour eux de dangereux ménagemens. Il leur avait pris La Rochelle en jetant dans la mer une digue de 800 toises, comme autrefois Alexandre au siége de Tyr ; les avait vaincus, désarmés, et pourtant rassurés par une politique magnanime (1627-8). Puis, il s'était tourné contre les grands, avait chassé de France la mère et le frère du roi, et fait tomber sur l'échafaud la tête d'un Marillac et d'un Montmorenci (1630-32). Il avait ses prisons à lui dans sa maison de Ruel ; il y faisait condamner ses ennemis, sauf à se moquer ensuite des juges. Il ne lui restait qu'à honorer ces victoires odieuses sur les ennemis intérieurs par des conquêtes sur l'étranger (1635).

D'abord il achète Bernard de Weimar, le meilleur élève de Gustave-Adolphe, avec son armée. Il s'allie aux Hollandais pour partager les Pays-Bas espagnols, tandis qu'à l'autre bout de la France il reprendra le Roussillon ; l'alliance du duc de Savoie lui assure les

passages de l'Italie. Entamée du côté des Pays-Bas, la France gagna en Italie plus de gloire que d'avantage réel. Mais les Hollandais ses alliés détruisirent la marine espagnole à la bataille des Dunes (1639). Bernard de Weimar prit les quatre villes forestières, Fribourg et Brisach, sous les murs desquelles il remporta quatre victoires. Il oubliait que la France lui avait acheté d'avance ses conquêtes. Il allait se rendre indépendant, lorsqu'il mourut, aussi à propos pour Richelieu que Waldstein pour Ferdinand.

Tout devint favorable aux Français du moment que le soulèvement de la Catalogne et du Portugal réduisit l'Espagne à une guerre défensive (1640). La maison de Bragance monta sur le trône de Portugal aux applaudissemens de l'Europe. Les Français, vainqueurs en Italie, prirent aux Pays-Bas Arras et Thionville. Le grand Condé gagna la bataille de Rocroi cinq jours après l'avénement de Louis XIV, heureux présage de ce grand règne, qui rassura la France après la mort de Richelieu et de Louis XIII.

La guerre avait alors changé de caractère pour la seconde fois. Au fanatisme de Tilly et de son maître Ferdinand II, au génie révolutionnaire des Waldstein et des Weimar, avaient succédé d'habiles tacticiens, un Piccolomini, un Merci, généraux de l'Empereur, et les élèves de Gustave-Adolphe, Banner, Torstenson, Wrangel. La guerre étant un métier pour tant de gens, la paix devenait de plus en plus difficile. La France, tout occupée de couvrir ses conquêtes de Lorraine et d'Alsace, refusait de se joindre aux Suédois pour accabler la maison d'Autriche. Torstenson crut un instant vaincre sans le secours des Français. Ce général paralytique, qui étonnait l'Europe par la rapidité de ses manœuvres, avait renouvelé à Leipsick la gloire de Gustave-Adolphe (1642); il avait frappé dans les Danois les amis secrets de l'Empereur; l'alliance du Transylvain lui permettait de pénétrer enfin en Autriche (1645). La

défection du Transylvain et la mort de Torstenson sauvèrent l'Empereur.

Cependant des négociations étaient ouvertes depuis 1636 ; l'avénement de Ferdinand III à l'empire semblait devoir les favoriser (1637). Quoique la médiation du pape, de Venise, des rois de Danemark, de Pologne et d'Angleterre eût été rejetée, les préliminaires de paix furent signés en 1642. La mort de Richelieu releva l'espoir de la maison d'Autriche et recula la paix. Il fallut les victoires de Condé à Fribourg, à Nordlingen et à Lens (1644-45-48), celle de Turenne et des Suédois à Sommershausen ; enfin la prise de la petite Prague par Wrangel (1648), pour décider l'Empereur à signer le traité de Westphalie. La guerre ne continua qu'entre l'Espagne, la France et le Portugal. Principaux articles : 1° La paix d'Augsbourg (1555) est confirmée et étendue aux Calvinistes. 2° La souveraineté des divers états de l'Allemagne, dans l'étendue de leur territoire, est sanctionnée, ainsi que leurs droits, aux diètes générales de l'Empire ; ces droits sont garantis, *à l'intérieur*, par la composition de la Chambre impériale et du Conseil aulique, où les Protestans et les Catholiques entrent désormais en nombre égal ; *à l'extérieur*, par la médiation de la France et de la Suède. 3° Indemnités adjugées à plusieurs états : pour les former, un grand nombre de biens ecclésiastiques sont sécularisés ; la *France* obtient l'Alsace, les Trois-Evêchés, Philipsbourg et Pignerol, les clefs de l'Allemagne et du Piémont ; la *Suède*, une partie de la Poméranie, Brême, Werden, Wismar, etc., trois voix aux diètes de l'Empire et cinq millions d'écus ; l'*électeur de Brandebourg*, Magdebourg, Halberstadt, etc. La *Saxe*, le *Mecklenbourg* et *Hesse-Cassel* sont aussi indemnisés. 4° Le fils de Frédéric V recouvre le bas Palatinat du Rhin (le haut Palatinat demeure à la Bavière) ; une huitième dignité électorale est créée en sa faveur. 5° Les Provinces-Unies sont reconnues indépen-

dantes de l'Espagne; les Provinces-Unies et les Cantons suisses, de l'empire germanique.

CHAPITRE XIII.

L'Orient et le Nord au XVIe siècle.

§ I. — *Turquie, Hongrie,* 1566-1648.

Le règne de Soliman le Magnifique avait été l'apogée de la grandeur ottomane. Sous lui, les Turcs ne furent pas moins redoutables sur terre que sur mer : ils entrèrent dans le système de l'Europe par leur alliance avec la France contre la maison d'Autriche. Soliman essaya de donner une législation à ses peuples; il réunit les maximes et ordonnances de ses prédécesseurs, remplissant les lacunes et fixant la hiérarchie civile. Il embellit Constantinople en rétablissant l'ancien aquéduc, dont l'eau se partage en huit cents fontaines; il fonda la mosquée Souleimanieh, qui renferme quatre colléges, un hospice pour les pauvres, un hôpital pour les malades, une bibliothèque de deux mille manuscrits. Sous lui, la langue turque s'anoblit par le mélange de l'arabe et du persan; il faisait lui-même des vers en ces langues. Dans sa vieillesse, le sultan fut entièrement gouverné par Rouschen (Roxelane), qu'il avait épousée, et qui lui fit mettre à mort ses enfans d'un premier lit. L'empire, épuisé par tant de guerres, sembla vieillir avec lui sous l'influence d'un gouvernement de sérail. Soliman en prépara la décadence en ôtant le commandement des armées aux membres de la famille impériale.

Sous son indolent successeur Sélim II (1566-74), les

Turcs enlevèrent Chypre aux Vénitiens, mal secondés par l'Espagne; mais ils furent défaits dans le golfe de Lépante par les flottes combinées de Philippe II, de Venise et du pape, sous les ordres de D. Juan d'Autriche. Depuis cet échec, les Turcs avouèrent que Dieu, qui leur avait donné l'empire de la terre, avait laissé celui de la mer aux infidèles.

Sous Amurat III, Mahomet III et Achmet Ier (1574-1617), les Turcs soutinrent, avec des succès divers, de longues guerres contre les Persans et les Hongrois. Les janissaires, qui avaient troublé de leurs révoltes les règnes de ces princes, mirent à mort leurs successeurs Mustapha et Othman (1617-23). L'empire se releva sous Amurat IV l'Intrépide, qui occupa au dehors l'esprit turbulent des janissaires, prit Bagdad et intervint dans les troubles de l'Inde. Sous l'imbécile Ibrahim (1645-49), les Turcs, suivant toujours l'impulsion donnée par Amurat, enlevèrent Candie aux Vénitiens.

Hongrie. Ce royaume était partagé entre la maison d'Autriche et les Turcs, depuis 1562. De ce partage résultait une guerre continuelle. La suzeraineté de la Transylvanie était une autre cause de guerre entre l'Autriche et la Porte. — Dans l'intérieur, la Hongrie n'était pas plus tranquille. Les princes autrichiens, espérant augmenter leur pouvoir en ramenant la Hongrie à une croyance uniforme, persécutaient les Protestans et violaient les priviléges de la nation. Les Hongrois se soulevèrent sous Rodolphe II, Ferdinand II et Ferdinand III; les princes de Transylvanie, Etienne Botschkaï, Betlem Gabor, Georges Ragotzi, se donnèrent successivement pour chefs aux mécontens. Par les pacifications de Vienne (1606) et de Lintz (1645); par les décrets des diètes d'OEdenbourg (1622) et de Presbourg (1647), les rois de Hongrie furent forcés d'accorder l'exercice public de la religion protestante, et de respecter les priviléges nationaux.

§ II. — *Pologne, Prusse, Russie,* 1505-1648.

La Pologne prévaut sur l'ordre Teutonique, puissance allemande avancée hors de l'Allemagne au milieu des états slaves, et mal soutenue par l'Empire; mais en récompense, elle néglige de protéger les Bohémiens et les Hongrois dans leurs révoltes contre l'Autriche.

Les deux grands peuples d'origine slave avaient de fréquens rapports entre eux, mais en avaient peu avec les états scandinaves, avant que les révolutions de la Livonie les engageassent dans une guerre commune, vers le milieu du XVIe siècle. La Livonie devint alors, pour le nord de l'Europe, ce qu'avait été le Milanais pour les états du Midi.

Etat de la Pologne et de la Russie, dans la première moitié du XVIe siècle. Avénement de WASILI IV *Iwanowitch* (1505), et de SIGISMOND Ier (1506). Le faible Wasili eut l'imprudence de rompre avec les Tartares (1) de la Crimée, qui avaient servi si utilement Iwan III : il acheva l'assujétissement de Plescof, enleva Smolensk aux Lithuaniens, mais il fut battu par eux la même année (1514). Il s'allia avec l'ordre Teutonique contre les Polonais, sans pouvoir empêcher la Prusse de se soumettre à la Pologne. Le grand-maître Albert de Brandebourg embrassa le luthéranisme (1525), sécularisa la Prusse teutonique, et la reçut en fief de Sigismond Ier.

1533, Avénement d'IWAN IV *Wasiliewitch,* en Russie; 1548, de SIGISMOND II, dit Auguste, en Pologne.

Pendant la minorité d'Iwan IV, le pouvoir passe des mains de la régente Hélène à plusieurs des grands, qui se supplantent tour à tour. — 1547, Sous l'influence de

(1) Nous avons suivi l'orthographe préférée par M. Abel Rémusat. *Voy.* la Préface des *Recherches sur les langues tartares.*

la tzarine Anastasie, Iwan IV modéra d'abord la violence de son caractère. Il compléta l'abaissement des Tartares par la réunion définitive de Kazan et par la conquête d'Astrakan (1552-54).

1558-1583, *Guerre de Livonie.* L'ordre des chevaliers Porte-Glaives, vainqueur des Russes en 1502, fut indépendant de l'ordre Teutonique, depuis 1521. Mais vers cette époque, toutes les puissances du Nord élevèrent des prétentions sur la Livonie. Iwan IV l'ayant envahie en 1558, le grand-maître Gotthard Kettler aima mieux la réunir à la Pologne par le traité de Wilna (1561), en se créant lui-même duc de Courlande. Le roi de Danemark, Frédéric II, maître de l'île d'OEsel et de quelques districts, et le roi de Suède, Eric XIV, appelé par la ville de Revel et par la noblesse d'Estonie, prirent part à la guerre, qui se poursuivit sur terre et sur mer.

Le Tzar rencontra deux obstacles dans ses projets de conquêtes : la jalousie des Russes contre les étrangers qu'il leur préférait, et la crainte que sa cruauté inspirait aux Livoniens. Il écrasa tout ce qui pouvait résister parmi ses sujets dans la bourgeoisie commerçante et dans la noblesse (1570), et envahit ensuite la Livonie au nom d'un frère du roi de Danemark (1575). Mais la Pologne et la Suède s'unirent contre le Tzar, qui fit la paix avec la Pologne, en lui abandonnant la Livonie, et conclut une trève avec la Suède, qui resta en possession de la Carélie (1582-83). Il mourut en 1584.

[Code d'Iwan IV, 1550, présentant un système de toutes les anciennes lois. Justice gratuite. Tous les possesseurs de terre assujétis au service militaire. Etablissement d'une solde. Institution de la milice permanente des strélitz. — Commerce avec la Tartarie, la Turquie et la Lithuanie. Les guerres de Livonie et de Lithuanie fermant aux Russes la Baltique, ils ne communiquent plus avec le reste de l'Europe qu'en tournant la Suède

par les mers du Nord. 1555, L'Anglais Chanceller, envoyé par la reine Marie pour trouver un passage aux Indes par le Nord, aborde au lieu où l'on fonda depuis Archangel; commerce régulier entre la Russie et l'Angleterre jusqu'aux guerres civiles de la Russie, 1605. — 1577-81, Découverte de la Sibérie.]

La dynastie des Jagellons s'éteignit en 1572 par la mort de Sigismond-Auguste; celle de Rurik, en 1598, par la mort du tzar Fédor Ier, fils et successeur d'Iwan IV. De ces deux événemens résultèrent, médiatement ou immédiatement, deux guerres longues et sanglantes, qui mirent de nouveau aux prises toutes les puissances du Nord; l'une eut pour objet la succession de Suède, l'autre celle de Russie. La première, qui dura soixante-sept ans (1593-1660), fut interrompue deux fois, d'abord par la seconde (1609-1619), ensuite par la guerre de Trente ans (1629-1655).

Le trône de Pologne devint purement électif. 1573-1575, Henri de Valois n'apparut en ce royaume que pour signer les premiers *pacta conventa*. — 1575-1587, L'avénement d'Etienne Batthori, prince de Transylvanie, différa le moment où la Pologne devait perdre sa prépondérance. Il contint ses sujets (Dantzick, Riga, 1578, 1586); il humilia la Russie et le Danemark (1582-85).— 1587, Sigismond III, fils de Jean III, roi de Suède, élu roi de Pologne, se trouva, à son avénement au trône de son père, dans une position difficile : la Suède était protestante, la Pologne catholique; toutes deux réclamaient la Livonie. L'oncle de Sigismond (Charles IX), chef du parti luthérien en Suède, prévalut sur lui et par la politique (1595) et par les armes (1598). De là une guerre entre les deux peuples, qui ne s'interrompit qu'au moment où ils prirent la Russie pour champ de bataille. L'usurpation de Boris-Godunow, et l'imposture de plusieurs faux Démétrius, qui se portaient pour héritiers du trône de Moscou, faisaient espérer aux Polonais et aux Suédois, ou de démembrer la Russie, ou de lui donner pour

maître un de leurs princes. — Leurs espérances furent trompées. Un Russe (1613-1645), Michaïl Fédrowitsch, fonda la maison de Romanow. 1616-1618, La Russie céda à la Suède l'Ingrie et la Carélie russe; à la Pologne, les territoires de Smolensko, de Tschernigow et de Nowgorod-Sewerkoi, et perdit toute communication avec la Baltique.

1620-1629, La guerre recommença entre la Pologne et la Suède, jusqu'à l'époque où Gustave-Adolphe prit part à la guerre de Trente ans. (1629, Trève de six ans, renouvelée en 1635 pour vingt-six.)

Sigismond III et son successeur Wladislas VII (1632-1648) soutinrent de longues guerres contre les Turcs, les Russes et les Cosaques de l'Ukraine.

La Pologne céda à la Suède le rôle de puissance dominante du Nord; mais elle conserva sa supériorité sur la Russie, dont le développement avait été retardé par ses guerres civiles.

Prusse. 1563, Joachim II, électeur de Brandebourg, obtint du roi de Pologne l'investiture simultanée du fief de Prusse. 1618, A la mort du duc Albert Frédéric (fils d'Albert de Brandebourg), l'électeur Jean Sigismond, son gendre, lui succéda. — 1614, 1666, La branche électorale recueillit aussi une partie de la succession de Juliers, en vertu des droits d'Anne, fille du duc de Prusse, Albert Frédéric, et femme de l'électeur de Brandebourg, Jean Sigismond. — Le fils de ce dernier, Frédéric Guillaume, fonda la grandeur de la Prusse.

§ III. — *Danemark et Suède.*

Au XVIe siècle, ces deux états furent en proie à des troubles intérieurs et soutinrent de longues guerres. Les forces des deux peuples se développèrent, et ils arrivèrent préparés à la guerre de Trente ans : la Suède préludait alors au rôle héroïque qu'elle devait jouer dans tout le XVIIe siècle.

La lassitude du Danemark et les troubles intérieurs de la Suède terminèrent, par la paix de Stettin (1570), la longue querelle qui durait entre ces royaumes depuis la rupture de l'union de Calmar. Le Danemark fut dès lors paisible sous les longs règnes de Frédéric II (1559-1588) et de Christian IV, jusqu'à l'époque où ce dernier, plus habile administrateur que grand général, compromit le repos du Danemark en attaquant Gustave-Adolphe (1611-13), et en prenant part à la guerre de Trente ans (1625).

L'indigne fils de Gustave-Wasa, Eric XIV (1560-68), avait été dépossédé par son frère Jean III (1568-1592), qui entreprit de rétablir en Suède la religion catholique. Le fils de Jean, Sigismond, roi de Suède et de Pologne, fut supplanté par son oncle Charles IX (1604), père de Gustave-Adolphe. *Voy.* plus haut l'article *Pologne*.

CHAPITRE XIV.

Découvertes et colonies des modernes. — Découvertes et établissemens des Portugais dans les deux Indes, 1412-1582.

§ I. — *Découvertes et colonies des modernes.*

Principaux motifs qui ont déterminé les modernes à chercher de nouvelles terres et à s'y établir : 1° Esprit guerrier et aventureux, désir d'acquérir par la conquête et le pillage. 2° Esprit de commerce, désir d'acquérir par la voie légitime des échanges. 3° Esprit religieux, désir de conquérir les nations idolâtres à la foi chrétienne, ou de se dérober aux troubles de religion.

La *fondation des principales colonies modernes* est due aux cinq peuples les plus occidentaux, qui ont eu successivement l'empire des mers : aux Portugais et aux Espagnols (xve et xvie siècles); aux Hollandais et aux Français (xviie siècle); enfin, aux Anglais (xviie et xviiie siècles). — Les colonies des Espagnols eurent, dans l'origine, pour principal *objet* l'exploitation des mines; celles des Portugais, le commerce et la levée des tributs imposés aux vaincus; celles des Hollandais furent essentiellement commerçantes; celles des Anglais, à la fois commerçantes et agricoles.

La *principale différence entre les colonies anciennes et les modernes*, c'est que les anciennes ne restaient unies à leur métropole que par les liens d'une sorte de parenté; les modernes sont regardées comme la propriété de leur métropole, qui leur interdit le commerce avec les étrangers.

Résultats directs des découvertes et des établissemens des modernes. Le commerce change de forme et de route. Au commerce de terre est généralement substitué le commerce maritime; le commerce du monde passe des pays situés sur la Méditerranée aux pays occidentaux. — Les *résultats indirects* sont innombrables; l'un des plus remarquables est le développement des puissances maritimes.

Principales routes du commerce de l'Orient pendant le moyen âge. Dans la première moitié du moyen âge, les Grecs faisaient le commerce de l'Inde par l'Egypte, puis par le Pont-Euxin et la mer Caspienne; dans la seconde, les Italiens le faisaient par la Syrie et le golfe Persique, enfin par l'Egypte. — *Croisades.* — *Voyages* de Rubruquis, de Marco-Paolo, et de John Mandeville, du xie au xive siècle. — Au commencement du xive siècle, les Espagnols découvrent les Canaries.

§ II. — *Découvertes et établissemens des Portugais.*

Il appartenait au peuple le plus occidental de l'Europe de commencer cette suite de découvertes qui ont étendu la civilisation européenne sur tout le monde. Les Portugais, resserrés par les puissances de l'Espagne et toujours en guerre avec les Maures, sur lesquels ils avaient conquis leur patrie, devaient tourner leur ambition du côté de l'Afrique. Après cette croisade de plusieurs siècles, les idées des vainqueurs s'agrandirent : ils conçurent le projet d'aller chercher de nouveaux peuples infidèles pour les subjuguer et les convertir. Mille vieux récits emflammaient la curiosité, la valeur et l'avarice : on voulait voir ces mystérieuses contrées où la nature avait prodigué les monstres, où elle avait semé l'or à la surface de la terre. L'infant D. Henri, troisième fils de Jean Ier, seconda l'ardeur de la nation. Il passa sa vie à Sagres, près du cap Saint-Vincent ; là, les yeux fixés sur les mers du midi, il dirigea les audacieux pilotes qui visitèrent les premiers ces parages inconnus. Le cap Non, borne fatale des navigateurs antiques, avait été déjà franchi ; on avait trouvé Madère (1412-13). On passa encore le cap Bajador, le cap Vert; on découvrit les Açores (1448) ; on franchit cette ligne redoutable où l'on croyait que l'air brûlait comme le feu. Lorsqu'on eut pénétré au-delà du Sénégal, on vit avec étonnement que les hommes, de couleur cendrée au nord de ce fleuve, devenaient entièrement noirs au midi. L'on aperçut, en arrivant au Congo, un nouveau ciel et de nouvelles étoiles (1484). Mais ce qui encouragea plus puissamment l'esprit de découvertes, c'est l'or que l'on avait trouvé en Guinée.

On commença alors à moins mépriser les récits des anciens Phéniciens, qui prétendaient avoir fait le tour de l'Afrique, et l'on espéra qu'en suivant la même route on pourrait arriver aux Indes orientales. Pendant que le

roi Jean II envoyait par terre deux gentilshommes aux Indes (Covillam et Payva), Barthélemi Dias touchait le promontoire qui borne l'Afrique au sud, et le nommait le cap des Tempêtes; mais le roi, sûr dès lors de trouver la route des Indes, l'appela le *cap de Bonne-Espérance* (1486).

C'est alors que la découverte du Nouveau-Monde vint étonner les Portugais et redoubler leur émulation. Mais les deux nations auraient pu se disputer l'empire de la mer; on recourut au pape; Alexandre VI divisa les deux nouveaux mondes: tout ce qui était à l'orient des Açores devait appartenir au Portugal; tout ce qui était à l'occident fut donné à l'Espagne. On traça une ligne sur le globe, qui marqua les limites de ces droits réciproques, et qu'on appelle la *ligne de marcation*. De nouvelles découvertes dérangèrent bientôt cette ligne.

Enfin le roi de Portugal, Emmanuel le Fortuné, donna le commandement d'une flotte au fameux Vasco de Gama (1497-98). Il reçut du prince la relation du voyage de Covillam; il emmena dix hommes condamnés à mort, qu'il devait risquer dans l'occasion, et qui par leur audace pouvait mériter leur grâce. Vasco passa une nuit en prières dans la chapelle de la Vierge, et s'approcha de la sainte table la veille de son départ. Le peuple le conduisit tout en larmes au rivage. Un couvent magnifique a été fondé au lieu même d'où Gama était parti.

La flotte approchait du *terrible cap*, lorsque l'équipage, épouvanté par cette mer orageuse, et redoutant la famine, se révolta contre Gama. Rien ne put l'arrêter; il mit les chefs aux fers, et, prenant lui-même le gouvernail, il doubla la pointe de l'Afrique. De plus grands dangers l'attendaient sur cette côte orientale qu'aucun vaisseau européen n'avait encore visitée. Les Maures, qui faisaient le commerce de l'Afrique et de l'Inde, dressèrent des piéges à ces nouveaux venus, qui allaient partager avec eux. Mais l'artillerie les épouvanta, et Gama, traversant le golfe de sept cents lieues

qui sépare l'Afrique de l'Inde, aborda à Calicut treize mois après son départ de Lisbonne.

En descendant sur ce rivage inconnu, Vasco défendit aux siens de le suivre et de venir le défendre s'ils apprenaient qu'il est en danger. Malgré les complots des Maures, il fit accepter au Zamorin l'alliance du Portugal.

Une nouvelle expédition suivit bientôt la première, sous les ordres d'Alvarès Cabral : l'amiral avait reçu des mains du roi un chapeau béni par le pape. Après avoir passé les îles du cap Vert, il prit le large, s'éloigna beaucoup à l'occident, et vit une terre nouvelle, riche, fertile, où régnait un printemps éternel : c'était le Brésil, la contrée de tout le continent américain la plus voisine de l'Afrique. Il n'y a que trente degrés de longitude de cette terre au mont Atlas : c'était celle qu'on devait découvrir la première (1500).

(1505-1515.) L'habileté de Cabral, de Gama et d'Alméida, premier vice-roi des Indes, déconcerta les efforts des Maures, divisa les naturels du pays, arma Cochin contre Calicut et Cananor. Quiloa et Sofala en Afrique reçurent la loi des Européens. Mais le principal fondateur de l'empire des Portugais dans les Indes fut le vaillant Albuquerque : il s'empara d'Ormus à l'entrée du golfe Persique, la ville la plus brillante et la plus polie de l'Asie (1507). Le roi de Perse, dont elle avait dépendu, demandait un tribut aux Portugais; Albuquerque montre aux Ambassadeurs des boulets et des grenades : « Voilà, dit-il, la monnaie des tributs que paie le roi de Portugal. »

Cependant Venise voyait tarir les sources de sa richesse : la route d'Alexandrie commençait à être négligée. Le soudan d'Egypte ne percevait plus de droit de passage sur les denrées de l'Orient. Les Vénitiens, ligués avec lui, envoyèrent à Alexandrie des bois de construction qui, transportés à Suez, servirent à construire une flotte (1508). Elle eut d'abord l'avantage

sur les Portugais dispersés; mais elle fut battue, ainsi que les autres armemens qui continuèrent à descendre la mer Rouge. Pour la prévenir, Albuquerque proposait au roi d'Abyssinie de détourner le Nil, ce qui eût changé l'Egypte en désert.

Il fit de Goa le chef-lieu des établissemens portugais dans l'Inde (1510). L'occupation de Malaca et de Ceylan rendit les Portugais maîtres de la vaste mer que termine au nord le golfe du Bengale (1511-1518). Le conquérant mourut à Goa, pauvre et disgracié. Avec lui disparurent chez les vainqueurs toute justice, toute humanité. Long-temps après sa mort, les Indiens allaient au tombeau du grand Albuquerque lui demander justice des vexations de ses successeurs.

Les Portugais s'étant introduits à la Chine et au Japon (1517-42), eurent quelque temps entre les mains tout le commerce maritime de l'Asie. Leur empire s'étendait sur les côtes de Guinée, de Mélinde, de Mosambique et de Sofala, sur celles des deux presqu'îles de l'Inde, sur les Moluques, Ceylan et les îles de la Sonde. Mais ils n'avaient guère dans cette vaste étendue de pays qu'une chaîne de comptoirs et de forteresses. La décadence de leurs colonies était accélérée par plusieurs causes : 1° l'éloignement des conquêtes; 2° la faible population du Portugal, peu proportionnée à l'étendue de ses établissemens : l'orgueil national empêchait le mélange des vainqueurs et des vaincus; 3° l'amour du brigandage, qui se substitua bientôt à l'esprit de commerce; 4° le désordre de l'administration coloniale; 5° le monopole de la couronne; 6° enfin, les Portugais se contentaient de transporter les marchandises à Lisbonne, et ne les distribuaient pas dans l'Europe. Ils devaient tôt ou tard être supplantés par des rivaux plus industrieux.

La décadence de leur empire fut retardée par deux héros, Jean de Castro (1545-48) et Ataïde (1568-72). Le premier eut à combattre les Indiens et les Turcs ré-

unis. Le roi de Cambaie avait reçu du grand Soliman des ingénieurs, des fondeurs, et tous les moyens d'une guerre européenne. Castro n'en délivra pas moins la citadelle de Diu, et triompha dans Goa à la manière des généraux de l'antiquité. Il manquait de fonds pour réparer les fortifications de Diu; il fit un emprunt en son nom aux habitans de Goa, en leur donnant ses moustaches en gage. Il expira entre les bras de saint François Xavier en 1548. On ne trouva que trois réaux chez cet homme, qui avait manié les trésors des Indes.

Le gouvernement d'Ataïde fut l'époque d'un soulèvement universel des Indiens contre les Portugais : il fit face de tous côtés, battit l'armée du roi de Cambaie, forte de cent mille hommes, défit le Zamorin et lui fit jurer de ne plus avoir de vaisseaux de guerre. Lors même qu'il était encore pressé dans Goa, il refusa d'abandonner les possessions les plus éloignées, et fit partir pour Lisbonne les vaisseaux qui y portaient tous les ans les tributs des Indes.

Après lui, tout tomba rapidement : la division de l'Inde en trois gouvernemens affaiblit encore la puissance portugaise. A la mort de Sébastien et de son successeur le cardinal Henri (1581), l'Inde portugaise suivit le sort du Portugal et passa entre les mains inhabiles des Espagnols (1582), jusqu'à ce que les Hollandais vinssent les débarrasser de ce vaste empire.

CHAPITRE XV.

Découverte de l'Amérique. Conquêtes et établissemens des Espagnols aux XVe et XVIe siècles.

« C'est ici le plus grand événement de notre globe, dont une moitié avait toujours été ignorée de l'autre. Tout ce qui a paru grand jusqu'ici semble disparaître devant cette espèce de création nouvelle.

» Colombo, frappé des entreprises des Portugais, conçut qu'on pouvait faire quelque chose de plus grand, et par la seule inspection d'une carte de notre univers, jugea qu'il devait y en avoir un autre, et qu'on le trouverait en voguant toujours vers l'occident. Son courage fut égal à la force de son esprit, et d'autant plus grand qu'il eut à combattre les préjugés de tous les princes. Gênes, sa patrie, qui le traita de visionnaire, perdit la seule occasion de s'agrandir qui pouvait s'offrir pour elle. Henri VII, roi d'Angleterre, plus avide d'argent que capable d'en hasarder dans une si noble entreprise, n'écouta pas le frère de Colombo; lui-même fut refusé en Portugal par Jean II, dont les vues étaient entièrement tournées du côté de l'Afrique. Il ne pouvait s'adresser à la France, où la marine était toujours négligée, et les affaires autant que jamais en confusion sous la minorité de Charles VIII. L'empereur Maximilien n'avait ni ports pour une flotte, ni argent pour l'équiper, ni grandeur de courage pour un tel projet. Venise eût pu s'en charger; mais, soit que l'aversion des Génois pour les Vénitiens ne permît pas à Colombo de s'adresser à la rivale de sa patrie, soit que Venise ne conçût de grandeur que dans son commerce d'Alexan-

drie et du Levant, Colombo n'espéra qu'en la cour d'Espagne. Ce ne fut pourtant qu'après huit ans de sollicitations que la cour d'Isabelle consentit au bien que le citoyen de Gênes voulait lui faire. La cour d'Espagne était pauvre : il fallut que le prieur Pérez et deux négocians, nommés Pinzone, avançassent dix-sept mille ducats pour les frais de l'armement. Colombo eut de la cour une patente, et partit enfin du port de Palos en Andalousie avec trois petits vaisseaux et un vain titre d'amiral.

»Des îles Canaries, où il mouilla, il ne mit que trente-trois jours pour découvrir la première île de l'Amérique (12 octobre 1492); et pendant ce court trajet, il eut à soutenir plus de murmures de son équipage qu'il n'avait essuyé de refus des princes de l'Europe. Cette île, située environ à mille lieues des Canaries, fut nommée San-Salvador : aussitôt il découvrit les autres îles Lucayes, Cuba, et Hispaniola, nommée aujourd'hui Saint-Domingue. Ferdinand et Isabelle furent dans une singulière surprise de le voir revenir au bout de sept mois avec des Américains d'Hispaniola, des raretés du pays, et surtout de l'or qu'il leur présenta. Le roi et la reine le firent asseoir et couvrir comme un grand d'Espagne, le nommèrent grand-amiral et vice-roi du Nouveau-Monde. Il était regardé partout comme un homme unique envoyé du ciel. C'était alors à qui s'intéresserait dans ses entreprises, à qui s'embarquerait sous ses ordres. Il repart avec une flotte de dix-sept vaisseaux (1493). Il trouve encore de nouvelles îles, les Antilles et la Jamaïque. Le doute s'était changé en admiration pour lui à son premier voyage; mais l'admiration se tourna en envie au second.

» Il était amiral, vice-roi, et pouvait ajouter à ces titres celui de bienfaiteur de Ferdinand et d'Isabelle. Cependant des juges, envoyés sur ses vaisseaux mêmes pour veiller sur sa conduite, le ramenèrent en Espagne. Le peuple, qui entendit que Colombo arrivait, courut au-devant de lui comme du génie tutélaire de l'Es-

pagne : on tira Colombo du vaisseau ; il parut, mais avec les fers aux pieds et aux mains.

» Ce traitement lui avait été fait par l'ordre de Fonseca, évêque de Burgos, intendant des armemens (1). L'ingratitude était aussi grande que les services. Isabelle en fut honteuse : elle répara cet affront autant qu'elle le put ; mais on retint Colombo quatre années, soit qu'on craignît qu'il ne prît pour lui ce qu'il avait découvert, soit qu'on voulût seulement avoir le temps de s'informer de sa conduite. Enfin on le renvoya encore dans son Nouveau-Monde (1498). Ce fut à ce troisième voyage qu'il aperçut le continent à dix degrés de l'équateur, et qu'il vit la côte où l'on a bâti Carthagène (2).

(1) *Codice diplomatico Colombo-Americano, ossia raccolta di documenti inediti, etc, Genova*, 1823. p. LIV, LV. *Voy.* dans le même recueil la lettre de Colomb à la nourrice du prince D. Juan, lorsqu'il revenait prisonnier en Espagne, p. 297.

(2) Dans un quatrième voyage (1501-4), l'infortuné Colomb se vit refuser un abri dans les ports qu'il avait découverts. Il échoua sur la côte de la Jamaïque et y resta un an dénué de tout secours : il écrivit de là une lettre pathétique à Ferdinand et à Isabelle. Il revint en Espagne, épuisé de fatigues, et la nouvelle de la mort d'Isabelle, sa protectrice, lui porta le dernier coup (1506).

« Que m'ont servi, dit-il dans cette lettre, vingt années de travaux, » tant de fatigues et de périls? je n'ai pas aujourd'hui une maison en » Castille, et si je veux dîner, souper ou dormir, je n'ai pour dernier re- » fuge que l'hôtellerie; encore le plus souvent l'argent me manque-t-il » pour payer mon écot..... A moins d'avoir la patience de Job, n'y » avait-il pas de quoi mourir désespéré, en voyant que dans un pareil » temps, dans l'extrême péril que je courais, moi et mon jeune fils, et » mon frère et mes amis, on me fermait cette terre et ces ports que j'a- » vais, par la volonté divine, gagnés à l'Espagne, et pour la découverte » desquels j'avais sué du sang..... Cependant je montai le mieux que je » pus au plus haut du vaisseau, poussant des cris d'alarme et appelant » les quatre vents à mon secours; mais rien ne me répondit..... Epuisé, » je m'endormis, et j'entendis une voix pleine de douceur et de pitié, qui » prononçait ces paroles : « Homme insensé, homme lent à croire et à » servir ton Dieu! quel soin n'a-t-il pas eu de toi depuis ta naissance? » a-t-il fait davantage pour Moïse et pour David son serviteur? Les In- » des, cette partie du monde si riche, il te les a données pour tiennes : » tu en as fait part à qui il t'a plu. Les barrières de l'Océan, qui étaient » fermées de chaînes si fortes, il t'en a donné les clefs..... » Et moi,

»La cendre de Colombo ne s'intéresse plus à la gloire qu'il eut pendant sa vie d'avoir doublé les œuvres de la création ; mais les hommes aiment à rendre justice aux morts, soit qu'ils se flattent de l'espérance qu'on la rendra mieux aux vivans, soit qu'ils aiment naturellement la vérité. Américo Vespucci, négociant florentin, jouit de la gloire de donner son nom à la nouvelle moitié du globe, dans laquelle il ne possédait pas un pouce de terre : il prétendit avoir le premier découvert le continent. Quand il serait vrai qu'il eût fait cette découverte, la gloire n'en serait pas à lui; elle appartient incontestablement à celui qui eut le génie et le courage d'entreprendre le premier voyage. » (Voltaire.)

Tandis que de hardis navigateurs poursuivent l'ouvrage de Colombo, que les Portugais et les Anglais découvrent l'Amérique du Nord et que Balboa aperçoit des hauteurs de Panama l'océan du Sud (1513), l'aveugle cupidité des colons espagnols dépeuplait les Antilles. Ces premiers conquérans du Nouveau-Monde étaient la lie de l'ancien. Des aventuriers impatiens de retourner dans leur patrie ne pouvaient attendre les lents bé-

» comme à demi mort, j'entendais pourtant toute chose; mais jamais je ne » pus trouver de réponse; seulement je me mis à pleurer mes erreurs. » Celui qui me parlait, quel qu'il fût, termina par ces paroles : « Rassure- » toi, prends confiance; car les tribulations des hommes sont écrites sur » la pierre et sur le marbre. » ... S'il plaisait à Vos Majestés de me faire » la grâce d'envoyer un vaisseau de plus de soixante-quatre tonneaux, » avec du biscuit et quelques autres provisions, il suffirait pour me por- » ter en Espagne, moi et ces pauvres gens. Que Vos Majestés m'accordent » quelque pitié. Que le ciel, que la terre pleurent pour moi. Qu'il pleure » pour moi, quiconque a de la charité, quiconque aime la vérité et la » justice. Je suis resté ici dans ces îles des Indes, isolé, malade, en grande » peine, attendant chaque jour la mort, environné d'innombrables sau- » vages, pleins de cruauté; si loin des sacremens de notre sainte mère » l'Eglise! Je n'ai pas un maravédi pour faire une offrande spirituelle. » Je supplie Vos Majestés que, si Dieu me permet de sortir d'ici, elles » m'accordent d'aller à Rome et d'accomplir d'autres pélerinages. Que » la sainte Trinité leur conserve la vie et la puissance! Donnée aux In- » des, dans l'île de la Jamaïque, le 7 de juillet de l'an 1503. » *Lettre de Colomb, réimprimée par les soins de l'abbé Morelli à Bassano,* 1810.

néfices de l'agriculture ou de l'industrie. Ils ne connaissaient d'autres richesses que l'or. Cette erreur coûta dix millions d'hommes à l'Amérique. La race faible et molle qui occupait le pays succomba bientôt à des travaux excessifs et malsains. La population d'Hispaniola était réduite, en 1507, d'un million d'hommes à soixante mille. Malgré les ordres bienfaisans d'Isabelle, malgré les efforts de Ximénès, et les réclamations pathétiques des Dominicains, la dépopulation s'étendit entre les tropiques. Personne n'éleva la voix en faveur des Américains avec plus de courage et d'opiniâtreté que le célèbre Barthélemi de Las Casas, évêque de Chiapa, le protecteur des Indiens. Par deux fois il passa en Europe, et plaida solennellement leur cause devant Charles-Quint. Le cœur se brise, lorsqu'on lit dans sa *Destruycion de las Indias* les traitemens barbares que souffraient ces malheureux (1).

(1) Las-Casas, *Brevissima relacion de la destruycion de las Indias*, édit. de Venise, 1643. Les femmes étaient attachées au travail de la terre, les hommes à celui des mines. Les générations périssaient. Une foule d'Indiens s'étranglaient. Je connais un Espagnol dont la cruauté a décidé plus de deux cents Indiens à se tuer. — 29. Il y avait un officier du roi qui reçut trois cents Indiens; au bout de trois mois il lui en restait trente : on lui en rendit trois cents; il les fit périr; on lui en donna encore, jusqu'à ce qu'il mourut et que le diable l'emporta. — Sans les frères Franciscains, et une sage *audience* qui fut établie, ils auraient dépeuplé le Mexique comme Hispaniola. — 142. Au Pérou, un Alonzo Sanchez rencontre une troupe de femmes chargées de vivres, qui ne s'enfuient point et les lui donnent; il prend les vivres et massacre les femmes. — 58. Ils creusaient des fosses, les remplissaient de pieux, et y jetaient pêle-mêle les Indiens qu'ils prenaient vivans, des vieillards, des femmes enceintes, de petits enfans, jusqu'à ce que la fosse fût comblée. — 61. Ils traînaient des Indiens après eux pour les faire combattre contre leurs frères, et les forçaient de manger de la chair d'Indien. — 83. Quand les Espagnols les traînaient dans les montagnes et qu'ils tombaient de fatigues, on leur cassait les dents avec la pomme de l'épée : alors les Indiens disaient : « Tuez-moi ici, ici je veux rester mort. — 72. Un Espagnol allant à la chasse ne trouve rien à donner à ses chiens. Il rencontre une femme avec un petit enfant, prend l'enfant, le taille en pièces et distribue la chair entre ses chiens. — 116. J'ai vu de mes yeux les Espagnols couper les mains, le nez et les oreilles à des hommes et à des femmes, sans autre motif que leur caprice; et cela dans tant de lieux et tant de fois qu'il serait trop long de l'énu-

On ne sait si on doit admirer davantage l'audace des conquérans de l'Amérique, ou détester leur férocité. Ils avaient découvert en quatre expéditions les côtes de la Floride, du Yucatan et du Mexique, lorsque Fernand Cortez partit de l'île de Cuba pour de nouvelles expéditions dans le continent (1519). « Ce simple lieutenant du gouverneur d'une île nouvellement découverte, suivi de moins de six cents hommes, n'ayant que dix-huit chevaux et quelques pièces de campagne, va subjuguer le plus puissant état de l'Amérique. D'abord il est assez heureux pour trouver un Espagnol qui, ayant été neuf ans prisonnier à Yucatan, sur le chemin du Mexique, lui sert d'interprète. Cortez avance le long du golfe du Mexique, tentôt caressant les naturels du pays, tantôt faisant la guerre. Il trouve des villes policées où les arts sont en honneur. La puissante république de Tlascala, qui florissait sous un gouvernement aristocratique, s'oppose à son passage; mais la vue des chevaux, et le bruit seul du canon, mettaient en fuite ces multitudes mal armées. Il fait une paix aussi avantageuse qu'il le veut; six mille de ses nouveaux alliés de Tlascala l'accompagnent dans son voyage du Mexique. Il entre dans cet empire sans résistance, malgré les défenses du souverain; ce souverain commandait cependant, à ce qu'on dit, à trente vassaux, dont chacun pouvait paraître à la tête

mérer. Je les ai vus dresser des dogues à chasser et mettre en pièces des Indiens. Je les ai vus arracher des enfans à la mamelle de leur mère et les lancer en l'air de toutes leurs forces. Un prêtre nommé Ocagna tira un enfant du feu où on l'avait jeté; un Espagnol survint, qui le lui arracha et l'y rejeta. Cet homme est mort subitement le lendemain, et j'ai été d'avis qu'on ne devait point l'enterrer. — 132. Je proteste sur ma conscience et devant Dieu que je n'ai point exagéré de la dix-millième partie tout ce qui s'est fait et se fait encore. — 134. Terminé à Valence, 1542, 8 décembre. = Voyez aussi l'ouvrage intitulé : *Aqui se contiene una disputa, ó controversia, entre el Obispo don fray Bartolomé de Las-Casas, Obispo que fué de la ciudad real de Chiapa, y el doctor Gines de Sepulveda, Chronista del emperador nuestro, sobre que el doctor contendia que las conquistas de las Indias eran licitas.* 1550, *Valladolid.*

de cent mille hommes armés de flèches et de ces pierres tranchantes qui leur tenaient lieu de fer. »

» La ville de Mexico, bâtie au milieu d'un grand lac, était le plus beau monument de l'industrie américaine; des chaussées immenses traversaient le lac tout couvert de petites barques faites de troncs d'arbres. On voyait dans la ville des maisons spacieuses et commodes construites de pierres, des marchés, des boutiques qui brillaient d'ouvrages d'or et d'argent ciselés et sculptés, de vaisselle de terre vernissée, d'étoffes de coton et de tissus de plumes qui formaient des dessins éclatans par les plus vives nuances. Auprès du grand marché était un palais où l'on rendait sommairement la justice aux marchands. Plusieurs palais de l'empereur Montézuma augmentaient la somptuosité de la ville: un d'eux était entouré de grands jardins où l'on ne cultivait que des plantes médicinales; des intendans les distribuaient gratuitement aux malades: on rendait compte au roi du succès de leurs usages, et les médecins en tenaient registre à leur manière sans avoir l'usage de l'écriture. Les autres espèces de magnificence ne marquent que le progrès des arts; celle-là marque le progrès de la morale. S'il n'était pas de la nature humaine de réunir le meilleur et le pire, on ne comprendrait pas comment cette morale s'accordait avec les sacrifices humains dont le sang regorgeait à Mexico devant l'idole de Visiliputsli, regardé comme le dieu des armées. Les ambassadeurs de Montézuma dirent à Cortez, à ce qu'on prétend, que leur maître avait sacrifié dans ses guerres près de vingt mille ennemis chaque année dans le grand temple de Mexico: c'est une très-grande exagération; on sent qu'on a voulu colorer par là les injustices du vainqueur de Montézuma; mais enfin quand les Espagnols entrèrent dans le temple, ils trouvèrent parmi ses ornemens des crânes d'hommes suspendus comme des trophées. Leur police en tout le reste était humaine et sage : l'éducation de la jeunesse formait un des plus grands objets du gouver-

nement. Il y avait des écoles publiques établies pour l'un et pour l'autre sexe : nous admirons encore les anciens Égyptiens d'avoir connu que l'année est d'environ trois cent soixante et cinq jours : les Mexicains avaient poussé jusque là leur astronomie. La guerre était chez eux réduite en art : c'est ce qui leur avait donné tant de supériorité sur leurs voisins. Un grand ordre dans les finances maintenait la grandeur de cet empire, regardé par ses voisins avec crainte et avec envie.

» Mais ces animaux guerriers sur qui les principaux espagnols étaient montés, ce tonnerre artificiel qui se formait dans leurs mains, ces châteaux de bois qui les avaient apportés sur l'Océan, ce fer dont ils étaient couverts, leurs marches comptées par des victoires, tant de sujets d'admiration joints à cette faiblesse qui porte les peuples à admirer; tout cela fit que, quand Cortès arriva dans la ville de Mexico, il fut reçu par Montézuma comme son maître, et par les habitans comme leur Dieu. On se mettait à genoux dans les rues quand un valet espagnol passait. On raconte qu'un cacique sur les terres duquel passait un capitaine espagnol, lui présenta des esclaves et du gibier : Si tu es Dieu, lui dit-il, voilà des hommes, mange-les; si tu es homme, voilà des vivres que ces esclaves t'apprêteront.

» Peu à peu la cour de Montézuma, s'apprivoisant avec leurs hôtes, osa les traiter comme des hommes. Une partie des Espagnols était à la Vera-Cruz, sur le chemin du Mexique : un général de l'empereur, qui avait des ordres secrets, les attaqua, et quoique ses troupes fussent vaincues, il y eut trois ou quatre Espagnols de tués : la tête d'un d'eux fut même portée à Montézuma. Alors Cortez fit ce qui s'est jamais fait de plus hardi : il va au palais, suivi de cinquante Espagnols, emmène l'empereur prisonnier au quartier espagnol, le force à lui livrer ceux qui ont attaqué les siens à la Vera-Cruz, et fait mettre les fers aux pieds et aux mains de l'empereur même, comme un général qui punit un sim-

ple soldat; ensuite il l'engage à se reconnaître publiquement vassal de Charles-Quint. Montézuma et les principaux de l'empire donnent pour tribut attaché à leur hommage, six cent mille marcs d'or pur, avec une incroyable quantité de pierreries, d'ouvrages d'or, et de tout ce que l'industrie de plusieurs siècles avait fabriqué de plus rare. Cortez en mit à part le cinquième pour son maître, prit un cinquième pour lui, et distribua le reste à ses soldats.

» On peut compter parmi les grands prodiges que les conquérans de ce Nouveau-Monde se déchirant eux-mêmes, les conquêtes n'en souffrirent pas. Jamais le vrai ne fut moins vraisemblable : tandis que Cortez était près de subjuguer l'empire du Mexique avec cinq cents hommes qui lui restaient, le gouverneur de Cuba, Velasquez, plus offensé de la gloire de Cortez son lieutenant, que de son peu de soumission, envoie presque toutes ses troupes, qui consistaient en huit cents fantassins, quatre-vingts cavaliers bien montés et deux petites pièces de canon, pour réduire Cortez, le prendre prisonnier, et poursuivre le cours de ses victoires. Cortez, ayant d'un côté mille Espagnols à combattre, et le continent à retenir dans la soumission, laissa quatre-vingts hommes pour lui répondre de tout le Mexique, et marcha, suivi du reste, contre ses compatriotes : il en défait une partie, il gagne l'autre. Enfin, cette armée qui venait pour le détruire se range sous ses drapeaux, et il retourne au Mexique avec elle.

» L'empereur était toujours en prison dans sa capitale, gardé par quatre-vingts soldats : celui qui les commandait, sur un bruit vrai ou faux que les Mexicains conspiraient pour délivrer leur maître, avait pris le temps d'une fête où deux mille des premiers seigneurs étaient plongés dans l'ivresse de leurs liqueurs fortes; il fond sur eux avec cinquante soldats, les égorge eux et leur suite sans résistance, et les dépouille de tous les ornemens d'or et de pierreries dont ils s'étaient parés

pour cette fête. Cette énormité, que tout le peuple attribuait avec raison à la rage de l'avarice, souleva ces hommes trop patiens ; et quand Cortez arriva, il trouva deux cent mille Américains en armes contre quatre-vingts Espagnols occupés à se défendre et à garder l'empereur. Ils assiégèrent Cortez pour délivrer leur roi : ils se précipitèrent en foule contre les canons et les mousquets. Les Espagnols étaient fatigués de tuer, et les Américains se succédaient en foule sans se décourager (1). Cortez fut obligé de quitter la ville, où il eût été affamé ; mais les Mexicains avaient rompu toutes les chaussées. Les Espagnols firent des ponts avec les corps des ennemis, mais dans leur retraite sanglante ils perdirent tous les trésors qu'ils avaient ravis pour Charles-Quint et pour eux. Vainqueur à la sanglante bataille d'Otumba, Cortez entreprit d'assiéger cette ville immense. Il fit faire par ses soldats et par les Tlascaliens qu'il avait avec lui, neuf bateaux, pour rentrer dans Mexico par le lac même qui semblait lui en défendre l'entrée. Les Mexicains ne craignirent point de donner un combat naval : quatre à cinq mille canots, chargés chacun de deux hommes, couvrirent le lac, et vinrent attaquer les neuf bateaux de Cortez, sur lesquels il y avait environ trois cents hommes. Ces neufs brigantins, qui avaient du canon, renversèrent bientôt la flotte ennemie. Cortez, avec le reste de ses troupes, combattait sur les chaussées. Sept ou huit Espagnols faits prisonniers furent sacrifiés dans le temple du Mexique. Mais enfin, après de nouveaux combats, on prit le nou-

(1) Je leur déclarai que, s'ils s'obstinaient, je ne m'arrêterais que quand il ne resterait plus de vestiges de la ville et des habitans. Ils répondirent qu'ils étaient tous déterminés à mourir pour nous achever ; que je pouvais voir les terrasses, les rues et les places pleines de monde, et qu'ils avaient calculé qu'en perdant vingt-cinq mille contre un, nous finirions les premiers. Hernando Cortez, *Historia de la Nueva-Espania por su conquistador*. Ire lettre à Charles-Quint, 30 octobre 1520. — Ils me demandaient pourquoi, fils du soleil, qui fait le tour du monde en vingt-quatre heures, j'en mettais davantage à les exterminer, à satisfaire le désir qu'ils avaient de mourir et de rejoindre le dieu du repos. IIe lettre.

vel empereur. C'est ce Gatimozin, si fameux par les paroles qu'il prononça lorsqu'un receveur des trésors du roi d'Espagne le fit mettre sur des charbons ardens, pour savoir en quel endroit du lac il avait fait jeter ses richesses : son grand-prêtre, condamné au même supplice, jetait des cris ; Gatimozin lui dit : « Et moi, suis-je sur un lit de roses? »

« Cortez fut maître absolu de la ville de Mexico (1521) avec laquelle tout le reste de l'empire tomba sous la domination espagnole, ainsi que la Castille d'or, le Darien et toutes les contrées voisines. Quel fut le prix des services inouis de Cortez? Celui qu'eut Colombo; il fut persécuté. Malgré les titres dont il fut décoré dans sa patrie, il y fut peu considéré; à peine put-il obtenir une audience de Charles-Quint. Un jour il fendit la presse qui entourait le coche de l'empereur, et monta sur l'étrier de la portière. Charles demanda quel était cet homme. « C'est, répondit Cortez, celui qui vous a donné plus d'états que vos pères ne vous ont laissé de villes. »

Cependant les Espagnols cherchaient de nouvelles terres à conquérir et à dépeupler. Magalhaens avait tourné l'Amérique méridionale, traversé l'Océan pacifique et fait le premier le tour du monde. Mais le plus grand état américain, après le Mexique, restait encore à découvrir. Un jour que les Espagnols pesaient quelques parcelles d'or, un Indien, renversant les balances, leur dit qu'à six soleils de marche vers le midi, ils trouveraient un pays où l'or était assez commun pour servir aux plus vils usages. Deux aventuriers, Pizarre et Almagro, un enfant trouvé et un gardeur de pourceaux devenu soldat, entreprirent la découverte et la conquête de ces vastes contrées que les Espagnols ont désignées par le nom de Pérou.

« Du pays de Cusco et des environs du tropique du capricorne jusqu'à la hauteur de l'île des Perles, un seul roi étendait sa domination absolue dans l'espace de près

de trente degrés : il était d'une race de conquérans qu'on appelait Incas. Le premier de ces Incas, qui avait subjugué le pays, et qui lui imposa des lois, passait pour le fils du Soleil. Les Péruviens transmettaient les principaux faits à la postérité par des nœuds qu'ils faisaient à des cordes. Ils avaient des obélisques, des gnomons réguliers pour marquer les points des équinoxes et des solstices. Leur année était de trois cent soixante et cinq jours. Ils avaient élevé des prodiges d'architecture et taillé des statues avec un art surprenant. C'était la nation la plus policée et la plus industrieuse du Nouveau-Monde.

» L'Inca Huescar, père d'Atabalipa, dernier Inca, sous qui ce vaste empire fut détruit, l'avait beaucoup augmenté et embelli. Cet Inca, qui conquit tout le pays de Quito, avait fait par les mains de ses soldats et des peuples vaincus, un grand chemin de cinq cents lieues de Cusco jusqu'à Quito, à travers des précipices comblés et des montagnes aplanies. Des relais d'hommes établis de demi-lieue en demi-lieue, portaient les ordres du monarque dans tout son empire. Telle était la police; et si on veut juger de la magnificence, il suffit de savoir que le roi était porté, dans ses voyages, sur un trône d'or qu'on trouva peser vingt-cinq mille ducats, et que la litière de lames d'or sur laquelle était le trône, était soutenue par les premiers de l'Etat.

» Pizarre attaqua cet empire avec deux cent cinquante fantassins, soixante cavaliers, et une douzaine de petits canons. Il arriva par la mer du Sud à la hauteur de Quito par de là l'équateur. Atabalipa, fils d'Huescar, régnait alors (1532); il était vers Quito avec environ quarante mille soldats armés de flèches et de piques d'or et d'argent. Pizarro commença, comme Cortez, en offrant à l'Inca l'amitié de Charles-Quint. Quand l'armée de l'Inca et la petite troupe Castillane furent en présence, les Espagnols voulurent encore mettre de leur

côté jusqu'aux apparences de la religion. Un moine, nommé Valverde, s'avance avec un interprète vers l'Inca, une Bible à la main, et lui dit qu'il faut croire *tout ce que dit ce livre.* » L'Inca l'approchant de son oreille, et n'entendant rien, le jeta par terre, et le combat commença.

« Les canons, les chevaux et les armes de fer, firent sur les Péruviens le même effet que sur les Mexicains : on n'eut guère que la peine de tuer ; et Atabalipa, arraché de son trône d'or par les vainqueurs, fut chargé de fers. Pour se procurer une liberté prompte, il s'obligea à donner autant d'or qu'une des salles de ses palais pouvait en contenir jusqu'à la hauteur de sa main, qu'il éleva en l'air au-dessus de sa tête. Chaque cavalier espagnol eut deux cent quarante marcs en or pur ; chaque fantassin en eut cent soixante. On partagea dix fois environ autant d'argent dans la même proportion. Les officiers eurent des richesses immenses ; et on envoya à Charles-Quint trente mille marcs d'argent, trois mille d'or non travaillé, et vingt mille marcs pesant d'argent, avec deux mille d'or en ouvrages du pays. L'infortuné Atabalipa n'en fut pas moins mis à mort.

» Diégo d'Almagro marche à Cusco à travers des multitudes qu'il faut écarter ; il pénètre jusqu'au Chili. Partout on prend possession au nom de Charles-Quint. Bientôt après la discorde se met entre les vainqueurs du Pérou, comme elle avait divisé Vélasquez et Fernand Cortez dans l'Amérique septentrionale.

» Almagro et les frères de Pizarre font la guerre civile dans Cusco même, la capitale des Incas : toutes les recrues qu'ils avaient reçues d'Europe se partagent, et combattent pour le chef qu'elles choisissent. Ils donnent un combat sanglant sous les murs de Cusco, sans que les Péruviens osent profiter de l'affaiblissement de leur ennemi commun. Enfin Almagro fut fait prisonnier, et son rival lui fit trancher la tête ; mais bientôt après il fut assassiné lui-même par les amis d'Almagro.

» Déjà se formait dans tout le Nouveau-Monde le gouvernement espagnol : les grandes provinces avaient leurs gouverneurs; des tribunaux appelés *audiences*, étaient établis; des archevêques, des évêques, des tribunaux d'inquisition, toute la hiérarchie ecclésiastique exerçait ses fonctions comme à Madrid, lorsque les capitaines qui avaient conquis le Pérou pour l'empereur Charles-Quint, voulurent le prendre pour eux-mêmes. Un fils d'Almagro se fit reconnaître gouverneur du Pérou; mais d'autres Espagnols aimant mieux obéir à leur maître qui demeurait en Europe, qu'à leur compagnon qui devenait leur souverain, le firent périr par la main du bourreau. » (Voltaire.)

Une nouvelle guerre civile fut de même étouffée. Charles-Quint, cédant enfin aux réclamations de Las-Casas, avait garanti aux Indiens la liberté personnelle, en déterminant les tributs et services auxquels ils restaient assujétis (1542). Les colons espagnols prirent les armes et se donnèrent pour chef Gonzalo Pizarre. Mais le nom du roi était si respecté, qu'il suffit, pour rétablir l'ordre, d'envoyer un vieillard, un inquisiteur (Pedro de la Gasca). Il rallia à lui la plupart des Espagnols, gagna les uns, battit les autres, et assura à l'Espagne la possession du Pérou (1646).

Tableau de l'empire espagnol en Amérique. Si l'on excepte le Mexique et le Pérou, l'Espagne ne possédait réellement que des côtes. Les peuples de l'intérieur ne pouvaient être soumis qu'à mesure qu'ils étaient convertis par les missions, et attachés au sol par la civilisation.

Découvertes et établissemens divers. 1540, Entreprise de Gonzalo Pizarre, pour découvrir le pays à l'est des Andes; Orellana traverse l'Amérique méridionale, par une navigation de deux mille lieues. — Établissemens : 1527, province de Vénézuéla; 1535, Buénos-Ayres; 1536, province de Grenade; 1540, Sant-Iago; 1550, la Conception; 1555, Carthagène et Porto-Bello; 1567, Caraccas.

Administration. Gouvernement politique : en Espagne, conseil des Indes, et cour de commerce et de justice ; en Amérique, deux vice-rois, audiences, municipalités. Caciques, et *protecteurs* des Indiens. — Gouvernement ecclésiastique (entièrement dépendant du roi) : archevêques, évêques, curés ou doctrinaires, missionnaires, moines. — Inquisition établie en 1570 par Philippe II.

Administration commerciale. Monopole. Ports privilégiés : en Amérique, la Vera-Cruz, Carthagène et Porto-Bello ; en Europe, Séville (plus tard Cadix) ; *flotte* et galions. L'agriculture et les manufactures sont négligées en Espagne et en Amérique pour l'exploitation des mines ; lent accroissement des colonies, et ruine de la métropole avant 1600. Mais dans le cours du XVIe siècle, l'énorme quantité de métaux précieux que l'Espagne doit tirer de l'Amérique, contribue à en faire la puissance prépondérante de l'Europe.

CHAPITRE XVI.

Des Lettres, des Arts et des Sciences, dans le XVe siècle. Léon X et François Ier.

Le XVe siècle a été celui de l'érudition (1) ; l'enthousiasme de l'antiquité a fait abandonner la route ouverte si heureusement par Dante, Boccace et Pétrarque. Au XVIe siècle, le génie moderne brille de nouveau pour ne plus s'éteindre.

La marche de l'esprit humain à cette époque présente deux mouvemens très-distincts : le premier, favorisé par l'influence de Léon X et de François Ier, est parti-

(1) Sous le rapport de la culture des lettres, le XVe siècle appartient tout entier au moyen âge. Pour la dernière moitié de ce siècle, *voyez* le *Précis de l'Histoire du Moyen âge*, par M. Des Michels.

culier à l'Italie et à la France; le second est européen. — Le premier, caractérisé par les progrès des lettres et des arts, est arrêté en France par les guerres civiles, ralenti en Italie par les guerres étrangères; dans cette dernière contrée, le génie des lettres s'éteint sous le joug des Espagnols, mais l'impulsion donnée aux arts s'y prolonge jusqu'au milieu du siècle suivant. — Le second mouvement est le développement d'un esprit audacieux de doute et d'examen. Dans le XVIIe siècle, il doit être en partie arrêté par un retour aux croyances religieuses, en partie détourné vers les sciences naturelles; mais il reparaîtra au XVIIIe.

§ I. — *Lettres et Arts.*

Indépendamment des causes générales qui ont amené la renaissance des lettres, telles que les progrès de la sécurité et de l'opulence, la découverte des monumens de l'antiquité, etc., plusieurs causes particulières ont dû leur donner un nouvel essor chez les Italiens du XVIe siècle : 1° les livres sont devenus communs, grâce aux progrès de l'imprimerie; 2° la nation italienne, ne pouvant plus influer sur son sort, cherche une consolation dans les jouissances de l'esprit; 3° une foule de princes, et surtout les Médicis, encouragent les savans et les artistes; les écrivains illustres profitent moins de cette protection.

La poésie qui, avec les arts, fait la principale gloire de l'Italie au XVIe siècle, allie le goût et le génie dans la première partie de cette période. — La muse épique élève deux monumens immortels. — La comédie et la tragédie présentent des essais, à la vérité médiocres. — Les genres les plus opposés, la satire et la pastorale, sont cultivés. C'est surtout dans ce dernier genre que l'on remarque la décadence rapide du goût.

Le Boïardo, mort en.	1490	Le Trissin, mort en.	1550
Machiavel.	1529	Le Tasse.	1596
L'Arioste.	1533	Le Guarini.	1619

L'éloquence, production tardive des littératures, n'a point le temps de se former. Mais plusieurs historiens approchent de l'antiquité.

Machiavel.	1529	Paul Jove.	1552
Fr. Guichardin.	1540	Baronius.	1607
Bembo.	1547		

Les langues anciennes sont cultivées autant que dans l'âge précédent, mais cette gloire est éclipsée par tant d'autres.

Pontanus.	1503	Sadolet.	1547
Alde Manuce.	1516	Fracastor.	1553
Jean Second.	1523	J. C. Scaliger.	1558
Sannazar.	1530	Vida.	1568
A. J. Lascaris.	1535	P. Manuce.	1574
Bembo.	1547	Alde Manuce.	1597

La supériorité dans les arts est en Italie le trait caractéristique du XVIe siècle. Les anciens restent sans rivaux dans la sculpture, mais les modernes les égalent dans l'architecture, et dans la peinture ils les surpassent. — L'école romaine se distingue par la perfection du dessin, l'école vénitienne par la beauté du coloris.

Giorgion, mort en. . . .	1511	Le Primatice, mort en. . .	1564
Bramante.	1514	Palladio.	1568
Léonard de Vinci. . . .	1518	Le Titien.	1576
Raphaël.	1520	Le Véronèse.	1588
Le Corrége.	1534	Le Tintoret.	1594
Le Parmesan.	1534	Le Caravage.	1509
Jules Romain.	1546	Annibal Carrache. . . .	1609
Michel-Ange.	1564	Louis et Augustin Carrache.	1618
Jean d'Udine.	1564		

La France suit de loin l'Italie. L'historien Comines est mort en 1509. — François Ier fonde le Collége de France et l'Imprimerie Royale. Il encourage le poète Marot (1544), et les frères du Bellay (1543-1560), négociateurs et historiens. Sa sœur, Marguerite de Navarre (1549), cultive elle-même les lettres. François Ier honore le Titien, attire en France le Primatice et Léo-

nard de Vinci. Il bâtit Fontainebleau, Saint-Germain, Chambord, et commence le Louvre. Sous lui fleurissent Jean Cousin (1589), dessinateur et peintre; Germain Pilon, Philibert de l'Orme, Jean Goujon (1572), sculpteurs et architectes; les érudits Guillaume Budée (1540), Turnèbe (1565), Muret (1585), Henri Etienne (1598), célèbre imprimeur; enfin, les illustres jurisconsultes Dumoulin (1566) et Cujas (1590). — Après le règne de François Ier, le poète Ronsard (1585) jouit d'une estime peu durable; mais Montaigne (1592), Amiot (1593), et *la Satire Ménippée* donnent un nouveau caractère à la langue française.

Les autres pays sont moins riches en talens illustres. Cependant l'Allemagne a son peintre, Albert Durer (vers 1514); le Portugal et l'Espagne, leurs écrivains illustres, le Camoëns, Lope de Vega et Cervantès; enfin les Pays-Bas et l'Ecosse, leurs érudits et leur historiens, Juste-Lipse (1606) et Buchanan (1582). — Sur les quarante-trois universités fondées au XVIe siècle, quatorze le furent par les seuls rois d'Espagne, dix par Charles-Quint.

§ II. — *Philosophie et Sciences.*

La philosophie dans le siècle précédent n'a été cultivée que par des érudits. Elle s'est bornée à attaquer la scolastique et à lui opposer le platonisme. Peu à peu, entraînée par un mouvement plus rapide, elle porte l'examen sur tous les objets. Mais on a trop peu d'observation; nulle méthode; l'esprit humain cherche au hasard. Beaucoup d'hommes découragés deviennent les plus audacieux sceptiques.

Erasme, mort en.	1533	Cardan, mort en.	1576
Vivès.	1540	Montaigne.	1592
Rabelais.	1553	Charron.	1603

La théorie de la politique naît avec Machiavel; mais au commencement du XVIe siècle, les Italiens n'ont

pas fait assez de progrès dans cette science pour voir qu'elle se concilie avec la morale.

Machiavel.	1529	Bodin.	1596
Thomas Morus.	1533		

Les sciences naturelles quittent les vains systèmes, pour entrer dans la route de l'observation et de l'expérience.

Copernic.	1543	Gessner.	1565
Fallope.	1562	Paré.	1592
Vesal.	1564	Viete.	1603

TROISIÈME PÉRIODE.

(1648-1789.)

1re PARTIE DE LA TROISIÈME PÉRIODE, 1648-1715.

CHAPITRE XVII.

Louis XIV. 1643-1715. Evénemens politiques de son règne. Son administration (1).

§ I. — *Evénemens politiques du règne de Louis XIV.*

Division. — I. 1643-1661, L'ouvrage de Richelieu semble détruit par les troubles de la minorité de Louis XIV, comme celui de Henri IV l'a été par les troubles de la minorité de Louis XIII; il est conservé par l'adresse de Mazarin. — II. 1661-1678, La France développe ses ressources intérieures, s'agrandit et parvient à la suprématie. — III. 1678-1698, La France abuse de sa puissance et arme l'Europe contre elle : elle rend ses conquêtes, mais reste au premier rang. — IV. 1698-1715, La France descend du premier rang; mais son territoire n'est pas entamé, et elle donne un roi à l'Espagne.

I. 1643-1661, Dès que la France ne sentit plus sur elle la puissante main de Richelieu, tous les élémens de troubles qu'il avait contenus commencèrent à s'agiter. Ni le parlement, ni les seigneurs, ni le grand Condé, ni le frère de Louis XIII n'étaient disposés à obéir à une reine espagnole et à un ministre italien (Anne d'Autriche et Mazarin). Alors commença dans Paris une seconde représentation de la Ligue; mais celle-ci fut la parodie de l'autre : elle eut aussi ses Barricades; elle eut son Guise dans le coadjuteur, depuis cardinal de Retz.

La cour sort de Paris. 1650, Arrestation des princes. Turenne se joint aux Espagnols. 1651, Mazarin quitte la France. Turenne opposé à Condé. Combat du faubourg Saint-Antoine.

Dans cette lutte ridicule, les héros et les politiques, Condé et le cardinal de Retz furent vaincus; le prix du combat resta au cardinal Mazarin; tant le nom du roi était puissant. Les adversaires du ministre per-

(1) Le motif énoncé dans la Préface, et la crainte de trop augmenter le volume et le prix d'un livre de classe, nous ont décidés à réduire la fin de ce Précis à un simple programme. — Pour le chap. XVII, nous avons souvent extrait ou copié les Abrégés de Koch et de Muller.

dirent terre en France et gâtèrent leur cause en s'associant à l'étranger.

Condé à la tête des Espagnols. 1655, Alliance de la France avec Cromwell contre l'Espagne. Turenne échoue devant Valenciennes; 1656, s'empare de Mardick. 1657-1658, Batailles des Dunes. Prises de Dunkerque, Gravelines, Oudenarde, Ypres, etc. 1659, *Traité des Pyrénées;* la France garde le Roussillon, l'Artois et plusieurs villes dans la Flandre, le Hainaut et le Luxembourg. Le duc de Lorraine rétabli. Louis XIV épouse l'infante Marie-Thérèse.

II. 1667-1678, Lorsque Louis XIV commença à gouverner par lui-même, l'épuisement des autres peuples favorisait l'ambition de la France : l'Espagne était occupée par la guerre de Portugal, l'Autriche par celle des Turcs, la Hollande sans stathouder, et tout entière à ses intérêts maritimes; le roi d'Angleterre impopulaire et vénal, etc. Au contraire, la France s'enrichissait par le rapide essor de son industrie et de son commerce; Colbert dirigeait les finances, et Louvois (depuis 1666) préparait les victoires de Turenne et de Condé. Louis XIV fit sans peine reconnaître la prééminence de la France en Europe : il acheta Dunkerque et Mardick à l'Angleterre (1662), et donna des secours au Portugal, à l'Empereur, aux Provinces-Unies (1663-4-5).

Quoique Louis XIV, en épousant Marie-Thérèse d'Autriche, fille de Philippe IV, eût renoncé formellement à la succession du roi d'Espagne, il demanda, à la mort de son beau-père, les Pays-Bas espagnols, sous prétexte qu'en vertu du *droit de dévolution*, établi dans ces provinces, les filles aînées héritaient de préférence aux fils cadets.

Les Français entrèrent en Flandre sans rencontrer de résistance. Mais l'Angleterre et la Hollande alarmées se liguèrent avec la Suède, et l'on vit le spectacle nouveau de trois états protestans favorisant l'Espagne contre la France. Louis, contraint par la triple alliance (de La Haye) de poser les armes, rendit la Franche-Comté, mais garda ses conquêtes en Flandre (paix d'Aix-la-Chapelle, 1668). Le Roi n'attendit plus que l'occasion de se venger de la Hollande, qui l'avait arrêté dans le cours de ses succès.

Un coup de tonnerre qui éclate tout-à-coup dans un ciel sans nuages n'est pas plus effrayant, suivant l'expression du chevalier Temple, que ne le fut l'invasion des Français dans les Provinces-Unies, quatre ans après la paix d'Aix-la-Chapelle. A la tête d'une armée de quatre-vingt mille hommes, ils prirent en un mois plus de quarante places fortes, envahirent les pays de généralité, les provinces de Gueldre, d'Utrecht, d'Over-Yssel, et avancèrent jusqu'aux environs d'Amsterdam. Charles II, accoutumé à tromper tour à tour son parlement, ses ministres et ses alliés, annonça le projet de délivrer les Anglais de la concurrence commerciale des Hollandais, voulant justifier ainsi aux yeux de ses sujets ses liaisons avec Louis XIV.

La Hollande à cette époque n'avait point d'alliance avec la maison d'Autriche, et ne pouvait attendre du secours de la Suède, qui s'était rapprochée de la France. Les magistrats des Sept-Provinces ne savaient quel parti prendre; les peuples se plaignaient hautement; l'armée demandait à grands cris un général capable de la commander. Le parti d'Orange acquit de nouvelles forces, il rétablit Guillaume III dans le possession du

stathoudérat, et rendit cette charge héréditaire pour ses descendans mâles.

Guillaume d'Orange parvint à relever le courage des Hollandais et à ranimer leur activité; il arrêta les progrès de l'ennemi et réussit à armer contre Louis XIV la moitié de l'Europe : il fit comprendre aux Anglais qu'il était contraire à leurs intérêts de faire la guerre à un peuple protestant en faveur du roi de France, et le Parlement força Charles II à conclure une paix séparée avec la Hollande, et à lui offrir sa médiation. Les deux branches de la maison d'Autriche prirent les armes pour soutenir la cause de la liberté hollandaise; et Frédéric-Guillaume le Grand, électeur de Brandebourg, marcha le premier au secours du jeune stathouder, neveu de sa femme et ami de son fils.

Louis XIV abandonna alors ses conquêtes sur la Hollande pour tourner ses principales forces contre l'Espagne et les puissances germaniques : il conquit la Franche-Comté au printemps de l'année 1674, dans le cours de laquelle le prince de Condé gagna la bataille de Sénef. Turenne attaqua l'hiver suivant les quartiers des Impériaux en Alsace, et les chassa de cette province malgré leur grande supériorité. Ce grand homme fut tué à l'entrée de la campagne de 1675, lorsqu'il était sur le point de livrer bataille à Montécuculli. Les Suédois, en conformité des articles secrets de leur alliance avec la France, étaient entrés (décembre 1674) dans l'électorat de Brandebourg, pour rappeler dans son pays l'électeur Frédéric-Guillaume, qui commandait l'armée impériale sur le Rhin; l'électeur les surprit par des marches forcées et mit toute leur armée en déroute auprès de Fehrbellin. L'Empire déclara alors la guerre à la Suède, et l'électeur, de concert avec les princes de Brunswick, l'évêque de Munster et le roi de Danemark, dépouilla les Suédois de la plupart de leurs possessions d'Empire. Ces revers des alliés de la France, la mort de Turenne, la retraite de Condé ne furent que faiblement balancés par les succès de Créqui en Allemagne, de Luxembourg dans les Pays-Bas, de Duquesne dans les parages de Sicile. (Mort de Ruiter; occupation de Messine).

Cependant la France garda son ascendant à la paix de Nimègue (1678). Elle rendit ce qu'elle avait pris à la Hollande, mais retint à l'Espagne la Franche-Comté et douze places fortes des Pays-Bas; l'Empire lui abandonna Fribourg à la place de Philipsbourg. Le Danemark et l'électeur de Brandebourg furent obligés de rendre à la Suède, alliée de la France, une partie de ses conquêtes. Louis XIV se vit l'arbitre de l'Europe.

III. 1678-1698, Il commença alors une nouvelle suite de conquêtes, d'autant plus odieuses qu'elles étaient colorées d'une légalité apparente. Il établit à Metz et à Brisach des *Chambres de réunion* destinées à faire revivre de prétendus droits attachés aux diverses provinces qui lui avaient été cédées par le traité de Westphalie (1680). Il alarma l'Empire par ses injustes réclamations, et offensa la fierté espagnole, en exigeant que les vaisseaux de cette nation baissassent pavillon devant les siens. Au milieu de la paix, il s'empara par surprise de Strasbourg (1682), acquit la ville de Casal, capitale du Montferrat, et bombarda Luxembourg. Il donna de justes inquiétudes aux Suisses par la construction du fort de Huningue aux portes de Bâle, humilia la république de Gênes, se rendit odieux au saint Siége (*voy.* plus bas), et mécontenta les Hollandais en

gênant leur commerce. La révocation de l'édit de Nantes (1683) ôta aux Protestans français la liberté de conscience; elle priva Louis XIV de huit cent mille sujets qui portèrent leurs richesses, leur industrie et leurs talens en Hollande, dans le Brandebourg et dans d'autres pays protestans, et qui firent détester partout le nom de leur persécuteur.

Non content de se faire des ennemis de tous ses voisins, le roi de France indisposa encore contre lui l'empereur Léopold Ier, en fomentant les troubles de la Hongrie, qui faillirent devenir funestes à la monarchie autrichienne. Le comte de Teckély, chef des Hongrois mécontens, appela les Turcs à son secours. Mahomet IV leva une armée de deux cent mille hommes avec laquelle le grand-visir Kara-Mustapha fondit sur l'Autriche et mit le siége devant Vienne.

Dès que Léopold fut délivré de ce danger par le secours du vaillant Sobieski, roi de Pologne, il accéda à la ligue d'Augsbourg, dans laquelle le prince d'Orange avait fait entrer successivement les rois d'Espagne et de Suède, les électeurs de Saxe, de Bavière, de Brandebourg, la maison de Brunswick et la plupart des princes protestans de l'Empire. La Savoie et le Danemark s'associèrent encore à cette ligue, et le pape Innocent XI la seconda de tous ses moyens. Jacques II, l'allié de Louis XIV, ayant été renversé du trône par son gendre le prince d'Orange, l'Angleterre devint l'âme de la ligue.

Louis XIV étonna ses ennemis en déclarant en même temps la guerre à l'Empire, à l'Espagne, à la Hollande, à l'Angleterre, au pape. Il mit un désert entre lui et ses ennemis par une nouvelle dévastation du Palatinat, qui indigna l'Europe. Les villes impériales de Spire et de Worms, les capitales du Palatinat et des margraviats de Bade, plus de quarante autres villes, une foule de villages furent brûlés; le soldat n'épargna ni les tombeaux des électeurs palatins à Heidelberg, ni les cendres des empereurs déposées à Spire.

A cette époque, la plupart des généraux et des ministres d'état auxquels Louis XIV devait le surnom de *Grand*, n'existaient plus; le roi lui-même se laissait gouverner par madame de Maintenon qu'il avait épousée secrètement, et qui lui recommandait des hommes médiocres pour les emplois les plus importans. Colbert ne dirigeait plus les finances, et l'État se trouvait accablé de dettes. La marine française éprouva un échec funeste à la bataille de la Hogue, qui dura trois jours. De tous les alliés ordinaires de la France, les Turcs pouvaient seuls faire diversion en sa faveur; les Suisses redoutaient Louis XIV; le roi de Suède était devenu son ennemi en qualité de membre du corps germanique.

Les armes de la France furent cependant encore illustrées par Luxembourg dans les *Pays-Bas*, par Catinat dans le *Piémont*; le premier gagna les batailles de Fleurus, de Steinkerque et de Nerwinden (1690-92-93); le second, celles de Staffarde et de Marsaille (1690-93). L'habileté de Guillaume empêcha les Français de profiter des victoires de Luxembourg. Celles de Catinat décidèrent le duc de Savoie à négocier. Il se sépara de la coalition, recouvra tous ses états, maria sa fille au duc de Bourgogne, et promit de faire garantir la neutralité d'Italie (Turin, 1696). Enfin Louis XIV affaibli, et prévoyant les embarras prochains de la succession d'Espagne, reconnut Guillaume III, rendit à l'Angleterre, à la

Hollande, à l'Espagne et à l'Empire toutes ses conquêtes, excepté le Roussillon, l'Artois, la Franche-Comté et Strasbourg. Enfin il rétablit le duc de Lorraine (paix de Ryswick, 1698).

IV. 1698-1715. On avait négligé au congrès de Ryswick de régler la succession de l'Espagne, que la mort prochaine de Charles II allait ouvrir. Louis XIV, l'empereur Léopold Ier, le prince électoral de Bavière, et le duc Victor-Amédée de Savoie y prétendaient également. Tous fondaient leurs prétentions sur leur mariage ou sur celui de leurs ancêtres avec des princesses d'Espagne. Pour prévenir une guerre générale, Guillaume III, peu de temps après la paix de Ryswick, conclut un traité par lequel les puissances contractantes promettaient de reconnaître pour héritier universel du roi d'Espagne le prince électoral de Bavière. La France et l'Autriche devaient être indemnisées de leurs prétentions par la cession de quelques provinces détachées de la monarchie espagnole. La mort inattendue du jeune prince dérangea ce projet, et nécessita une nouvelle convention. L'Angleterre, la Hollande et la France s'accordèrent à déclarer Charles d'Autriche, second fils de l'empereur Léopold, héritier présomptif du trône d'Espagne, sous la condition expresse qu'il ne pourrait jamais réunir l'Autriche, la Bohême et la Hongrie à la monarchie espagnole. La France devait avoir pour sa part le royaume des Deux-Siciles et le duché de Lorraine.

Ces divers arrangemens furent pris sans que les puissances contractantes consultassent ni le vœu de la nation espagnole, ni la volonté de son roi. Charles II, près de descendre au tombeau, était le jouet des intrigues de ses courtisans, et ne savait à quelle résolution s'arrêter. Enfin le parti français l'emporta, et le roi d'Espagne, un mois avant sa mort, signa un testament dans lequel il instituait son héritier universel Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV et second fils du Dauphin, en mettant pour unique condition que l'Espagne resterait toujours une monarchie indépendante, et ne serait pas démembrée; si Philippe d'Anjou se refusait à cette clause, l'archiduc Charles devait prendre sa place.

Louis XIV, après une longue délibération, accepta le testament de son beau-frère, et commit en même temps l'imprudence magnanime de reconnaître roi d'Angleterre le fils de Jacques II. C'était porter le défi à toute l'Europe. L'Autriche, l'Angleterre et la Hollande conclurent une alliance à La Haye; la Prusse, le Portugal et la Savoie y accédèrent. La mort de Guillaume n'empêcha point la guerre de commencer. Deux généraux illustres, Marlborough et le prince Eugène, qui gouvernaient l'Angleterre et l'Autriche, commandèrent les armées confédérées. Le second battit *en Italie* le maréchal de Villeroi, fut arrêté par Vendôme, mais remporta la victoire de Turin, et chassa les Français de la Lombardie (1706). Le premier, non moins heureux *en Allemagne*, défit les Français à la bataille de Hochstedt (ou de Blenheim), et sans Villars il envahissait la France. Alors la Flandre et l'Espagne devinrent le principal théâtre de la guerre. — Le nouveau roi d'*Espagne*, Philippe V, petit-fils de Louis XIV, chassé par les Autrichiens, fut rétabli par la victoire de Berwick à Almanza (1707); tandis que Marlborough, vainqueur à Ramillies et à Oudenarde, s'emparait de toute la Flandre. La France demandait la paix; mais les alliés ne se contentaient plus de dé-

pouiller Philippe V, ils voulaient déshonorer Louis XIV; ils exigeaient qu'il les aidât à chasser d'Espagne son petit-fils. Cependant Villars leur avait tué vingt mille hommes à Malplaquet, Vendôme avait affermi le trône de Philippe V par la victoire de Villaviciosa (1710); la disgrâce de Marlborough rappelé en Angleterre, l'élévation de l'archiduc Charles à l'Empire avaient préparé la paix. La victoire de Villars à Denain la décida. La paix d'Utrecht et de Rastadt (1712-3) fut conclue aux conditions suivantes : Renonciation réciproque de Philippe V et des princes français aux couronnes de France et d'Espagne; la France reconnaît l'ordre de succession établi en Angleterre, comble le port de Dunkerque, cède l'Acadie, Terre-Neuve, etc. Elle renonce à tout privilége commercial dans les colonies espagnoles, et signe un traité de commerce avec l'Angleterre et la Hollande; elle reconnaît la Prusse comme royaume. L'Espagne cède à l'Angleterre Gibraltar et Minorque, et lui accorde un privilége de commerce avec ses colonies; elle abandonne au duc de Savoie la Sicile; à l'Autriche, le royaume de Naples, le Milanais, la Sardaigne et les Pays-Bas. (Par le traité de la Barrière, conclu en 1715, les Provinces-Unies occupent plusieurs places des Pays-Bas, pour les défendre à frais communs avec l'Autriche.) Quant à l'état de l'Empire, on prend pour base la paix de Ryswick.

1715, Mort de Louis XIV.

§ II. — *Administration de Louis XIV.*

Grandeur de la France sous Louis XIV. Son influence politique sur l'Europe.

Unité du gouvernement. 1655 et 1667, Silence imposé au Parlement.

Finances. Développement de la richesse nationale sous le ministère de Colbert, 1661-1683. Réglemens multipliés. Encouragemens donnés aux manufactures (draps, soieries, tapisseries, glaces, etc.). 1664-80, Canal du Languedoc. Embellissemens de Paris. 1698, Description du royaume. — 1660, Entraves mises au commerce des grains. 1664, Retranchement des rentes. Vers 1691, dérangement des finances. 1695, Capitation. 1710, Dixième et autres impôts. 1715, La dette monte à deux milliards six cents millions.

Marine. Nombreuse marine marchande. Cent soixante mille marins. 1672, Cent vaisseaux de guerre; 1681, deux cent trente. 1692, Premier échec, à la Hogue.

Guerre. 1666-1691, Ministère de Louvois. Réforme militaire. Uniformes. 1667, Etablissement des haras. 1671, Usage des baïonnettes. Compagnies de grenadiers. Régimens de bombardiers et de hussards. Corps des ingénieurs. Écoles d'artillerie. 1688, Milices. Service régulier des vivres. — Invalides. 1693, Ordre de Saint-Louis. — L'armée monte jusqu'à quatre cent cinquante mille hommes.

Législation. 1667, Ordonnance civile. 1670, Ordonnance criminelle. 1673, Code de Commerce. 1685, *Code Noir.* Vers 1663, répression du duel.

Affaires de religion. Querelles du jansénisme, qui se prolongent pendant tout le règne de Louis XIV. 1648-1709, Port-Royal-des-Champs. 1661, Formule rédigée par le clergé de France. 1713, Bulle *Unigenitus.* — 1673, Troubles au sujet de la régale. 1682, Assemblée du clergé de France. — 1685-1699. Quiétisme. — 1685, Révocation de l'édit de Nantes. 1701-1704, Révolte des Cévennes.

CHAPITRE XVIII.

Des Lettres, des Sciences et des Arts, au siècle de Louis XIV.

Le génie des lettres et des arts brille encore dans les états du Midi pendant la première moitié du XVIIe siècle. Le génie de la philosophie et des sciences éclaire les états du Nord, surtout dans la seconde. La France, placée entre les uns et les autres, réunit seule cette double lumière, étend sur tous les peuples policés la souveraineté de sa langue, et se place désormais à la tête de la civilisation européenne.

§ I. — *France.*

La France, comme l'Italie, a son grand siècle littéraire après de longues agitations. — Un monarque, objet de l'enthousiasme national, anime et encourage le génie. — *L'esprit religieux* est, à cette époque, la première inspiration des lettres. La religion, entre les attaques du XVIe siècle et celles du XVIIIe, anime ses défenseurs d'une force toute nouvelle. — Les lettres reçoivent en outre une impulsion particulière de l'*esprit social*, naturel aux Français, mais qui ne peut se développer que par les progrès de l'aisance et de la sécurité; c'est à ce caractère que la littérature française doit sa supériorité dans la poésie dramatique et dans tous les genres de peintures de mœurs. — Une capitale, une cour, sont l'arbitre du mérite littéraire; peut-être y a-t-il moins d'originalité, mais l'on atteint la perfection du goût.

Le XVIIe siècle présente deux périodes distinctes. En France, la première s'étend jusqu'en 1661, époque à laquelle Louis XIV commence à régner par lui-même, et à exercer quelque influence sur les lettres. Les écrivains qui ont vécu, ou qui se sont formés dans cette période, ont encore pour la plupart quelque chose de l'âpreté du XVIe siècle; la pensée est plus hardie et souvent plus profonde. Le goût est encore le privilége de quelques hommes de génie. A cette période appartiennent (outre les peintres Le Poussin et Le Sueur) un grand nombre d'écrivains : Malherbe, Racan, Brébeuf; Rotrou et le grand Corneille; Balzac et Voiture; Sarrazin et Mézerai; Descartes et Pascal. La Rochefoucauld, le cardinal de Retz et Molière, marquent le passage de la première période à la seconde.

Le siècle de Louis XIV ne produisit pas d'épopée proprement dite; le grand poème de ce siècle est écrit en prose. — Eclat de la poésie dramatique. La tragédie atteint d'abord la noblesse, la force et le sublime; elle y joint ensuite la grâce et le pathétique. — La comédie de caractère, sans rivale chez les autres nations. Trois âges de la comédie française : philosophie profonde et gaîté naïve, gaîté sans philosophie, intérêt sans gaîté. — L'opéra s'élève au rang des ouvrages littéraires. — Elégance et sagesse de la poésie didactique. — La satire attaque les ridicules plus que les vices, et surtout les ridicules littéraires. — L'apologue devient un petit poème dramatique. — La poésie lyrique ne fleurit que tard, et déploie plus d'art que d'enthousiasme. — La pastorale reste faible, ou trop spirituelle. — La poésie légère est plus gracieuse que piquante.

POÈTES DRAMATIQUES.

Rotrou, mort en	1630	Thomas Corneille, mort en	1709
Molière	1673	Regnard	1709
Pierre Corneille	1684	Brueys	1723
Quinault	1688	Campistron	1723
Racine	1699	Dancourt	1726
Boursault	1708	Crébillon	1762

AUTRES POÈTES.

Malherbe	1628	Segrais	1701
Brébeuf	1661	Boileau	1711
Racan	1670	La Fare	1713
Benserade	1691	Chaulieu	1720
Mme Deshoulières	1694	J.-B. Rousseau	1741
La Fontaine	1695		

L'éloquence du barreau ne peut prendre l'essor (Le Maistre, 1658; Patru, 1681; Pélisson, 1693.) — L'éloquence de la chaire surpasse tous les modèles de l'antiquité. L'oraison funèbre reparaît sous une forme inconnue aux anciens.

ORATEURS.

Cheminais	1689	Fléchier	1710
Mascaron	1703	Fénelon	1715
Bourdaloue	1704	Massillon	1743
Bossuet	1704		

L'histoire peu fidèle et froidement élégante, ou bien de pure érudition. Le *Discours sur l'Histoire universelle* ouvre à l'histoire une route nouvelle. — D'abondans matériaux sont déposés dans les mémoires et dans les correspondances des négociateurs. — Une foule d'autres genres sont cultivés avec succès. — Le roman de caractère rivalise avec la comédie. — Les femmes rencontrent, dans la négligence d'une correspondance intime, la perfection du style familier. — La traduction fait quelques progrès. — Enfin la critique littéraire prend naissance.

HISTORIENS.

Sarrasin	1654	Mézerai	1683
Péréfixe	1670	Le P. Maimbourg	1686
Le cardinal de Retz	1679	Mme de Motteville	1689

Saint-Réal, mort en	1692	Fleuri, mort en	1723
Varillas	1696	Rapin de Thoiras	1725
Le P. d'Orléans	1698	Daniel	1728
Amelot de la Houssaie	1706	Vertot	1735
Boulainvilliers	1722	Dubos	1742

HISTORIENS-ÉRUDITS.

Th. Godefroi	1648	Herbelot	1695
Sirmond	1651	Tillemont	1698
Pétau	1652	Cousin	1707
Labbe	1667	Mabillon	1707
Valois	1676	Ruinard	1709
Moréri	1680	Baluze	1718
Godefroi	1681	Basnage	1723
Ducange	1688	Le Clerc	1736
Pagi	1695	Montfaucon	1741

LITTÉRATEURS EN DIVERS GENRES.

Voiture	1648	Bonhours	1702
Vaugelas	1649	Perrault	1703
Balzac	1654	Saint-Evremont	1703
Du Ryer	1656	Fénelon	1715
Scarron	1660	Tourreil	1715
D'Ablancourt	1664	Mme de Maintenon	1719
Arnaud d'Andilly	1774	Hamilton	1720
Le Bossu	1680	Dufresni	1724
De Saci	1684	La Motte-Houdart	1731
Chapelle	1686	Mme de Lambert	1755
Ant. Arnaud	1694	Dubos	1742
Lancelot	1695	Mongault	1747
Mme de Sévigné	1696	Le Sage	1747
Mlle de la Fayette	1699	Fontenelle	1757
Bachaumont	1702		

La métaphysique donne une impulsion nouvelle à l'esprit humain. — Les moralistes accumulent les observations sans essayer de donner à la morale un ensemble, une forme scientifique. — On commence à porter l'esprit philosophique dans les sciences naturelles. — Quelques sceptiques, isolés dans ce siècle religieux, semblent former la liaison du XVIe siècle avec le XVIIe.

PHILOSOPHES.

Descartes	1650	Bayle	1706
Gassendi	1655	Malebranche	1715
Pascal	1662	Huet	1721
La Motte le Vayer	1672	Buffier	1737
La Rochefoucauld	1680	L'abbé de Saint-Pierre	1743
Nicole	1695	Fontenelle	1757
La Bruyère	1696		

Les sciences ne sont pas négligées. — Essor des mathématiques. — Naissance de la géographie. — Commencement des voyages scientifiques.

SAVANS ET MATHÉMATICIENS.

Descartes	1650	Pascal	1662
Fermat	1652	Pecquet	1674

Rohault, mort en. 1675
L'Hôpital. 1704
Jacq. Bernouilli. 1705
Nicolas Bernouilli, mort en. . 1726
Jean Bernouilli. 1748

GÉOGRAPHES ET VOYAGEURS.

Samson. 1667
Bochard. 1669
Bernier. 1688
Vaillant. 1706
Tournefort. 1708
Chardin. 1713
De l'Isle. 1726

L'érudition classique n'est pas moins cultivée qu'au XVIe siècle; mais elle est moins remarquée.

ÉRUDITS ET POÈTES LATINS.

Saumaise. 1653
Lefèvre. 1672
Rapin. 1687
Furetière. 1688
Ménage. 1691
Santeuil. 1697
Commire. 1702
Danet. 1709
Jouvenci. 1716
Mme Dacier. 1720
Dacier. 1722
De la Rue. 1725
De la Monnoie. 1728
Le cardinal de Polignac. . . . 1741
Brumoi. 1742

Quoique la culture des arts du dessin ne fasse pas le caractère principal du siècle de Louis XIV, ils contribuent aussi à la splendeur de cette brillante époque. L'architecture y jette le plus grand éclat. La peinture, cultivée d'abord avec génie, éprouve une décadence qui doit s'accélérer dans le siècle suivant.

PEINTRES.

Le Sueur. 1655
Le Poussin. 1665
Le Brun. 1690
Mignard. 1695
Jouvenet. 1717
Rigaud. 1744

SCULPTEURS.

Puget. 1695
Girardon. 1715
Coysevox. 1720

ARCHITECTES.

Fr. Mansard. 1666
Le Nôtre. 1700
Claude Perrault. 1703
H. Mansard. 1708

GRAVEURS.

Callot. 1635
Nanteuil. 1678
Audran. 1703

MUSICIEN.

Lulli. 1687

§ II. — *Angleterre, Hollande, Allemagne. — Italie, Espagne.*

L'Angleterre, l'Italie et l'Espagne suivent immédiatement la France dans la carrière des lettres; les deux premières (avec la Hollande) la devancent dans celle des sciences. — Malgré l'apparition de quelques hommes supérieurs, le développement de l'Allemagne ne commence pas

encore. — L'Italie, dans la première moitié du XVIIe siècle, conserve la gloire de la peinture, que la Flandre partage avec elle.

1° *Littérature.* Les noms de Bacon et de Shakespeare marquent le premier essor du génie anglais. Mais les guerres religieuses arrêtent longtemps toute spéculation; c'est cependant à elles que l'on doit rapporter le phénomène du *Paradis perdu* (malgré la tardive apparition de ce poëme, 1669). — Sous Charles II, l'Angleterre est soumise à l'influence littéraire, comme à l'influence politique de la France; et cet esprit d'imitation subsiste dans toute la période *classique* de la littérature anglaise (de l'avénement de Charles II à la mort de la reine Anne, 1661-1714). Dans cette période, l'Angleterre produit trois grands poëtes (Dryden, Addisson et Pope), beaucoup de poëtes ingénieux, et plusieurs prosateurs distingués.

POÈTES ANGLAIS.

Shakespeare, mort en.	1616	Walter, mort en.	1687
Denham.	1666	Dryden.	1701
Cowley.	1667	Rowe.	1718
Milton.	1674	Addisson.	1719
Rochester.	1680	Prior.	1721
Butler.	1680	Congrève.	1729
Roscommon.	1684	Gay.	1732
Otway.	1685	Pope.	1744

PROSATEURS ANGLAIS.

Clarendon.	1674	Addisson.	1719
Tillotson.	1694	Steele.	1729
Temple.	1698	Swift.	1745
Burnet.	1715	Bolingbroke.	1751

La littérature italienne a perdu son éclat. Un penseur original et profond (Vico, mort en 1744) fonde à Naples la philosophie de l'histoire; quelques historiens estimables se font remarquer; mais la poésie est envahie par le bel esprit et l'affectation.

POÈTES ITALIENS.

Marini.	1625	Salvator Rosa.	1673
Tassoni.	1635		

HISTORIENS ITALIENS.

Sarpi.	1625	Bentivoglio.	1644
Davila.	1634	Nani.	1678

La littérature espagnole offre un prodige de philosophie et de gaîté; après le nom de Cervantès viennent ceux de deux tragiques célèbres et de plusieurs historiens.

ÉCRIVAINS ESPAGNOLS.

Cervantès.	1616	Lopes de Vega.	1635
Mariana.	1624	Solis.	1686
Herrera.	1625	Calderone.	1687

2° *Philosophie.* L'Angleterre, préparée par les controverses théologiques et politiques, ouvre à la métaphysique et à la science politique des

routes nouvelles. — L'Allemagne oppose un seul homme à tous les métaphysiciens, comme à tous les savans anglais (Leibnitz). — Un Hollandais érige l'athéisme en système (Spinosa); mais un autre philosophe de la même nation (Grotius) donne à la morale une forme scientifique, et montre qu'elle doit régir les rapports des sociétés, comme ceux des individus. La nouvelle science, appuyée d'abord sur l'érudition, l'est ensuite sur la philosophie.

PHILOSOPHES ET POLITIQUES ANGLAIS.

Bacon, mort en.	1626	Locke, mort en.	1704
Hobbes.	1679	Shaftesbury.	1713
Sidney.	1683	Clarke.	1729
Cudworth.	1688		

PHILOSOPHES ET POLITIQUES HOLLANDAIS.

Grotius.	1645	S'Gravesande.	1742
Spinosa.	1677		

PHILOSOPHES ET POLITIQUES ALLEMANDS.

Puffendorf.	1694	Wolf.	1754
Leibnitz.	1716		

3° *Sciences.* Elles ont eu dans Bacon leur législateur et comme leur prophète; mais elles ne reçoivent leur direction véritable que de Galilée et de Newton. A la suite de ces grands hommes se rangent une foule de savans.

SAVANS ANGLAIS.

Bacon.	1626	Les Grégori.	1646, 1675, 1708
Harvey.	1657	Newton.	1726
Barrow.	1677	Halley.	1741
Boyle.	1691		

SAVANS ITALIENS.

Aldovrandi.	1615	Borelli.	1679
Sanctorius, vers.	1636	Viviani.	1703
Galilée.	1642	Cassini.	1712
Toricelli.	1647		

SAVANS HOLLANDAIS.

Huygens.	1702	Boerhaave.	1758

SAVANS ALLEMANDS ET DANOIS.

Kepler.	1630	Kirkher.	1680
Tycho-Brahé.	1636	Stahl.	1734

4° *Érudition.* Elle s'exerce sur des objets plus variés. Les antiquités du moyen âge et de l'Orient partagent les travaux des érudits, jusqu'alors exclusivement occupés de l'antiquité classique. — *Érudits anglais :* Owen, Farnabe, Ussérius, Bentley, Marsham, Stanley, Hyde, Pocock. — *Érudits de Hollande et des Pays-Bas :* Barlæus, Schrevelius, Heinsius, les Vossius. — *Érudits allemands :* Freinshemius, Gronovius, Morhof, Fabricius, Spanheim. — *Érudits italiens :* Muratori, etc.

5° *Arts.* Les arts suivent en Italie la décadence des lettres. La peinture seule fait exception. École lombarde, école flamande.

PEINTRES ITALIENS.

Le Guide.	1642	Le Guerchin.	1666
L'Albane.	1647	Salvator Rosa.	1673
Lanfranc.	1647	Le Bernin, sculpteur, architecte et peintre.	1680
Le Dominiquin.	1648		

PEINTRES FLAMANDS.

Rubens.	1640	Rembrandt.	1688
Vandick.	1641	Le jeune Teniers.	1694
Le vieux Teniers.	1649		

CHAPITRE XIX.

Révolutions de l'Angleterre et des Provinces-Unies, 1648-1715. — Colonies des Européens pendant le XVIIe siècle (pour celles des Hollandais avant le traité de Westphalie, *voy.* plus haut leurs guerres contre les Espagnols).

§ I. — *Révolutions de l'Angleterre et des Provinces-Unies.*

Angleterre. Le gouvernement militaire du protectorat contraire aux habitudes de la nation. Les Stuarts indisposent les Anglais par la faveur qu'ils accordent aux Catholiques, et par leur union avec Louis XIV. Guillaume et Anne gagnent les Anglais par une conduite opposée. Cependant l'union du prince et de la nation n'est complète que sous la maison de Hanovre.

Continuation de la révolution d'Angleterre. 1649-1660, *République d'Angleterre.* Charles II proclamé roi en Écosse, et soutenu par les Irlandais. Cromwell soumet l'Irlande et l'Écosse. Batailles de Dumbar et de Worcester. — 1651, Acte de navigation. 1652-1654, Guerre contre la Hollande. — 1653, Cromwell chasse le Parlement.

1653-1658, Cromwell Protecteur. Alliance avec la France contre l'Espagne. Dunkerque remis à Cromwell. Son gouvernement intérieur. 1658, Sa mort.

1658-1660, Richard Cromwell Protecteur. Son abdication. *Le Rump,* bientôt dissous. Monck. Rappel des Stuarts.

1660-1685, Charles II. 1660-1667, Ministère de Clarendon. Procès des régicides. Rétablissement de l'épiscopat. Bill d'uniformité. Déclaration de tolérance. Dunkerque vendu à la France. 1664-1667, Guerre contre la Hollande. Incendie de Londres imputé aux Catholiques. 1667, Disgrâce de Clarendon. Révolte des Presbytériens d'Écosse.

1670-1685, *La Cabale.* Alliance secrète avec Louis XIV. 1672-1674, Guerre contre la Hollande. Bill du *Test.* Prétendue conspiration des Catholiques. 1679, Le duc d'York exclu de la succession au trône. Bill d'*Habeas corpus.* 1680, *Whigs* et *Torys.* 1681-1685, Charles II n'assemble plus de parlement. 1683, Mort de Russel et de Sidney.

1685-1688, Jacques II. Invasion et supplice d'Argyle et de Monmouth. Jefferies. Ambassade solennelle à Rome. Dispense du *Test*. Procès des évêques. — Politique de Guillaume, prince d'Orange. 1688, Il passe en Angleterre. Fuite de Jacques. (*Voyez* chap. XVI.)

1689-1714, Guillaume III et Marie II. 1689, Déclaration des droits. 1690-1691, Guerre d'Irlande. 1694, Parlement triennal. 1701, Acte de succession en faveur de la maison de Hanovre, limitation de la prérogative.

1702 1714, Anne. 1706, L'Angleterre et l'Écosse réunies.

Provinces-Unies. 1647-1650, Guillaume II. 1650-1672, Vacance du stathoudérat, supprimé en 1667. Administration de Jean de Witt. 1652-1654, 1664-1667, 1672-1674, Guerres contre l'Angleterre; Tromp et Ruyter. 1672, Le stathoudéra trétabli en faveur de Guillaume III, à l'occasion de l'invasion de la Hollande par Louis XIV. (Pour les événemens qui suivent, *voyez* chap. XVII.) 1702-1747, Seconde vacance du stathoudérat, depuis la mort de Guillaume III jusqu'à l'avénement de Guillaume IV. 1715, Traité de la Barrière.

§ II. — *Colonies des Européens pendant le* XVII*e siècle.*

Au commencement du XVII*e* siècle, les Hollandais et les Anglais ont enlevé à l'Espagne l'empire des mers; au milieu, ils se disputent eux mêmes cet empire; à la fin, ils s'unissent contre la France qui menace de le conquérir.

Les comptoirs hollandais sont désormais sans rivaux dans l'Orient, comme les colonies espagnoles dans l'Amérique méridionale. Mais deux puissances nouvelles, les Anglais et les Français, s'établissent sur le continent septentrional de l'Amérique et aux Antilles, et s'introduisent dans l'Inde.

Les colonies qui, au commencement du siècle, n'étaient guère que des spéculations particulières, autorisées par le gouvernement, prennent de plus en plus le caractère de provinces de la métropole. La guerre s'étend souvent des métropoles aux colonies, mais les colonies ne sont pas encore pour l'Europe des causes de guerre.

Colonies hollandaises. La puissance prépondérante du Mogol empêche les Hollandais de faire des établissemens considérables sur le continent. — Maîtres des îles, ils s'occupent presque exclusivement du commerce des épiceries et des drogueries. — Point d'émigrations nationales comme en Angleterre; ce sont des comptoirs plutôt que des colonies.

Suite des conquêtes des Hollandais sur les côtes et dans les îles de l'Inde. 1653, Colonie du cap de Bonne-Espérance. 1667, Conquête de Surinam. 1645-1661, Guerre contre les Portugais dans le Brésil.

Colonies anglaises. Politique invariablement favorable aux colonies, malgré les révolutions de la métropole.

Fondation des colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale. (Expéditions de Raleigh depuis 1583.) 1606, Compagnies de Londres et de Plymouth pour le commerce de la Virginie et de la Nouvelle-Angleterre.

Fondation de l'état de Massachuset, 1621; de la ville de Boston, 1627; des états du Maryland, 1632; de Rhode-Island, 1634; de New-York et de New-Jersey, 1635; de Connecticut, 1636; de la Caroline, 1663; de la Pensilvanie, 1682. — Vers 1619, pêche de Terre-Neuve et du Groënland. — 1625, 1632, Établissemens aux Antilles. 1655, Conquête de la Jamaïque.

Première compagnie des Indes orientales, fondée dès 1600. 1623, Massacre d'Amboine. 1662, Acquisition de Bombay. Fondation de Calcutta. Vers 1690, guerre contre Aureng-Zeb. — 1698, Seconde compagnie des Indes orientales. — Réunion des deux compagnies en 1702.

En Afrique, diverses compagnies privilégiées. Vers 1670-1680, Construction des forts de Saint-James et de Sierra-Leone.

Colonies françaises. Les Français suivent un système moins exclusif que les autres nations : mais leurs colonies principales ne sont que des pêcheries, des comptoirs pour le commerce des pelleteries, ou des plantations de denrées coloniales qui ne sont pas encore en Europe l'objet d'une consommation universelle.

1625-1635, Établissemens particuliers aux Antilles, à Cayenne et au Sénégal. Colbert achète au nom du Roi tous les établissemens des Antilles. 1630, Origine des boucaniers et des flibustiers. 1664, La France prend sous sa protection leur établissement à Saint-Domingue ; cette partie de l'île lui reste à la paix de Ryswick, 1698. 1664-1674, Première compagnie privilégiée des Indes occidentales. 1661, L'Acadie, disputée par l'Angleterre à la France, reste à cette dernière jusqu'à la paix d'Utrecht, 1713. 1680, Entreprise sur la Louisiane.

1679, 1685, Compagnies d'Afrique. — 1664, Compagnies des Indes orientales. Tentatives sur Madagascar. 1675, Comptoir à Surate. 1679, Fondation de Pondichéry. Défense d'importer les produits industriels de l'Inde. Ruine de la compagnie.

Colonies danoises, peu importantes, à Tranquebar, vers 1620; et à Saint-Thomas, 1671.

CHAPITRE XX.

Etats méridionaux. Empire d'Allemagne. 1648-1715

§ 1. — *Portugal, Espagne, Italie.*

Tous les états du Midi semblent frappés de langueur. Le Portugal a recouvré son indépendance; mais, abandonné par la France, il se dévoue à l'Angleterre, dont il sera de plus en plus dépendant. L'Espagne parvient au dernier degré de faiblesse, et se relève un peu sous une nou-

velle dynastie. L'Italie semble encore soumise à l'Espagne ; mais on y sen l'influence du roi de France et de l'Empereur, dont les familles rivales doivent bientôt se disputer la possession de cette contrée.

Portugal. 1656-1667, Alphonse VI, successeur de Jean IV. Il s'allie à l'Angleterre, 1661, 1663, 1665, Victoires de Schomberg sur les Espagnols. 1667, Alphonse obligé de nommer son frère régent. 1668, Paix avec l'Espagne, qui reconnaît l'indépendance du Portugal. 1669, Paix avec les Provinces-Unies, qui conservent leurs conquêtes sur les Portugais dans les Indes orientales. — 1667-1706, Pierre II. 1703, Le Portugal accède à la grande alliance contre la France, et n'obtient à la paix d'Utrecht qu'une meilleure limitation pour ses colonies dans l'Amérique méridionale. 1703, Traité de commerce de *Methuen* avec l'Angleterre.

Espagne. 1665-1700, Charles II, successeur de Philippe IV. Langueur de la monarchie espagnole, dépouillée successivement par la France. Extinction de la branche espagnole de la maison d'Autriche. — Avénement de la maison de Bourbon. 1700-1746, Philippe V. 1701-1713, Guerre de la Succession. (*Voy.* le règne de Louis XIV.) 1713, Convocation des Cortès ; abolition de *la succession castillane.*

Italie. L'affaiblissement de l'Espagne dans le XVIIe siècle semble devoir rendre quelque liberté aux petits princes italiens. Trop peu encouragés par la France, ils se tournent du côté de l'Empereur. Venise seule, dans ses guerres contre les Turcs, annonce encore quelque vigueur.

1647-1648, Révolte de Naples sous Masaniello et le duc de Guise ; révolte de Palerme. 1674-1678, Révolte de Messine. Louis XIV proclamé roi de Sicile. — Le roi de France fait encore sentir trois fois sa suprématie en Italie. 1664, 1687, Insultes faites au Pape. 1684, Bombardement de Gênes. — 1708, 1709, Les duchés de Mantoue et de la Mirandole confisqués par l'Empereur. — Grandeur de la maison de Savoie, sous Victor Amédée II, 1675-1730. L'Angleterre, pour assurer l'équilibre de l'Italie, lui fait accorder, par le traité d'Utrecht (1713), la dignité royale et la possession de la Sicile.

§ II. — *Empire, Hongrie et Turquie.*

Empire. Les principaux événemens qui ont lieu de 1648 à 1713 dans l'empire germanique semblent en préparer la dissolution. 1° Les divisions religieuses et Politiques, que le traité de Westphalie est loin d'avoir fait cesser, amènent les Protestans à une sorte de scission (création du *Corps évangélique*). 2° La France, en négociant avec chaque prince séparément, donne à tous les membres du corps germanique une importance individuelle. 3° L'élévation des électeurs de Saxe et de Hanovre (plus tard celle d'un prince de Hesse-Cassel) à des trônes étrangers engage l'Allemagne dans toutes les affaires de l'Europe. 4° La création du royaume de Prusse rompt l'unité de l'Empire.

L'Allemagne trouve cependant des principes d'union dans son état

d'hostilité à l'égard des Français et des Turcs, et dans la fondation des *Diètes permanentes.*

L'Empire ne voit pas d'abord que l'ancien système n'existe plus, et regarde encore la France comme sa protectrice contre la maison d'Autriche. Les réunions d'Alsace lui ouvrent les yeux, et la maison d'Autriche se retrouve véritablement à la tête du corps germanique. Toute-puissante sous Joseph Ier, elle s'affaiblit de nouveau, malgré son agrandissement matériel, par l'incapacité de Charles VI, qui, ne songeant qu'à faire garantir sa pragmatique, sacrifie toujours le présent à l'avenir.

1648-1657, Fin du règne de Ferdinand III. 1654, Formation du *Corps evangélique.* 1656, Partage de la succession de Saxe. — 1658-1705, Léopold Ier, élu de préférence à Louis XIV et à l'électeur de Bavière. 1658, Ligue du Rhin sous l'influence de la France. 1663, Diète perpétuelle de Ratisbonne. 1680, Réunions d'Alsace. 1685, Extinction de la branche palatine de Simmern. 1688, Election de l'archevêque de Cologne. 1692, Création d'un neuvième électorat en faveur de la maison de Hanovre (agrandie récemment par la succession de Saxe-Lauenbourg). 1697, Auguste II, électeur de Saxe, élevé au trône de Pologne. 1700-1701, la Prusse érigée en royaume; Frédéric Ier. 1705, Confiscation de la Bavière.

1705-1711, Joseph Ier, empereur. 1708, Rétablissement des électeurs-rois de Bohême dans les droits comitiaux. Réunion du Mantouan à l'Empire.—1711-1740, Charles VI, empereur. Capitulation perpétuelle. 1713, Pragmatique sanction de Charles VI. 1714, La maison de Hanovre appelée au trône d'Angleterre dans la personne de l'électeur Georges.

Hongrie et Turquie. La maison d'Autriche étouffe pour toujours la résistance de la Hongrie, rend ce royaume héréditaire, et depuis la réunion de la Transylvanie, n'a plus rien à craindre des Turcs. — La Turquie déploie encore quelque vigueur, mais elle est en proie à l'anarchie; elle éprouve les plus sanglantes défaites, et ne compense pas par ses conquêtes sur les Vénitiens les pertes qu'elle fait du côté de la Hongrie.

1655-1687, Léopold Ier. — 1648-1687, Mahomet IV. Mécontentement des Hongrois. Troubles de la Transylvanie. Conquêtes des Turcs arrêtées par la victoire de Montécuculli à Saint-Gotthard, 1664. *Trève de Temeswar;* les Turcs conservent leurs conquêtes. (1669, Candie prise aux Vénitiens par les Turcs, après un blocus de vingt ans.)

Nouveaux troubles de Hongrie. Exécution des comtes Zrini, Frangepani, etc. Persécutions religieuses. Suppression de la dignité de Palatin. 1677, Guerre civile. Tœkœli soutenu par les Turcs. 1683; Vienne assiegée par le grand-visir Kara-Mustapha, et délivrée par Sobieski. Venise et la Russie prennent parti pour l'Autriche. Victoires de Charles de Lorraine, de Louis de Bade et du prince Eugène. 1686, Conquête de la partie de la Hongrie soumise aux Turcs, de la Transylvanie et de l'Esclavonie. 1687, Diète de Presbourg; le trône de Hongrie déclaré héréditaire.

1681-1740, Joseph Ier, Charles VI. — 1687-1730, Soliman III, Achmet II, Mustapha II, Achmet III. — Les Autrichiens envahissent

la Bulgarie, la Servie et la Bosnie, bientôt reprises par le grand-visir Mustapha-Kiuperli. 1691, Défaite et mort de Kiuperli à Salankemen. 1697, Défaite du sultan Mustapha II à Zentha. 1699, *Paix de Carlowitz;* l'Empereur maître de la Hongrie (moins Temeswar et Belgrade), de la Transylvanie et de l'Esclavonie; la Porte cède la Morée aux Vénitiens, Kaminiec aux Polonais, Azow aux Russes.

1703, Soulèvement des Hongrois et des Transylvains, sous François Rakoczi, apaisé en 1711.

1715, La Morée reconquise sur les Vénitiens par les Turcs. L'empereur Charles VI, le Pape et le roi d'Espagne arment pour les Vénitiens. Siége de Corfou. 1716, Victoire du prince Eugène à Peterwaradin; 1717, devant Belgrade. 1718, *Paix de Passarowitz;* les Vénitiens perdent la Morée; l'Empereur gagne Temeswar, Belgrade et une partie de la Valachie et de la Servie.

CHAPITRE XXI.

Etats du Nord. Charles XII et Pierre le Grand. 1648-1725.

La Suède, qui depuis Gustave-Adolphe joue un rôle au-dessus de ses forces réelles, a la suprématie, et tend à l'empire du Nord. Charles-Gustave, moins politique que guerrier, ne parvient qu'à lui assurer les côtes de la Baltique. Après lui, le sénat, qui gouverne, vend ses secours à la France, et compromet la gloire militaire de la Suède. — Réunie de nouveau sous le pouvoir monarchique, la Suède redevient conquérante, et réalise un moment tous les projets de Charles-Gustave. Mais elle retombe, épuisée par ses efforts héroïques, à la place que sa faiblesse et la grandeur de la Russie lui marquent désormais.

Le Danemark semble profiter moins que la Suède à l'établissement du pouvoir absolu. Il voit passer la suprématie du Nord, de la Suède à la Russie, comme auparavant de la Pologne à la Suède. Mais ce qui lui importe le plus, c'est que toute autre puissance que la Suède soit prépondérante dans la Baltique.

La Pologne reçoit dans sa constitution de nouveaux élémens d'anarchie. Elle a besoin d'un législateur : Jean Sobieski n'est qu'un héros. L'éclat nouveau dont elle brille sous lui appartient tout entier au souverain. Avec le XVIIIe siècle, commence pour la Pologne un âge de dépendance des étrangers; les dissensions religieuses qui s'y développent doivent amener à la fin du siècle l'anéantissement de la Pologne, comme état indépendant.

La Russie, n'ayant pas encore une organisation régulière, ne peut agir puissamment au dehors. Elle cède d'abord à la Suède, mais prend sur

la Pologne au ascendant qui doit toujours s'accroître. Le nivellement des rangs prépare l'établissement du pouvoir absolu, qui donnera à la Russie l'organisation intérieure et l'influence extérieure. — Sous Pierre le Grand, toutes les forces sont concentrées dans la maison du prince; la Russie se fait jour jusqu'aux trois mers qui la bornent, et devient, dans l'espace d'un seul règne, une nation européenne et la puissance dominante du Nord.

§ I. —*États du Nord, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle.*

Suède et Danemark. 1654, Abdication de Christine, fille de Gustave-Adolphe. 1654-1660, CHARLES-GUSTAVE, X^e du nom. Il rompt la trêve avec la Pologne. 1656, Bataille de Varsovie. 1657, Le tzar Alexis, l'empereur Léopold, le roi de Danemark, FRÉDÉRIC III, et l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, se liguent contre la Suède. Charles-Gustave évacue la Pologne et envahit le Danemark. 1658, Paix de Roschild, bientôt rompue par le roi de Suède. Il échoue devant Copenhague. Intervention de la Hollande. 1660, Mort de Charles-Gustave; minorité de CHARLES XI.

1660, *Traité de Copenhague :* le Danemark cède à la Suède les provinces de Scanie, de Bleckingie, de Halland et de Bahus; *Traité d'Oliva :* le roi de Pologne renonce à ses prétentions à la couronne de Suède, et abandonne à cette puissance la Livonie et l'Estonie; il reconnaît l'indépendance de la Prusse ducale; 1661, *Traité de Kardis :* la Russie rend à la Suède ses conquêtes en Livonie.

1615-1679, Revers de la Suède, alliée de Louis XIV. Supériorité du Danemark, allié de l'électeur de Brandebourg. 1679, la Suède recouvre ses provinces dans l'Empire, à la paix de Nimègue.

Les gouvernemens de Danemark (1660) et de Suède (1680) deviennent, d'aristocratiques qu'ils étaient, purement monarchiques. 1680, Le roi de Danemark déclaré par les Etats héréditaire et absolu. 1680, 1683, 1693, Le roi de Suède affranchi par les États de la domination du sénat, et déclaré absolu; réunion violente des domaines royaux. — 1680-1697, La Suède, sous Charles XI, augmente ses forces, comme pour se préparer à la guerre qu'elle doit soutenir au commencement du XVIIIe siècle. 1660-1699, La puissance du Danemark, accrue de même par la nouvelle forme du gouvernement, sous FRÉDÉRIC III et CHRISTIERN V, est affaiblie par la querelle des deux branches de la famille royale (branche régnante, branche ducale de Holstein-Gottorp); cette querelle doit être l'occasion de la guerre générale du Nord.

Pologne. 1648-1674, Règnes malheureux de JEAN CASIMIR et de MICHEL WIESNIOWICKI. 1652, Origine du *liberum veto.* Casimir essaie en vain de se donner pour successeur le fils du grand Condé. 1647-1667, Soulèvement des Cosaques, soutenus par les Tartares et (depuis 1654) par les Russes. 1668, Abdication de Jean Casimir. 1671, Nouvelle guerre des Cosaques, soutenus par les Turcs. 1673, Victoire de Jean Sobieski sur les Turcs, à Choczim.

1674-1691, JEAN SOBIESKI. Ce héros défend la Pologne contre les Turcs,

délivre l'Autriche (*voyez* le chap. XIX); mais il est obligé, en 1686, d'acheter l'alliance des Russes contre les Ottomans, en leur cédant Smolensko, Tschernigow, Nowgorod-Severskoi, Kiovie, la petite Russie, et la suzeraineté des Cosaques *Zaporogues*. — 1697, Élection d'Auguste II, électeur de Saxe.

Russie. 1646-1676, Alexis *Michaïlowitsch*. La Russie commence à s'agrandir aux dépens de la Pologne. Troubles intérieurs. — 1676-1682, Fédor II *Alexiéwitsch*. Abolition des rangs et prérogatives héréditaires de la noblesse. — 1682-1689, Iwan V et Pierre Ier. Sophie, leur sœur, gouverne en leur nom. 1685, Révolte des strelitz.

1689, Pierre *le Grand* règne seul.

§ II. — *États du Nord au commencement du XVIIIe siècle. Charles XII et Pierre le Grand.*

1699. Alliance secrète du Danemark, de la Pologne et de la Russie, contre la Suède. 1700, Invasion du Sleswic par les Danois, de la Livonie par le roi de Pologne et par le Tzar. Charles XII débarque en Zélande, et, assisté des Anglais et des Hollandais, oblige Frédéric IV à signer la paix de Traventhal. Victoire du roi de Suède sur les Russes, à Narva. 1702, 1706, Autres victoires sur les Polonais et les Saxons. Charles XII fait déposer Auguste, et élève au trône de Pologne Stanislas Leszczinski. 1706, Invasion de la Saxe; Auguste renonce à la couronne de Pologne.

1708, Charles XII attaque Pierre le Grand, qui vient d'envahir une partie de l'Ingrie, de la Livonie et de la Pologne. Il s'enfonce dans l'Ukraine. 1709, Défaite de Charles XII devant Pultawa. Renouvellement de l'alliance d'Auguste II, de Frédéric IV, et de Pierre le Grand contre la Suède. Auguste II rétabli en Pologne. Invasion du Holstein et de la Scanie, des provinces de la Suède en Allemagne, et conquête définitive de l'Ingrie, de la Livonie et de la Carélie.

1709-1713, Charles XII, réfugié à Bender, excite les Turcs contre les Russes. Ses espérances trompées par le traité du Pruth. 1714, Retour de Charles XII en Suède. 1715, Ligue de la Russie, du Danemark et de la Pologne, avec la Prusse et l'Angleterre, contre la Suède. Ministère de Goertz. Négociations avec Pierre le Grand. 1718, Charles XII est tué devant Friedrichshall en Norwége.

1719, 1720, 1721, *Traités de Stockholm et de Nystadt*. La Suède cède au Hanovre Brême et Verden; à la Prusse, Stettin et une partie de la Poméranie; elle reconnaît Frédéric-Auguste pour roi de Pologne; elle renonce, à l'égard du Danemark, à l'exemption des péages du Sund, et lui garantit la possession du Slesvic; enfin elle abandonne à la Russie, la Livonie, l'Estonie, l'Ingrie et la Carélie.

Ces pertes immenses, et surtout l'affaiblissement du pouvoir royal, contre lequel a prévalu de nouveau l'aristocratie, ôtent à la Suède toute importance politique pour un demi-siècle.

1689-1725, *Règne de Pierre le Grand*. Grandes vues de ce prince, qui suit les plans d'Iwan III et d'Iwan IV : 1° il entreprend de civiliser la Russie à l'imitation des autres nations de l'Europe; il attire les étran-

gers, et fait lui-même de longs voyages; le premier (1697) en Hollande et en Angleterre, pour s'instruire dans les arts mécaniques et dans la marine; le second (1717) en Allemagne, en Danemark et en France, pour mieux connaître les intérêts politiques de l'Europe; 2° il fait de la Russie une puissance maritime. Pour s'ouvrir la navigation de la mer Noire, il attaque les Turcs, et leur prend, en 1696, le port d'Azow, qu'il perd en 1711; pour s'ouvrir la navigation de la Baltique, il fait la guerre à la Suède (1700-1721), et fonde, en 1703, Saint-Pétersbourg, qui devient la capitale de son empire. Vers le commencement de son règne, il donne une nouvelle importance au port d'Archangel, sur la mer Blanche, et vers la fin (1722), il enlève aux Persans Derbent, sur la mer Caspienne.

3° Il renverse toutes les barrières qui pouvaient arrêter le pouvoir absolu; il casse la milice des strélitz, 1698; il abolit la dignité patriarcale, 1721.

Organisation de l'armée; écoles; réforme des finances, de la législation, de la discipline ecclésiastique, du calendrier. Police. Manufactures; canaux; commerce de caravanes avec la Chine.

Le Fort; Menzikoff. Pierre épouse Catherine, 1707; fait condamner à mort son fils Alexis, 1718; prend le titre d'empereur, 1721; ordonne que les princes régnans puissent désigner leur successeur,

DEUXIÈME PARTIE DE LA TROISIÈME PÉRIODE.

1715-1789.

CHAPITRE XXII.

Etat de l'Occident après la paix d'Utrecht et la mort de Louis XIV. Guerres et négociations relatives à la succession d'Espagne. 1715-1738.

Le traité d'Utrecht n'a point satisfait les deux principales parties intéressées dans la guerre de la succession d'Espagne. Cependant l'union étroite de la France, de l'Angleterre et de la Hollande, empêche deux fois la guerre générale d'éclater (1720, 1727), et prolonge la paix pendant vingt ans (1713-1733).

L'élection de Pologne embrase enfin toute l'Europe. Les intérêts de la grande puissance orientale commencent à se mêler à ceux des états occidentaux; les Russes apparaissent la première fois sur le Rhin. La France ne parvient pas à donner un roi à la Pologne, malgré la Russie; mais l'Autriche, alliée de la Russie, fournit tous les dédommagemens de la

guerre : la France se fortifie par l'acquisition de la Lorraine ; l'Espagne recouvre, pour un de ses princes, le royaume de Naples. L'Autriche rentre ainsi peu à peu dans ses anciennes limites, d'où la paix de Rastadt l'avait fait sortir.

Angleterre. 1714-1727, Avénement de la maison de Hanovre, dans la personne de Georges Ier. Ce prince entièrement livré aux Whigs. L'Angleterre, toujours plus puissante depuis la paix d'Utrecht, exerce la même influence sur la Hollande, qui décline insensiblement.

France. 1715-1723, Minorité de Louis XV. Régence du duc d'Orléans. Ce prince, inquiété par le roi d'Espagne et par les princes légitimés, se lie étroitement avec l'Angleterre, qui de son côté craint les entreprises du prétendant.

Espagne. 1700-1746, Philippe V. Il est gouverné d'abord par la princesse des Ursins, ensuite par sa seconde femme, Élisabeth de Parme. 1715-1719, Ministère d'Albéroni.

Autriche. 1711-1740, Charles VI. La maison d'Autriche est considérablement agrandie, mais non fortifiée par le traité d'Utrecht. Troubles religieux de l'Empire. Guerre civile de Hongrie. Guerre des Turcs.

Toutes les puissances, excepté l'Espagne, sont intéressées au maintien de la paix d'Utrecht, et s'efforcent pendant vingt ans de la prolonger par des négociations.

Vastes projets d'Albéroni pour reconquérir les pays démembrés de la monarchie espagnole, pour dépouiller le duc d'Orléans de la régence, et pour rétablir le prétendant sur le trône d'Angleterre. Ses négociations avec Charles XII et Pierre le Grand. 1717, Triple alliance (le régent de France avec le roi d'Angleterre et la Hollande). 1717-1718, La Sardaigne et la Sicile reconquises par les Espagnols. Conspiration de Cellamare contre le régent.

1718, *Quadruple alliance* (la France, l'Angleterre et la Hollande avec l'Empereur). L'Espagne est forcée d'y souscrire, 1720. L'Empereur renonce à l'Espagne et aux Indes ; le roi d'Espagne, à l'Italie et aux Pays-Bas ; l'infant don Carlos reçoit l'investiture des duchés de Toscane, de Parme et de Plaisance, considérés comme fiefs de l'Empire, lesquels seront occupés provisoirement par des troupes neutres ; l'Autriche prend pour elle la Sicile, et donne la Sardaigne en échange au duc de Savoie.

1721-1725, Congrès de Cambrai. Difficultés suscitées par l'Empereur et le roi d'Espagne, relativement à la forme des renonciations ; par l'Empereur, relativement à l'acceptation de sa *pragmatique sanction ;* par la Hollande et l'Angleterre, relativement à la compagnie d'Ostende ; par les ducs de Parme et de Toscane, relativement aux investitures accordées à l'infant don Carlos.

1725, Rupture du congrès de Cambrai ; le duc de Bourbon, premier ministre de France, décide cet événement en renvoyant l'infante pour faire épouser à Louis XV la fille du roi de Pologne fugitif, Stanislas Leczinski. Paix de Vienne entre l'Autriche et l'Espagne ; alliance défensive, à laquelle accèdent la Russie et les principaux états catholiques de l'Empire. Alliance de Hanovre entre la France, l'Angleterre et la Prusse, à laquelle accèdent la Hollande, la Suède et le Danemark.

Plusieurs causes préviennent la guerre générale prête à éclater : 1° la mort de Catherine Ire, impératrice de Russie; 2° le caractère pacifique des principaux ministres de France et d'Angleterre, le cardinal de Fleury (1726-1743) et Robert Walpole (1721-1742). Médiation du pape; préliminaires de Paris. 1728, Congrès de Soissons. 1729, Paix de Séville (entre la France, l'Angleterre et l'Espagne). 1731, *Traité de Vienne :* L'Angleterre et la Hollande garantissent la pragmatique de Charles VI; il renonce à faire le commerce des Indes par les Pays-Bas, et consent à l'occupation de Parme et de Plaisance par les Espagnols.

1733, Mort d'Auguste II, roi de Pologne. Deux prétendans à la couronne : Auguste III, électeur de Saxe, fils du feu roi, soutenu par la Russie et l'Autriche; Stanislas Leczinski, beau-père de Louis XV, soutenu par la France, alliée à l'Espagne et à la Sardaigne. L'Angleterre et la Hollande restent neutres, malgré leur alliance avec l'Autriche. Stanislas est chassé par les Russes et les Saxons, mais la France et l'Espagne attaquent l'Autriche avec succès. Occupation de la Lorraine. Prise de Kehl. 1734, L'Empire se déclare contre la France. Prise de Philipsbourg. Conquête du Milanais par les armées sardes et françaises. Victoires de Parme et de Guastalla. — 1734-1735, Conquête du royaume de Naples et de la Sicile par les Espagnols. Victoires de Bitonto. L'infant don Carlos couronné roi des Deux-Siciles.

L'arrivée de dix mille Russes sur le Rhin, la médiation des puissances maritimes, et le désir de confirmer l'établissement des Bourbons d'Espagne en Italie, malgré la jalousie des Anglais, déterminent le cardinal de Fleury à traiter avec l'Autriche. 1738, *Traité de Vienne :* Stanislas reçoit, en dédommagement du trône de Pologne, la Lorraine, qui, à sa mort, doit passer à la France; François, duc de Lorraine, gendre de l'Empereur, reçoit en échange le grand-duché de Toscane, comme fief de l'Empire (le dernier Médicis étant mort sans postérité); les Deux-Siciles et les ports de Toscane sont assurés à l'infant don Carlos (Charles III); l'Empereur recouvre le Milanais, le Mantouan, Parme et Plaisance. Novare, Tortone restent au roi de Sardaigne.

CHAPITRE XXIII.

Guerre de la succession d'Autriche, 1741-1748; et guerre de Sept ans, 1756-1763.

Le milieu du XVIIIe siècle est marqué par deux ligues européennes, tendant à l'anéantissement des deux grandes puissances germaniques. L'une de ces puissances, autrefois prépondérante, excite par sa faiblesse et son isolement l'ambition de tous les états : l'autre, par son élévation subite, allume leur jalousie. Chacune d'elles engage toute l'Europe dans la lutte qu'elle soutient contre sa rivale. Chacune d'elles se

défend avec succès, heureusement pour les agresseurs eux-mêmes, dont l'imprudence allait rompre l'équilibre continental.

Les deux guerres n'en sont véritablement qu'une, séparée par une trêve de six ans. Quoiqu'elles aient la même durée, le nom de *Guerre de Sept ans* est resté exclusivement à la seconde.

§ I. — *Guerre de la succession d'Autriche*, 1741-1748.

Prétentions contradictoires des princes alliés contre l'Autriche. Le roi de Prusse sait seul ce qu'il veut, et l'obtient.

D'abord (1741-1744), le but est d'anéantir l'Autriche; puis (1744-1745), de délivrer la Bavière. Jusqu'en 1744 l'Allemagne est le théâtre de la guerre; la Prusse et la France sont les parties principales contre l'Autriche. Dans le reste de la guerre, la France, partie principale, combat surtout en Italie et dans les Pays-Bas.

L'Angleterre soutient l'Autriche par ses négociations et par ses armes; à cette occasion commence ce système de subsides par lequel elle achète la direction de la politique continentale. L'Autriche subsiste, et ne perd que trois provinces; mais elle est profondément humiliée par la perte de la Silésie, et ne peut consentir à l'élévation du roi de Prusse, devenu avec l'Angleterre l'arbitre de l'Europe.

1740, Mort de l'empereur Charles VI, dernier mâle de la maison de Habsbourg-Autriche. Sa pragmatique sanction, garantie par tous les états de l'Europe, assure sa succession à sa fille aînée Marie-Thérèse, épouse de François de Lorraine, duc de Toscane, au préjudice des filles de Joseph Ier. Les époux de ces princesses, Charles Albert, électeur de Bavière (descendant de l'empereur Ferdinand Ier), et Auguste II, électeur de Saxe, roi de Pologne, font valoir leurs droits à la succession d'Autriche. Philippe V, roi d'Espagne, réclame la Bohême et la Hongrie; Frédéric II, roi de Prusse, une partie de la Silésie; Charles Emmanuel, roi de Sardaigne, le Milanais. La France, entraînée par les frères de Belle-Isle, malgré le cardinal de Fleury, appuie les prétentions de ces diverses puissances.

Abandon de Marie-Thérèse; l'Angleterre encore sous le ministère de Walpole, et occupée d'une guerre contre l'Espagne; la Suède engagée par les intrigues de la France dans une guerre malheureuse contre la Russie. — 1740, 1741, Le roi de Prusse envahit la Silésie, et gagne la bataille de Molwitz. 1741, L'électeur de Bavière et les Français s'emparent de la haute Autriche, et envahissent la Bohême. 1742, L'électeur de Bavière élu empereur sous le nom de Charles VII.

Héroïsme de Marie-Thérèse. Dévoûment des Hongrois à sa cause. Elle reçoit des subsides de la Hollande et de l'Angleterre. 1742, Chute du ministre pacifique Walpole. La Sardaigne se déclare pour Marie-Thérèse. Une escadre anglaise force le roi de Naples à la neutralité. La médiation de l'Angleterre, et la défaite de Czaslau, décident Marie-Thérèse à céder la Silésie au roi de Prusse, qui se détache de la ligue; traité de Berlin. L'électeur de Saxe, roi de Pologne, suit l'exemple du roi de Prusse. 1743, L'armée *pragmatique* de George II victorieuse à Dettingen; traité de Worms (entre Marie-Thérèse et le roi de Sardaigne). Les Fran-

çais évacuent la Bohême, l'Autriche, la Bavière, et sont repoussés en-deçà du Rhin.

1744, La France déclare la guerre à la reine de Hongrie et au roi d'Angleterre. Union de Francfort, conclue entre la France, la Prusse, l'électeur palatin, le landgrave de Hesse et l'Empereur, pour faire reconnaître ce dernier, et le rétablir dans ses états héréditaires. Frédéric envahit la Bohême. Les Français rentrent en Allemagne. Les Impériaux reprennent la Bavière. 1745, Mort de Charles VII. Maximilien-Joseph, son fils, traite avec la reine de Hongrie à Fuessen. Élection au trône impérial de François Ier, époux de Marie-Thérèse.

Frédéric s'assure la possession de la Silésie par les victoires de Hohenfriedberg, de Sorr et de Kesselsdorf; et, par l'envahissement de la Saxe, force l'électeur et la reine à signer le traité de Dresde. — Les Français continuent la guerre avec succès; en Italie, 1745, secondés par les Génois, par le roi de Naples et par les Espagnols, ils établissent l'infant don Philippe dans les duchés de Milan et de Parme; dans les Pays-Bas, sous le maréchal de Saxe, ils gagnent les batailles de Fontenoi (1745) et de Raucoux (1746). — 1745-1746, Expédition de Charles-Édouard, fils du Prétendant, qui force l'Angleterre de rappeler le duc de Cumberland des Pays-Bas (Batailles de Preston-Pans et de Culloden).

1746, Les Français et les Espagnols battus à Plaisance. L'armée espagnole rappelée par le nouveau roi Ferdinand VI. Les Autrichiens chassent les Français de la Lombardie, s'emparent de Gênes, et envahissent la Provence. La révolution de Gênes les oblige à repasser les Alpes. — 1747, Conquête de la Flandre hollandaise par les Français. Le stathoudérat rétabli et déclaré héréditaire en faveur de Guillaume IV, prince de Nassau-Dietz. Victoire des Français à Lawfeld, et prise de Berg-op-Zoom. 1748, Le siége de Maëstricht décide la Hollande et l'Angleterre à traiter. La France y est décidée par l'arrivée des Russes sur le Rhin, par la destruction de sa marine et la perte de ses colonies (*voy.* plus bas).

Paix d'Aix-la-Chapelle. La France, l'Angleterre et la Hollande se rendent leurs conquêtes en Europe et dans les deux Indes; Parme, Plaisance et Guastalla sont cédés à don Philippe (frère des rois de Naples et d'Espagne, et gendre de celui de France); la pragmatique de Charles VI, la succession de la maison de Hanovre en Angleterre et en Allemagne, la possession de la Silésie par le roi de Prusse, sont confirmées et garanties.

§ II. — *Guerre de Sept ans,* 1756-1763.

La jalousie de l'Autriche arme l'Europe contre un souverain qui ne menace point l'indépendance commune. L'Angleterre lutte en même temps contre la France et l'Espagne. Frédéric et William Pitt, unis d'intérêts, conduisent séparément la guerre continentale et la guerre maritime.

Supériorité de Frédéric; son génie militaire; discipline de ses troupes; habileté de ses lieutenans, le prince Henri, Ferdinand de Brunswick, Schwérin, Seidlitz, Schmettau, Keith. L'Autriche lui oppose, comme généraux, Brown, Dawn, Laudon; et comme négociateur, Kaunitz.

La France, en attaquant l'Angleterre dans le Hanovre, force ce royaume

et les états voisins à devenir le rempart de Frédéric, et néglige la guerre maritime. — Le pacte de famille trop tardif pour être utile à la France.

Frédéric sort vainqueur de sa lutte contre l'Europe. La Prusse subsiste, et garde la Silésie. L'Angleterre atteint son but, la destruction de la puissance maritime de la France. Frédéric, quoique affaibli, partage toujours le premier rang avec l'Angleterre. Mais il ne désire plus la guerre, et l'union de la France et de l'Autriche promet une longue paix au continent.

Mésintelligence entre la France et l'Angleterre. 1754, Premières hostilités en Amérique. 1756, Alliance de l'Angleterre avec la Prusse, de la France avec l'Autriche. Partage projeté des états du roi de Prusse.

Il prévient ses ennemis en attaquant la Saxe ; il occupe Dresde, bat les Autrichiens à Lovositz, et fait poser les armes aux Saxons à Pirna. — La France s'empare de Minorque, et fait passer des troupes dans la Corse; mais bientôt elle néglige la guerre maritime pour attaquer l'Angleterre dans le Hanovre. 1757, Succès des Français. Victoire de Hastenbeck. Convention de Closter-Seven. La Suède, la Russie et l'Empire accèdent à la ligue contre le roi de Prusse.— Frédéric entre en Bohême, gagne la bataille de Prague ; il est repoussé et défait à Kolin. Un de ses lieutenans est battu par les Russes à Jægerndorf. Danger de sa situation. Il évacue la Bohême, passe en Saxe, et bat les Français et les Impériaux à Rosbach.

Frédéric retourne en Silésie, et répare la défaite de Breslaw par la victoire de Lissa. Il envahit successivement la Moravie, la Bohême, empêche la jonction des Autrichiens avec les Russes. 1758, Il remporte sur ceux-ci la victoire long-temps disputée de Zorndorf. Il est surpris à Hochkirchen par les Autrichiens. 1759, les Prussiens battus par les Russes à Palzig; par les Russes et les Autrichiens à Kunersdorf ; par les Autrichiens à Maxen. Les vainqueurs ne profitent pas de leurs succès. Les Prussiens, battus de nouveau à Landshut, sont vainqueurs à Liegnitz et à Torgau, 1760. Ils reprennent la Silésie, et envahissent de nouveau la Saxe.

1758-1762, Campagnes malheureuses des Français. 1758, Ferdinand de Brunswick les ayant chassés du Hanovre, passe le Rhin, et gagne la bataille de Crevelt. Les Français occupent la Hesse, et Ferdinand repasse le Rhin. 1759, Victoire de Broglie à Berghen. Défaite des Français à Minden. 1760, Victoires des Français à Corbach et à Clostercamp; dévoûment du chevalier d'Assas. 1761, Les Français vainqueurs à Grumberg, vaincus à Fillingshausen.

1759, Mort du roi d'Espagne Ferdinand VI; il a pour successeur son frère, le roi de Naples, Charles III, qui laisse le trône de Naples à son troisième fils, Ferdinand IV. 1761, *Pacte de famille* négocié par le duc de Choiseul entre les diverses branches de la maison de Bourbon (France, Espagne, Naples, Parme). L'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre et au Portugal. — 1760, Mort du roi d'Angleterre, George II. George III. 1762, Démission de Pitt. —1762, Mort d'Élisabeth, impératrice de Russie. Pierre III. Catherine II rappelle les troupes russes de la Silésie, et se déclare neutre.

1762, *Paix d'Hambourg* entre la Prusse et la Suède. *Paix de Paris* entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal. Le roi de Prusse, par la victoire de Freiberg et la prise de Schweidnitz, décide l'Impé-

ratrice et le roi de Pologne, électeur de Saxe, à signer la *paix à Hubertsbourg*. Le premier et le dernier traité rétablissent les choses en Allemagne dans l'état où elles étaient avant la guerre. Pour la *Paix de Paris* et celle de *Saint-Pétersbourg*, voyez les chapitres XXIII et XXV.

CHAPITRE XXIV.

Colonies des Européens pendant le XVIIIe siècle.

Grandeur croissante des colonies, surtout des anglaises et des françaises, à la faveur du calme dont elles jouissent au commencement du XVIIIe siècle. Immense accroissement du débit des denrées coloniales. Relâchement du système de monopole, surtout en Angleterre depuis l'avénement de la maison de Hanovre. — Les colonies deviennent pour l'Europe une cause de guerres fréquentes, jusqu'à ce que les principales se séparent de leurs métropoles.

La prépondérance maritime est assurée à l'Angleterre par l'abaissement de la France (traité d'Utrecht), et surtout par l'ascendant qu'elle a pris sur la Hollande. Cependant la lutte recommence bientôt entre la France et l'Angleterre. Le théâtre de cette lutte est le nord de l'Amérique, les Antilles et les Indes orientales, où la chute de l'empire du Mogol ouvre un vaste champ aux Européens. La France succombe d'abord dans l'Amérique septentrionale. Mais les colonies anglaises, n'ayant plus à craindre le voisinage des Français ni des Espagnols, s'affranchissent, avec le secours des premiers, du joug de l'Angleterre. Celle-ci trouve une compensation dans les établissemens indiens des Hollandais auxquels elle succède, et dans la conquête du continent de l'Inde.

Division. I. 1713-1739, Histoire des colonies, depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la première guerre. — II. 1739-1765, Guerres des métropoles, à l'occasion de leurs colonies. — III. 1765-1783, Première guerre des colonies contre leurs métropoles. — IV. 1739-1789, Fin de l'histoire des colonies dans le XVIIIe siècle.

I. 1713-1739, Histoire des colonies depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la première guerre. — Commerce de contrebande des Français, et surtout des Anglais, entre eux, et avec les colonies espagnoles.—Nouvelle liberté de commerce accordée aux colonies par l'Angleterre, 1739, 1752; et par la France, 1717. — Introduction de la culture du café à Surinam, 1718; à la Martinique, 1728; dans l'île de France et dans l'île de Bourbon, vers 1736; dans les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, 1732.

1711, Compagnie *anglaise* de la mer du Sud. 1732, Formation de la province de Géorgie. — Nouvelle importance des Antilles *françaises*. 1771, Compagnie française de Mississipi et d'Afrique, à laquelle on

réunit celle des Indes orientales. 1702, Les Français acquièrent l'île de France et l'île de Bourbon. 1736, La Bourdonnais en est nommé gouverneur. 1728-1733, Différends entre les Français et les Anglais au sujet des îles *neutres*. — Décadence des colonies orientales des *Hollandais*. Prospérité de Surinam. — Riches produits de la colonie *portugaise* du Brésil. — 1719, 1733, Agrandissement des possessions *danoises* dans les Antilles. 1734, Fondation d'une compagnie danoise des Indes occidentales. 1731, Commerce de la *Suède* avec la Chine.

II.—1739-1765, Premières guerres des métropoles à l'occasion des colonies. — 1739, Guerre entre l'Espagne et l'Angleterre, à l'occasion du commerce de contrebande que faisait cette dernière puissance avec les colonies espagnoles. Les Anglais prennent Porto-Bello, et assiégent Carthagène. Cette guerre se mêle à celle de la succession d'Autriche. 1740, Expédition de l'amiral Anson. 1745, Prise de Louisbourg. — 1746 1748, Succès des Français aux Indes. Labourdonnais prend Madras aux Anglais; Dupleix les repousse de Pondichéry. 1748, Restitution mutuelle des conquêtes, au traité d'Aix-la-Chapelle. — Nouvelles conquêtes de Dupleix.

Différends qui subsistent au sujet des limites de l'Acadie et du Canada, et relativement aux îles *neutres*. 1754, Assassinat de Jumonville, et prise du fort de la Nécessité 1758, Bataille de Québec; mort de Wolf et de Montcalm. Perte du Canada; des Antilles; des possessions dans les Indes orientales. 1762, Par le traité de Paris, la France recouvre ses colonies, excepté le Canada et ses dépendances; le Sénégal, et quelques-unes des Antilles; elle s'engage à ne plus entretenir de troupes au Bengale; l'Espagne cède la Floride à l'Angleterre, et la France dédommage l'Espagne par la cession de la Louisiane.

1757-1765, Conquêtes de lord Clive dans les Indes orientales. Acquisition du Bengale, et fondation de l'empire anglais dans les Indes.

III. 1765-1783, Première guerre des colonies contre leurs métropoles. — Étendue, population et richesses des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale. Leurs constitutions démocratiques. Elles sentent moins le besoin de la protection de la métropole, depuis que le Canada n'appartient plus aux Français, ni la Floride aux Espagnols. Leur assujétissement au monopole britannique. Le gouvernement anglais entreprend d'introduire des taxes dans ces colonies.

1765, Acte du timbre. 1766, *Bill déclaratoire*. 1767-1770, Impôt sur le thé. 1773, Insurrection de Boston. Acte coercitif. 1774, Congrès de Philadelphie. 1775, Commencement des hostilités. Washington, général en chef des troupes américaines. 1776, Déclaration d'indépendance. Établissement du gouvernement fédératif des *États-Unis d'Amérique*. 1777, Capitulation de Saratoga.

Ambassade de Franklin. 1778, La France s'allie aux Américains; guerre entre la France et l'Angleterre. La France met dans ses intérêts l'Espagne et la Hollande. 1780, *Neutralité armée*. L'Angleterre déclare la guerre à la Hollande. — 1778, Combat d'Ouessant. Les Français s'emparent de plusieurs des Antilles anglaises et du Sénégal; les Anglais, de plusieurs des Antilles françaises et hollandaises, et des possessions hollandaises à la Guiane. 1779-1782, L'Espagne prend Minorque et la Floride occi-

dentale, mais assiége inutilement Gibraltar. 1782, Victoire de Rodney sur le comte de Grasse, dans les Antilles. — 1779-1785, Les Anglais s'emparent des possessions françaises et hollandaises sur le continent de l'Inde. Victoires de Suffren.

1777-1781, Campagnes peu décisives des Anglais et des Américains secourus par les Français. 1781, Capitulation de Cornwallis dans York-Town. — (1782, Ministère de Fox en Angleterre.) 1783-4, *Traités de Versailles et de Paris :* l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique est reconnue par l'Angleterre; la France et l'Espagne recouvrent leurs colonies, et gardent, la première, le Sénégal et les îles de Tabago, Sainte-Lucie, Saint-Pierre et Miquelon ; la seconde, Minorque et les Florides. La Hollande cède aux Anglais Négapatnam, et leur assure la libre navigation dans les mers de l'Inde.

IV. 1739-1789, Fin de l'histoire des colonies dans le XVIIIe siècle. — Progrès des *Anglais* dans des Indes orientales. 1767-1769, et 1774-1784, leurs guerres contre les sultans de Mysore, Hyder-Aly et Tippoo-Saëb, et contre les Marattes. — 1773 et 1784, Nouvelle organisation de la compagnie des Indes orientales, tendant à donner plus d'unité à l'administration, et à la rendre plus dépendante du gouvernement anglais.

1768-1780, Voyages du capitaine Cook. 1786, Colonie de nègres libres à Sierra-Leone. — 1788, Colonie de Sidney-Cove, dans la Nouvelle-Galles.

Colonies espagnoles. Prise de Porto-Bello par les Anglais, 1740, et de la Havane, 1762. 1764, Acquisition de la Guiane française et de la Louisiane, cédées par la France ; et, en 1778, des îles d'Annobon et de Fernand del Po, cédées par le Portugal. — Nouvelle organisation de l'Amérique espagnole. 1776, Quatre vice-royautés et huit capitaineries indépendantes. 1748-1784, Relâchement successif du système de monopole. 1785, Compagnie des Philippines.

Colonies françaises. 1763, Tentative de colonisation à Cayenne. Prospérité de Saint-Domingue. Poivre importe la culture des épices à l'île de France, 1770. — *Colonies hollandaises.* Leur décadence, depuis le commencement du siècle dans les Indes orientales, depuis la guerre d'Amérique dans les Indes occidentales. — *Colonies portugaises.* 1777, Guerre entre le Portugal et l'Espagne, qui s'empare de San-Sacramento. Division du Brésil en neuf gouvernemens. — 1755-1759, Le marquis de Pombal enlève le commerce aux jésuites, et le met entre les mains de plusieurs compagnies privilégiées. 1755, Émancipation des indigènes du Brésil.

Colonies danoises. 1764, le commerce des Indes occidentales devient libre par la dissolution de la compagnie. 1777, la compagnie des Indes orientales cède au gouvernement ses possessions. — *Colonies suédoises.* 1784, Acquisition de Saint-Barthélemi. — 1762, Liberté du commerce *russe* avec la Chine. 1787, Compagnie russe, pour le commerce de pelleterie, dans l'Amérique septentrionale.

CHAPITRE XXV.

Histoire intérieure des Etats occidentaux. 1715-1789.

France. I. 1715-1743. Avénement de Louis XV, en 1715. Testament de Louis XIV cassé par le Parlement. Philippe d'Orléans, régent, 1715-1723. Prétentions du Parlement, des princes légitimés, des ducs et pairs. Intrigues de l'Espagne. 1718, Conspiration de Cellamare, et révolte de Bretagne. — 1716. Refonte des monnaies, et *Visa.* 1717-1721, Système de Law.

1723-1726, Ministère du duc de Bourbon. Impôt universel du cinquantième. Édit contre les Protestans.

1726-1743, Ministère du cardinal de Fleury. D'Aguesseau. Économie de Fleury. Retranchement des rentes. Marine négligée. 1727 - 1732, Troubles du jansénisme.

II. 1743-1774, Plusieurs ministres se succèdent. Machault et d'Argenson, Bernis, Silhouette, etc. Désordre des finances. 1749-1759, Nouveaux troubles du jansénisme. 1757, Assassinat de Louis XV. — 1758-1770, Ministère du duc de Choiseul. 1764, Expulsion des jésuites. Le duc de Choiseul relève la marine française. — 1770-1774, Ministère de Terray, Meaupou, etc. 1771, Dissolution du Parlement.

III. 1774-1789. Louis XVI. Rétablissement du Parlement. Ministère de Maurepas, Turgot, Malesherbes, Saint-Germain et Vergennes. 1776-1781, Ministère de Necker. 1783-1787, Ministère de Calonne. 1787, Assemblée des notables. 1787-1788, Ministère de Loménie de Brienne. 1788, Rappel de Necker. 1789, *États-Généraux.*

Corse. Soulèvement de cette île contre les Génois, dans le commencement du XVIIIe siècle. 1731, Les Génois implorent les secours de l'Empereur. 1734, La Corse se déclare république indépendante. 1736, Le roi Théodore. 1737, Les Génois appellent les Français. 1755, Pascal Paoli. 1768, Gênes cède la Corse à la France.

Genève. 1768, Intervention de la France dans les troubles de cette république. 1782, Nouveaux troubles. Médiation armée des trois puissances voisines. 1789, Nouvelle constitution.

Suisse. Sa neutralité. Troubles intérieurs. 1712-19, Guerre des cantons protestans de Berne et Zurich contre l'abbé de Saint-Gall, soutenu par les cantons catholiques d'Uri, Zug, Schwitz, Unterwalden.

Italie. Dans la première moitié du XVIIIe siècle, comme dans la première moitié du XVIe, les Français, les Espagnols et les Allemands se disputent l'Italie. Mais les guerres du XVIe siècle avaient changé les principaux états italiens en provinces de monarchies étrangères ; celles du XVIIIe

leur rendent des souverains nationaux. — Administration bienfaisante des princes de la maison de Lorraine, en Toscane. 1765-1790, Pierre Léopold. — 1730, Abdication de Victor Amédée II, roi de Sardaigne, en faveur de Charles Emmanuel III. Captivité du vieux roi. La maison de Savoie perd son éclat sous Victor Amédée III, 1773-1796. — Les Deux-Siciles reprennent quelque vie sous les princes de la maison de Bourbon. Charles Ier, 1734 1759, et Ferdinand IV, 1759-1824.

Espagne. Sa faiblesse, malgré l'établissement de la famille royale en Italie. 1724, Abdication momentanée de Philippe IV en faveur de Louis Ier. 1746-1759, Ferdinand VI. — 1759-1788, Charles III passe du trône de Naples à celui d'Espagne. Liaisons étroites avec la France. Ministère d'Aranda, de Campomanès, etc.

Portugal. Langueur de ce royaume sous Jean V, 1706-1750. — 1750-1777, Joseph Ier. Réforme universelle et violente du marquis de Pombal. Abaissement de la noblesse. 1759, Expulsion des jésuites. La révolution opérée par Pombal laisse peu de traces. 1777-1788, Pierre III et Marie.

Angleterre. Attachement de la nation pour la maison de Hanovre. Tentatives du Prétendant. Accroissement de l'influence de la couronne dans le Parlement. — Développement immense de l'industrie et du commerce intérieur et extérieur. Système des emprunts. Accroissement effrayant de la dette. — 1714-1727, George Ier. — 1727-1760, George II. — 1760, George III. — 1721-1742, Ministère de Robert Walpole. 1756-1761, Ministère de William Pitt (lord Chatam). Rivalité de Fox et du second Pitt, qui commence son ministère en 1783.

Empire. Bouleversement momentané, à l'occasion de la succession d'Autriche. La conquête de la Silésie, en rendant irréconciliables la Prusse et l'Autriche, rompt pour jamais l'unité de l'Empire. Tandis que le lien politique se relâche, une sorte de lien moral se forme pour l'Allemagne, par le développement d'une langue, d'une littérature, d'une philosophie communes. — 1711-1740, Charles VI. — 1742-1745, Charles VII. — 1745-1765, François Ier et Marie-Thérèse. — 1765-1790, Joseph II. Douceur du gouvernement de Marie-Thérèse dans ses états héréditaires. Innovations de Joseph II. 1787, Soulèvement des Pays-Bas autrichiens.

Prusse. Elle double dans ce siècle d'étendue et de population. Force et unité du gouvernement. Trésor. Organisation toute militaire. — 1713-1740, Frédéric-Guillaume Ier. — 1740-1786, Frédéric II, dit *le Grand.* — 1786, Frédéric-Guillaume II.

Bavière. 1777, Extinction de la branche cadette de la maison de Wittelsbach, par la mort de l'électeur Maximilien Joseph. La succession doit revenir à l'électeur palatin. Prétentions de l'empereur Joseph II et de Marie-Thérèse; de l'électrice douairière de Saxe, et des ducs de Mecklenbourg. 1778, Accord de la cour de Vienne avec l'électeur palatin. Le roi de Prusse soutient les réclamations du duc de Deux-Ponts, héritier de l'électeur palatin, et envahit la Bohême et la Silésie autrichienne. Intervention de la France et de la Russie. 1779, La succession de Bavière est assurée à l'électeur palatin, qui dédommage les autres prétendans.

Hollande. Elle s'affaiblit par sa longue dépendance de l'Angleterre. Formation du parti anti-anglais. 1747-1751, Rétablissement du stathoudérat en faveur de Guillaume IV, de la branche cadette de Nassau-

Orange. — 1751-1795, Guillaume V. — 1781-1785, Démêlés des Hollandais avec Joseph II. — 1783-1788, Soulèvement contre le Stathouder. Intervention des cours de Berlin et de Versailles. Une armée prussienne fait prévaloir le stathouder. La Hollande renonce à l'alliance de la France, pour celle de la Prusse et de l'Angleterre.

CHAPITRE XXVI.

Etats du Nord et de l'Orient, 1725-1789.

§ I. — *Affaires générales du Nord et de l'Orient. Révolutions de la Russie et de la Pologne.*

L'impulsion donnée à la Russie par Pierre *le Grand* dure jusqu'à l'avénement de Catherine *la Grande*, quoique ralentie pendant la période où les étrangers sont exclus du gouvernement (1741-1762). L'avénement de Catherine est une ère nouvelle pour la Russie.

Le développement de cette puissance est favorisé par la situation de ses voisins. Cependant la Suède est sauvée par une révolution intérieure, la Turquie, par la jalousie des états européens. La Russie, en se mettant à la tête d'une opposition contre la toute-puissance maritime de l'Angleterre, se rend incapable d'exécuter ses projets sur la Turquie. — Elle est plus heureuse du côté de la Pologne. La vigueur du caractère polonais s'est en partie énervée sous Auguste II et Auguste III; la Pologne reçoit un prince de la Russie, est abandonnée de la France, secourue sans succès par la Turquie, et condamnée à garder sa constitution anarchique. Ceux qui étaient intéressés à son existence, la voyant perdue sans ressource, partagent avec la Russie. Ils acquièrent quelques provinces; mais ils introduisent les Russes jusqu'aux frontières de l'Allemagne.

1725-1727, Catherine Ire, veuve de Pierre *le Grand*. Ministère de Menzikoff. — 1727-1730, Pierre II, petit-fils de Pierre *le Grand*, par son fils Alexis. Menzikoff renversé par Dolgorouki. — 1730-1740, Anne *Iwanowna*, nièce de Pierre *le Grand*, veuve du duc de Courlande. Crédit de Biren, de Munich et d'autres étrangers. La Russie étend de nouveau son influence au dehors. 1733, Affaires de Pologne. 1737, Biren, duc de Courlande. — 1736, Les Russes s'allient avec Thamas-Kouli-Khan contre les Turcs, dans le but de reprendre Azow, et de se rouvrir la mer Noire. 1737, L'Empereur s'allie aux Russes. Ceux-ci, sous Munich, prennent Azow, envahissent la Crimée, gagnent la bataille de Choczim et s'emparent de la Moldavie; mais les Turcs chassent les Impériaux de la Valachie et de la Servie, et assiégent Belgrade. 1739, *Paix de Belgrade;* l'Autriche ne conserve que Témeswar de toutes les conquêtes que lui avait assurées la paix de Passarowitz; la Russie rend aussi les siennes, et renonce à la navigation de la mer Noire.

1740-1741, Iwan VI, arrière-neveu de Pierre *le Grand*, fils d'Anne de Mecklenbourg, sous la régence de Biren, puis sous celle de sa mère. 1741, La Suède déclare la guerre à la Russie. — 1741-1762, Élisabeth, deuxième fille de Pierre *le Grand*, renverse le jeune Iwan. Expulsion des étrangers. 1741-1743, Les Suédois battus près de Villemanstrand, et forcés d'abandonner la Finlande. *Paix d'Abo :* une partie de la Finlande reste aux Russes. 1757-1762, Les Russes entrent dans la coalition européenne contre le roi de Prusse. —1762, Pierre III, petit-fils de Pierre *le Grand* par sa mère, Anne Petrowna, fils du duc Holstein-Gottorp. Il s'allie avec la Prusse, et se prépare à attaquer le Danemark, de concert avec Frédéric.

1762-1796, Catherine II détrône Pierre III. Caractère de cette princesse. Situation de la Pologne sous Auguste III (1734-1763). 1764. Stanislas Poniatowski, élevé au trône de Pologne par l'influence de la Russie. 1768, Les *dissidens* rétablis dans leurs droits. Confédération de Bar.

La Porte se déclare contre la Russie. 1769-1770, Les Russes envahissent la Moldavie et la Valachie. Victoires du Pruth et du Kagul. La flotte russe pénètre dans la Méditerranée, soulève la Morée, et brûle la flotte turque dans l'Archipel. 1771, Dolgorouki envahit la Crimée. Intervention de l'Autriche. 1774, Les Turcs bloqués par Romanzow. *Paix de Kaynardgi.* Les Tartares de Crimée sont reconnus indépendans; la Russie rend ses conquêtes, excepté Azow et quelques places sur la mer Noire, et obtient la navigation libre dans les mers de la Turquie; l'Autriche obtient la Bukowine.

1773, *Premier démembrement de la Pologne.* La Russie, l'Autriche et la Prusse s'emparent des provinces limitrophes. — 1780, *Neutralité armée.* La Russie, à la tête des puissances du Nord, fait respecter son pavillon de l'Angleterre et de la France. — 1775, Réduction des Cosaques Zaporogues.

1784, La Russie réunit la Crimée à son empire, du consentement de la Porte. 1787-1791, Guerre des Turcs contre les Russes. L'empereur Joseph II se déclare pour la Russie; le roi de Suède, Gustave III, pour la Porte. Ce dernier prince, attaqué par les Danois, alliés de la Russie, conclut la paix avec l'impératrice à Werela, 1790. Brillantes victoires des Russes sur les Turcs. 1791, *Paix de Szistowa* entre les Autrichiens et la Porte; *Paix de Yassi* entre les Russes et la Porte : Joseph II rend ses conquêtes, mais le Dniester devient frontière des empires de Russie et de Turquie.

1788-1791, Nouvelle constitution de Pologne. 1793, *Second démembrement.* 1795, *Partage définitif de la Pologne* entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. La Courlande se soumet à la Russie. (Révolutions de ce duché. 1737, Extinction de la maison des Kettlers, et avénement de Biren. 1759, Charles de Saxe, fils d'Auguste III, roi de Pologne. 1762, Rétablissement de Biren. Son fils Pierre, après vingt-cinq ans de règne, abdique en faveur de l'impératrice de Russie.)

1796, Mort de Catherine *la Grande.* Sa brillante administration. Législation. Écoles. Fondation de Cherson, 1778; et d'Odessa, 1796. Manufactures. Commerce de caravanes avec la Perse et avec la Chine. Essor

du commerce de la mer Noire. Entreprise d'un canal entre la Baltique et la Caspienne. Voyages de découvertes, etc.

§ II. — *Suède et Danemark. — Turquie.*

Suède. 1719, 1720-1751, Ulrique-Éléonore, sœur de Charles XII (au préjudice du duc de Holstein-Gottorp, fils d'une sœur aînée de ce prince), et Frédéric Ier, de Hesse-Cassel. Le gouvernement, monarchique de nom, devient aristocratique. Faiblesse du gouvernement. Les deux partis de la guerre et de la paix, de la France et de la Russie, *des Chapeaux et des Bonnets.*

1743, Pour condition de la paix d'Abo, la Russie fait désigner à la succession de Suède Adolphe-Frédéric de Holstein-Gottorp, évêque de Lubeck (oncle du nouveau grand-duc de Russie), de préférence au prince royal de Danemark, dont l'élection eût renouvelé l'ancienne union des trois royaumes du Nord. — 1751, 1771, Adolphe-Frédéric II. Nouvel affaiblissement du pouvoir royal.

1771, Gustave III. Caractère de ce prince. 1772, Rétablissement de l'autorité royale. La nouvelle constitution maintient tous les droits des états; mais le sénat n'est plus que le conseil du roi. Vigueur du gouvernement. La Suède, soustraite à l'influence de la Russie, reprend son ancien système d'alliance avec la France et la Turquie. 1772, Assassinat de Gustave III.

Danemark. Calme et bonheur au dedans. Les révolutions du palais ne troublent point la nation. — Funeste rivalité de la branche régnante avec la branche de Holstein-Gottorp.

1730, Mort de Frédéric IV. — 1730-1746, Christiern VI. 1740, Acquisition du Sleswick.—1746-1766, Frédéric V. 1762, Guerre imminente avec la Russie. 1767, Arrangement relatif au Sleswick et au Holstein. — 1766, Christiern VII. Chute et exécution de Struensée. 1784-1808, Régence du prince royal, depuis Frédéric VI.

Turquie. Elle n'a plus à craindre l'Empire. Elle oppose à la Russie une résistance inattendue; cependant la perte de la Crimée et l'établissement de la Russie sur la mer Noire ouvrent la Turquie à toutes les attaques de son ennemi.

1703-1754, Achmet III, Mahmoud Ier. Guerres contre la Perse. 1721-1727, Les Turcs regagnent vers l'Orient ce qu'ils viennent de perdre du côté de l'Occident. 1730-1736, Thamas-Kouli-Khan les dépouille de leurs conquêtes. Mais ils reprennent à l'Empereur les provinces qu'ils lui ont cédées par le traité de Passarowitz. 1743-1746, Nouvelle guerre désavantageuse contre Thamas-Kouli-Khan. — 1754-1789, Othman III, Mustapha III, Abdul-Hamid. Guerres malheureuses contre la Russie.

TABLE DES CHAPITRES

DU PRÉCIS DE L'HISTOIRE MODERNE.

INTRODUCTION, 1453-1494. 1

PREMIÈRE PÉRIODE, 1453-1517.

CHAPITRE Ier. — Italie. Guerre des Turcs, 1453-1494. 9
CHAP. II. — Occident. France et Pays-Bas, Angleterre et Écosse, Espagne et Portugal, dans la seconde moitié du xve siècle. . . 17
CHAP. III. — Orient et Nord. États germaniques et scandinaves dans la seconde moitié du xve siècle. 57
CHAP. IV. — Orient et Nord. États Slaves et Turquie dans la seconde moitié du xve siècle. 65
CHAP. V. — Premières guerres d'Italie, 1494-1516 71

SECONDE PÉRIODE, 1517-1648. 82

CHAP. VI. — Charles-Quint, François Ier et Léon X. 84
CHAP. VII. — Luther. Réforme en Angleterre. Guerre des Turcs, 1517-1555. 101
CHAP. VIII. — Réforme en Angleterre et dans le nord de l'Europe, 1521-1547. 118
CHAP. IX. — Calvin. La Réforme en France, en Angleterre, en Écosse, aux Pays-Bas, jusqu'à la Saint-Barthélemi, 1555-1572. . 128
CHAP. X. — Suite jusqu'à la mort de Henri IV. Coup d'œil sur la situation des puissances belligérantes après les guerres de religion. . 143
CHAP. XI. — Révolution d'Angleterre, 1603-1649. 161
CHAP. XII. — Guerre de Trente ans, 1618-1648. 173
CHAP. XIII. — L'Orient et le Nord au xvie siècle. 182
CHAP. XIV. — Découvertes et colonies des modernes. Découvertes et établissemens des Portugais dans les deux Indes, 1412-1582 . 188
CHAP. XV. — Découverte de l'Amérique. Conquêtes et établissemens des Espagnols aux xve et xvie siècles. 195
CHAP. XVI. — Des Lettres, des Arts et des Sciences dans le xve siècle. Léon X et François Ier. 209

TROISIÈME PÉRIODE, 1648-1789.

CHAP. XVII.—Louis XIV. Événemens politiques de son règne. Son administration. 214
CHAP. XVIII. — Des Lettres, des Sciences et des Arts au siècle de Louis XIV. 220
CHAP. XIX. — Révolutions de l'Angleterre et des Provinces-Unies. Colonies des Européens pendant le xviie siècle. 226
CHAP. XX. — États méridionaux. Empire d'Allemagne. 228
CHAP. XXI.—États du Nord. Charles XII et Pierre le Grand. . . 231
CHAP. XXII. — État de l'Occident après la paix d'Utrecht et la mort de Louis XIV. Guerres et négociations relatives à la succession d'Espagne. 234
CHAP. XXIII. — Guerre de la succession d'Autriche, et guerre de Sept ans. 236
CHAP. XXIV. — Colonies des Européens pendant le xviiie siècle. . 240
CHAP. XXV. — Histoire intérieure des États occidentaux. . . . 243
CHAP. XXVI. — États du Nord et de l'Orient. 245

PARIS, IMPRIMERIE DE DECOURCHANT, RUE D'ERFURTH, N° 1.

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

SEP 30 '82

SEP 29 '82

SEP 15 '83

DEC 09 1996

25 N

NOV 05 2002

UO OCT 27 2004

a39003 001941938b
D 209 .M52 1827
MICHELET, JULES.
PRECIS DE L.HISTOIRE M

CE D 0209
.M52 1827
C00 MICHELET. JU PRECIS DE
ACC# 1424105